

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

CONDITIONS DU TRAVAIL

DANS LES CHANTIERS

DE LA VILLE DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Lundi 18 Décembre 1899 à 2 h. 1/2

PAR

C.-M. MAZOYER

Ingénieur des Arts et Manufactures

Président : M. R. JAY, professeur
Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur.
 DESCHAMPS, professeur.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
CONDITIONS DU TRAVAIL
DANS LES CHANTIERS
DE LA VILLE DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Lundi 18 Décembre 1899 à 2 h. 1/2

PAR

C.-M. MAZOYER

Ingénieur des Arts et Manufactures

Président : M. R. JAY, professeur

Suffragants { MM. ALGLAVE, professeur.
DESCHAMPS, professeur.



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les conditions du travail qui devront être appliquées dans les chantiers de la Ville de Paris, sont relatives au repos hebdomadaire, à la limitation du nombre des ouvriers étrangers, au paiement aux ouvriers de salaires normaux et courants, à la limitation de la durée de la journée de travail, au taux des heures supplémentaires, à l'interdiction du marchandage et enfin à l'emploi d'ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans un état d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie.

I

Lorsqu'il passe des marchés de travaux ou de fournitures, le Conseil municipal de Paris — chargé de la gestion des affaires de la commune envisagée comme personne morale, propriétaire du domaine

Mazoyer

communal — joue un rôle analogue à celui d'un particulier.

Il est évident qu'un particulier qui fait exécuter des travaux, peut, soit qu'il procède par adjudication, soit qu'il traite de gré à gré, imposer à ses entrepreneurs toutes les clauses qui lui semblent utiles. L'entrepreneur, qui a dû tenir compte de ces clauses dans le calcul du prix de son marché, est lié par la convention qu'il a conclue, convention qui fait la loi des parties, à moins qu'elle n'impose des conditions contraires à l'ordre public.

Le Conseil municipal agissant, en l'espèce, comme le ferait un particulier, doit donc, en principe, pouvoir insérer dans les cahiers des charges des marchés qu'il passe avec les entrepreneurs soumissionnaires les clauses qui lui semblent utiles à la bonne exécution des travaux, et notamment certaines clauses relatives aux conditions du travail.

Antérieurement à la publication des décrets du 10 août 1899, le Conseil d'Etat rendit plusieurs arrêts aux termes desquels l'insertion de ces clauses dans les cahiers des charges était illégale, comme constituant une violation du principe de la liberté des conventions et de l'ordonnance royale du 14 novembre 1837.

II

Prenons d'abord le principe de la liberté des conventions visé par ces arrêts.

Ce principe s'applique à tous les contractants, il n'existe pas seulement au profit des entrepreneurs traitant avec leurs ouvriers ; en vertu même de ce principe, la ville doit, elle aussi, être libre de contracter comme elle l'entend avec les entrepreneurs qui traitent avec elle et pouvoir, par suite, leur imposer certaines clauses favorables aux ouvriers qui seront employés à l'exécution des travaux communaux.

L'action de la ville sera d'autant plus justifiée que, par le système des adjudications, elle exerce, au détriment de la main-d'œuvre, une action dans le contrat de travail passé entre les ouvriers et l'entrepreneur, la recherche des gros rabais amenant nécessairement une baisse des salaires.

Si l'on peut soutenir qu'il n'appartient pas au Conseil d'agir pour amener une hausse artificielle des salaires, on ne peut prétendre qu'il n'a pas le droit de remédier aux déplorables effets des adjudications qu'il passe.

D'autre part, le Conseil a évidemment le devoir de s'occuper exclusivement des intérêts qui lui sont confiés, mais le souci de ces intérêts exige non seulement la recherche du coût minimum des travaux mais aussi celle de la bonne exécution des travaux ; or, cette bonne exécution ne peut être assurée par des ouvriers surmenés ou insuffisamment payés. En imposant la limitation de la journée de travail, le paiement d'un certain salaire, l'interdiction du mar-

chandage etc., le Conseil reste dans son rôle de gérant des intérêts dont il a la charge.

De tout temps des prescriptions réglementant les rapports des entrepreneurs et des ouvriers ont été insérées dans les cahiers des charges des travaux communaux. Les cahiers des clauses et conditions générales de 1866, comme celui de 1833, le cahier des charges du génie, pour l'Etat ; le cahier des charges générales des travaux d'architecture de la ville de Paris (édition de 1894), le cahier des conditions particulières aux travaux de maçonnerie et de carrelage, etc., contiennent, des stipulations relatives aux ouvriers et obligatoires pour les entrepreneurs.

Enfin, si nous examinons la jurisprudence du Conseil d'Etat lui-même, nous remarquons que la clause relative à la limitation au 1/10 du nombre des ouvriers étrangers occupés sur les chantiers municipaux, ne fut pas visée par les arrêts du Conseil d'Etat.

Aucun principe absolu ne s'oppose donc à l'insertion dans les cahiers des charges de la ville, de clauses relatives aux conditions du travail.

Les entrepreneurs adjudicataires seraient d'autant moins fondés à vouloir se soustraire aux conditions du contrat qu'ils ont signé, qu'ils ne sont, en l'espèce, que les intermédiaires entre la ville, véritable patron, et les ouvriers occupés sur les chantiers communaux. C'est cette idée qu'exposait M. Armand Béhic, ministre de l'agriculture, du

commerce et des travaux publics dans une circulaire en date du 21 novembre 1866 (1) : «... à raison de la nature et du but des travaux dont ils se rendent adjudicataires, les entrepreneurs ne sont, en quelque sorte, que les agents d'un certain ordre de l'Administration, obligés d'accepter ses décisions...».

III

Les arrêts du Conseil d'Etat étaient aussi basés sur la violation de l'ordonnance du 14 novembre 1837.

L'art. 1^{er} de cette ordonnance pose que, sauf certaines exceptions énumérées à l'art. 2, « toutes entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes seront données avec concurrence et publicité ».

Le principe de la publicité et de la concurrence a, dit-on, été établi pour obtenir des entrepreneurs soumissionnaires le plus grand rabais possible. L'insertion de clauses relatives aux conditions du travail interdisant la possibilité de rechercher des économies sur un des éléments de l'entreprise : la main-d'œuvre, est contraire à ce principe, et par suite illégale.

On peut répondre que la faculté de la recherche d'un rabais maximum, ne peut faire échec au droit

1. A. Potiquet, *Recueil des lois, décrets, ordonnances, Concer-*
nant le service des Ponts et Chaussées, tome III, p. 237.

du Conseil d'imposer, aux entrepreneurs, dans l'intérêt de la ville, des clauses relatives à la main-d'œuvre. Ces clauses ont la même importance, au point de vue de la bonne exécution des travaux que les prescriptions relatives à la qualité des matériaux, par exemple ; elles ont le même résultat au point de vue financier : ces clauses, ces prescriptions interdisent les unes comme les autres la recherche d'économies au-dessous d'un certain minimum sur les éléments correspondants de l'entreprise. Cependant, personne ne s'est opposé, pour des motifs tirés de l'ordonnance de 1837, à l'insertion, dans les devis, de prescriptions relatives aux matériaux ; pourquoi, dès lors, invoquer cette ordonnance contre les clauses relatives à la main-d'œuvre ?

D'autre part, les conditions du travail imposées aux soumissionnaires sont les mêmes pour tous ; aucun ne se trouve en état d'infériorité vis-à-vis des autres et ne peut se plaindre que ces conditions restreignent la concurrence. Les adjudications dont les cahiers des charges contiendraient de telles conditions n'en seraient pas moins faites avec concurrence et publicité, conformément aux dispositions de l'ordonnance de 1837.

En tout cas, leur légalité n'est plus douteuse, depuis la publication du décret en Conseil d'Etat du 10 août 1899, relatif aux marchés passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance.

1. Voir plus loin, p. 406.

IV

Pour dénier au Conseil municipal de Paris le droit de réglementer les conditions du travail dans les chantiers communaux, on lui opposait aussi qu'il avait pour mandat exclusif de défendre les intérêts de la Ville et qu'il ne lui appartenait pas de faire des expériences qui pouvaient avoir des conséquences dangereuses pour les finances municipales.

À cela, on peut répondre que les bons résultats donnés par la réforme à l'étranger, en Angleterre, par exemple, permettent de penser que de telles conséquences ne sont pas à craindre et qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de parler d'expériences plus ou moins aléatoires.

D'autre part, les électeurs se sont prononcés à plusieurs reprises sur cette question — par exemple, en 1887 au lendemain du vote des conditions du travail et en 1890 après les arrêts du Conseil d'État — et se sont toujours montrés favorables à ces conditions ; c'est donc à bon droit que la majorité du Conseil a pu soutenir qu'elle avait reçu le mandat d'en poursuivre l'application.

V

La question des conditions du travail doit enfin être examinée à un autre point de vue.

En votant ces conditions, le Conseil municipal

de Paris agit, dit-on, non seulement comme gérant des intérêts communaux, mais aussi comme assemblée désireuse de mettre en pratique une thèse sociale : celle de l'intervention des pouvoirs publics dans le contrat de travail.

Les adversaires de cette intervention prétendent que la loi de l'offre et de la demande doit seule exercer son action dans la conclusion du contrat de travail. Cette théorie serait vraie si dans ce contrat les deux parties étaient égales, si l'ouvrier était indépendant de l'entrepreneur ; or, il n'en est pas ainsi. Le travail est une question vitale pour l'ouvrier et sa famille ; il faut que dans un délai très court il accepte du travail ou qu'il meure de faim ; il n'en est pas de même pour l'entrepreneur.

D'autre part, sur le marché du travail, ce n'est pas le travail qui se vend, c'est la force de travail identique à l'ouvrier lui-même, que celui-ci loue, qu'il met à la disposition du patron ; cette force de travail n'est pas une marchandise ordinaire, à laquelle puisse s'appliquer la loi de l'offre et de la demande, mais une marchandise d'un ordre spécial, puisque celui qui en est détenteur, qui se loue pour l'exercer, est un être humain.

Cette théorie, due à Karl Marx, compte aujourd'hui de nombreux partisans dans tous les partis. M. Paul Deschanel exprimait les mêmes idées à la tribune de la Chambre des députés le 23 juin 1896 : «.... Je dis que le contrat de travail n'est pas un contrat comme un autre, parce qu'ici c'est la per-

sonne humaine elle-même qui est engagée, c'est une créature qui vit, qui pense et qui souffre.

« Et nous croyons aussi que l'ancienne économie politique, l'école du laissez-faire et du laissez-passer..... ne suffit pas à résoudre les problèmes de plus en plus complexes, qui se dressent chaque jour devant nous (1). »

On objecte que l'ouvrier n'est pas nécessairement opprimé et que les patrons français sont les meilleurs des patrons. A cela, on peut répondre, que sous le régime de la concurrence, la bienveillance du patron cédera, par la force des choses, devant son intérêt; il devra, sous peine de ruine, s'efforcer comme ses concurrents, d'obtenir la main-d'œuvre au meilleur marché possible. Les patrons eux-mêmes l'ont reconnu et déclaré notamment devant les Commissions parlementaires chargées de préparer les lois de réglementation du travail. Nous trouverons un exemple de ces déclarations au cours de la discussion du rapport de M. Longuet sur les conditions du travail (2).

L'intervention des associations ouvrières dans le contrat de travail, pourrait, semble-t-il, remédier à l'inégalité des contractants, mais en France les syndicats ouvriers et particulièrement à Paris ceux des corporations du bâtiment sont loin d'englober la généralité des ouvriers et ne peuvent, en conséquence, exercer une action décisive; d'ailleurs, quand les

1. Paul Deschanel. *La question sociale*, p. 130.

1. Voir plus loin, p. 81.

tentatives de conciliation ont échoué, les syndicats n'ont qu'un moyen d'action : la grève ; or, la grève, cette lutte violente entre patrons et ouvriers, engendre, quel qu'en soit le résultat, de telles ruines qu'on ne doit y recourir qu'à la dernière extrémité.

Pour rétablir l'équilibre entre les parties en présence dans le contrat de travail, il ne reste que l'intervention de la puissance publique : de l'Etat ou des communes.

En ce qui concerne spécialement la question des conditions du travail à imposer aux entrepreneurs soumissionnaires des marchés de la ville de Paris, l'action de la ville est d'autant plus légitime qu'elle ne s'applique qu'aux ouvriers employés aux travaux qu'elle fait exécuter et qu'elle a pour but de prévenir la baisse des salaires qu'entraîne le système des adjudications.

Cette intervention de la ville de Paris dans le contrat de travail n'est d'ailleurs pas isolée ; l'Etat, les communes exercent non-seulement en France, mais aussi à l'étranger, une action de plus en plus grande sur les rapports du capital et du travail, en dépit des théories de l'économie orthodoxe.

« Si les économistes pratiquaient strictement la méthode qui consiste à relever tous les faits, ils seraient fort embarrassés pour défendre la thèse anti-interventionniste. Est-il un fait plus frappant, à l'heure actuelle, que l'accroissement continu, dans toutes les sociétés progressives, des fonctions de

l'Etat ? Partout, mais nulle part plus qu'en France, en Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, le progrès de la démocratie a pour conséquence des interventions de plus en plus fréquentes dans toutes les branches de l'activité humaine. Quand on nous parle, comme il arrive encore souvent, de la répugnance des Anglais et des Américains pour l'action de l'Etat, pour la multiplicité des lois écrites, on est en retard de trente ou quarante années sur la marche des événements » (1).

VI

Nous nous proposons d'examiner les différentes questions, soit d'ordre économique, soit d'ordre juridique, soulevées par la réglementation des conditions du travail dans les chantiers de la ville de Paris.

Nous étudierons l'origine et les différentes phases de la réforme, et nous verrons, par suite, de quelle évolution le droit de réglementation voté et maintenu pendant de longues années par le Conseil municipal, malgré les décrets d'annulation et les arrêts du Conseil d'Etat, lui fut enfin définitivement reconnu.

Nous avons divisé notre travail en trois parties.

La première partie s'arrête au 31 mars 1888, date du maintien, par le Conseil municipal, des con-

1. Henry Michel. *L'idée de l'Etat*, p. 567.

ditions du travail annulées par le décret du 17 mars 1888.

La deuxième partie embrasse les dix années suivantes; dans cette période, le Conseil municipal poursuit l'application des conditions du travail, mais ses délibérations — sauf la délibération du 2 mai 1888, pendant moins de deux ans — ne peuvent être exécutées par suite de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Dans la troisième partie, nous verrons s'affirmer — sous l'influence notamment des résultats obtenus dans les pays étrangers, — les dispositions favorables du Gouvernement et de la Commission parlementaire du travail. La constitution du ministère Waldeck-Rousseau fait faire un pas décisif à la réforme, et grâce aux décrets du 10 août 1899, pris sur l'initiative de M. Millerand, ministre du commerce et de l'industrie, l'application des conditions du travail dans les chantiers de la ville de Paris, votée par le Conseil municipal depuis 1888, peut enfin être réalisée.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}. — La série des prix de la ville de Paris.

CHAPITRE II. — Les conditions du travail devant le Conseil municipal de Paris (1882-1885).

CHAPITRE III. — Adoption des conditions du travail par le Conseil municipal de Paris (délibérations des 31 juillet 1886 et 27 avril 1887).

CHAPITRE IV. — Délibérations du Conseil municipal relatives à l'application des conditions du travail.—
Décret d'annulation du 17 mars 1888.

CHAPITRE PREMIER

LA SÉRIE DES PRIX DE LA VILLE DE PARIS

- I. — La série des prix avant 1872.
- II. — Revision de la série en 1872.
- III. — Adjudication du droit de publication de la série (20 janvier 1873).
- IV. — Séries de 1875 et 1877.
- V. — Transaction avec la maison Chaix et C^{ie} (25 janvier 1879).
- VI. — Série de 1879.
- VII. — Propositions de l'Administration relatives à la cessation de la publication de la série ; série de 1880.
- VIII. — Serie de 1882.

I

On appelle série des prix, le bordereau des prix des ouvrages et matériaux mis en œuvre et des prix des journées.

Au début du siècle, la ville de Paris composait une série de prix pour chaque entreprise soumise à l'adjudication.

En 1833, le Ministère des Travaux publics créa un service régulier pour la vérification des dépenses de ses travaux.

Une commission composée de vérificateurs attachés à ce ministère et à la préfecture de la Seine, dressa, pour l'usage exclusif de ces deux administrations, les tableaux des prix destinés au règlement des dépenses ; tableaux dont les copies manuscrites demeuraient entre les mains des vérificateurs des travaux (1).

En 1838, **M. Morel**, employé à la division des bâtiments civils au ministère, eut l'idée et obtint l'autorisation de faire imprimer et publier les prix arrêtés par la commission. Le document ainsi livré au public fut appelé série Morel.

A la mort de M. Morel, la **Maison Cosse et Marchal** passa, en 1857, avec la préfecture de la Seine, un traité en vertu duquel elle édita et publia, moyennant une redevance annuelle, la série des prix de la ville. Ce traité fut renouvelé jusqu'en 1872.

1. Rapport de M. Alphand, directeur des travaux, du 18 décembre 1879.

Le recueil des discussions, délibérations et rapports du Conseil municipal de Paris, relatifs aux conditions du travail, a été publié en 1896, suivant décision du Conseil, par **M. Lucien Lambeau**, chef de bureau à la Préfecture de la Seine, archiviste du Conseil municipal de Paris (Imprimerie municipale, 1 vol. de 2012 pages).

II

M. Léon Say, préfet de la Seine, proposa, dans un mémoire, en date du 14 novembre 1871, la nomination d'une commission de 20 membres, composée de 4 architectes, 4 ingénieurs, 4 réviseurs et vérificateurs, 4 entrepreneurs désignés par les chambres syndicales et 4 ouvriers désignés par les conseils de prud'hommes, et qui serait chargée, sous la présidence du Directeur des travaux, de rédiger la série des prix de la ville de Paris.

Les entrepreneurs et les ouvriers devaient être choisis dans 9 catégories, pour la portion de la série correspondante à chaque nature d'ouvrage à exécuter.

Le 15 janvier 1872, le conseil municipal adopta les conclusions du mémoire préfectoral.

L'administration associa sans réserve, à la confection de la série, les délégués des industries du bâtiment ; les prix furent arrêtés en commun dans des séances où ils furent discutés et votés après discussion.

La série devant être livrée à la publicité, on décida d'imprimer, en regard de chaque prix, les éléments servant à en donner la justification ; en conséquence, l'énoncé du prix d'application fut accompagné d'un tableau présentant les sous-détails qui entraient dans sa composition.

III

A ce moment, l'administration pensa qu'il convenait d'avoir recours à l'adjudication.

Une adjudication, tranchée en faveur de la maison Chaix et Cie, eut lieu le 20 janvier 1873, pour concéder, moyennant une redevance annuelle, le droit exclusif de publication et de vente de 3 éditions successives de la série des prix applicables aux travaux du bâtiment dans Paris, pour le compte de la préfecture de la Seine; chacune des éditions embrassant une période de deux années, le marché s'étendait de 1873 à 1878 inclusivement.

IV

La période d'application de la série de 1872, prit fin avec l'année 1874; la révision pour la série de 1875-1876 fut opérée par les réviseurs et les vérificateurs de la préfecture de la Seine seuls, les prix de main-d'œuvre et de matériaux étant restés sensiblement les mêmes.

Pour la série applicable aux années 1877-1878, l'administration fit de nouveau appel aux entrepreneurs et aux ouvriers des industries du bâtiment; il fallut alors tenir compte de l'essor considérable de la construction et des changements dans les condi-

tions économiques de la ville de Paris, qui devaient résulter de l'Exposition universelle de 1878 ; aussi les prix des journées et ceux des fournitures des matériaux furent augmentés.

V

Dès l'apparition de la première édition de la série par la maison Chaix et C^{ie}, MM. Cosse, Marchal et Billiard reprirent la publication de l'ancienne série Morel, mais en faisant entrer dans sa composition les prix d'application marqués dans la nouvelle édition des prix de la ville de Paris (1).

La maison Chaix attaqua MM. Cosse, Marchal et Billard devant le tribunal civil de la Seine et appela en garantie, pour le maintien des conditions de son adjudication, la ville de Paris.

La ville intenta, de son côté, une action contre MM. Cosse, Marchal et Billard. Par un jugement rendu sur ces diverses causes le 10 février 1875, le tribunal, considérant que le droit exclusif de reproduction assuré par l'art. 1^{er} de la loi du 19 juin 1873 aux auteurs d'écrits en tous genres, ne s'applique pas à la publication des prix de la série de la ville, laquelle rentre, par sa nature, dans la catégorie des documents officiels, rejeta le recours de la ville contre MM. Cosse, Marchal et Billard. et la

1. Cons. mun. 1878, Rapport n^o 69.

condamna à payer des dommages-intérêts à la maison Chaix et C^{ie}. La Cour d'appel et la Cour de cassation sanctionnèrent ce jugement.

La maison Chaix et C^{ie} renonça à toute répétition envers la ville, des dommages-intérêts qui lui étaient accordés, par une transaction du 28 février 1879, aux termes de laquelle elle devait recevoir, à l'exclusion de tous autres et sans paiement d'aucune redevance nouvelle, la communication des prix fixés par les commissions chargées de rédiger les trois éditions prochaines de la série de la ville, pour les années 1879-1880, 1881-1882, 1883-1884.

VI

En 1879, la série fut révisée par l'Administration seule, sans le concours des représentants des industries intéressées.

VII

La série était exclusivement établie à l'usage de l'Administration ; elle ne devait pas être imposée comme acte officiel dans les transactions particulières ; cependant, le public trouvant commode de se servir d'une série toute dressée, l'usage de la série de ville prit une grande extension.

Dans un **rapport du 18 décembre 1879, M. Alphand** signala les difficultés dues soit à la participation des corps d'état du bâtiment à la rédaction de la série, soit à la publication de ce document.

« Les ouvriers, écrit M. Alphand, ont, d'une part, manifesté une tendance, bien concevable d'ailleurs, à obtenir des augmentations de salaire, les entrepreneurs se sont opposés à ces tendances lorsqu'elles étaient exagérées, mais avec une fermeté peut-être insuffisante ; certains même ont laissé toutes les prétentions s'élever sans y faire opposition, tout cela parce que les prix de journée, une fois inscrits dans la série, ils étaient sûrs d'être couverts de leurs déboursés. Il est cependant bon de dire que quelques-uns, plus clairvoyants, se sont émus d'exigences qui leur paraissaient dépasser les limites raisonnables, et dans une lettre de la Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie concernant une augmentation de salaire, on trouve ce passage qui trahit des inquiétudes fondées :

« Ayant aussi la crainte très sérieuse que l'élévation
« incessante de la main-d'œuvre fasse augmenter les
« prix de la construction de telle sorte que les capitaux
« s'en éloignent, nous ne croyons pas pouvoir aller au-
« delà des prix déjà fort élevés offerts par nous à titre
« de transaction... »

« Ces demandes sont naturelles et certes justifiées par les difficultés et la cherté de la vie dans un grand centre comme Paris, mais elles entraînent un danger qu'il convient de signaler. Elles occasionnent néanmoins des conflits entre les patrons et les ouvriers, des grèves s'en suivent, et comme on croit généralement que les ques-

tions sont vidées et jugées en dernier ressort quand un taux de salaire est porté à la série de la ville, l'Administration est invoquée comme arbitre et l'on veut la rendre juge de débats dans lesquels il est de son devoir de garder une neutralité absolue...

« Il semble démontré qu'il y a une tendance continue à détourner la série des prix de son but véritable. On s'efforce de la convertir en un acte officiel servant à faire la loi des parties, tandis que ce document n'est destiné, au contraire, à porter aucune réglementation et ne doit être qu'un résumé fidèle de ce qui concerne les ouvrages du bâtiment au point de vue des usages établis et des prix ressortant des cours moyens en vigueur. »

En outre, l'Administration était assaillie d'une multitude de demandes d'insertion pour des matériaux et des produits nouveaux, demandes qui tendaient à transformer la série en une nomenclature de réclames commerciales.

Pour remédier à cet état de choses, M. Alphand proposa, dans son rapport, de revenir à l'ancien système et de faire dresser la série par les seuls agents de l'Administration, avec un tirage d'exemplaires en nombre suffisant pour les besoins exclusifs du service et sans publicité.

Ce système était pratiqué, d'ailleurs, dans d'autres services ressortissant à l'Administration municipale, tels que la voie publique, les égouts, les distributions d'eau, les promenades, etc.

M. F. Hérol, **préfet de la Seine**, conformément au rapport de M. Alphand, proposa au Conseil muni-

cipal, dans un **mémoire** en date du **29 décembre 1879**, l'adoption d'un projet de délibération aux termes duquel il y avait lieu :

1° De faire cesser le plus tôt possible la publication et la vente de la série ;

2° De décider que la série serait dressée par les soins de l'Administration et seulement pour ses besoins ;

3° D'entrer en arrangement avec MM. Chaix et Cie pour la transaction à intervenir, à cause de la cessation de toute publication de la série.

Au nom de 5^e Commission, **M. Cusset**, présenta, les 11 et 20 mars 1880, des **rapports** (1), tendant au rejet de ces propositions. Dans son second rapport, M. Cusset écrivait :

« Il est constant que la publicité donnée à la série des prix de la ville de Paris, en a fait un instrument à peu près indispensable à l'industrie du bâtiment. On ne saurait donc l'en priver brusquement sans apporter un trouble considérable dans ses habitudes et dans ses besoins.

» Mais si par la force des choses, la série continue, à cause de la publicité qu'elle reçoit, à être prise pour base dans le règlement des travaux particuliers, votre 5^e Commission croit et affirme qu'il est de toute justice que les architectes, les patrons et les ouvriers du bâtiment soient admis à participer aux révisions que subit la série.

1. Cons. mun. 1880, rapports, n^{os} 25 et 34.

« Enfin, votre 3^e Commission pense qu'en aucun cas, la série doit servir de réclame pour des matériaux ou des procédés nouveaux dont l'emploi n'a pas été consacré par l'expérience et dont l'administration ne s'est pas décidée à faire usage dans les travaux municipaux. »

A la séance du 23 mars 1880 (1), **M. le Préfet de la Seine** déclara que les considérations contenues dans le rapport de M. Cusset lui ayant paru déterminantes, il retirait le dossier relatif à la série de la ville.

L'administration procéda alors à la révision de la série avec le concours de patrons et d'ouvriers de l'industrie du bâtiment (**Série du 1^{er} novembre 1880**).

Dès l'année suivante, l'opportunité de la participation de l'administration à l'établissement d'une série destinée à la publicité fut de nouveau remise en question.

Le 22 octobre 1881 (2), une question fut posée par **M. J. Roche** au sujet du retrait, par suite d'une grève de charpentiers, de la mise en adjudication des travaux de charpente du 6^e arrondissement.

Au cours de la discussion, **M. Yves Guyot** déclare qu'il est partisan de la suppression de la série officielle des prix ; pour lui, une fixation officielle des salaires est une mauvaise chose. **M. Wattel** estime que les indications de la série des prix de la ville

1. Cons. mun. 1880, proc.-verb. n^o 22.

2. Cons. mun. 1881, proc.-verb. n^o 46.

sont le plus souvent illusoires ; d'une part, en effet, les patrons et les ouvriers se mettent d'accord pour majorer les prix de journée de travail et cependant ils arrivent à l'adjudication basée sur ces prix avec des rabais qui atteignent 40 0/0 ; d'autre part, si l'adjudicataire ne réussit pas au gré de ses prévisions, il vient se plaindre de ce que l'augmentation de main-d'œuvre le ruine et il demande l'allègement des charges qu'il a assumées ; c'est le cas de l'entrepreneur pour la maçonnerie de l'Hôtel de Ville. En conséquence, **M. Watel** demande que l'administration n'intervienne plus à l'avenir dans l'établissement de cette série et lui retire tout caractère officiel.

Le 28 novembre suivant, **M. Hérold**, préfet de la Seine, adressa au Conseil un **mémoire** relatif à la suppression de la révision de la série des prix de la ville (1).

Dans ce mémoire, le préfet expose qu'il lui a paru que la majorité du Conseil était disposée à partager les avis émis le 22 octobre précédent, par plusieurs membres, contre la publication de la série et l'intervention de l'administration dans sa rédaction, et que, dès lors, il y a lieu de reprendre à nouveau cette question.

Après avoir rappelé les considérations développées dans le rapport de M. Alphand, en date du 18 décembre 1879 (2), le préfet propose au Conseil de

1. Ce mémoire est annexé au rapport n° 84 de 1881 (Cons. mun.).

2. Voir plus haut, p. 9.

décider qu'il n'y a plus lieu de procéder à la révision de la série des prix de la ville. L'administration continuerait, d'ailleurs, à appliquer, pour l'estimation et le règlement de ses travaux, la dernière édition datée du 1^{er} octobre 1880, en y ajoutant, pour chaque adjudication, les modifications reconnues nécessaires.

La 5^e Commission étant divisée en deux fractions égales sur la question qui lui était soumise, donna pour mission à son rapporteur, M. Jobbé-Duval, de se borner à soumettre à l'examen du Conseil, le projet présenté par l'administration.

M. Jobbé-Duval déposa son **rapport** (1) le 7 décembre 1881.

Plusieurs syndicats ouvriers adressèrent au Conseil des lettres contre le projet de l'administration et la Fédération des ouvriers en bâtiment de Paris organisa une réunion de protestation qui eut lieu le 21 décembre 1881 (2).

Le rapport de M. Jobbé-Duval fut discuté à la séance du 23 décembre 1881 (3) ; divers amendements furent renvoyés à la 5^e Commission, après une discussion au cours de laquelle le Directeur des travaux déclara que l'administration avait simplement voulu demander l'avis du Conseil.

Le 3 avril 1882, **M. Jobbé-Duval** déposa son nouveau **rapport** (4) sur la révision de la série.

1. Cons. mun. 1881, Rapport, n° 84.

2. Cons. mun. 1881, documents. n° 94.

3. Cons. mun. 1881, Proc.-verb. n° 65.

4. Cons. mun. 1882, Rapport, n° 30.

Dans ce rapport, M. Jobbé-Duval fait connaître que l'administration accepte l'amendement suivant de MM. Yves Guyot et Villard.

« La série officielle des prix de la ville de Paris cessera d'être publiée dans les conditions actuelles à partir de 1884.

« Jusqu'à cette date, coïncidant avec la convention Chaix, la série sera révisée encore une fois en 1882. »

Avec cette restriction qu'aucune décision ne sera prise sur la continuation ou la suppression de la série de la ville qu'en 1884.

M. Jobbé-Duval expose que la grande majorité de la Commission estime que de toutes les discussions, de l'audition des revendications des ouvriers du bâtiment, s'est dégagée l'opinion que le Conseil devait renvoyer à l'administration le dossier de l'affaire, lui laissant entière la responsabilité qu'elle revendique, du reste, de l'établissement de la série d'esprix.

Le Conseil, conformément aux conclusions du rapport de M. Jobbé-Duval, appuyées par l'administration, vota, le 5 mai 1882, le projet de délibération suivant (1).

Le Conseil,

.

Délibère :

Le dossier relatif à la série des prix de la ville de Paris, est renvoyé à l'administration.

La responsabilité de l'établissement de cette série, qui

1. Cons. mun. 1882, proc.-verb. n° 20.

dorénavant n'aura plus aucun caractère officiel, est laissée entière à l'administration.

VIII

Une commission purement administrative, présidée par M. le Directeur des travaux, procéda pendant les mois de juin, juillet et août 1882, à la révision de la série, sans le concours des entrepreneurs et des ouvriers du bâtiment, par suite du refus des entrepreneurs de se rendre devant la commission. Cette commission accepta toutefois, mais à titre consultatif seulement, le concours des corporations ouvrières qui avaient répondu à son appel.

La nouvelle série fut appliquée à partir du 1^{er} novembre 1882. Elle fut remplacée momentanément, à l'époque de l'application des conditions du travail, par la série de 1888 (1).

Après les arrêts du Conseil d'Etat, en date du 21 mars 1890, la série de 1882 fut remise en vigueur ; elle est encore appliquée aujourd'hui.

1. Voir plus loin, 2^e Partie, chap. V. — V°

CHAPITRE II

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DEVANT LE CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (1882-1885).

- I. — Proposition de **M. Joffrin** relative à l'acceptation des prix de série par les entrepreneurs (30 déc. 1882).
 - II. — Proposition de **M. Dreyfus** tendant à la limitation du nombre des ouvriers étrangers dans les travaux de la ville de Paris (30 avril 1883).
 - III. — Proposition de **MM. Lyon-Alemand et Dreyfus** relative à la limitation du nombre des employés et ouvriers étrangers à la Compagnie du chemin de fer métropolitain (28 mai 1883). Adoption partielle (4 juin 1883).
 - IV. — Pétition d'ouvriers peintres en bâtiment demandant notamment l'application des prix de série. Rapport de **M. Sauton** (28 novembre 1883). Discussion (13 décembre 1883).
 - V. — Rapports des chefs de service de la Direction des travaux.
 - VI. — Avis du comité consultatif de la Préfecture de la Seine.
 - VII. — Pétition de la **Commission des ouvriers sans travail** (3 janvier 1885) et proposition de **M. Vaillant** (26 janvier 1885) relatives aux conditions du travail.
 - VIII. — Discussion de la proposition de **M. Vaillant**, ren-
- Mazoyer

voi à la Commission du travail (30 janvier 1885).

- IX. — Rapport de **M. Cernesson** sur la proposition de M. Vaillant (31 juillet 1885).
- X. — Discussion du rapport de M. Cernesson (2, 7, 9, 11, 15 et 16 décembre 1885).
- XI. — Renvoi à la Commission du travail du rapport de M. Cernesson (18 décembre 1885).

I

A la séance du 30 décembre 1882, (1), **M. Joffrin** exposa que des conflits se produisaient journellement, par suite du refus des entrepreneurs de payer à leurs ouvriers les prix de la série ; dans le but de protéger les travailleurs, il demanda au Conseil d'adopter la proposition suivante :

Ne pourront être adjudicataires des travaux de la ville, que ceux des entrepreneurs qui auront accepté la série des prix de la ville de Paris pour 1882.

Sur la demande du Directeur des travaux, la proposition de M. Joffrin fut renvoyée à la Commission spéciale des adjudications.

II

Le 30 avril 1883, à la suite d'une question de **M. Songeon**, relative au renvoi d'ouvriers français

1. Cons. mun. proc.-verb., 1882, n° 77.

et au maintien d'ouvriers étrangers dans un atelier municipal (1), **M. Dreyfus** proposa au Conseil en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, l'adoption de la proposition suivante :

Le Conseil invite l'Administration à ne plus employer à l'avenir, dans les travaux de la ville, plus du dixième d'ouvriers étrangers à moins d'impossibilité absolue et en cas d'urgence.

M. le Directeur des Travaux combat cette proposition qui, dit-il, pourrait placer les différents services de la voie publique, notamment le balayage, dans une situation difficile, peu d'ouvriers français consentant à accepter le modique salaire alloué aux balayeurs ; en outre, il était à craindre que les entrepreneurs étrangers ne prissent des mesures de représailles vis-à-vis des ouvriers français établis à l'étranger.

M. Songeon répond qu'il est inadmissible que le service de la voirie, qui absorbe tous les ans des millions pour les travaux de luxe, ne puisse donner aux ouvriers balayeurs, un salaire suffisant pour les faire vivre.

MM. Vanthier et Cattiaux s'étonnent que l'on ne trouve pas, parmi les Français, des éléments pour les travaux de balayage, alors que chaque jour des malheureux viennent leur demander des recommandations pour être admis dans ce service et ne peuvent y entrer qu'au bout de plusieurs mois.

1. Cons. mun. proc.-verb., 1883, n° 20.

La proposition de M. Dreyfus est renvoyée, sur sa demande, à la 3^e Commission.

III

Dans un même but de protection du travail national, **MM. Lyon-Alemand et Dreyfus** déposèrent à la séance du 28 mai 1883 (1), la proposition suivante :

La Compagnie concessionnaire du chemin de fer métropolitain ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers et d'employés étrangers.

Cette proposition renvoyée à la Commission du métropolitain, vint en discussion le 4 juin 1883 (2).

M. Deligny, l'un des rapporteurs, déclare que la limitation proposée serait gênante en ce qui concerne la construction, mais admissible pour l'exploitation qui exigera des ouvriers sérieux et qu'on devra toujours avoir sous la main ; ces ouvriers devront être garantis contre la main-d'œuvre étrangère à bon marché.

M. Yves Guyot demande, au nom du principe de la liberté du travail, le rejet de la proposition comme inspirée par des tendances protectionnistes. Il fait remarquer que le développement de notre population ne peut être assuré, par suite du nombre in-

1. Cons. mun. proc.-verb., 1883, n^o 26.

2. Cons. mun. proc.-verb., 1883, n^o 29.

suffisant des naissances, qu'à l'aide d'immigrations et de naturalisations.

M. Breyfus répond que la limitation devait s'appliquer à un service public, le métropolitain et que, dès lors, il s'agissait, d'une question de nationalité et non de libre-échange et de protection ; d'autre part, on peut se demander, tout en étant partisan des grands travaux, s'il est juste de dépenser des sommes énormes dont les étrangers profitent en grande partie ; cet état de choses a d'ailleurs l'inconvénient d'attirer à Paris une quantité d'ouvriers étrangers, dont 60 à 80 0/0 finissent, ainsi que l'a déclaré le Directeur de l'Assistance publique, par retomber à la charge de l'Assistance publique.

M. Marsoulan appuie, au nom du patriotisme, la limitation du dixième ; il faut résister à l'envahissement de l'étranger, qui fait diminuer le prix des salaires, et emporte pour l'exploiter dans son pays, le métier qu'il est venu apprendre à Paris.

M. Joffrin estime qu'il n'y a qu'un moyen de placer l'ouvrier français sur un pied d'égalité avec l'ouvrier étranger, c'est de fixer le minimum de salaire et le maximum des heures de travail ; il conclut en demandant l'application rigoureuse de la série,

M. le Directeur des Travaux fait remarquer que les services de l'exploitation devront comporter 2 sortes d'employés :

1° Les employés commissionnés qui ne peuvent être évidemment que Français.

2° Les employés provisoires, c'est à ceux-ci seule-

ment que pourra s'appliquer la clause du dixième.

Sur la proposition de la Commission, le Conseil adopte la proposition de MM. Lyon-Alemand et Dreyfus ainsi modifiée conformément aux indications du Directeur des Travaux :

La Compagnie concessionnaire du chemin de fer métropolitain ne pourra pas employer plus d'un dixième d'ouvriers et employés étrangers dans les services de l'exploitation.

Les employés et ouvriers commissionnés seront pris exclusivement parmi les nationaux français, selon la règle appliquée dans les services de la Ville de Paris.

IV

Dans une pétition qu'ils adressèrent au Conseil municipal, les membres de **l'Union fraternelle d'ouvriers peintres en bâtiment**, affirmèrent que les travaux de la Ville étaient accaparés par les entrepreneurs étrangers qui remplaçaient les ouvriers français par des ouvriers étrangers. Les membres de cette union demandaient en outre que les entrepreneurs adjudicataires fussent obligés d'appliquer à leurs ouvriers, les prix de la série de 1882.

Le 28 novembre 1883, M. Sauton présenta, au nom de la 5^e Commission, un rapport sur cette pétition.

Rapport de M. Sauton (1).

M. Sauton expose que la liste des entrepreneurs admis à soumissionner est soumise à la Commission d'admissibilité qui s'assure de l'exécution de la clause du cahier des charges imposant aux soumissionnaires l'obligation d'être Français; en outre, tous les concurrents sont astreints à fournir leur casier judiciaire, pièce ne pouvant être produite que par des Français; il en résulte que les renseignements des pétitionnaires sont nécessairement erronés. Toutefois, il peut se faire que sous le couvert de commandites, les entrepreneurs étrangers participent aux travaux municipaux et facilitent l'accès des chantiers aux ouvriers étrangers; pour remédier à cet état de choses, la commission propose au Conseil de demander à l'administration d'introduire dans les cahiers des charges une clause interdisant à l'adjudicataire d'occuper plus d'un dixième d'ouvriers étrangers. Cette faculté laissée à l'adjudicataire d'employer un dixième d'ouvriers étrangers, est suffisante pour montrer qu'il n'entre dans la pensée du conseil aucun sentiment d'hostilité contre ces ouvriers. Le conseil a le devoir de faire en sorte que les sacrifices faits par la cité, pour atténuer la crise économique que traverse l'industrie parisienne, profitent surtout aux ouvriers français et non à une immigration d'ouvriers étrangers.

Examinant ensuite le second point de la pétition,

1. Cons. mun. 1883, rapport n° 121.

M. Sauton se demande s'il convient d'imposer aux adjudicataires l'obligation de payer les ouvriers occupés dans les chantiers municipaux aux prix fixés par la série de la ville. L'insertion d'une telle clause ne peut entraver la liberté des transactions commerciales, car la série de la ville est simplement un bordereau de prix applicable aux travaux à exécuter pour le compte de la ville seulement, les architectes étant libres d'appliquer, pour les travaux particuliers soit d'autres tarifs, par exemple la série publiée par la société centrale des architectes, la série des prix dressée par le service des bâtiments civils, ou même des bordereaux de prix qu'ils établissent eux-mêmes. Ainsi l'insertion de la clause demandée n'aurait pas d'autre portée que d'imposer dans les chantiers municipaux les prix de main-d'œuvre fixés par la série de la ville.

M. Sauton recherche les conséquences de cette clause au point de vue financier. Il rappelle les rabais considérables, inconnus dans tous les travaux particuliers, faits parfois aux adjudications de la ville par des entrepreneurs sans scrupules, qui spéculent sur la misère des ouvriers pour diminuer les salaires dans des proportions inadmissibles, sur les chantiers municipaux ; il en résulte que les bons ouvriers sont amenés à s'en éloigner. Si, par suite de chômage, ils sont dans l'obligation de s'y faire embaucher, « ils travaillent sans avoir, comme on dit, le cœur à l'ouvrage et la ville en a pour son argent ». Cet état de choses doit cesser, la ville a

intérêt à ce que ses travaux soient faits dans les meilleures conditions possibles d'exécution : si l'obligation des tarifs de main-d'œuvre amène une diminution des rabais dans les adjudications et, par suite, une augmentation des frais de premier établissement, la ville trouvera une large compensation dans une meilleure exécution des travaux qui se traduira par une diminution des frais d'entretien.

Au cas où la série serait modifiée, dans ses prix de main-d'œuvre, dans le cours des travaux, il y aurait lieu de tenir compte, à l'adjudicataire, de ces modifications, car il ne serait pas admissible que sur les divers chantiers de l'administration, les ouvriers fussent payés à des taux différents.

La clause proposée n'aura-t-elle pas pour conséquence de ne permettre l'accès des chantiers municipaux qu'aux ouvriers d'élite et d'en écarter les ouvriers moins habiles qui auraient pu être embauchés à des prix inférieurs à ceux de la Seine. Cette objection n'a été admise par aucun des ouvriers consultés par M. Sauton ; les chambres syndicales ouvrières et les syndicats ouvriers, les membres ouvriers des conseils de prud'hommes sont unanimes à demander l'application des tarifs de main-d'œuvre.

En conséquence, la 5^e Commission propose le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Délibère :

La Commission des adjudications est invitée à intro-

duire dans les cahiers des charges dressés par l'administration :

1° Une clause rendant obligatoires comme minimum, pour les adjudicataires, vis-à-vis des ouvriers qu'ils emploient dans les travaux municipaux, les prix de main-d'œuvre fixés aux tarifs par l'administration et supprimant de ces cahiers des charges toutes clauses restrictives des prix de ces tarifs ;

2° Une clause spécifiant qu'en cas de publication d'une nouvelle série de prix, au cours de l'exécution des travaux, la nouvelle série, frappée du rabais consenti, sera applicable à l'opération soumissionnée ;

3° Une clause obligeant les adjudicataires à employer neuf dixièmes au moins d'ouvriers français.

Le rapport de M. Sauton fut discuté à la séance du 13 décembre 1883 (1).

M. Sauton présente son rapport et propose l'adoption des conclusions de la commission.

M. le Directeur des travaux dit qu'en adoptant ces conclusions, le Conseil créerait un privilège au profit des ouvriers qui travaillent pour la ville et cela au détriment des contribuables ; en effet, les rabais étant moins élevés, les adjudications seraient plus onéreuses.

M. Sauton répond que les travaux neufs seront mieux exécutés et que, par suite, les travaux d'entretien seront moins importants ; il en résultera dès lors, non une charge, mais une économie.

M. le Préfet de la Seine estime qu'il est difficile

1. Cons. mun. proc.-verb., 1883, n° 65.

que le Conseil vote la proposition qui lui est soumise, sans qu'elle ait été étudiée par l'administration. La ville fait exécuter pour plus de 100.000.000 de francs de travaux par an, or en imposant aux entrepreneurs l'obligation de payer les ouvriers d'après les prix de la série, on porte atteinte à la liberté des transactions. La série n'est établie qu'en vue d'adjudications, c'est une série de prix moyens; l'entrepreneur doit rester libre de débattre les conditions du travail avec ses ouvriers suivant la loi de l'offre et de la demande. Les conséquences de la mesure proposée ne seraient pas limitées aux travaux de la ville; par suite de l'importance de ces travaux, la mesure prise retentira sur les travaux particuliers exécutés à Paris. et tendra à devenir une règle générale au risque de déterminer une hausse factice des prix. M. le Préfet demande, en conséquence, le renvoi de la proposition à la 5^e Commission.

M. Amoureux répond que la mesure proposée ne porte aucune atteinte à la liberté du travail. La ville a le droit d'exiger, pour ses travaux, des ouvriers de choix et de fixer les salaires de ses ouvriers.

M. le Directeur des travaux reconnaît que la ville a le droit de fixer, et fixe effectivement, les salaires de ses ouvriers : balayeurs, cantonniers, jardiniers.

Mais dans la question en discussion, la ville a affaire, non pas à des ouvriers qu'elle emploie

directement, mais à un entrepreneur désigné par l'adjudication. Si l'on insère la clause de l'obligation des prix de série, les entrepreneurs honnêtes seuls l'appliqueront, les autres diront aux ouvriers : « Votre salaire est fixé à 7 francs par jour, mais si vous exigez ce prix, je ne vous emploie pas. » L'Administration ne pourra que mettre leur entreprise en régie, mesure toujours onéreuse pour la ville, M. le Directeur conclut en demandant le renvoi à l'Administration, qui fournira au Conseil une étude complète.

M. Sauton ne croit pas que la ville soit désarmée vis-à-vis des entrepreneurs, ceux qui n'exécuteraient pas leurs engagements pourraient être exclus des adjudications, par exemple.

Le projet de délibération est renvoyé à la 5^e Commission, sur la déclaration faite par **M. Hattat**, son président, que la majorité de ses membres accepte ce renvoi.

V

Conformément à l'engagement qu'il avait pris, en demandant le renvoi à l'Administration de la question du paiement des prix de série aux ouvriers et de la limitation du nombre des ouvriers étrangers, M. le Directeur des travaux demanda, le 22 janvier 1884, aux chefs de service de sa direction, de lui adresser des rapports sur les mesures proposées.

Rapport de M. Couche, ingénieur en chef du service municipal des eaux. — Ce rapport, absolument défavorable, résume toutes les objections que l'on peut opposer au projet renvoyé à la commission. Nous allons en donner une analyse détaillée.

M. Couche se propose de démontrer qu'imposer aux entrepreneurs de ne pas payer à leurs ouvriers des prix inférieurs aux prix de série constitue une hérésie économique, une impossibilité pratique, une prescription contraire à toute justice et à l'intérêt des ouvriers.

C'est une hérésie économique, car une série n'établit pas les cours du travail, elle les constate, et, comme d'un moment à l'autre, ces cours varient suivant la loi de l'offre et de la demande, et qu'à un même moment, les prix diffèrent d'un ouvrier à l'autre, suivant le mérite de chacun; elle ne peut constater que des moyennes. Or, la mesure proposée obligera les entrepreneurs à payer comme minimum à leurs ouvriers, ce qu'ils recevront comme moyenne. Dira-t-on qu'il s'agit précisément d'arriver à l'égalité des salaires, alors, il faut être logique; les besoins étant égaux pour tous, il faut simplifier la série, établir un seul prix pour tous les ouvriers : un mécanicien ne mangeant pas plus qu'un balayeur, un ouvrier qui travaille peu ou point ayant les mêmes besoins qu'un ouvrier travaillant beaucoup.

Admettons que les prix de série varient suivant les professions, quel mobile pourra pousser un

entrepreneur à soumissionner, l'espoir de gagner sur le prix des matériaux ? mais ce prix n'est que le prix de main-d'œuvre faite à distance. Quand on achète à Paris un mètre de meulière, on paie en lui le prix de la journée du terrassier qui a fait le déblai, du carrier qui a fait l'extraction, etc. ; en quoi ces ouvriers sont-ils moins intéressants que le maçon qui emploie la pierre ? de quel droit subventionner ce dernier au détriment des autres ?

La mesure présente des impossibilités matérielles ; dans l'atelier d'un constructeur qui a soumissionné des machines pour la ville, par exemple, sur le même tour, entre les mains des mêmes ouvriers et pour des temps très variables, passent des pièces diverses, destinées soit à ces machines, soit à d'autres ; le constructeur devra payer ses ouvriers aux prix de la série, mais seulement pour les premières pièces ; or, quel sera le moyen de contrôle ?

Enfin, dans la pratique, si l'ouvrier ne peut faire que 4 francs de travail par jour, aucun entrepreneur ne le gardera à raison de 6 francs ; cet ouvrier mourra donc de faim, à moins que de concert avec l'entrepreneur, il n'élude la protection administrative, mais la nécessité de frauder chassera les entrepreneurs honnêtes.

M. Couche conclut en qualifiant l'innovation proposée de mesure anti-économique, qui serait ou désastreuse ou sans effet.

Rapport de M. Bartet, ingénieur en chef du

service des promenades et plantations. — Le rapport de M. Bartet fut bien moins affirmatif que celui de M. Couche.

M. Bartet pense que dans l'entreprise proprement dite, il est difficile d'arriver à une solution pratique pour l'application d'un salaire minimum, la main-d'œuvre ne commençant pas au point précis où intervient le paiement de la journée par l'adjudicataire et ce dernier ne pouvant être rendu responsable du paiement des ouvriers qu'il n'aurait pas employés lui-même.

Il n'en est pas de même au cas où la ville, faisant travailler l'entrepreneur en régie, lui demande simplement une fourniture d'objets à un prix défini par la série ou un certain nombre d'heures d'ouvriers qui lui sont payées d'après le tarif du cahier des charges; dans ces conditions, l'ouvrier travaille sous les ordres directs des agents de la ville et l'adjudicataire n'est que l'intermédiaire pour le paiement du salaire. Ici, la mesure proposée pourrait utilement s'appliquer, car si aucun minimum n'est imposé, l'entrepreneur est amené à faire un trafic sur la journée même de l'ouvrier, il y a là une exploitation de personnes. Au point de vue des travaux, la mesure n'aurait que de bons résultats, car l'expérience montre que lorsque on demande à l'entrepreneur des ouvriers en régie, celui-ci ne fournit à la ville que les ouvriers qu'il paie le moins cher et qui, par conséquent, valent le moins. Si l'adjudicataire était obligé de payer ses ouvriers à un tarif mini-

mum, il n'aurait aucun intérêt à ne pas donner les ouvriers qui vaudraient réellement ce tarif.

Rapport de M. Croiseau, vérificateur en chef du service d'architecture. — M. Croiseau expose que dans les travaux neufs, les ouvriers sont généralement payés non à la journée, mais à la tâche, il en conclut que l'obligation du paiement des prix de journée fixés à la série amènerait un trouble profond dans les usages suivis jusqu'alors et favoriserait un petit nombre d'ouvriers incapables au détriment d'ouvriers habiles ou laborieux.

La limitation du nombre des ouvriers étrangers serait une mesure regrettable. L'application de cette mesure serait d'ailleurs presque impossible, par suite de la difficulté d'un contrôle suffisant.

Note de M. Allard, ingénieur en chef du service municipal. — Pour M. Allard, l'obligation de payer les ouvriers au prix de série paraît soulever les objections suivantes :

1^o Atteinte portée à la liberté des transactions ;
2^o Dérogation aux principes qui ont servi de base à la rédaction de la série. Il a été entendu qu'on y inscrirait des prix moyens, or, la mesure proposée, transforme ces prix en minimum.

3^o Une mesure impraticable. Rien n'oblige les entrepreneurs à soumettre leur comptabilité à l'Administration, on ne pourra donc connaître que les infractions qui seront signalées par les ouvriers eux-mêmes ; ceux-ci hésiteront dans la crainte d'être

renvoyés et mis à l'index par les entrepreneurs. Aussi, la prescription restera lettre morte et comme il en sera résulté des rabais moindres, c'est l'entrepreneur qui en profitera.

4^e Absence de sanction efficace. L'exclusion des adjudications est une mesure qui peut devenir dangereuse pour les finances de la ville, si la mesure rencontre de la résistance de la part de beaucoup d'entrepreneurs.

Les rapports de **MM. Rigaud et Roger**, ingénieurs en chef des mines, de **MM. Humblot, Barabant et Durand-Claye**, ingénieurs en chef du service municipal, furent, comme les rapports précédents, et pour des raisons analogues, défavorables aux conclusions soutenues par M. Sauton.

VI

Le Comité consultatif de la Préfecture de la Seine, consulté sur la question de savoir s'il existait une disposition légale, faisant obstacle à l'insertion, dans les cahiers de la ville, d'une clause obligeant les entrepreneurs à payer les prix de série à leurs ouvriers, alors même que ces entrepreneurs auraient consenti un rabais en vertu de leur marché, émit l'avis « que l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 14 novembre 1837 fait obstacle à l'insertion de la clause précitée dans les cahiers des charges des travaux de la ville de Paris. »

Cet avis, en date du 8 décembre 1884, était motivé par les considérants suivants :

Considérant que l'art. 1^{er} de l'ordonnance royale du 14 novembre 1837 porte, qu'en dehors des exceptions limitativement énumérées dans l'article suivant : « Toutes entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisances seront données avec concurrence et publicité » ;

Considérant que le principe ainsi posé de la concurrence implique nécessairement, pour chacun des soumissionnaires entre lesquels la préférence doit se déterminer par le plus fort rabais, la faculté de rechercher et d'appliquer toutes les économies dont les divers éléments de l'entreprise seraient susceptibles et notamment les réductions réalisables sur la main-d'œuvre ;

Considérant que l'insertion dans les cahiers des charges d'une clause impérative obligeant l'adjudicataire à payer toujours et en tout cas, soit pour les frais de main-d'œuvre, soit pour les fournitures, un prix supérieur au prix-courant, aurait pour résultat infaillible de restreindre, dans une mesure correspondante à la partie grevée d'un maximum irréductible, la possibilité pour les entrepreneurs de consentir un rabais ; qu'ainsi l'adjudication n'atteindrait pas le but en vue duquel elle a été prescrite par l'ordonnance royale du 14 novembre 1837, qui est de ramener le prix général du travail à exécuter au minimum possible.

Ainsi, l'avis du Comité consultatif de la Préfecture de la Seine était, comme les avis des chefs de services de la Direction des travaux, contraire à l'insertion, dans les cahiers des charges de clauses relatives aux conditions du travail.

VII

Le 3 janvier 1885, la **Commission des ouvriers sans travail**, composée de 80 délégués des diverses corporations ouvrières, adressa au bureau du Conseil municipal (1), une pétition demandant notamment :

1° La diminution de la journée à 8 heures de travail ;

2° La suppression complète et absolue du marchandage ;

3° L'inscription aux cahiers des charges d'une clause obligeant les adjudicataires à payer, dans les travaux de la ville, les prix de main-d'œuvre inscrits à la série (édition de 1882) (2).

A la séance du 26 janvier 1885, le Bureau transmet cette pétition au Conseil municipal.

M. Vaillant déclara qu'il avait reçu le mandat de défendre les résolutions de la commission des ouvriers sans travail et déposa à cet effet le projet de délibération suivant :

Art. 1^{er}. — Dans tous les travaux de la ville, la journée de travail sera réduite à huit heures et le marchandage sera interdit conformément au décret de 1848.

1. Cons. mun. 1885, proc.-verb. n° 1.

2. D'autres mesures étaient demandées par la pétition, l'examen de ces mesures ne rentrant pas dans le sujet de notre travail, nous ne nous en occupons pas.

Art. 2. — Dans tous les travaux de la ville, les prix de la série officielle seront rigoureusement appliqués.

Art. 3 (1). —

M. Vaillant demanda en outre au Conseil d'émettre le vœu que l'Etat adhérât à ces mesures.

VIII

La proposition de **M. Vaillant** fut discutée le 30 janvier 1885 (2).

M. Vaillant expose que l'adoption de sa proposition est nécessitée par la crise ouvrière. La réduction de la journée de travail aura pour résultat la diminution du chômage, en augmentant le nombre de ceux qui seront occupés. La suppression du marchandage est décidée par une loi ; la ville n'aura qu'à veiller à l'exécution de cette loi. Enfin, l'application des prix de série arrêtera l'avilissement des salaires.

Après observations présentées par divers conseillers, la proposition est renvoyée à la Commission du travail.

IX

M. Cernesson déposa, le 31 juillet 1885, au nom de la Commission du travail, son rapport sur la proposition de M. Vaillant.

1. Voir observation (2) page 35.

2. Cons. mun. 1885, proc.-verb. n° 3.

Rapport de M. Cernesson.

M. Cernesson examine successivement les questions relatives à la durée du travail, au marchandage, à l'application des prix de série.

I. Durée du travail. — En France, la durée maxima de la journée de travail a été fixée à 12 heures, par la loi du 9-14 septembre 1848.

A Paris, les ouvriers directement employés par la ville : cantonniers, balayeurs, jardiniers, travaillent 10 heures par jour et 5 heures le dimanche, soit 65 heures par semaine.

Dans la série des prix des travaux de la ville, les prix de base sont établis en fixant à 10 heures en été et à 8 heures en hiver, la durée du travail effectif journalier.

Pour tous les corps d'état où le travail est pénible, la durée du travail devrait être de 8 heures par jour ou 52 heures par semaine, la demi-journée du dimanche comprise. Il y aurait là un triple avantage :

1^o Avantage résultant d'un repos suffisant pour sauvegarder la déperdition des forces de l'ouvrier, conserver sa santé et, par suite, prolonger son existence.

2^o Avantage pour la société, pour la patrie, résultant de l'emploi d'un certain nombre d'heures consacrées au développement physique et intellectuel.

1. Cons. mun. 1885, rapport n^o 78.

3° Avantage au point de vue de la bonne exécution des ouvrages, résultant d'une marche mieux assurée, mieux réglée du travail.

En ce qui concerne la réglementation du travail chez les particuliers et dans les services de l'Etat, le Conseil ne peut qu'émettre un vœu.

En ce qui concerne les travaux de la ville de Paris, le Conseil peut insérer dans les cahiers des charges, une clause limitant par exemple, à 52 heures par semaine, la durée du travail sur les chantiers communaux et dans les ateliers où se confectionnent les ouvrages à faire pour le compte de la ville.

On peut objecter que la réduction de la journée de travail aura pour conséquence : 1° un accroissement de durée dans l'exécution des ouvrages, 2° la hausse des salaires, 3° l'augmentation des dépenses. Que, par suite, cette réduction de la journée arrêtera l'essor des constructions et créera le chômage.

A ces objections, les ouvriers répondent qu'avec le perfectionnement de l'outillage et l'habileté de l'ouvrier parisien, il y a une réduction sensible du temps qui était nécessaire autrefois pour faire un ouvrage déterminé. Le bénéfice résultant de cette réduction de temps a été profitable au patron ; lorsque les ouvriers voient le patron retirer à lui seul ce bénéfice, ils réclament une augmentation de salaire, si cette augmentation ne leur est pas accordée, ils s'arrangent pour faire durer l'ouvrage, « le patron n'en a que pour son argent » ; dès lors, en quoi peut-il y avoir avantage pour le patron à ce que la

journée reste fixée à 10 heures au lieu de huit. Il semble, dès lors, qu'on peut admettre que la journée de travail soit fixée à 52 heures par semaine.

II. Application des prix de séries. — M. Cernesson définit la série : une liste des prix d'estimation des ouvrages faits. Il expose comment ces prix sont établis. Deux éléments interviennent : 1° le prix des matériaux fournis 2° le prix résultant du temps employé pour la main-d'œuvre et qui s'établit en multipliant le nombre d'heures employées par le prix de l'heure des ouvriers occupés. Les calculs ainsi établis constituent les sous-détails.

S'il s'agit d'un mètre cube de pierre de taille à façonner, l'établissement du prix de série sera calculé au moyen du sous-détail suivant :

Fourniture de la pierre.	60 fr. »
Main-d'œuvre : 5 heures de	
tailleur de pierre à 0 fr. 85.	4 fr. 25
Faux frais 15 0/0.	0 » 64
Total.	4 fr. 89
Ensemble	64 89
Bénéfice de l'entrepreneur 10 0/0.	6 49
Prix de série	71 38

Ainsi le prix unitaire de 0 fr. 85 qui représente le prix de l'heure à payer à l'ouvrier, est surelevé au compte de l'entrepreneur d'une somme qui représente la part des faux frais revenant à l'entreprise, plus du bénéfice de l'entrepreneur.

La concurrence qui s'établit entre les entrepre-

neurs et qui se traduit par des rabais exagérés, amène l'entrepreneur adjudicataire à prendre un bénéfice non seulement sur l'achat des matériaux, mais encore sur l'ouvrier, en ne le payant pas au prix indiqué au sous-détail ; il en résulte une dépression des salaires, favorisée, d'autre part, par l'accession des ouvriers étrangers.

L'obligation imposée à l'adjudicataire de payer ses ouvriers aux prix de la série remédierait à cet état de choses, mais cet adjudicataire n'occupera que des ouvriers habiles, les autres seront écartés des chantiers communaux, il y a là une objection sérieuse.

N'y aurait-il pas avantage à renoncer au système des adjudications et à faire exécuter les travaux par voie de régie ? L'administration consultée a répondu qu'il était nécessaire de recourir à l'adjudication, plusieurs ouvriers ont hésité à se prononcer ; d'autres, surtout les membres des associations ouvrières préfèrent le système des adjudications en disant qu'ils peuvent très bien, par ce moyen, lutter contre le patronat. En somme, cette question est très complexe, et une enquête complémentaire serait nécessaire pour en trouver la solution.

III. **Marchandage.** — Le marchandage étant prohibé par la loi (décret-loi du 2-4 mars 1848), il n'y a qu'à en demander la rigoureuse application ; mais, le marchandage se fait d'une façon si déguisée, qu'il est souvent impossible d'atteindre les délinquants.

IV. **Conclusions.** — M. Cernesson propose, au

nom de la Commission du travail, l'adoption du projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Délibère :

Art. 1^{er}. — Dans les travaux de la ville de Paris la durée maxima du travail est fixée à 8 heures par jour.

Art. 2. — Dorénavant les prix de série seront strictement appliqués aux ouvriers employés aux travaux de la ville de Paris en ce qui concerne les salaires.

Art. 3. — Le Conseil municipal émet le vœu que dans tous les ateliers la durée journalière maxima du travail soit fixée à 8 heures.

Art. 4. — En ce qui concerne les points sur lesquels il n'a pas été statué, le présent rapport sera communiqué aux chambres syndicales ouvrières, aux groupes ouvriers, aux associations, aux architectes et ingénieurs de la ville, aux sociétés d'architectes, d'ingénieurs et d'entrepreneurs, pour qu'ils indiquent les solutions qu'ils croient pouvoir recommander.

Art. 5. — Le Conseil invite l'administration à faire exécuter rigoureusement la loi en ce qui concerne le marchandage.

X

La discussion du rapport de M. Cernesson commença le 2 décembre 1885 (1), **M. Cernesson** présenta son rapport et demanda l'adoption des conclusions de la Commission du travail. Le 7 décembre (2),

1. Cons. mun. 1885, proc.-verb. n° 64.

2. Cons. mun. 1885, proc.-verb. n° 66.

la discussion fut reprise, **M. Armengaud** combat les conclusions de la Commission, au nom, dit-il, de la liberté et de l'intérêt même des travailleurs.

M. Armengaud estime qu'il n'est pas possible de séparer la question du salaire de la question de la durée maxima de travail ; en effet, le travail se compose de trois facteurs, il exige une dépense de force physique, de force intellectuelle, de temps. Le salaire rétribuant ces trois éléments, une partie du salaire s'applique forcément au temps demandé à l'ouvrier.

Une loi générale pour la fixation de la durée maxima de la journée de travail dans tous les ateliers, conformément à l'art. 3 du projet de délibération, serait une innovation.

Les ouvriers ne sont pas d'accord sur cette durée maxima ; On en voit la preuve dans le rapport présenté par M. Spuller au nom de la commission parlementaire dite des quarante-quatre ; la plupart des ouvriers qui déposèrent devant cette commission demandèrent la réduction de la journée de travail, mais les uns, par exemple les ouvriers couvreurs admettaient la journée de 10 heures, tandis que les tailleurs de pierre demandaient la journée de 8 heures et les chaudronniers celle de 9 heures.

Il faut considérer que par suite de l'invention des machines, le travail exige moins de fatigue corporelle qu'autrefois ; qu'en outre, les professions n'exigent pas toutes la même dépense de force soit physique, soit intellectuelle ; que, dès lors, si la li-

mitation des heures de travail était adoptée, il faudrait établir des durées différentes suivant les professions ; enfin, comment assurer l'observation d'une telle loi ; comment par exemple, forcer les ouvriers des champs à laisser mouiller leurs récoltes.

Dans beaucoup de corps d'état, l'ouvrier est victime du chômage. Si l'ouvrier du bâtiment retourne l'hiver dans son village où il se fait laboureur ou bûcheron, il n'en est pas de même de l'ouvrier des industries parisiennes, qui souffre non seulement du chômage de crises, mais, en outre, du chômage normal se reproduisant à des périodes déterminées, et durant, suivant les catégories, de 4 mois à 6 et 8 mois. Est-ce lorsque ces ouvriers sont ainsi écrasés par des chômages désastreux, qu'il convient d'écourter encore les heures de travail ?

Il faut laisser à l'ouvrier le loisir de travailler quand il veut, et toute liberté de débattre les conditions de son travail.

En ce qui concerne l'application des prix de série, il faut remarquer que, d'un côté, on déclare que l'ouvrier ne peut vivre avec son salaire actuel et que, d'autre part, on ne veut pas lui permettre de gagner plus en travaillant d'avantage. On propose, il est vrai, d'augmenter le salaire, mais l'ouvrier n'en tirera aucun profit, car toute augmentation de main-d'œuvre se répercute partout et augmente le prix de la vie.

Adopter les mesures proposées c'est faire du socialisme d'Etat, c'est détruire le principe de liberté.

Comme conclusion, **M. Armengaud** dépose un ordre du jour aux termes duquel le Conseil laisse à sa Commission « le soin de recueillir les réclamations et doléances des travailleurs ».

La suite de la discussion fut reprise le 9 décembre 1885 (1). **M. Lerolle** combat, en ce qui touche la réduction des heures de travail, l'argumentation de **M. Armengaud**.

L'argumentation de **M. Armengaud**, dit **M. Lerolle**, est fondée sur une prétendue violation de la liberté : or, ici, en fait la liberté et l'égalité n'existent pas. Où donc, en effet, est l'égalité entre l'ouvrier qui demande au travail le pain du lendemain et l'industriel qui l'emploie ; où est cette liberté de l'ouvrier qui débat les conditions de son travail ? Il peut ou se résoudre aux conditions qu'on lui fait, ou refuser le travail. Son choix est circonscrit entre l'acceptation du travail et la misère ; par conséquent, il n'est pas libre.

En présence des inégalités sociales, des démentis donnés par les faits aux théories de liberté universelle, absolue, il est téméraire d'affirmer que l'Etat, que la loi n'a rien à faire pour atténuer les conséquences de ces inégalités. Il ne faut pas, par crainte du socialisme d'Etat, tomber dans une exagération contraire. La règle de l'Etat ne doit pas être l'indifférence ; la doctrine du laissez faire,

1. Cons. mun. 1885, proc.-verb. n° 67

laissez passer, poussée à l'excès, semble un « écho du *vex victis* de nos ancêtres Gaulois appliquée aux faibles et aux vaincus dans la lutte pour la vie ».

L'étranger nous a d'ailleurs montré l'exemple. En Angleterre, aux Etats-Unis, en Suisse, en Autriche, le travail est réglementé.

M. Armengaud lui-même, en signalant les chômages dont souffre la classe ouvrière, a donné un argument en faveur de la réglementation du travail ; les chômages et la surproduction seraient enrayés par une réduction des heures de travail. Cette réduction aurait d'autres avantages, elle permettrait d'abord à l'ouvrier de réparer ses forces. Se repose-t-il quand il chôme ? non, car le chômage amène l'inquiétude, sinon la misère ; c'est un mauvais repos que cette oisiveté qui succède souvent à un travail fébrile pendant lequel les forces de l'ouvrier ont été surmenées et usées.

Il faut, d'autre part, se placer au point de vue de l'intérêt moral du travailleur, il ne faut pas voir en lui une machine à production, un outil, mais l'homme moral qui a une famille, des besoins intellectuels et des affections. Il est dur de voir un père de famille sortir de la maison avant le lever de ses enfants, rentrer lorsqu'ils sont couchés, ne pouvoir même prendre un repas en commun et mis dans l'impossibilité de remplir les devoirs d'éducation qui lui incombent. Il est donc indispensable de réduire le temps passé à l'atelier.

M. Lerolle termine en disant que les ouvriers

qu'il a consultés ne trouvent pas exagérée la durée de dix heures, mais sont unanimes à demander un jour de liberté; il dépose, en conséquence, un amendement tendant à établir le repos du dimanche dans les travaux de la ville.

M. Vaillant déclare qu'il adopte les conclusions de la Commission et ne demande qu'une chose à M. Cernesson: c'était d'ajouter au texte de son projet de délibération, par une phrase annexe, que le prix de la journée, actuellement fixé par la série, resterait maintenu pour la journée fixée à huit heures.

A l'appui des conclusions de la Commission, **M. Vaillant** cite, d'après la « Révolution de 1848 » de Louis Blanc, les considérations suivantes, émises par les ouvriers à la première séance de la Commission de gouvernement pour les travailleurs, le 1^{er} mars 1848, au palais du Luxembourg: « Nous insistons pour la réduction des heures de travail.... afin que chacun de nous ait au moins une heure par jour à donner à la vie de l'intelligence, du cœur et du foyer. Quant à l'abolition du marchandage, nous la voulons parce qu'il est odieux qu'entre le patron et l'ouvrier se glissent de rapaces intermédiaires qui exploitent le second et, quel que soit le bon vouloir du premier, font descendre les salaires au niveau marqué par la faim ».

On invoque contre la réglementation du travail, le principe de la liberté du travail; or, cette liberté

est la liberté de la mouche dans la toile de l'araignée. L'ouvrier désarmé, en butte à la concurrence de ses compagnons de misère sans travail, n'a qu'une seule défense : l'intervention de la société mettant une limite à l'exploitation dont il est l'objet et revendiquant pour ses membres le droit de vivre.

Il est étrange que les libéraux viennent combattre la réglementation proposée, au nom de la « liberté du travail » quand, dans le pays où naquit et fleurit la doctrine qu'ils invoquent, en Angleterre, cette réglementation est reconnue nécessaire ; ce fait doit nous servir d'exemple.

Un autre exemple nous vient des Etats-Unis. Dès juin 1868, une loi décida que la journée de travail serait réduite à 8 heures dans les ateliers du gouvernement fédéral, les directeurs de ces ateliers tentèrent de baisser proportionnellement les salaires, un conflit s'éleva, il fut apaisé par une proclamation du président Grant, portant « qu'aucune réduction de salaire ne devait être faite pour le motif que la journée de travail avait été réduite à 8 heures ».

M. Vaillant examine les résultats économiques de la réduction des heures de travail et de l'élévation des salaires.

Par le surtravail, la race s'étiole et devient une proie pour la misère et la maladie ; une courte journée de travail relève la race et l'individu. La courte journée diminue aussi le chômage, mais moins qu'on ne le croirait, car elle est le facteur le plus

puissant du développement de l'outillage ; c'est ce qui explique la supériorité de l'outillage anglais sur l'outillage français. L'enquête après la réduction à 10 heures de la journée de travail, a prouvé en Angleterre que la production n'avait pas diminué.

Avec la courte journée, le travail est mieux fait, plus insensif, plus productif.

Lorsque l'ouvrier conclut avec le fabricant le contrat de travail, ce n'est pas le travail non encore réalisé qu'il vend : le travail n'est que la mesure de la force de travail du travailleur, identique au travailleur lui-même, qui ne possède rien autre chose et est obligé chaque jour de la vendre pour pouvoir vivre. Or cette force a pour valeur celle de ses frais d'entretien et de reproduction ; à cette valeur correspond le travail d'une partie de la journée. Le travail du reste de la journée correspond à la production de plus-value ou de bénéfice pour le capitaliste. C'est sur la durée de cette dernière partie de la journée que s'engage la lutte entre le capitaliste et l'ouvrier, l'un voulant étendre cette durée dont il profite seul, l'autre cherchant à la réduire.

La force de travail de l'ouvrier a sa valeur minima fixée par ses frais d'entretien et de reproduction, le rapport de l'offre et de la demande fait varier son prix, c'est-à-dire le salaire ; s'il descend au-dessous de la valeur minima qui vient d'être indiquée, ce salaire ne laisse pas à l'ouvrier les moyens nécessaires d'existence et par suite affaiblit, détruit la force de travail, c'est pour cela que le pouvoir public

doit intervenir et fixer un salaire minimum. Est-il admissible que l'usage de la force de travail ait pour effet sa destruction ? Ce serait une absurdité au point de vue de la production ; ce serait un crime au point de vue de la solidarité humaine.

Les prix de série ne représentant, en ce qui concerne les salaires, que les prix minima de la force de travail des ouvriers, il est nécessaire de prescrire la stricte application de ces prix aux ouvriers.

Ayant ainsi examiné les diverses propositions la Commission : fixation de la durée de travail, application des tarifs en ce qui concerne les salaires, abolition du marchandage, **M. Vaillant** termine en demandant le vote de ces propositions.

M. Deligny déclare qu'il repousse les articles 1^{er} et 3 du projet de la Commission, il demande, en outre, le renvoi à la Commission de l'article 5.

M. Deligny expose que la réduction du nombre des heures dans les chantiers de la ville, sans le corollaire de M. Vaillant, consistant à faire payer les 8 heures au prix actuel de 10 heures, reviendrait à une réduction de salaires ; évidemment, la Commission ne l'a pas voulu.

D'autre part, si on augmente de $\frac{1}{4}$ le prix de l'heure en rémunérant les 8 heures au prix actuel de 10 heures, il faut relever tous les prix des travaux à l'entreprise dans la même proportion ; en outre,

1. Voir plus haut, p. 41.

un ouvrier de plus sur quatre deviendra nécessaire pour faire en huit heures ce qu'on fait actuellement en dix heures.

Le renvoi de l'article 5, concernant le marchandage, à la Commission, est nécessaire pour que celle-ci définisse nettement ce qu'on entend par marchandage, prohibe et découvre les échappatoires ; ensuite, il sera facile de trouver une sanction.

Après observations de **M. Davoust** sur les conséquences des mesures proposées au point de vue de la concurrence étrangère, la discussion est renvoyée à la séance suivante.

Cette discussion fut reprise le 11 décembre 1885 (1), **M. Sauton** déclara que les articles 2 à 5 du projet de la Commission pouvaient être votés immédiatement mais qu'il n'en était pas de même de l'article (1). **M. Sauton** demande tout d'abord à être éclairé sur la portée de l'article 1^{er} qui fixe à 8 heures la durée de la journée de travail. La réduction du temps du travail, dont il déclare n'être pas l'adversaire, aurait pour corollaire, si le projet était voté sans modification, une réduction du prix de la journée, puisque les prix de la série sont établis d'après une base qui est l'heure. Si, ainsi que le demande **M. Vaillant**, le Conseil vote le maintien du prix actuel de la journée, la série ne tient plus sur sa base, il faudra la modifier.

Le Conseil a à s'occuper non seulement des inté-

1. Cons. mun. proc. verb.-1885. n° 68.

rêts des ouvriers du bâtiment, mais aussi de ceux de l'ensemble des contribuables, aussi, la Commission aurait dû montrer les conséquences de ses propositions au point de vue des finances de la ville ; il y aurait à examiner, en outre, si le recrutement des chantiers se ferait aussi facilement.

Il faut considérer que l'ouvrier du bâtiment, qui travaille à découvert et subit les pertes de temps résultant des circonstances atmosphériques, demande à être mis en mesure de regagner, à la belle saison, le temps perdu, or il n'y arrivera pas s'il ne travaille que 8 heures, cette question mérite attention. En somme, il est indispensable que l'article 1^{er} soit renvoyé à la Commission qui apportera un travail plus complet sur les conséquences, au point de vue des finances de la ville, de la réduction à 8 heures de la journée de travail.

En ce qui touche l'obligation, pour les entrepreneurs des travaux de la ville, d'appliquer les prix de série aux salaires de leurs ouvriers, **M. Sauton** rappelle qu'en novembre 1883, il a déjà présenté un rapport demandant le vote de cette obligation.

Il faut remarquer que le prix payé à l'entrepreneur, comprend, outre le prix de base payé à l'ouvrier une somme pour frais généraux, variable suivant l'industrie, mais en général de 15 0/0, plus 10 0 0 de surplus ; soit au total une majoration de 25 0/0. qui représente le bénéfice de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur n'est pas astreint à payer à l'ouvrier le prix qu'il reçoit, il a tout intérêt à fournir à la ville des

ouvriers qu'il paie bon marché; son bénéfice se trouve augmenté de la différence entre le prix qu'il touche pour la journée de l'ouvrier et le prix qu'il lui verse. Il donnera donc à la ville ceux de ses ouvriers qu'il paye le moins, c'est-à-dire qui produisent le moins et la ville sera lésée. Il n'en sera plus de même s'il est obligé de verser intégralement à l'ouvrier la somme qu'il reçoit.

Pour les travaux en régie, la réforme, ne peut pas souffrir de difficultés.

Pour les travaux donnés à l'adjudication, la réforme est aussi indispensable; à ce sujet, **M. Sauton** s'appuie sur un passage de la déposition de M. le Directeur des travaux devant la Commission d'enquête parlementaire.

D'après ce passage, une cause d'antagonisme entre patrons et ouvriers vient de la manière dont le travail est organisé aujourd'hui; autrefois les entrepreneurs occupaient un petit nombre d'ouvriers, il en résultait une sorte de vie commune rendant plus facile les relations entre patrons et ouvriers; aujourd'hui, la plupart des entreprises ne sont que des sociétés de banques fournissant des capitaux, la plupart des travaux sont sous-traités, l'ouvrier se trouve à côté du tâcheron et non plus à côté du patron.

Ainsi, dit **M. Sauton**, les patrons ne connaissent pas leurs ouvriers, et sont dans l'impossibilité d'apprécier ce qu'ils valent; il en résulte chez ceux-ci

une sorte de découragement dont leur travail se ressent.

On reproche aux partisans de l'application des prix de série de créer une journée uniforme et de s'opposer aux efforts individuels, or la journée uniforme existe actuellement, le prix en est affiché dans chaque chantier, mais ce prix n'est pas celui de la série. Il ne peut en être autrement, puisqu'il n'existe plus aucun rapport entre patrons et ouvriers. Les bons ouvriers ont intérêt à ce que le prix de série soit obligatoire, car le patron, forcé de payer ce prix, aura avantage à les trouver.

On prétend que l'application des prix de série amènera l'égalité des salaires; or, il faut observer que, en ce qui concerne la maçonnerie, par exemple, la série donne des prix particuliers pour les maçons, les garçons maçons, les limousinants, les tailleurs de pierre, etc. Ce qu'il faut établir c'est un prix fixe, invariable, pour chaque catégorie d'ouvriers.

M. Sauton passe à la question des travaux à la tâche; il examine le cas de la tâche banale; payée directement par le patron à l'ouvrier; par exemple lorsque l'entrepreneur ayant une pierre à faire tailler, paye à l'ouvrier chargé du travail, une somme prévue d'après un tarif déterminé. L'ouvrier est alors payé d'après ce qu'il produit; il n'y a pas d'objection à faire à ce mode de rémunération, à condition toutefois que le travail de l'ouvrier soit suffisamment rémunérateur. Il n'en est pas ainsi avec les prix de tâche actuels: il en résulte que

L'ouvrier ne s'intéresse pas à son travail, l'entrepreneur en a pour son argent et la ville est mal servie.

Le travail à la tâche peut être maintenu, mais les conditions du contrat doivent être fixées dans la série de la ville.

Avec l'application des prix de série, les rabais seront peut-être moins élevés, mais l'augmentation des frais de premier établissement sera largement compensée par la diminution des dépenses d'entretien d'édifices municipaux mieux construits.

L'application intégrale des prix de série, entraîne comme conséquence la suppression du marchandage, c'est-à-dire de la faculté de sous-traiter.

M. Sauton termine en demandant le vote du projet de délibération, sauf l'article 1^{er} dont il demande le renvoi à la commission.

A la séance du 15 décembre 1885 (1)
M. le Directeur des travaux prit la parole pour combattre les conclusions de la Commission.

M. le Directeur des travaux expose que Paris traverse une crise, comment y remédier; est-ce en essayant de diminuer les heures de travail et d'augmenter les salaires? pour être juste, pour ne pas créer une classe de privilégiés, il faut se préoccuper non-seulement du sort des ouvriers occupés par la ville, mais aussi du sort de tous les ouvriers. Supposons le problème résolu, supposons que les mesures proposées s'appliquent non seulement à Paris,

1. Cons. mun. proc.-verb.-1885, n° 70.

mais à la France et aux autres pays ; tous les ouvriers recevront des journées plus fortes, mais ils paieront tout plus cher, la situation sera donc la même. Si, ces mesures ne s'appliquent qu'aux ouvriers de France, la situation sera déplorable pour notre industrie et il lui deviendra impossible de lutter contre l'étranger.

L'égalité des salaires est une erreur ; la réduction des heures de travail est une autre erreur, comment l'imposer à l'homme laborieux qui voudra travailler, non seulement pour se procurer à lui et aux siens un certain bien-être, mais encore pour faire des économies pour ses vieux jours ?

La première des trois questions posées par la commission vise la réduction à 8 heures de la journée de travail, or, deux décrets ont été rendus à ce sujet. Le premier qui date du commencement de 1848 a été rapportée par un autre décret du 9 septembre 1848 qui décida que la journée de travail dans les usines ne pourrait excéder 12 heures, il ne pouvait y avoir d'exceptions que dans des cas déterminés par un règlement d'administration publique. La conséquence de ce fait est que la fixation de la journée de travail échappe à la compétence du Conseil. D'ailleurs, le Code civil permet-il de stipuler pour des tiers et la loi de 1837 ne prescrit-elle pas la plus grande liberté pour les adjudications ?

Le directeur des travaux a sous ses ordres, depuis le balayeur jusqu'à l'ingénieur, environ 7 à 8.000 employés, le jour où la journée sera réduite à 8 heu-

res, le salaire étant resté le même, les dépenses de la ville augmenteront dans la proportion du nombre d'heures actuel au nombre d'heures nouveau ; des économistes prétendent bien que la diminution d'heures de travail n'entraîne pas une diminution de produit, cette opinion est démentie par la pratique.

D'ailleurs, est-il possible que le Directeur des travaux puisse être soumis à la demande d'une autorisation préalable, lorsque la neige, les inondations, les mille accidents de la voie publique, exigent une quantité de travail considérable ? Il emploie alors ses ouvriers la nuit, il leur donne double salaire et ces travaux supplémentaires bien rémunérés font rechercher ces emplois par une foule de gens.

La seconde mesure demandée par la commission, l'application des prix de série, aurait une double conséquence : une augmentation de dépense de travaux, par suite de la réduction des heures de travail et une augmentation résultant de ce fait que le prix de la série est un prix moyen, qui n'est pas aujourd'hui payé également à tous les services ; si on le donne à tous indistinctement, on diminuera la valeur du travail, on abaissera l'habileté des travailleurs.

L'impossibilité de la mise en pratique des propositions de la commission est d'ailleurs démontrée par le rapport de M. Couche (4). L'entrepreneur

4. V. plus haut, p. 29.

obligé de payer 8 francs, par exemple, aux ouvriers des chantiers municipaux, se récupèrera sur les ouvriers de l'atelier qu'il ne paiera que 6 francs ou moins. Il en résultera des discussions, des grèves, et la désertion des ateliers qui, comme cela a déjà eu lieu pour certains corps de métiers, seront transportés de Paris en province. Ainsi donc, les mesures proposées, favorables à un petit nombre d'ouvriers, les terrassiers et les maçons, par exemple, seront préjudiciables au plus grand nombre.

M. Lyon-Alemand, présente l'amendement suivant :

Considérant qu'en présence de la crise actuelle, les conclusions de la commission seraient un danger pour l'industrie française et pour la population qu'elle emploie;

.

Considérant enfin que l'adoption des mesures proposées dans les art. 1 et 3 du projet de la Commission, augmenterait d'une somme considérable les dépenses que la ville fait annuellement pour ses travaux et que la commission n'indique pas où elle trouvera les ressources nécessaires à cette augmentation ;

Le Conseil passe à l'ordre du jour sur les conclusions de la Commission.

La discussion reprit à la séance du 16 décembre 1885 (1).

Après lecture, par le **Président du Conseil**, de pétitions de chambres syndicales ouvrières demandant

1. Cons. mun. proc.-verb. 1885, n° 71.

l'adoption des conclusions de la Commission, **M. Navarre** vint défendre ces conclusions.

M. Navarre rappelle que le Directeur des travaux avait, au sujet de la réduction du nombre d'heures de travail, soulevé une question de droit et une question de fait.

Sur la question de droit, il faut observer que si le Conseil n'a pas, d'une façon générale, le droit de limiter à huit heures la journée de travail, on ne saurait lui contester ce droit lorsqu'il ne s'agit que des ouvriers employés par la ville. Cette limitation peut être sanctionnée par une clause du cahier des charges interdisant l'accès des chantiers municipaux aux entrepreneurs qui ne voudraient pas l'observer.

En fait, les dépenses n'augmenteront pas dans la proportion du nombre d'heures actuel de travail, au nombre d'heures futur, car les premières heures de travail sont seules fructueuses ; dans les dernières, l'homme est fatigué et produit beaucoup moins et moins bien.

On a dit que l'intérêt des ouvriers est de faire des heures supplémentaires et que ceux qui travaillent la nuit ne s'en plaignent pas ; c'est possible, mais ceux qui se plaignent, ce sont ceux qui ne travaillent pas ; ceux-ci, en effet, ne travaillent pas le jour, justement parce que d'autres travaillent le jour et la nuit.

En ce qui concerne les travaux de la ville, le Conseil est maître absolu et n'a pas besoin de l'inter-

vention du Parlement. On dit sans cesse : « respectez la liberté de l'offre et de la demande », mais cette liberté n'est qu'un leurre quand le travail est obligé de traiter avec le capital, son maître ; aussi, conclut **M. Navarre**, il ne serait pas digne du Conseil, de se retrancher derrière cette prétendue liberté pour repousser les conclusions de la commission.

M. Vauthier, considérant le débat comme un des plus graves qui puissent se produire devant le Conseil, s'efforce de démontrer que les conclusions qui lui sont soumises, sont « fausses et rétrogrades. »

M. Vauthier examine d'abord la première question posée : fixation à 8 heures par jour de la durée maxima du travail, avec son corollaire : la journée maintenue au même prix : il en résultera une augmentation de salaire. M. Vaillant a prévu l'objection et a cherché à prouver, au moyen d'enquêtes faites en Angleterre, que le prix de revient ne croît pas en raison du salaire, parce qu'il intervient alors des conditions nouvelles de travail et que les perfectionnements dans l'outillage augmentent le rendement. Soit, mais alors on se trouve en présence d'un dilemme.

Si le prix de revient reste le même et le marché aussi, le chômage n'est pas réduit et le but poursuivi n'est pas atteint.

Si, au contraire, le prix de revient a augmenté, le marché diminue, le travail est moins abondant

et on ne peut en donner aux ouvriers que l'on veut servir.

Dans la compétition des producteurs entre eux et des nations entre elles, le prix de revient est le grand facteur ; on ne peut, dans ces conditions, demander l'augmentation des salaires sans porter atteinte à l'industrie nationale.

L'établissement d'un salaire minimum aura pour conséquence la fermeture de l'atelier à tous ceux qui ne peuvent pas fournir la somme de travail représentée par ce salaire minimum. D'autre part, on propose de fixer le salaire par catégories d'ouvriers en prenant comme base les besoins de la consommation ; s'il en est ainsi, ce n'est pas un salaire uniforme par corps d'état qu'il faut déterminer, mais un salaire uniforme pour tout le monde, car un mécanicien ne mange pas plus qu'un terrassier.

La troisième proposition de la Commission a pour objet la suppression du marchandage ; cette suppression conduit à l'application générale de la régie. Il ne faut pas seulement voir dans l'entrepreneur un homme qui prélève un bénéfice sur le salaire de l'ouvrier ; il faut considérer en lui l'intelligence qui règle et coordonne les travaux. L'entrepreneur s'assure de la qualité des matériaux, en est responsable, établit le rapport entre la quantité des matériaux amenés sur le chantier et le nombre des ouvriers qui doivent les mettre en œuvre. Sans agent responsable vis-à-vis de lui-même, il y aura un immense coulage, une

perte autrement importante que le bénéfice prélevé par l'entrepreneur. L'exécution des travaux en régie nous ramène au Moyen-Age, à l'antiquité. Le travail à la tâche est venu après le travail en régie, qui est le procédé élémentaire. Dans le travail à la tâche, l'ouvrier est placé en face de l'œuvre elle-même et après avoir débattu les conditions à remplir, travaille librement ; c'est un progrès,

M. Vauthier termine en demandant que le dossier soit renvoyé à la Commission qui, éclairée par le débat apportera au Conseil de meilleures propositions.

M. Cernesson, rapporteur, expose qu'il n'avait pas eu la prétention d'apporter des vérités incontestées, mais qu'il avait voulu poser des questions qui n'ont pas encore été examinées dans une assemblée française.

M. Cernesson examine tout d'abord la réduction à 8 heures du nombre des heures de travail, y a-t-il là une obligation absolue? non, mais il est nécessaire, pour la prolongation de l'existence de l'ouvrier, aussi bien que pour la bonne exécution des travaux, d'abréger la durée journalière du travail. La question a été agitée en Angleterre où la tendance générale est de fixer à 54 le nombre des heures de travail par semaine.

En ce qui touche l'application des prix de série, il faut remarquer que dans l'établissement de ces prix, on a eu soin de tenir compte du chômage ;

dans le prix de l'heure, 12 à 15 centimes représentent la somme affectée au temps de chômage, soit 345 francs par ouvrier et par an ; cette somme profite aujourd'hui à l'entrepreneur et non aux ouvriers. Si le paiement obligatoire des prix de série aux ouvriers est voté, ce sont ces derniers qui profiteront de cette somme de 345 francs.

Les travaux exécutés en régie coûteront plus cher, car le contrôle fait par des agents salariés sera moins sérieux que celui qu'exerce un entrepreneur intéressé à dépenser peu ; mais, le travail sera mieux fait, par suite de la suppression des malfaçons qui existent dans les travaux donnés en adjudication. En outre, avec le système de la régie, l'application des prix de série se fera sans difficultés.

La Commission, considérant que les prix de série sont des plus rémunérateurs, ne demande pas le vote de l'amendement de M. Vaillant relatif au paiement de la journée de 8 heures au même taux que la journée de 10 heures.

M. Cernesson termine en déclarant que les propositions de la Commission ne peuvent porter préjudice aux finances de la ville, attendu que ce sont les entrepreneurs qui perçoivent la part qui devrait légitimement appartenir aux travailleurs.

La clôture de la discussion est prononcée.

L'amendement de M. Lyon-Alemand (1), mis aux voix, est adopté.

1. Voir plus haut, p. 57.

XI

La question restait entière, la discussion en fut reprise à bref délai.

A la séance du 18 décembre 1885 (1), **M. Vaillant** exposa que les conseillers qui avaient voté l'amendement Lyon-Alemand reconnaissaient eux-mêmes que le dossier devait être renvoyé à la Commission pour rapport supplémentaire et demanda au Conseil de voter ce renvoi « afin qu'un rapport complémentaire soit fait et que la question revienne entière devant le Conseil à la session prochaine ».

La proposition de M. Vaillant fut adoptée. La Commission du travail était ainsi saisie de nouveau de la question des conditions du travail.

1. Cons. mun. proc.-verb. 1885, n° 72.

CHAPITRE III

ADOPTION DES CONDITIONS DU TRAVAIL PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (DÉLIBÉRATIONS DES 31 JUILLET 1886 ET 27 AVRIL 1887).

- I. — Discussion des conditions du travail à appliquer aux travaux de l'Exposition Universelle de 1889. Adoption d'un vœu de **M. Mesureur** (31 mars 1886).
- II. — Rapport de **M. Longuet** sur la durée de la journée de travail et l'interdiction de marchandage (22 juin 1886).
- III. — Discussion du rapport de **M. Longuet** (28, 29, 30, 31 juillet 1886). Vote de la journée de 9 heures (31 juillet 1886).
- IV. — Rapport de **M. Cernesson** sur l'application des prix de la série (21 avril 1887).
- V. — Discussion du rapport de **M. Cernesson** (25, 27 avril 1887), Vote de l'application des prix de série en ce qui concerne les salaires et de l'exécution du décret-loi sur le marchandage (27 avril 1887).

I

Avant le dépôt d'un nouveau rapport, par la Commission du travail, la question des conditions du

travail revint en discussion, à propos de la participation financière de la Ville à l'Exposition Universelle de 1889.

M. Joffrin demanda au Conseil, à la séance du 31 mars 1886 (1), de voter une proposition tendant à n'accorder la subvention demandée par l'Etat que si le Gouvernement s'engageait à faire insérer dans les cahiers des charges des travaux de l'Exposition des clauses relatives au paiement des ouvriers aux prix de la série, à la journée de 8 heures etc.

Cette proposition fut repoussée, et le Conseil vota le projet de vœu suivant, déposé par **M. Mesureur** :

« Que les conditions qui sont ou qui seront adoptées par le Conseil municipal, pour l'exécution des travaux de la Ville de Paris, soient observées dans l'exécution des travaux relatifs à l'Exposition ».

II

La Commission du travail avait repris conformément à la proposition Vaillant, votée le 18 décembre 1885, l'étude de la question des conditions du travail dans les travaux de la Ville.

M. Longuet, nommé rapporteur, déposa son rapport le 22 juin 1886 (2).

Rapport de M. Longuet

M. Longuet rappelle comment la question se posa

1. Cons. mun. 1886, proc.-verb. n° 15.

2. Cons. mun. 1886, rapport n° 55.

devant le Conseil et les discussions qui aboutirent au vote de l'ordre du jour Lyon-Alemand (1). Il critique les considérants de cet ordre du jour : il se demande comment la réduction de la durée du travail journalier peut constituer un danger « pour l'industrie française et pour la population ouvrière qu'elle emploie », comment une réforme purement municipale et parisienne, réservée exclusivement aux travaux où le véritable patron est la Ville elle-même, peut agir d'une si désastreuse façon sur toute l'industrie française ou même sur l'ensemble de l'industrie et du commerce parisiens, qui sont indépendants de la Ville et de ses travaux.

Comment d'ailleurs, après les résultats favorables constatés partout où la journée de travail a été réduite d'une, deux, ou trois heures, en Angleterre, en Amérique, par exemple, comment craindre que la fixation de la durée du travail journalier bouleverse l'industrie de notre pays.

Nous sommes battus sur le marché du monde et sur notre propre marché par des nations qui, ayant su alléger la fatigue du travailleur et augmenter son salaire, sont aujourd'hui récompensées de leur clairvoyance par une plus grande productivité du travail et par le relèvement du niveau physique, intellectuel et moral de la classe ouvrière.

S'appuyant sur un rapport sur les situations industrielles comparées de la France et des Etats-Unis

1. Voir plus haut, p. 57.

rédigé par M. Victor Delahaye délégué à l'Exposition d'Amsterdam en 1883, rapport publié par le Ministre du commerce, M. Longuet arrive à la formule suivante :

« Ce sont les nations telles que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, où les salaires sont les plus élevés et la journée de travail la plus courte, qui sont les pays les plus prospères et nos plus redoutables concurrents, et cela même sur nos propres marchés ».

Aux théories de l'économie politique orthodoxe, on peut opposer un discours prononcé, en janvier 1884, à la Chambre des Députés, par un économiste éminent : M. Frédéric Passy. Dans ce discours, M. Passy déclarait « que c'est la dernière heure qui mange le bénéfice du fabricant ;... que les hommes ne peuvent dépenser utilement qu'une quantité de force et que si l'on dépasse la mesure, on n'obtient qu'un travail mou, médiocre, qui gâte ou gâche l'ouvrage, qui entraîne des malfaçons inévitables... La supériorité des Anglais pour certains produits, vient en grande partie de ce qu'en Angleterre, on travaille seulement 10 heures par jour et une demi-journée le samedi ».

M. Longuet termine en rappelant les résultats donnés par les nombreuses enquêtes faites par les pouvoirs publics en Amérique et en Angleterre et en proposant l'adoption du projet de délibération suivant :

Le Conseil

Considérant que lorsqu'on réduit le travail journalier à une durée normale, on augmente du même coup l'intensité et la productivité ; que c'est là aujourd'hui un fait d'expérience, une véritable loi scientifique démontrée par la pratique récente des premières nations industrielles ;

Délibère :

Art. 1^{er}. — Dans tous les travaux de la ville, il y a lieu d'établir une journée normale de travail.

Art. 2. — Cette journée sera de huit heures et il y aura un jour de repos par semaine.

Art. 3. — Les prix de la série officielle, en ce qui concerne les salaires, seront strictement appliqués aux ouvriers employés aux travaux de la ville de Paris.

Art. 4. — La série officielle de la ville de Paris sera révisée annuellement et de façon à ce que les prix des salaires soient toujours en rapport avec le taux des subsistances et les conditions générales de l'existence des travailleurs.

Art. 5. — Le Conseil invite l'Administration à faire exécuter rigoureusement la loi en ce qui concerne le marchandage.

III

La discussion du rapport de M. Longuet commença à la séance du 28 juillet 1886 (1).

M. Longuet déclare qu'il n'a pas cru indispen-

1. Cons. mun. 1886, proc.-verb. n° 52.

sable de traiter dans son rapport les questions de l'application des prix de série et du marchandage, ces questions ayant fait l'objet d'un rapport très complet de M. Cernesson (1) et d'une longue discussion au mois de décembre précédent.

M. Longuet expose que la question de la limitation de la journée de travail est à l'ordre du jour depuis plus d'un demi-siècle en Angleterre, depuis un quart de siècle en Amérique.

La Commission ne propose plus, comme elle l'avait fait précédemment de vœu au sujet de l'application des conditions du travail à l'industrie française ; elle n'envisage que leur application aux ouvriers des chantiers municipaux, et, sur ce terrain, le Conseil est entièrement libre, de même qu'un patron est libre d'améliorer la situation de ses ouvriers et aussi celle des personnes qu'emploient ceux qui tiennent de lui son privilège. Il ne s'agit pas ici de liberté du travail ; il s'agit de savoir si le Conseil, représentant de l'ensemble de la population, est libre ou non d'améliorer, comme tout patron, la situation de ses salariés.

La réduction de la journée de travail amènera le relèvement de la classe ouvrière au point de vue physique et au point de vue intellectuel ; en outre elle aura pour effet l'amélioration de la productivité, ainsi que le prouve une expérience faite par un industriel anglais M. Gardner, teinturier à Preston. M. Gardner réduisit, en 1844, dans ses ateliers, la

1. Voir plus haut, p. 37.

journée de travail d'une heure et obtint une production légèrement supérieure avec le même outillage.

On a objecté que la réduction de la journée de travail entraînerait une augmentation de dépense pour la ville ; ce ne serait pas une raison suffisante pour repousser le projet, car les contribuables ne demandent pas au Conseil de tirer de ses ouvriers tout ce qu'on peut en tirer, sans se préoccuper des conséquences ; rien n'est plus contraire à l'esprit de la population parisienne. Mais les dépenses augmenteront-elles comme on le prétend ? Le premier effet de la réduction proposée pourra être une diminution de la production ; il pourra arriver qu'un travailleur ne donnera pas tout d'abord, en 8 heures ce qu'il donne aujourd'hui en 9 ou en 10 heures. Cette probabilité d'une production moindre, au lendemain de la réforme est précisément une des raisons qui ont déterminé les premiers auteurs de pétitions adressées au Conseil, ils visaient l'occupation d'un plus grand nombre de bras. Mais on peut compter, dans un délai très rapproché, sur une plus grande productivité, sur une plus grande intensité de travail, il en résultera qu'à ce moment la dépense ne sera pas, pour la ville, supérieure à la dépense actuelle.

La durée de 8 heures proposée par la Commission n'a pas été fixée arbitrairement. A la suite de la guerre de sécession, les ouvriers américains réclamèrent la journée de 8 heures. En 1866, le premier congrès de l'Association internationale des travail-

leurs fixa la limite de 8 heures comme la limite normale que les ouvriers d'Europe et d'Amérique devaient obtenir. Peu après, aux Etats-Unis, le Congrès votait la loi du 24 juin 1868, fixant à 8 heures la limite du travail dans les chantiers et ateliers de la Fédération. Les présidents des Etats-Unis se sont déclarés à plusieurs reprises partisans de cette réduction. Cette loi ne fut pas toujours strictement exécutée, parfois sous l'influence de nécessités pressantes, on a dû l'enfreindre. Ce n'est pas une objection à la thèse de la commission, celle-ci admet qu'à certains moments les ouvriers pourront être autorisés à faire des heures supplémentaires, heures qui seront payées plus cher ; mais ces cas ont été prévus, ils sont exceptionnels et les ouvriers feront bonne garde à cet égard.

Le Conseil ne peut se montrer plus indifférent au côté intellectuel et moral de la question, que les membres de l'école catholique à laquelle appartiennent MM. de Mun et Lerolle. Lors de la discussion du rapport Cernesson, quelques membres de la droite se sont montrés favorables à l'idée du projet de délibération ; or, la majorité du Conseil n'a-t-elle pas, plus que les membres de la droite, le devoir d'améliorer le sort de la classe ouvrière ; les catholiques promettent aux travailleurs, pour les consoler de leurs souffrances terrestres, une réparation future ; la majorité du Conseil qui ne peut leur donner cette espérance, a, par contre, le devoir de ne pas les condamner à un éternel enfer sur la terre.

Quoi qu'il arrive, le mouvement ouvrier ne s'arrêtera pas, l'évolution sociale et économique actuelle aboutira à une transformation analogue à celle de 1789 ; avec la marche incessante de la classe ouvrière, le nombre chaque jour plus grand de ses porte-parole et de ses défenseurs, un mouvement général éclatera dans le monde.

« La limitation des heures de travail, conclut **M. Longuet**, sera un des meilleurs préservatifs pour que, au jour de la grande rénovation, ce ne soit pas une masse féroce qui se rue sur la société, mais au contraire une armée sérieusement organisée, avec laquelle les privilégiés d'aujourd'hui pourront discuter et, dans une certaine mesure, transiger. »

La discussion fut reprise à la séance du 29 juillet 1886 (1).

M. Armengaud dit que personne ne saurait être un adversaire systématique des questions sociales ; tous les systèmes méritent d'être examinés ; le difficile est de trouver des solutions possibles. Il expose qu'il y a trois moyens d'arriver à l'égalité sociale : 1^o les découvertes scientifiques et les perfectionnements industriels ; 2^o le progrès des mœurs ; 3^o les réformes législatives. Les deux premiers sont longs, reste le moyen légal.

M. Armengaud se demande si la proposition de la Commission du travail ne va pas à l'encontre du but proposé ; il remarque, au sujet de l'application

1. Cons. mun. proc.-verb. n^o 53.

de la série, que dans la série le salaire est établi par heure, si la journée est réduite de 10 heures à 8 heures, les salaires subiront une réduction correspondante, à moins d'une révision de la série.

Il peut y avoir intérêt à empêcher que l'ouvrier use ses forces ; dans ce cas, la réduction de la durée de la journée de travail peut être une question d'hygiène physique et morale. Mais il s'agit de savoir si la réduction à 8 heures est nécessaire.

La journée de 8 heures n'existe dans aucun pays ; aucune législation ne l'a édictée. Il existe en Angleterre et en Amérique une sorte de réglementation résultant de conventions particulières : dans la plupart des usines anglaises et américaines, la durée du travail librement arrêtée entre patrons et ouvriers est de 9 heures et non de 8 heures. On cite bien l'exemple des ateliers fédéraux des États-Unis, mais il faut remarquer que ces ateliers sont peu importants, ils n'ont guère pour objet que des travaux de fortification.

Les mesures proposées pourront s'appliquer aux ouvriers travaillant dans les chantiers ouverts, tels que les maçons, les peintres, les charpentiers ; au contraire, pour les couvreurs, les fumistes, par exemple, qui préparent leurs fournitures dans leurs ateliers et ne viennent sur place que pour les poser, cette application sera difficile.

D'ailleurs, pour les travaux de la ville, qui s'exécutent le plus souvent en plein air, la durée actuelle de 10 heures n'est pas excessive. La diminuer serait

créer une caste privilégiée ; une telle mesure attirerait à Paris, au détriment des ouvriers parisiens, une foule d'ouvriers de province.

L'intervention de la loi n'est juste que lorsqu'il y a péril pour la société, danger pour l'individu ; or, ce n'est pas le cas ici.

Il faut considérer l'ouvrier adulte comme un être libre qui, pour résister aux exigences excessives des patrons a la coalition, la grève et l'association à sa disposition.

M. Armengaud demande, en conséquence, au Conseil, de repousser les restrictions à la liberté du travail, proposées par la Commission.

En réponse à M. Armengaud et à certains orateurs qui s'étaient appuyés, au cours des discussions précédentes, sur les lois économiques pour combattre les conditions du travail, **M. Vaillant** rappelle une discussion récente à l'Académie des sciences morales et politiques et au cours de laquelle plusieurs économistes, notamment M. Baudrillart, déclarèrent qu'il y avait lieu, pour la puissance publique, d'intervenir dans les débats entre le capital et le travail. A cette même académie, dans un débat connexe, M. Glasson avait démontré que la loi, ne contenant aucune clause relative au contrat de travail, laissait le travailleur sans défense légale contre le capitaliste. M. Glasson expliquait ce silence des Chambres et des rédacteurs du Code civil, par le fait que, l'ouvrier libre étant un fait nouveau, il avait pu être négligé par omission.

M. Vaillant demande si le Conseil, assemblée démocratique, ne viendra pas, au nom des travailleurs, pour qui il peut décider, prendre une décision qui supplée aux insuffisances de la loi. Il cite, en outre, un passage de John Stuart Mill (*Principles of political economy*, chap. 10, volume 5), où cet économiste avoue qu'il faut, dans l'intérêt de la société, admettre certaines exceptions au principe de la liberté du travail, notamment en ce qui concerne la limitation de la journée de travail.

M. Vaillant reconnaît volontiers que la question de la durée de la journée est liée à celle du taux des salaires ; il déclare qu'il se propose d'arriver à une augmentation de salaires et soutient que cette augmentation sera compensée par une plus grande productivité du travail. Il en appelle à l'autorité de l'entrepreneur lord Thomas Brassey qui a construit des chemins de fer dans toute l'Europe. Au congrès des Trades unions, à Leicester, en 1877, lord Brassey déclarait qu'il n'avait jamais été effrayé par les courtes journées et les forts salaires : « Des salaires inférieurs, disait-il, n'entraînent pas nécessairement une production à bon marché ; l'ouvrier qui reçoit des salaires élevés a tout intérêt à donner au produit qu'il fabrique des qualités qui assureront toujours sa suprématie sur les autres produits rivaux, afin de maintenir le taux de son propre salaire. »

Plus la journée de travail augmente, plus la dernière partie de cette journée est mal employée, peu productive, l'ouvrier fatigué n'apportant plus à son

travail l'application voulue. M. Frédéric Passy a reconnu qu'une courte journée était peu désirable, le travail de la dernière heure étant sans valeur pour le capitaliste et meurtrier pour l'ouvrier (1).

On objecte qu'avec l'application des conditions du travail, beaucoup d'objets ne seraient plus fabriqués dans les chantiers communaux, les pierres, par exemple, seraient taillées à l'extérieur ; on peut répondre que la ville pourra lorsqu'il s'agira de ses travaux, imposer aux entrepreneurs des conditions telles qu'ils ne trouveront pas, à faire tailler les pierres en carrière, un bénéfice aux dépens des ouvriers de la ville.

On a dit aussi que la réduction de la journée de travail, aura pour résultat de permettre à l'ouvrier d'aller chez le marchand d'alcool, **M. Vaillant** combat cette opinion : la liberté de temps et d'esprit dont jouira alors l'ouvrier sera pour lui la condition d'une vie plus normale, de son émancipation, de sa délivrance. Il en trouve la preuve dans les rapports des inspecteurs du travail dans les manufactures, en Angleterre et en Suisse. M. Schuller, par exemple, montre qu'en Suisse, les délits contre les lois sur l'abus de l'alcool sont d'autant plus nombreux que la journée de travail est plus prolongée. Une autre preuve est donnée par le passage suivant du baron Liebig : « La soif de l'alcool n'est pas la cause, mais la suite de la misère... Quand le travailleur n'a pas le salaire suffisant pour la quantité d'aliments qui lui permettraient de rétablir sa force

1. Voir plus haut, page 67.

de travail, une nécessité de nature, inflexible, l'oblige à recourir à l'alcool... L'alcool, par son action nerveuse, lui permet d'exciter sa force de travail aux dépens de son organisme et d'en dépenser aujourd'hui ce qu'il n'aurait dû mettre en œuvre que le lendemain. C'est une lettre de change tirée sur sa santé, qu'il lui faut renouveler chaque jour et qu'il ne peut payer. Le travailleur consomme le capital au lieu du revenu ; de là l'inévitable banqueroute de son organisme ».

Celui qui travaille et dépense plus de force qu'il ne peut, tire aussi une lettre de change sur sa santé. La limite ordonnée par l'hygiène peut être fixée à 8 heures.

A la question de la limitation à 8 heures de la journée de travail, est liée celle de la limitation à 48 heures par semaine de la durée du travail. Le repos d'un jour par semaine est indispensable à l'existence des travailleurs ; toutes les législations l'ont prévu. Dans les « *Clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux des ponts et chaussées* » de 1866, il est « *interdit aux entrepreneurs de faire travailler les ouvriers les dimanches et jours fériés. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas d'urgence, en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur* ».

La limitation de la journée de travail ne peut, dit **M. Vaillant**, être séparée des autres questions : maintien du salaire de la journée de 10 heures, revi-

sion de la série, abolition du marchandage, aussi, en terminant, il demande au conseil de voter l'ensemble des propositions qui lui sont soumises.

M. Léon Donnat déclare que, pour obtenir l'amélioration du sort des classes ouvrières, il n'invoque pas l'autorité de l'Etat, il a confiance en d'autres moyens.

M. Léon Donnat passe en revue les lois concernant la réglementation du travail édictées en Angleterre et en Amérique et en conclut qu'aucune expérience n'a été tentée et ne permet de trancher la question de la limitation de la journée de travail (1).

Un travail prolongé présente des inconvénients, mais pourquoi limiter la journée à 8 heures plutôt qu'à 10. Dans sa déposition devant la Commission des quarante-quatre, M. Delahaye représentant les ouvriers mécaniciens, demande 10 heures de travail effectif pour les hommes. Demandent également 10 heures : les peintres vernisseurs, la fédération typographique, l'association générale d'ébénisterie, etc. Demandent 9 heures : les chaudronniers. Demandent 8 heures : les maçons, les layetiers, etc. Où est la règle.

On invoque les données de la physiologie, mais ces données n'existent pas, parce qu'il faut, pour les établir, des expériences multiples sur chaque

1. Depuis, des règles relatives aux conditions du travail ont été établies dans ces deux pays, voir plus loin chap. XIII-I° et V°.

métier, sur chaque atelier, et pour chaque saison, chaque climat.

M. Léon Donnat arrive au salaire : les deux questions de la durée du travail et des salaires sont connexes, les ouvriers ne veulent pas gagner moins pour 8 heures que pour 10 heures ; c'est en somme une augmentation de salaires qu'ils recherchent, ils n'ont pas tort de vouloir cette augmentation, mais ce n'est pas par la « voie légale » qu'ils doivent l'obtenir. Les législateurs ne sont pas les maîtres des faits économiques, le salaire ne peut dépendre de leur volonté, c'est une portion du capital payée par le patron à forfait et par avance sur les bénéfices au travailleur. Si le capital d'un pays augmente, la population ouvrière restant la même, la portion disponible pour les salaires augmente ; le législateur est sans influence sur cette augmentation. L'élévation artificielle du salaire, est inutile, car ce qui importe aux ouvriers, ce n'est pas le salaire « nominal », c'est le salaire « réel », c'est-à-dire l'ensemble des objets utiles qu'il peut se procurer en rétribution de son travail. Si le salaire est augmenté d'un franc, ce qui coûtait 5 francs d'achat en coûtera davantage, 6 ou 7 francs peut-être et l'ouvrier n'aura rien gagné.

On a prétendu que le Conseil municipal, en votant les conditions du travail, agirait, non pas comme pouvoir public, mais comme patron et avait le droit de faire pour les ouvriers des chantiers communaux ce que M. Gardner, teinturier à Preston, avait fait

pour ses ouvriers(1). Mais la ville de Paris n'est pas un patron ; d'autre part, le manufacturier de Prestou ne réglementait que des ouvriers teinturiers et pouvait se rendre compte de la valeur du travail réduit. Or, on propose aujourd'hui de réglementer les ouvriers de métiers différents occupés dans les chantiers municipaux, l'expérimentation est donc plus difficile que dans le cas de M. Gardner. D'ailleurs, si celui-ci s'était trompé, il aurait payé son erreur, tandis que dans le cas présent, si le Conseil se trompe, ce seront les contribuables qui paieront ; enfin, le patron ordinaire peut, en présence de mauvais résultats, revenir sur ses pas et dire : « j'ai fait une expérience, je l'abandonne » ; pour le Conseil, au contraire, il n'y aura pas de recul possible.

Dans la discussion actuelle, deux principes sont en présence, dit **M. Donnat** : l'autorité et la liberté ; il choisit la liberté. Pour obtenir une réduction des heures de travail et une augmentation de salaire, les ouvriers français doivent suivre l'exemple des ouvriers anglais et américains : ceux-ci, lorsqu'ils veulent obtenir de tels résultats, ne se tournent pas vers leur gouvernement, ils s'appuient les uns sur les autres et ils associent leurs efforts.

M. Léon Donnat termine en citant le passage suivant d'Adam Smith: « Les lois générales dont se composent les sciences politiques et morales existent en dépit des disputes. Elles dérivent de la nature

1. Voir plus haut, p. 69.

des choses tout aussi sûrement que les lois du monde physique ; on ne les imagine pas, on les trouve ; elles gouvernent les gens qui gouvernent les autres, et jamais on ne les viole impunément » et en déposant le contre-projet suivant : « Dans tous les travaux de la ville de Paris, les ouvriers seront payés à l'heure. »

La discussion fut reprise à la séance du 30 juillet 1886 ; **M. Longuet**, rapporteur, prit la parole pour répondre aux discours de MM. Armengaud et Léon Donnat.

M. Longuet renouvelle les arguments qu'il avait déjà présentés ; en outre, en ce qui touche la réduction des heures de travail, il expose que beaucoup de patrons n'y sont pas opposés ; il cite, à ce sujet, les efforts répétés de MM. Richard Waddington, Pierre Legrand, etc., à la Chambre des Députés. Il rappelle qu'à propos de la grève de Roubaix, les principaux industriels de cette ville déclarèrent à M. Jules Roche, alors rédacteur à la *Justice*, que loin d'être opposés à une réduction de la journée de travail, ils souhaitaient vivement qu'elle eût lieu, mais à condition que cette réduction fût l'objet d'une loi ; ils ne voulaient pas avoir à redouter la concurrence des industriels qui repousseraient cette amélioration du sort des ouvriers et qui, faisant travailler 2 ou 3 heures de plus par jour, se mettraient en mesure de produire à meilleur marché.

1. Cons. mun. 1886, proc.-verb. n° 54.

Plus récemment, des industriels du département du Nord signaient une pétition tendant à la limitation légale de la journée de travail.

M. Longuet continua son discours à la séance du 31 juillet 1886 (1).

M. Longuet montre les changements survenus depuis que les maîtres de l'économie orthodoxe ont écrit. La grande industrie, qui alors n'était pas encore née a pris un développement gigantesque, et des théories qui pouvaient être bonnes pour de petits artisans travaillant en chambre, sont évidemment inapplicables aux ouvriers des grandes usines d'aujourd'hui. Aussi, lorsqu'en vertu de ces théories, on dit aux ouvriers « vous arriverez à vous émanciper », on ne tient pas compte des faits.

M. Longuet reconnaît que le Conseil n'est pas un patron ordinaire, c'est un patron ayant les contribuables pour commanditaires, mais il affirme que les conclusions de son rapport sont d'accord avec les intérêts des contribuables. Les travaux seront mieux exécutés lorsque les conditions du travail seront appliquées.

D'autre part, l'augmentation d'impôt qui en résultera répartie entre tous sera très minime.

Faut-il se résigner à suivre le conseil de M. Donnat et dire que les améliorations doivent être uniquement dues au libre effort des énergies concurrentes mais alors il faut se résigner à voir des grèves de deux

1. Cons. mun. 1886, proc.-verb. n° 55.

années comme en Angleterre ou des émeutes comme à Chicago.

Comptant sur l'esprit de justice du Conseil, **M. Longuet** demande au Conseil de voter les conditions du travail proposées.

M. le Directeur des travaux déclare qu'il se bornera à examiner si la réforme proposée se présente dans des conditions opportunes et à indiquer les conséquences de ces applications.

M. le Directeur remarque que le taux actuel des salaires étant, d'après les auteurs des propositions en discussion, maintenu malgré la réduction de la durée de la journée de travail ; il en résultera une augmentation de dépenses. D'autre part, lorsque les conditions du travail auront été insérées dans les cahiers des charges, la Ville devra elle-même les appliquer aux ouvriers qu'elle emploie en régie : balayeurs, cantonniers etc., c'est-à-dire à 10.000 personnes environ ; en outre, la durée de la journée de ces ouvriers étant diminuée d'un cinquième il faudra augmenter leur nombre d'un cinquième.

Par l'adoption des mesures proposées, le Conseil sera amené à fixer arbitrairement le prix du travail, or il n'en a pas le droit : le Comité du contentieux consulté à ce sujet a déclaré (1) que tant que le régime des adjudications serait en vigueur, la Ville ne pourrait en changer les conditions et fixer le prix du travail ; une telle mesure serait illégale.

1. Voir plus haut, p. 33.

Si la Ville entre dans cette voie, tout le monde suivra ; les salaires augmenteront à Paris et les industries qui déjà souffrent de la concurrence étrangère, devront quitter la capitale.

M. le Directeur des Travaux termine en donnant lecture du rapport de M. Couche (1) et en disant qu'en tous cas le moment n'est pas opportun pour prendre les mesures proposées.

M. Patenne déclare que soit dans les réunions corporatives, soit dans les congrès ouvriers, il a toujours vu demander la réduction de la journée de travail.

M. Patenne ne voit pas pourquoi, dans une société comme la nôtre, où chaque jour de nouvelles lois règlent les rapports des citoyens entre eux, une loi n'interviendrait pas dans les questions de travail pour protéger le faible contre le fort. La réglementation du travail s'impose car l'ouvrier ne peut librement contracter avec le patron.

Le Conseil peut réduire les heures de travail des ouvriers qui dépendent de son autorité ; que l'Etat l'imite et l'inégalité qui existerait entre les ouvriers municipaux et les autres ouvriers disparaîtrait. Il serait étrange que, par suite de l'hésitation du législateur, le Conseil ne pût entrer lui-même dans la voie des réformes.

La clôture est prononcée après le discours de M. Patenne.

1. Voir plus haut, p. 29.

L'art. 1^{er} : « Dans tous les travaux de la ville, il y a lieu d'établir une journée normale de travail » est mis aux voix et adopté.

M. Chabert vint ensuite défendre l'art. 2, ainsi conçu :

« Cette journée sera de huit heures, il y aura un jour de repos par semaine. »

M. Chabert expose que par suite de l'adoption de cet article, l'ouvrier touchant un salaire plus élevé, chômant moins, pourra consommer davantage ; la surproduction sera enrayée. L'ouvrier consommant plus, les petits boutiquiers en profiteront et pourront plus facilement payer leurs contributions ; en outre, les recettes de l'octroi augmenteront et compenseront la dépense qui résultera des mesures proposées. Le bien-être apporté à une certaine catégorie de travailleurs sera un exemple et bientôt, par la force des choses, tous les ouvriers en bénéficieront.

M. Jacques, tout en se déclarant partisan de la réglementation du travail, combat la journée de huit heures.

M. Jacques ne pense pas que la journée de huit heures qui peut être reconnue nécessaire pour les usines où la production est intensive, doive s'appliquer aux chantiers communaux. Il en résulterait des conséquences graves : d'abord l'augmentation des dépenses, puis le renvoi, par les entrepreneurs, des ouvriers faibles ou vieux, enfin le façonnage extra-

muros du plus grand nombre d'objets possible, d'où une diminution de la main-d'œuvre à Paris.

M. Jacques conclut en déposant un amendement fixant à 10 heures la durée maxima de la journée du travail.

La première partie de l'art. 2 : « Cette journée sera de huit heures » est repoussée.

M. Mesureur propose au Conseil de fixer à neuf heures la durée de la journée, et de faire ainsi une expérience qui se trouve déjà réalisée en Angleterre, par les 54 heures par semaine.

L'amendement de M. Mesureur mis aux voix est adopté ainsi que la deuxième partie de l'art. 2 : « et il y aura un jour de repos par semaine ».

Le Conseil avait donc, le 31 juillet 1886, voté l'établissement dans tous les travaux de la ville :

1 D'une journée normale de travail dont la durée était fixée à 9 heures ;

2° D'un jour de repos hebdomadaire.

La question de la durée de la journée de travail ainsi tranchée. **M. Chautemps** propose de renvoyer à la session suivante, après production d'un rapport complémentaire, la discussion des deux autres questions relatives à l'application des prix de série et au marchandage, sur lesquelles il n'a été soumis au Conseil que des documents insuffisants.

Cette motion est adoptée par le Conseil.

IV

La Commission du travail chargea **M. Cernesson** de présenter un rapport sur les deux questions qui lui avaient été renvoyées par le Conseil municipal.

M. Cernesson déposa son rapport le 21 avril 1887.

Ce rapport (1) reproduit divers arguments donnés soit dans le premier rapport de M. Cernesson (2), soit dans le rapport de M. Longuet (3).

M. Cernesson montre que le conflit des intérêts contraires des employeurs et employés amène des troubles, des grèves, désastreuses pour tous ; le devoir des pouvoirs publics, des mandataires de la Cité est de prévenir ces troubles et ces grèves, en réglant sagement les intérêts des deux parties en présence. C'est le but du projet de délibération suivant :

Le Conseil

.

Délibère,

Art 1^{er}. — Les prix de la série officielle, en ce qui concerne les salaires, seront strictement appliqués aux travaux de la ville de Paris.

Art. 2. — La série officielle de la ville de Paris sera révisée annuellement de façon que les prix des salaires soient toujours en rapport avec le taux des subsistances et les conditions générales de l'existence des travailleurs.

1. Cons. mun. 1887, rapport n° 62.

2. Voir plus haut, p. 37.

3. Voir plus haut, p. 65.

Art. 3. — Le Conseil invite l'Administration à faire exécuter la loi en ce qui concerne le marchandage.

V

Le rapport de M. Cernesson vint en discussion à la séance du 25 avril 1887 (1).

M. Cernesson défend les conclusions de son rapport ; il montre que l'intervention de la ville est justifiée par l'inégalité qui existe entre le patron et l'ouvrier, inégalité qui n'est pas compensée, comme en Angleterre, par des organisations ouvrières telles que les trades-unions, égales en puissance à l'organisation des patrons.

M. Léon Donnat reprend les arguments précédemment développés devant le Conseil, soit par lui, soit par d'autres partisans de la thèse de la liberté du travail.

Notamment au sujet de l'article 2 du projet : « la série officielle de la ville de Paris sera révisée annuellement de façon que les prix des salaires soient toujours en rapport avec le taux des subsistances et les conditions générales de l'existence des travailleurs », **M. Donnat** avoue que cette définition du salaire le surprend : le prix des subsistances s'établit d'un côté et le taux des salaires d'un autre, sans corrélation possible la plupart du temps.

1. Cons. mun. 1887, proc.-verb n° 27.

Il fait remarquer, d'autre part, que par suite de l'application des prix de série aux salaires, les rabais ne pourront plus porter que sur les matériaux, mais le prix des matériaux n'est autre chose qu'un ensemble de prix de main-d'œuvre. Une pierre de taille, par exemple, représente le travail du carrier qui l'a extraite, du tailleur de pierre qui l'a façonnée, du charretier qui l'a transportée ; ces différents ouvriers souffriront de la réduction faite sur cette pierre, à moins que la ville exploite elle-même des carrières, des forges, etc.

Si le prix des matériaux n'est pas réduit, les adjudications devront avoir lieu à un taux plus élevé et les contribuables devront payer la différence ; on répond à cela que ce sera le bénéfice de l'entrepreneur qui sera atteint, les rabais restant les mêmes. Mais, dire que l'entrepreneur paiera la différence suppose qu'il réalise un bénéfice considérable ; or, d'après les dépositions faites devant la commission parlementaire des quarante-quatre, un tiers seulement des entrepreneurs gagne de l'argent, un autre tiers arrive à peine à joindre les deux bouts, le troisième tiers se ruine.

M. Donnat déclare que tout en défendant la liberté de l'offre et de la demande, il est loin d'être l'ennemi des salaires élevés. La statistique démontre que les salaires peuvent s'élever progressivement, sans contrainte, par le simple jeu des forces naturelles. Pour les maçons, par exemple, les salaires

de 1805 étaient de 3 fr. 25, alors qu'en 1883, ils étaient de 8 francs.

L'amélioration de la classe ouvrière peut résulter non seulement de l'élévation des salaires, mais aussi de la participation aux bénéfices et du développement des sociétés coopératives de consommation. L'application de la série est inapplicable et si elle était appliquée, elle le serait aux dépens des ouvriers, aussi M. Donnat demande au Conseil de ne pas créer une telle série de prix.

M. Joffrin vient démontrer par des tableaux des prix de la série et des prix réellement payés par les entrepreneurs aux ouvriers, que c'est surtout sur ces derniers qu'est prélevée la somme nécessaire pour compenser les énormes rabais des adjudications,

M. Joffrin donne notamment, pour les tailleurs de pierre, le prix inscrit pour les catégories de Souppes et de Château-Landon : ce prix pour le mètre cube est de 19 fr. 50, or le prix donné effectivement à l'ouvrier est de 5 fr. ; cet énorme écart démontre la nécessité de l'application des salaires portés à la série.

En ce qui touche le marchandage, il ne s'agit que d'appliquer un décret-loi de 1848. Est-il admissible qu'un homme qui entre dans un chantier et qui n'y apporte rien que sa surveillance puisse prélever un salaire sur les salaires de ses camarades. Le marchandage est plus inique que le patronat : le patron

peut arguer qu'il endosse des responsabilités, qu'il a engagé ses capitaux et se crée des soucis ; il n'en est pas de même du marchandeur.

M. Joffrin conclut en demandant le vote du projet de la Commission,

La clôture de la discussion générale est ensuite prononcée.

M. Deligny dépose un article additionnel ayant pour objet de définir le prix des salaires.

MM. Lyon-Alemand, Emile Richard et Chabert en déposent un second demandant l'exécution en régie des travaux de la ville.

Ces articles additionnels sont renvoyés à la Commission.

L'art. 1^{er} du projet de la Commission est adopté.

Au sujet de l'article 2 portant que « la série de la ville de Paris sera révisée annuellement », **M. Marsoulan** demande comment se fera l'application de cet article à des travaux qui, comme ceux de la Sorbonne, doivent durer plusieurs années.

M. Cernesson répond que les prévisions des dépenses inscrites aux budgets successifs tiendront compte des modifications de salaires qui auront pu être apportées par la révision de la série. L'entrepreneur ne sera payé qu'en raison des prix de l'année, son rabais déduit.

M. Navarre fait observer que cela sera facile, le budget comme la série étant révisé annuellement.

Le renvoi de la discussion est prononcé.

Sur la demande de **M. Sauton**, les conclusions qu'il avait présentées, en 1883, au nom de la 5^e Commission (1) sont renvoyées à la Commission du travail,

La discussion est reprise à la séance du 27 avril 1887 (2).

M. Cernesson rapporteur, présente d'abord les conclusions de la Commission sur l'article additionnel de M. Deligny (3).

M. Cernesson expose que la Commission l'a pris en considération, toutefois, pour le rendre plus explicite, elle en a modifié la rédaction. Aux termes de cet article modifié :

« Les prix des salaires peuvent être déterminés de deux manières :

Si l'ouvrage est fait à la journée, le prix du salaire est fixé par le prix de la journée ou de l'heure.

Si l'ouvrage est fait aux pièces, le prix du salaire s'entend du prix élémentaire de main-d'œuvre, quel que soit le temps passé par l'ouvrier ; ainsi, par exemple, le mètre cube de pierre de taille sera payé suivant le prix obtenu en multipliant la quantité de temps moyen nécessaire, soit 5 heures, par le prix de l'heure, l'ouvrier restant libre de faire l'ouvrage. soit en quatre, soit en six heures et ainsi de suite pour tout autre ouvrage. »

1. Voir plus haut, p. 25.

2. Cons. mun. 1887, proc.-verb. n° 28.

3. Voir plus haut, p. 91.

M. Cernesson présente en outre, au nom de la Commission un second article additionnel, aux termes duquel :

« Les ouvriers employés constamment sur les chantiers et ateliers de la ville, pour lesquels des règlements particuliers déterminent le service et le salaire payé au mois ou l'année, pour lesquels, par conséquent, le chômage n'existe pas, doivent être considérés comme des employés de traitement fixe auxquels les prix de série ne sont pas applicables ».

La Commission a estimé qu'une distinction devait être faite entre ces ouvriers qui ne subissent aucun chômage, ni par l'interruption des travaux, ni par le fait de la maladie et les ouvriers payés à la journée.

Ces deux articles additionnels mis aux voix sont adoptés.

M. Vaillant vient défendre l'art. 2 du projet : « La série officielle de la ville de Paris sera révisée annuellement, de façon que les prix des salaires soient toujours en rapport avec le taux des subsistances et les conditions générales de l'existence des travailleurs. »

M. Vaillant pense que la première partie : « La série officielle sera révisée annuellement » ne sera contestée par personne, les adversaires de la série invoquant, pour justifier leur opposition, les variations des éléments qui déterminent le prix des objets et salaires visés par la série.

La simple considération que le salaire est le prix d'une force de travail identifiée avec la personne du travailleur, suffit à justifier la seconde partie et à montrer que la ville ne peut admettre un autre étalon de la détermination de ses salaires, que celui permettant de vivre aux ouvriers qu'elle emploie. Les économistes, entre autres Ricardo, ont reconnu qu'il y avait à côté du prix courant, ce qu'ils appelaient « un taux nécessaire du travail » et que ce taux était en rapport avec le prix des subsistances. Les faits prouvent l'existence de ce taux nécessaire : en considérant certaines périodes, on voit apparaître certaines moyennes autour desquelles oscillent les prix, sans que le simple rapport de l'offre et de la demande explique ces moyennes et leur courbe ; il faut donc tenir compte de l'intervention d'un autre facteur important. Ce facteur, c'est la valeur, non du travail, mais de la force de travail ; or la valeur de cette force se mesure par celle des éléments nécessaires à sa formation, à sa reconstitution, par suite par les frais d'existence. C'est cette valeur de la force de travail qu'exprime le salaire minimum dont la loi doit édicter l'obligation.

Les prix de série ont été, dit **M. Vaillant**, en ce qui concerne les salaires, comme un essai de détermination du salaire minimum ou de la valeur de la force de travail que l'ouvrier vend à son entrepreneur, c'est ce qui explique pourquoi la Commission du travail demande l'application des prix de série,

offrant ainsi une base réelle, positive, pour l'appréciation des frais d'existence.

M. Léon Donnat reconnaît qu'il y a un minimum de prix du travail, qui résulte du minimum des frais d'existence, mais que ce minimum de prix est établi par l'usage ; il déclare qu'il n'appartient pas au Conseil d'apprécier l'état du marché et de fixer lui-même le prix des salaires, et que, par suite, il ne faut pas de série.

M. Sauton répond que la nécessité d'une série est reconnue de tous ; étant donné la nécessité de la série, il s'agit de savoir si l'on peut s'opposer à l'art. 2.

M. Sauton se demande si quelqu'un peut, au Conseil, vouloir que le taux des salaires ne soit pas en rapport avec celui des subsistances ; qui voudrait ratifier une pareille iniquité ? On objecte que par suite de l'application des prix de série, le travail se fera hors Paris, mais on peut y obvier en introduisant dans les marchés une clause obligeant les entrepreneurs à exécuter les travaux dans l'intérieur de Paris. On peut répondre à l'objection financière : sans doute, les travaux coûteront plus cher, mais comme ils seront beaucoup mieux exécutés, il y aura compensation.

M. Deligny demande que l'art. 2 soit ainsi modifié : « Les prix de série seront révisés périodique-

ment », estimant que la révision annuelle de la série serait impossible et que, d'ailleurs, les conditions d'existence ne varient pas sensiblement à Paris d'une année à l'autre.

M. Cernesson répond que lorsqu'on parle de révision annuelle, on ne veut pas dire que l'on devra réviser les 8.000 articles de la série.

M. Cernesson explique que la révision ne portera que sur les prix susceptibles de subir, d'une année à l'autre, une diminution ou une augmentation ; il n'y a guère que 400 ou 500 prix qui soient dans ce cas. Jusqu'en 1870, l'Administration elle-même révisait annuellement la série. La Société centrale des Architectes révisé également la série tous les ans, ainsi que les chambres syndicales qui publient des séries particulières.

M. Levraud demande l'adoption de l'art. 2, en disant qu'il est indispensable de ne considérer le prix de série que comme un minimum ; or, en fait, on considère ce prix comme un maximum.

M. le Directeur des travaux répond que le prix de série n'est pas un maximum mais un taux moyen.

M. le Directeur des travaux expose que le travail exécuté se compose, au point de vue du coût, de deux éléments : d'une part, la valeur des matériaux et d'autre part, le prix de la main-d'œuvre. Or, on sait quelle quantité de travail correspond à un ré-

sultat donné, c'est cette quantité qu'il faut fixer et qui représente le taux moyen de la journée ; jamais les séries de prix n'ont été établies autrement.

On demande une série mobile, variable avec le coût des subsistances et dont les prix seront réduits lorsque la vie deviendra moins coûteuse ; mais cette réduction ne pourra jamais être appliquée, car elle soulèverait un mouvement dans la classe ouvrière. L'administration n'a jamais pu réduire officiellement le prix de la main-d'œuvre. Chaque jour il augmente, c'est pour cela que les travaux ont diminué.

Si le Conseil augmente le prix de la journée, ou si on le majore en réduisant le nombre des heures de travail, il en résultera la cessation des travaux actuels. Les prix actuels de la série sont déjà trop élevés.

Après rejet de l'amendement de M. Deligny (1), l'art. 2 du projet de la Commission est adopté.

M. Cernesson, rapporteur, expose qu'à la suite de l'étude des conclusions présentées par M. Sauton en 1883 et qui avaient été renvoyées à la Commission du travail (2), cette Commission a inséré dans son projet primitif l'art. 3 suivant : « Chaque année, la série annuelle sera applicable, en ce qui concerne les salaires, aux travaux entrepris depuis plusieurs années. »

1. Voir plus haut, p. 95.

2. Voir plus haut, p. 28.

Cet article est justifié, dit M. Cernesson, car s'il est nécessaire que la série subisse les variations de prix qui surviennent, il ne l'est pas moins que les travaux soient soumis aux variations des séries.

L'art. 3 est adopté, ainsi que l'art. 4 relatif à l'exécution du décret-loi concernant le marchandage.

Cette délibération du 27 avril 1887, relative à l'application des prix de série et à l'interdiction du marchandage, complétait la délibération du 31 juillet 1886 relative à la journée de 9 heures.

Les conditions du travail étaient ainsi votées pour la première fois par le Conseil municipal de Paris.

CHAPITRE IV

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIVES A L'APPLICATION DES CONDITIONS DU TRAVAIL. DÉCRET D'ANNULATION DU 17 MARS 1888.

- I. — Vote d'une proposition de **M. Vaillant**, relative à l'application des conditions du travail aux travaux de l'Exposition Universelle de 1889 (18 juillet 1887).
- II. — Proposition de **M. Vaillant** tendant à la création d'inspecteurs du travail (18 juillet 1887).
- III. — Vote d'une proposition de **M. Sauton** tendant à assurer l'exécution de la délibération du 27 avril 1887 (27 juillet 1887).
- IV. — Proposition de **M. Ch. Longuet** relative aux ouvriers étrangers et au paiement des salaires (27 juillet 1887).
- V. — Vote d'une proposition de **M. Sauton** relative à l'adjudication des travaux de la Sorbonne (11 novembre 1887).
- VI. — Application des conditions de travail à l'Ecole du Livre (24 décembre, 30 décembre 1887).
- VII. — Rapport de **M. Vaillant** sur l'institution des inspecteurs ouvriers (5 novembre 1887). Délibération du 30 décembre 1887, décret d'annulation de cette délibération (12 janvier 1888).

- VIII. — Rapport de **M. Sauton** sur l'exécution en régie des travaux de la ville (24 février 1888).
- IX. — Discussion et adoption des conclusions du rapport de **M. Sauton** (29 février 1888).
- X. — **Décret en Conseil d'Etat du 17 mars 1888**
- XI. — Renvoi du décret à la Commission du travail (19 mars 1888).
- XII. — Déclaration de **MM. Sauton** et **Darlot** (19 mars 1888).
- XIII. — Rapport de **M. Sauton** sur le décret d'annulation du 17 mars 1888 (23 mars 1888).
- XIV. — Adoption des conclusions du rapport de **M. Sauton** (31 mars 1888). Maintien de la délibération du 27 avril 1887.
- XV. — Rapport de **M. Sauton** sur les mesures à prendre pour assurer l'application des conditions du travail (31 mars 1888).
- XVI. — Discussion et adoption des conclusions de ce rapport (31 mars 1888).
- XVII. — Vote d'une proposition de **M. Sauton** relative à l'interdiction du marchandage (31 mars 1888).

I

A la séance du 18 juillet 1887 (1), **M. Vaillant** rappela que le Conseil avait voté le 31 mars 1886 (2), un vœu demandant l'application, aux travaux de l'Exposition, des conditions du travail qui seraient établies, par la ville, pour ses propres travaux.

Ce vœu, accepté par le Gouvernement, étant resté stérile, bien que le Conseil municipal ait déterminé

1. Cons. mun. proc.-verb. 1887, n° 45.

2. Voir plus haut p. 65.

ces conditions, par les délibérations des 31 juillet 1886 et 27 avril 1887, **M. Vaillant** dépose un projet de délibération tendant à rappeler au gouvernement les engagements qu'il a pris.

Ce projet est adopté par le Conseil municipal.

II

A la même séance, **M. Vaillant** dépose une proposition tendant à la **création d'inspecteurs du travail**.

M. Vaillant estime que pour assurer l'application des conditions du travail, il est nécessaire que les ouvriers puissent vérifier si ces conditions sont remplies ; il dépose à cet effet une proposition ayant pour objet « la création de cinq délégués inspecteurs chargés d'examiner l'application des conditions du travail ; ces délégués élus par les chambres syndicales ouvrières devront soumettre au Conseil des rapports trimestriels. »

Cette proposition est renvoyée à la Commission du travail.

III

Le 27 juillet 1887 (1), **M. Sauton** déposa, pour assurer l'exécution de la délibération du 27 avril 1887, une proposition aux termes de laquelle l'Administration était invitée 1° à introduire dans les

1. Cons. mun. proc.-verb. 1887, n° 48.

cahiers des charges, des clauses relatives aux conditions du travail et 2^e pour les travaux dépendant des services d'ingénieurs, auxquels la série n'était pas applicable, à mentionner dans les prix de bordereau le chiffre de main-d'œuvre qui avait servi à leur établissement ; toute affaire pour laquelle ces prescriptions n'auraient pas été observées, devrait être considérée comme n'étant pas en l'état et retournée à l'Administration.

Cette proposition fut adoptée après urgence déclarée.

IV

Le même jour, **M. Charles Longuet** demanda le renvoi à la Commission du travail, d'une proposition limitant à 1/10^e le nombre des ouvriers étrangers employés dans les chantiers municipaux et ordonnant l'exclusion de ces chantiers de tout ouvrier ayant fait une fausse déclaration de nationalité ; en cas de complicité de l'entrepreneur, ce dernier devait être frappé d'une amende de 1.000 fr. Les mêmes pénalités devaient être prononcées au cas où un ouvrier aurait reçu un salaire inférieur au tarif fixé.

Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail.

V

La délibération du 27 juillet 1887 (1) n'était pas exécutée par l'Administration ; notamment le cahier des charges des travaux de peinture de la Sorbonne ne renfermait pas les clauses relatives aux conditions du travail ; dans cette situation, la Commission d'admissibilité aux adjudications crut devoir demander la remise de l'adjudication de ces travaux.

Au nom de cette Commission, **M. Sauton** demanda au Conseil, à la séance du 11 novembre 1887 (2), d'approuver cette remise, de ne voter qu'un crédit de 8,000 francs pour faire face à certains travaux urgents et de renvoyer le dit cahier des charges à la Commission du travail pour insertion des clauses relatives aux conditions du travail.

M. le Directeur des travaux expose qu'à la suite de la délibération du 27 avril 1887, de nombreuses réclamations s'étant élevées dans l'industrie du bâtiment, l'Administration soumit la question au ministre de l'Intérieur.

Le ministre répondit le 29 juillet 1887, au Préfet de la Seine, que la délibération du 27 avril 1887 ne lui paraissait pas susceptible d'exécution, pour plusieurs raisons : cette délibération était contraire au principe de l'adjudication posé par l'ordonnance de

1. Voir plus haut, p. 101.

2. Cons. mun. proc.-verb. 1887, n° 58.

1837, son application aux entreprises en cours créerait des difficultés inextricables, elle amènerait l'exclusion des chantiers des ouvriers les plus faibles. enfin elle était contraire à la loi de la liberté du travail et de l'industrie.

M. le Directeur des travaux déclare qu'après cette lettre du Ministre de l'Intérieur, il n'est pas possible d'insérer dans les cahiers des charges les clauses relatives aux conditions du travail ; par suite si la Commission d'admissibilité voulait imposer ces conditions, les travaux municipaux seraient suspendus.

M. Sauton rapporteur, demande au Conseil de ne pas engager actuellement le débat.

Il y a, dit **M. Sauton**, une délibération à laquelle le ministre refuse de donner suite et voilà tout. Les 400.000 francs de peinture de la Sorbonne, à mettre en adjudication, ne sont pas sur le point d'être exécutés ; quelques travaux d'impression sont seuls à faire actuellement et c'est pour cela que la Commission d'admissibilité demande un crédit de 8.000 francs.

M. Sauton demande le vote de ce crédit et le renvoi à la Commission du travail de l'examen du cahier des charges et de la lettre du ministre.

Ces conclusions mises aux voix sont adoptées.

VI

La question de l'application des conditions du travail fut de nouveau soulevée à propos de l'ex-

écution du projet de construction de l'Ecole du Livre.

M. Sauton demande au Conseil, à la séance du 24 décembre 1887 (1), de voter l'introduction, dans le cahier des charges des travaux de construction de cette école, des clauses relatives aux conditions du travail.

Le Conseil, dit **M. Sauton** ne doit pas s'en rapporter à la Commission d'admissibilité, dont le rôle consiste uniquement à examiner si les entrepreneurs sont aptes ou non à être admis aux adjudications.

M. le Directeur des travaux rappelle la décision du ministre de l'Intérieur, relative aux conditions du travail et déclare qu'en conséquence, si le Conseil adoptait un devis contenant des clauses imposant ces conditions, l'Administration serait dans l'impossibilité d'appliquer ce devis.

M. Sauton demande le renvoi de l'affaire à la Commission du travail.

Le Conseil, dit-il, ne doit pas émettre de votes platoniques; s'il résulte du fait de son insistance quelque retard dans les travaux, ce n'est pas à lui qu'en reviendra la responsabilité.

Le renvoi à la Commission du travail pour un rapport d'urgence est mis aux voix et adopté.

1. Cons. mun. proc.-verb. 1887, n° 72.

A la séance du 30 décembre 1887 (1). **M. Sauton** expose, que pour assurer l'application des conditions du travail à l'Ecole du Livre, la Commission du travail a inséré dans le cahier des charges générales des travaux d'architecture, un article 49, portant 1^o que la journée de travail sera de 9 heures, que les prix de la série (édition de 1882) seront strictement appliqués en ce qui concerne les salaires, que le nombre des ouvriers étrangers ne pourra dépasser un dixième, 2^o qu'en cas d'infraction à ces stipulations, l'administration pourra soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication, soit faire exécuter les travaux par tous autres ; le tout aux frais et risques de l'adjudicataire déchu.

M. Sauton propose d'approuver, dans ces conditions, le cahier des charges des travaux de l'Ecole du Livre.

Ces conclusions sont adoptées.

VII

La proposition de **M. Vaillant** (2) relative à l'institution d'un corps de cinq délégués ouvriers, inspecteurs des travaux de la Ville, avait été renvoyée à la Commission du travail.

M. Vaillant, nommé rapporteur, déposa son rapport le 5 novembre 1887.

1. Cons. mun. proc.-verb, 1887. n^o 75.

2. Voir plus haut p. 101.

Rapport de M. Vaillant

Dans son rapport (1), **M. Vaillant** expose qu'en France les lois sur le travail ne sont pas appliquées ; tous les rapports officiels en font l'aveu. Sans mesures d'exécution appropriées, aucune décision législative ou municipale n'a de valeur pratique.

L'insuffisance du système actuel d'inspection a été souvent l'objet de propositions et pétitions.

Le Conseil général, s'autorisant de la loi du 19 mai 1874, a augmenté le nombre des inspecteurs départementaux et commence à choisir des inspecteurs ouvriers. De son côté, l'Etat vient de reconnaître qu'à côté de ses inspecteurs il est nécessaire de faire place à l'inspection de délégués mineurs ouvriers.

En Angleterre, dès 1881, des inspecteurs ouvriers ont été adjoints aux corps des inspecteurs.

Ces exemples montrent que les pouvoirs publics ont reconnu qu'en ce qui touche l'observation des prescriptions légales et réglementaires protectrices du travail, les délégués des syndicats ont capacité et qualité.

C'est cette solution que la Commission du travail propose d'appliquer aux travaux de la Ville. Rien ne s'y oppose, l'Administration gardera comme auparavant la direction des travaux, son contrôle habituel, sa surveillance.

1. Cons. mun. rapp. 1887. n° 118.

En votant cette mesure, le Conseil municipal reste dans son domaine; en effet, dans ses chantiers, ses ateliers, dans ses services municipaux (eaux, égouts, éclairage, etc.), la Ville est chez elle.

La Commission du travail propose un projet de délibération portant création de 5 inspecteurs ouvriers, choisis par le Conseil municipal parmi les délégués des syndicats. Ces inspecteurs, dont l'indépendance sera assurée par une indemnité annuelle de 3.650 francs, auront le mandat d'exercer une enquête continue sur les conditions économiques et de sécurité dans lesquelles se font les travaux de la Ville, surtout en ce qui concerne l'application des conditions du travail.

Ces inspecteurs devront soumettre au Conseil des rapports trimestriels, qui seront publiés au Bulletin municipal, en outre, ils enverront hebdomadairement à la Commission du Travail, les procès-verbaux de leurs inspections.

La Commission propose en outre au Conseil d'émettre le vœu que, par une loi, les Chambres instituent un corps d'inspecteurs ouvriers ayant mandat de visiter tous les chantiers et ateliers de l'Etat, des communes, et les ateliers privés et d'y constater les contraventions aux lois et règlements.

Le rapport de M. Vaillant vint en discussion à la séance du 30 décembre 1887.(1). Après l'exposé de

1. Cons. mun. proc.-verb. 1887, n° 75.

la question par M. Vaillant, le Conseil vota sans débat les propositions de la Commission du travail.

La délibération du 30 décembre 1887 portant création des 5 inspecteurs ouvriers fut annulée par **décret du 12 janvier 1888**, rendu sur la proposition de **M. Sarrien**, ministre de l'Intérieur. **Le Préfet de la Seine** donna lecture de ce décret à la séance du Conseil municipal du 27 février 1888 (1).

Le considérant de ce décret rappelle que le Préfet de la Seine nomme à tous les emplois municipaux et a la direction et la surveillance de tous les services de la commune ; que, dès lors, le Conseil municipal en créant des inspecteurs ouvriers nommés par lui et qui doivent correspondre directement avec lui, en leur confiant une mission de contrôle sur les agents de l'Administration, a excédé ses pouvoirs ; qu'ainsi sa délibération tombe sous le coup de l'art. 14 de la loi du 14 avril 1871.

VIII

Par une délibération en date du 30 décembre 1887, le Conseil municipal avait inséré dans le cahier des charges de l'Ecole du Livre, les clauses relatives aux conditions du travail (2).

Le ministre de l'Intérieur n'annula pas cette

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 1.

2. Voir plus haut, p. 106.

délibération, mais soumit la question au Conseil d'Etat.

La Commission du travail pensa que, jusqu'à la décision du Conseil d'Etat, le Conseil municipal n'avait pas les pouvoirs suffisants pour insérer, dans les cahiers des charges, des clauses relatives aux conditions du travail et n'avait à sa disposition qu'une ressource : faire exécuter les travaux en régie dans les conditions qu'il avait déterminées.

M. Sauton nommé rapporteur, exposa, dans un rapport en date du 24 février 1888 (1), l'état de la question ; il fit observer qu'il était entendu que le principe général de la régie était réservé, et que la mise en régie des travaux communaux, proposée par la Commission, n'était dans l'espèce qu'une mesure transitoire qui pouvait d'ailleurs avoir l'avantage de faire faire une expérience pratique intéressante sur les conséquences de ce système de travaux.

Dans cet ordre d'idées, **M. Sauton** proposa, au nom de la Commission du travail, le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

.

Délibère :

Article premier. — En attendant qu'une décision ferme soit apportée au Conseil au sujet des délibérations en date des 31 juillet 1886, 27 avril 1887 et 30 décembre 1887, relatives aux conditions du travail dans les chan-

1. Cons. mun. 1888, rapport. n° 8.

tiers communaux, les travaux de la ville de Paris seront exécutés en régie dans les conditions mentionnées à ces délibérations.

Art. 2. — Pour assurer l'exécution de la présente délibération, M. le président du Conseil municipal est invité à ne laisser mettre à l'ordre du jour aucune affaire relative aux travaux de la ville de Paris, sans que ce projet ait été au préalable, revêtu du visa de M. le président de la Commission du travail.

IX

Le rapport de M. Sauton fut discuté à la séance du 29 février 1888 (1).

M. Sauton expose que le projet de délibération de la Commission a pour but d'assurer l'exécution des délibérations relatives aux conditions du travail. Il dit que le Conseil d'Etat a délibéré sur cette question le mardi précédent en réunion de section et doit statuer le lendemain en réunion générale ; par suite, il y a intérêt à voter le plus vite possible le projet de la Commission.

M. Léon Donnat combat ce projet, qui, dit-il, aurait pour effet d'attirer de la province dans la capitale les ouvriers sans travail ; le patron pourrait alors choisir parmi un plus grand nombre d'hommes se disputant le travail.

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 2.

Supposons, dit **M. Léon Donnat** que ce patron exécute les clauses de son cahier des charges : il prendra alors les ouvriers les plus jeunes, les plus habiles ; les autres viendront augmenter les charges de l'Assistance publique.

Si, au contraire, le patron n'observe pas les conditions de son cahier des charges, il fera signer à ses ouvriers des compromis par lesquels ces derniers consentiront à travailler à d'autres conditions. La constatation des infractions ne sera pas facile, les ouvriers étant pris entre une déclaration vraie et la perte de leur pain quotidien. La ville pourra assigner le patron devant les tribunaux, mais alors le patron dira : « Si j'ai violé les conditions de mon contrat, c'est à la demande d'une des parties contractantes, mon ouvrier ». Aucun tribunal ne déclarera que la liberté du travail n'est qu'un vain mot et ne pourra condamner.

La Commission du travail propose la mise en régie des travaux de la ville, au cas où la réglementation décidée ne serait pas appliquée : mais le budget est basé sur le système des adjudications ; si ce système est écarté, il ne faut plus tenir compte des rebais de 30 et 40 0/0 que l'on a escomptés et, par suite, l'équilibre du budget n'existe plus,

D'après l'art. 2 du projet de la commission, si la réglementation votée n'est pas admise, si la régie n'est pas davantage acceptée, tous les dossiers de travaux devront être renvoyés au Préfet de la Seine ; il en résultera, dit **M. Léon Donnat**, qu'on arrivera

à fermer les chantiers, c'est une responsabilité qu'il ne peut accepter.

M. Sauton expose que si la Commission du travail propose la mise en régie, c'est qu'elle n'a pas trouvé de solution meilleure pour assurer l'exécution des délibérations du Conseil. La régie d'ailleurs n'est pas une innovation.

M. Sauton dit que la régie existe dans les travaux du service des ingénieurs : il existe des cantonniers paveurs, des cantonniers d'empierrement, des cantonniers des égouts, pourquoi n'aurait-on pas des cantonniers maçons, des cantonniers peintres. Il y a là un système à essayer, au moins jusqu'à ce qu'on apporte au Conseil les moyens d'appliquer les délibérations qui sont en suspens.

L'Administration ne peut pas dire au Conseil : « Je ne veux ni annuler, ni approuver votre délibération, et je vous laisse ainsi en présence de résolutions que vous ne pouvez appliquer ». Il faut savoir si les conseillers qui ont voté les conditions du travail entendent qu'elles soient appliquées.

En terminant, **M. Sauton** fait connaître que l'article 2 a été modifié : le visa des affaires à mettre à l'ordre du jour devra être donné, non par le président de la Commission du travail, mais par la Commission du travail, par analogie avec la Commission du budget qui vise les imputations budgétaires.

M. le Préfet de la Seine explique l'attitude prise par le Gouvernement.

Tout ministre, dit-il, a le droit de consulter le Conseil d'Etat; le Conseil municipal ne peut se plaindre que le Gouvernement s'entoure de toutes les lumières avant de se prononcer.

D'autre part, en ce qui concerne la mise en régie, l'Aministration n'est pas libre de céder, puisqu'elle se trouve en présence d'une disposition législative qui règle les conditions dans lesquelles doivent être faits les travaux des communes.

M. le Préfet conclut en disant que la délibération proposée ne peut aboutir, car elle se heurte à la loi.

M. Sauton répond en invoquant la loi du 5 avril 1884 ; cette loi qui, dit-il, est applicable en matière de travaux, car alors il s'agit d'administration et non de politique, porte dans son art. 61 :

« Le Conseil municipal règle, par ses délibérations, les affaires de la commune. »

Or, les travaux municipaux sont, au premier chef, les affaires de la commune.

Après diverses observations, le Conseil adopte les conclusions de la Commission du travail.

X

A la séance du 19 mars 1888 (2), le **Préfet de la Seine** donna communication au Conseil municipal du décret suivant :

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 9.

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du Ministre de l'Intérieur.

Vu les délibérations du Conseil municipal de Paris en date des 27 avril 1887, 30 décembre 1887 et 29 février 1888, relatives aux conditions du travail dans les chantiers communaux ;

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1837 et le décret du 8 août 1878.

Vu la loi du 14 avril 1871.

En ce qui concerne la délibération du 27 avril 1887 :

Considérant que, par cette délibération, le Conseil municipal de Paris a imposé aux adjudicataires des travaux de la Ville l'obligation de payer à leurs ouvriers, pour une journée de travail réduite à neuf heures, un salaire uniforme fixé par la « série officielle des travaux de Paris » ; que le taux de ce salaire est déterminé sans que l'entrepreneur et les ouvriers puissent tenir compte ni de l'état du marché, ni du mérite professionnel des travailleurs ;

Considérant que, s'il appartient au Conseil de régler, dans l'intérêt de la ville, les conditions des adjudications, il ne peut, sans sortir de ses attributions et sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet des conventions entre patrons et ouvriers ;

Considérant, en outre, que la délibération du 27 avril 1887, après avoir posé le principe d'une révision annuelle du taux des salaires, décide que le résultat de cette révision sera applicable « aux travaux entrepris depuis plusieurs années » ;

Considérant que, par cette disposition, le Conseil municipal de Paris, au mépris du principe de l'irrévoca-

bilité des conventions, s'est attribué le droit de modifier des marchés en cours d'exécution ; qu'il altère l'essence même du contrat d'adjudication, puisque l'entrepreneur, lié définitivement envers la ville, peut chaque année se voir imposer des charges nouvelles et plus rigoureuses ;

Considérant, d'autre part, que l'ordonnance réglementaire du 14 novembre 1837 oblige toute commune à donner avec concurrence et publicité les entreprises pour travaux et fournitures ; qu'aucun conseil municipal ne saurait se soustraire, ni directement, ni indirectement à cette prescription édictée dans l'intérêt des finances communales ;

Considérant que les clauses ci-dessus rappelées de la délibération du 27 avril 1887 ont pour effet de dénaturer la concurrence, qu'elles sont de nature à éloigner les soumissionnaires ou tout au moins à rendre les rabais illusoires ; que le Conseil municipal, en prétendant soumettre les travaux de la ville de Paris à un régime spécial, aussi contraire à la loi qu'à l'intérêt des finances municipales, est sorti de la limite de ses attributions légales, et que, par suite, la délibération sus-visée tombe sous l'application de l'art. 14 de la loi du 14 avril 1871 ;

En ce qui concerne la délibération du 30 décembre 1887 :

Considérant que l'art. 3 de cette délibération, en décidant que les travaux de l'école dite « du Livre » seraient exécutés conformément aux clauses et conditions du cahier des charges générales rectifié et signé des rapporteurs, a eu pour objet d'appliquer les dispositions contenues dans la délibération du 27 avril 1887 ;

Que cet article doit être annulé par voie de conséquence ;

En ce qui concerne la délibération du 29 février 1888 :

Considérant qu'il résulte de l'art. 9 du décret réglementaire du 8 août 1878, que les travaux de la ville de Paris ne peuvent être exécutés en régie ou à la journée que quand l'administration municipale s'y trouve obligée par suite de circonstances de force majeure ;

Considérant que le Conseil municipal de Paris n'allègue aucune circonstance de cette nature ; qu'il déclare expressément vouloir assurer l'exécution des clauses prescrites par lui, relativement au travail, dans sa délibération du 27 avril 1887 ;

Considérant qu'en prescrivant pour tous les travaux indistinctement l'exécution en régie, le Conseil municipal a violé les prescriptions de l'ordonnance sus-visée du 14 novembre 1837 et est sorti du cercle de ses attributions légales ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont annulés : 1^o la délibération du 27 avril 1887 ; 2^o l'art. 3 de la délibération du 30 décembre 1887 ; 3^o la délibération du 29 février 1888.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 mars. 1888.

Signé : Carnot.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

Signé : Sarrien.

XI

M. Chabert, président de la Commission du travail, demande au Conseil le renvoi du décret à la Commission du travail.

• **M. Hector Depasse** propose, en outre, de renvoyer à cette Commission le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Considérant que... sans accepter ni critiquer les termes du décret qui vient d'être lu, le Conseil ne veut pas laisser les travaux nécessaires en suspens.

Délibère :

Les adjudications suivront leurs cours et les travaux de Paris continueront jusqu'à nouvel ordre dans les conditions où ils se sont faits jusqu'à ce jour.

Le renvoi de la question à la Commission du travail est prononcé.

M. le Préfet de la Seine fait remarquer que la question des adjudications n'est pas décidée.

Le matin même, dit-il, une adjudication pour les travaux d'entretien de la ville devait avoir lieu. Une condition de la validité de cette adjudication était la présence de 2 conseillers municipaux, or ces 2 conseillers, régulièrement convoqués, ont par une lettre adressée au président de la Commission d'admissibilité, fait connaître qu'ils ne se rendraient

pas à cette adjudication qui, par suite de leur absence, n'a pu avoir lieu.

Dans le courant de la semaine trois autres adjudications étant annoncées, **M. le Préfet** demande si les conseillers, membres de la Commission d'admissibilité persisteront dans leur abstention.

M. Sauton répond que conformément à la délibération du Conseil tendant à l'exécution en régie, jusqu'à nouvel ordre, des travaux de la ville, M. Darlot et lui-même, membres pour le mois de mars, de la Commission d'admissibilité ont décidé de n'y point paraître.

M. le Directeur des travaux déclare que l'on ne peut exécuter en régie les travaux d'entretien des 1.600 édifices municipaux, la ville n'ayant pas les ateliers nécessaires pour exécuter elle-même ces travaux très complexes qui comportent des travaux de charpente, de menuiserie, de peinture, de maçonnerie, d'une valeur annuelle de trois millions.

M. Hector Depasse dépose la proposition suivante :

« Toutes réserves faites sur le fond du débat,

« Les membres du Conseil municipal qui doivent assister aux adjudications sont invités à remplir leurs fonctions comme à l'ordinaire. »

Cette proposition est renvoyée à la Commission du travail.

XII

A la séance du 19 mars 1888, **M. Sauton** déclara au nom de M. Darlot et au sien, qu'ils ne pouvaient en présence des votes du Conseil, assister aux adjudications du lendemain, et que ces adjudications devraient, par suite, être remises à une date ultérieure.

M. le Directeur des travaux fit toutes réserves sur cette déclaration.

XIII

M. Sauton présenta, le 23 mars 1888, au nom de la Commission du travail, son rapport sur le décret d'annulation en date du 17 mars 1888 de la délibération du 27 avril 1887.

Rapport de M. Sauton.

M. Sauton examine successivement dans son **rapport** (1) les considérants du décret :

1^{er} Considérant. — 1^{re} Partie : « Considérant que par cette délibération, le Conseil municipal de Paris a imposé aux adjudicataires des travaux de la ville de Paris, l'obligation de payer à leurs ouvriers, pour une journée réduite à 9 heures, un salaire uniforme fixé par la série officielle des prix de la ville de Paris ».

1. Cons. mun. 1888, rapp. n° 34.

M. Sauton fait observer que le Conseil n'a jamais eu l'intention de fixer tous les salaires à un taux uniforme, il suffit d'ouvrir une série pour voir qu'on prévoit des prix différents pour les maçons, serruriers, etc. ».

2^e Partie : « Que le taux des salaires est déterminé sans que l'entrepreneur et les ouvriers puissent tenir compte, ni de l'état du marché, ni du mérite professionnel des travailleurs ».

M. Sauton reconnaît qu'en effet, d'après la délibération du 27 avril 1887, le taux du salaire est déterminé sans tenir compte de l'état du marché ; mais par suite de la crise dont souffre l'industrie du bâtiment, l'ouvrier du bâtiment est à merci ; ne serait-il pas indigne de la ville de Paris de profiter de cette crise pour faire exécuter ses travaux à vil prix ? Il est inexact, d'autre part, de dire que la délibération ne tient pas compte du mérite professionnel, puisque le prix des salaires peut être déterminé de deux manières, selon que l'ouvrage est fait à la journée ou aux pièces ; il en résulte que l'entrepreneur ne paiera à la journée que les ouvriers qu'il aura appréciés comme capables de gagner leur journée ; pour les autres, il les occupera aux pièces et ne leur paiera que le travail produit.

2^e *Considérant*. — « Considérant que s'il appartient au Conseil municipal de régler dans l'intérêt de la ville les conditions des adjudications, il ne

peut sans sortir de ses attributions et sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers ».

Ce considérant, remarque **M. Sauton**, reconnaît au Conseil le droit de régler, dans l'intérêt de la ville, les conditions des adjudications, c'est-à-dire de fixer les clauses et conditions du cahier des charges des adjudications publiques, or le Conseil a jugé qu'il importe, que pour la bonne exécution des travaux, l'ouvrier ne soit pas astreint à un travail de plus de 9 heures par jour, qu'il ait un jour de repos par semaine et qu'il soit rétribué d'après des prix déterminés ; en inscrivant à cet effet certaines clauses dans les cahiers des charges, le Conseil n'est donc pas sorti de ses attributions. Le ministre l'a reconnu en n'annulant pas la délibération du 31 juillet 1886 relative à la fixation d'une journée maxima de 9 heures et à l'obligation d'un jour de repos par semaine.

Comment après avoir reconnu ce droit d'intervention pour la fixation de la journée de travail, le ministre peut-il refuser au Conseil le droit d'intervenir dans la fixation du taux de cette journée. Il y a là une contradiction absolue.

L'entrepreneur est l'intermédiaire entre la ville de Paris et les ouvriers qu'il emploie pour le compte de celle-ci. Le Conseil a le droit de lui dire : « Les ouvriers que vous emploierez pour les travaux communaux travailleront au plus 9 heures par jour et

auront un jour de repos par semaine. Vous paierez vos ouvriers au prix de l'heure ou de la journée, fixé par la série ; si vous ne croyez pas pouvoir leur payer ce prix, vous les paierez aux pièces d'après le travail produit dont le prix est également déterminé par la série. Conformément à la loi, la ville procédera à une adjudication avec concurrence et publicité. Calculez votre rabais d'après les conditions qui vous sont imposées. »

Aucun texte de loi ne peut être opposé à l'établissement de ces conditions ; le ministre, en acceptant la journée de 9 heures et le repos hebdomadaire, s'est réfuté lui-même.

3^e et 4^e Considérants. — Ces deux considérants visent l'art. 3 de la délibération du 27 avril 1887, ainsi conçu : « Chaque année, la série annuelle sera applicable, en ce qui concerne les salaires, aux travaux entrepris depuis plusieurs années. »

Cet article 3 étant de nature à donner lieu à une interprétation erronée, **M. Sauton** propose de l'abandonner.

5^e Considérant. — « Considérant, d'autre part, que l'ordonnance réglementaire du 14 novembre 1837 oblige toute commune à donner avec concurrence et publicité les entreprises pour travaux et fournitures, aucun Conseil ne saurait se soustraire ni directement, ni indirectement, à cette prescription édictée dans l'intérêt des finances municipales. »

M. Sauton expose que le Conseil ayant toujours eu pour principe l'adjudication avec concurrence et publicité, il n'y a rien là que le Conseil ne puisse admettre.

6^e Considérant. — Ce considérant résume les précédents.

En ce qui touche le résultat financier de la délibération du 27 avril 1887, **M. Sauton** déclare que son application entraînera un relèvement de salaire, dans les travaux communaux, d'environ 15 0/0 ; la main-d'œuvre entrant pour un tiers dans la dépense générale, il en résultera une augmentation de 5 0/0. Sur les 3 millions de travaux d'entretien, il y aura donc une augmentation de 150.000 fr. que la ville retrouvera largement par des travaux mieux exécutés. Alors que la subvention à l'Assistance publique est de 18 millions, n'est-il pas préférable de payer aux ouvriers des chantiers de la ville des salaires raisonnables que de laisser leurs familles à la charge du budget de l'Assistance publique.

Conclusions. — **M. Sauton** conclut que rien dans les considérants du décret n'est de nature à conduire le Conseil à rapporter la délibération du 27 avril 1887, sauf toutefois l'art. 3 ; il propose, en conséquence, au nom de la Commission du travail, le projet de délibération suivant :

Art. unique. — La délibération en date du 27 avril 1887 est reprise, sauf l'art. 3 qui est rapporté.

XIV

A la séance du 31 mars 1888, le Conseil adopta, sans débat, les conclusions du rapport de M. Sauton (1). La délibération du 27 avril 1887 était ainsi maintenue, sauf l'art. 3.

XV

A la même séance, **M. Sauton** déposa, au nom de la Commission du travail, un **Rapport sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la délibération**, ainsi reprise, **du 27 avril 1887**.

Dans son rapport (2), **M. Sauton** examine les diverses solutions qui se présentent à l'esprit :

1^{re} solution. Suspension des travaux. — M. Sauton montre que cette solution n'est pas pratique : l'Administration ferait annoncer, pour une date déterminée, une mise en adjudication de travaux ; le Conseil ne pourrait empêcher l'adjudication qu'en invitant les deux conseillers qu'il a désignés comme membres de la Commission d'admissibilité à ne pas siéger aux séances de cette Commission. Or, l'Administration, en vertu de la loi du 7 juin 1873 (3), ferait déclarer démissionnaires et inéligibles pour

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 45.

2. Cons. mun. 1888. rapport, n° 36.

3. Loi du 7 juin 1873, art. 1^{er}. — Tout membre d'un conseil municipal qui, sans excuse valable, aura refusé de

une année ces deux conseillers ; il en serait ainsi pour chaque adjudication.

2^e Solution. Exécution des travaux en régie. — M. Sauton expose que l'Administration se refusant à admettre ce mode d'exécution, le Conseil ne pourrait l'y contraindre qu'en suspendant les travaux, on retombe ainsi sur la première solution.

3^e Solution. Dissolution du Conseil. — M. Sauton examine si le Conseil pourrait provoquer sa dissolution en mettant le Préfet dans l'impossibilité d'adjudger les travaux de la ville ; il faudrait pour cela que le Conseil fût unanime et se refusât à nommer les délégués aux adjudications ; le Conseil n'étant pas unanime, les deux délégués désignés tomberaient, s'ils refusaient d'assister aux séances d'adjudication, sous le coup de la loi du 7 juin 1873.

4^e Solution. Démission de la majorité. — Les membres de la majorité pourraient démissionner, ils seraient réélus, on aurait ainsi créé une agitation, mais on n'aurait rien obtenu.

5^e Solution. Recours au Conseil d'État. — M. Sauton pense qu'en adressant un recours au Conseil d'Etat, le Conseil s'exposerait à laisser établir une jurisprudence qui pourrait entraver la bonne volonté

remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois sera déclaré démissionnaire.

Art. 3. — Le membre ainsi démissionnaire ne pourra être réélu avant le délai d'un an.

Art. 4. — Les dispositions qui précèdent seront appliquées par le Conseil d'Etat.

d'un ministère favorable aux conditions du travail ; mieux vaut le statu quo.

6° Solution. Choix des entrepreneurs. — M. Sauton déclare qu'ici le Conseil se trouve sur un terrain solide. L'art. 16 de la loi du 18 juillet 1837 est, en effet, ainsi conçu : « Lorsque le maire procède à une adjudication publique pour le compte de la commune, il est assisté de deux membres du Conseil municipal, désignés par le Conseil, ou à défaut, appelés dans l'ordre du tableau.

« Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires de l'adjudication sont résolues, séance tenante, par le maire et les deux conseillers assistants, à la majorité des voix, sauf le recours de droit. »

A Paris, les propositions de l'Administration sont examinées, pour chaque adjudication, quelques jours à l'avance, par une commission composée du Préfet ou de son représentant et de huit conseillers. Le Bureau des adjudications statue sur ces opérations préparatoires, et dans la pratique, il se conforme aux décisions de la Commission d'admissibilité aux adjudications.

La Commission du travail propose de donner au Bureau du Conseil, agissant de concert avec les conseillers délégués aux adjudications, le mandat de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé aux adjudications dans des conditions qui assurent l'exécution des délibérations relatives à ces adjudications. Le Conseil se tiendra ainsi sur un

terrain absolument légal, les adjudications seront faites avec concurrence et publicité, et il sera tenu compte de la volonté du Conseil d'exiger des garanties dans l'intérêt de la bonne exécution des travaux communaux.

D'autre part, la Commission du travail demande qu'un essai de régie ait lieu pour les travaux d'entretien ; la régie a d'ailleurs donné d'excellents résultats pour le pavage en bois.

M. Sauton propose, en conséquence, l'adoption du projet de délibération suivant :

Le Conseil

Délibère :

Art. 1^{er}. — Le bureau et les membres du Conseil désignés pour assister tour à tour aux adjudications, sont invités à prendre de concert les mesures nécessaires pour assurer la bonne exécution des travaux de la ville au moyen des prescriptions édictées par le Conseil.

Art. 2. — L'Administration est invitée à présenter au Conseil, avant la prochaine adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture, à titre d'essai, un projet de mise en régie pour cette nature de travaux.

XVI

M. Sauton demanda au Conseil, à la même séance (1) (31 mars 1888), d'adopter les conclusions de son rapport.

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 15.

M. Lerolle les combat, il déclare que l'art. 16 de la loi du 18 juillet 1837 (1) ne donne pas au bureau et aux délégués du Conseil le droit d'écarter les soumissionnaires qui se refuseraient à exécuter les délibérations du Conseil.

M. Lerolle expose que cet art. 16 donne seulement le droit de statuer sur les opérations préparatoires; ces opérations consistent à constater l'identité, la capacité et la moralité des soumissionnaires; l'on ne peut considérer comme une de ces opérations le droit d'imposer aux adjudicataires le taux des salaires qu'ils devront payer à leurs ouvriers.

Le Conseil ne peut être assimilé à un particulier qui commande des travaux, car si le particulier se trompe, c'est lui qui en souffre; si le Conseil se trompe, ce sont les contribuables qui en pâtissent. C'est pourquoi la loi n'assimile jamais le Conseil à un particulier et lui impose l'adjudication.

D'ailleurs, comment aboutir à un résultat pratique; les soumissionnaires exclus pour refus d'adhérer à la délibération du Conseil, auront, en vertu de l'art. 16 de la loi du 18 juillet 1837 « le recours de droit » devant la juridiction administrative, devant le juge qui a déjà donné son opinion sur la délibération dont on veut assurer l'exécution. L'adjudication n'ayant pas eu lieu dans la forme légale pourra être annulée; par suite les travaux auront été retardés et la situation actuelle sera aggravée.

1. Voir plus haut, p. 127.

M. Sauton répond que le Conseil n'a pas contre lui une jurisprudence, il est en présence d'un décret qui peut être rapporté par un autre décret pris sur la proposition d'un nouveau ministre.

La Commission d'admissibilité examinera, dit **M. Sauton**, les garanties offertes par les soumissionnaires pour la bonne exécution des travaux. Il faut payer convenablement les ouvriers, car « on en a toujours pour son argent » ; la délibération du 31 juillet 1886 n'ayant pas été annulée, le Conseil a le droit de réduire la journée de travail à 9 heures et pour que l'ouvrier ne se trouve pas lésé par cette réduction de durée, le Conseil imposera les prix de série ; en agissant ainsi, il ne fera qu'exiger des capacités.

M. Sauton estime que du moment que la Commission d'admissibilité n'admettra que des gens présentant des garanties, le projet qu'il propose ne peut être considéré comme illégal et il prie le Conseil de le voter.

M. le Préfet déclara que les propositions de la Commission du travail étaient illégales.

La première de ces propositions, dit **M. le Préfet**, porte :

Art. 1^{er}. — La délibération en date du 27 avril 1887 est reprise, sauf l'art. 3 qui est rapporté.

Or, cette délibération est précisément celle qui a été annulée par un décret rendu après avis du Con-

seil d'Etat ; en la reprenant, le Conseil commet une illégalité.

Le second projet de la Commission invite le Bureau et la Commission des adjudications à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la délibération du Conseil. Mais la Commission des adjudications est seulement chargée d'examiner l'honnêteté, la capacité, le sérieux des soumissionnaires. Les entrepreneurs écartés pour n'avoir pas voulu accepter ces conditions du travail iront devant le Conseil d'Etat qui annulera les adjudications.

On semble croire qu'en attendant les travaux suivront leur cours. Mais en aucune façon, car les adjudications doivent être approuvées, Il n'y a pas de succès possible.

La délibération du 31 juillet 1885 relative à la durée de la journée n'a pas été annulée, mais cette annulation est inutile ; il suffit que la délibération ne soit pas approuvée, or le ministre a invité le Préfet à s'abstenir de l'approuver.

M. Sauton rappelle que les considérants du décret d'annulation ne cadrent pas avec la délibération annulée ; que, d'autre part ce décret avait annulé l'art. 4, par laquelle le Conseil invitait l'Administration à faire exécuter la loi de 1848 sur le marchandage, ce qui est absolument incompréhensible.

M. Sauton demande au Conseil d'adopter les conclusions de la Commission ; si, dit-il les adjudicataires protestent, le Conseil d'Etat jugera, mais contradictoirement et pièces en main.

Les conclusions de la Commission mises aux voix sont adoptées.

XVII

A la même séance (31 mars 1886), **M. Sauton** présenta « pour bien préciser et pour voir si le Conseil d'Etat a voulu annuler la loi » le projet de délibération suivant :

Le Conseil

Considérant que l'intermédiaire, entre les entrepreneurs et les ouvriers, de marchandeurs ou tâcherons a pour résultat la mauvaise exécution des travaux ; qu'il importe que les rapports entre patrons et ouvriers soient directs de façon qu'aucun prélèvement ne puisse être fait sur les salaires des ouvriers au profit de qui que ce soit ;

Vu le décret-loi, encore en vigueur, du 2 mars 1848 qui porte :

« L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie »,

Délibère :

Art. unique. — Dans les cahiers des charges des travaux exécutés pour le compte de la Ville de Paris, il sera ajouté un article additionnel ainsi conçu :

« L'adjudicataire doit occuper à son compte le personnel les ouvriers employés dans les travaux présentement soumissionnés.

« L'emploi de tâcherons ou marchandeurs est formellement interdit.

« Toute infraction à cette règle entraînera, de plein droit, la déchéance de l'adjudicataire et l'Administration fera exécuter les travaux, soit par la voie d'une nouvelle adjudication, soit par tout autre moyen et à tout prix, le tout aux frais, risques et périls de l'adjudicataire ».

Cet article mis aux voix fut adopté.

DEUXIÈME PARTIE

Nous avons vu que le Conseil municipal avait voté le 31 mars 1888, le maintien de la délibération du 27 avril 1887.

Une transaction intervint entre le Conseil municipal et l'Administration et la délibération du 2 mai 1888, relative aux conditions du travail à imposer aux adjudicataires des travaux de la ville, fut approuvée par le Préfet de la Seine.

Mais, la loi du 3 décembre 1888, relative à l'emploi des fonds de l'emprunt 1886, interdit l'application de ces conditions aux travaux faits sur ces fonds ; d'autre part, le Conseil d'Etat annula les arrêtés approuvés des adjudications faites à la suite de la délibération du 2 mai 1888.

L'Administration supprima alors des cahiers des charges, les clauses déclarées illégales par le Conseil d'Etat. Le Conseil municipal vota à nouveau, le 13 juin 1890, le maintien des conditions du travail et s'efforça, par de nombreuses délibérations ultérieures, d'en assurer l'application.

Nous examinerons ces différents points dans les chapitres suivants :

- CHAPITRE V. — Application des conditions du travail (Délibération du 2 mai 1888).
- CHAPITRE VI. — Les conditions du travail au Parlement (Loi du 3 décembre 1888).
- CHAPITRE VII. — Inobservation des conditions du travail par les entrepreneurs.
- CHAPITRE VIII. — Les conditions du travail au Conseil d'Etat (mars 1890).
- CHAPITRE IX. — Suppression, dans les cahiers des charges, des clauses déclarées illégales par le conseil d'Etat. — Maintien par le Conseil municipal, de la délibération du 2 mai 1888 (13 juin 1890).
- CHAPITRE X. — Délibérations du Conseil municipal relatives aux conditions du travail. — Maintien de ces conditions, 1890-1894.
- CHAPITRE XI. — Proposition de loi de M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, relative à l'établissement des conditions du travail dans les travaux communaux de Paris et de chaque commune (30 janvier 1894).
- CHAPITRE XII. — Délibérations du Conseil municipal relatives aux conditions du travail, 1895-1898.
-

CHAPITRE V

APPLICATION DES CONDITIONS DU TRAVAIL

(DÉLIBÉRATION DU 2 MAI 1888)

- I. — Rapport de **M Sauton** relatif à l'accord conclu entre l'Administration et la Commission du travail au sujet des conditions du travail (27 avril 1888).
- II. — **Adoption** des conclusions du rapport de M. Sauton (2 mai 1888).
- III. — **Approbation par le Préfet de la Seine** de la délibération du 2 mai 1888.
- IV. — Insertion à l'article 15 du cahier des charges générales des travaux d'architecture, de clauses relatives aux conditions du travail.
- V. — **Série de 1888.**
- VI. — **Déclaration de M. le Préfet de la Seine** relative à l'application des conditions du travail (27 juillet 1888),
- VII. — Adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture (10, 11, 12, 13 juillet 1888).

I

Pendant la séparation du Conseil municipal, des négociations s'engagèrent entre la Commission du

travail et l'Administration, au sujet de l'application des conditions du travail ; ces négociations aboutirent à une transaction.

M. Sauton fut chargé, par la Commission du travail de présenter un rapport tendant à l'acceptation de cette transaction.

Dans son rapport en date du 27 avril 1888 (1), **M. Sauton** expose que la question du marchandage n'a pas soulevé de difficultés et que l'Administration s'est engagée à proscrire d'une manière absolue ce mode d'exécution des travaux ; que l'obligation d'un jour de repos par semaine a été admise sans objection.

En ce qui concerne la journée de 9 heures, l'Administration a fait observer qu'il était à craindre que cette mesure fût mal vue par les travailleurs ; que par suite des intempéries climatiques, l'ouvrier du bâtiment était exposé à perdre un temps qu'il devait pouvoir regagner dans la belle saison. La Commission a fait remarquer que les salaires devaient être établis en tenant compte des chômages normaux, de façon que, dans l'ensemble de l'année, l'ouvrier puisse trouver un gain suffisant pour assurer son existence et celle de sa famille. Sans doute, il se trouvera des ouvriers pour protester quand ils travailleront, mais dans une période de chômage, ces mêmes ouvriers seraient les premiers à protester en sens contraire s'ils voyaient leurs camarades travailler 11, 12 et 13 heures.

1. Cass. mun. 1888, rapport, n° 47.

L'ordre du jour voté à l'unanimité le 20 avril courant, à la Bourse du travail, par les corporations du bâtiment, montre que les ouvriers ont conscience du remède à apporter à la situation actuelle (1).

A Paris, le budget des travaux doit être considéré comme un budget annexe du budget de l'Assistance publique; il est plus moralisateur de venir en aide aux travailleurs en leur procurant du travail, qu'en leur délivrant des secours; or, le budget des travaux étant limité, le Conseil n'est-il pas amené à limiter la durée de la présence des ouvriers dans les chantiers communaux, pour assister par le travail un plus grand nombre de ces ouvriers.

En ce qui concerne la question de la fixation des salaires, l'Administration a déclaré qu'il était impossible que la loi de l'offre et de la demande ne réglât pas les rapports entre patrons et ouvriers, mais qu'elle admettait toutefois la fixation à la série, pour chaque catégorie de profession, d'une journée obligatoire minima de nature à assurer l'existence des travailleurs. L'Administration propose comme prix de base les prix de la série 1882, mais en les modifiant de façon à avoir pour chacun d'eux un

1. Réunion des corporations du bâtiment à la Bourse du travail.

Ordre du jour voté à l'unanimité

Les corporations du bâtiment déclarent énergiquement ne rien vouloir céder des conditions du travail votées par le Conseil et comptent sur la fermeté du Conseil pour obtenir gain de cause près du Gouvernement (*Rapport de M. Sauton, annexe n° 1*).

multiple exact de 9. La Commission du travail accepte sur ce point les propositions de l'Administration.

Le cahier des charges de l'adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture a été remanié de façon à permettre l'essai des travaux en régie.

Enfin la Commission du travail a estimé qu'en présence de la fixation à la série des prix minima de salaires, il y avait lieu de maintenir à 10 0/0 la limitation du nombre des ouvriers étrangers, en spécifiant que cette proportion devait s'appliquer à chaque nature de travaux.

Comme sanction, écrit en terminant M. Sauton, la Commission du travail propose le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Vu le rapport de la Commission du travail faisant connaître les termes de l'accord établi avec l'Administration au sujet des conditions du travail ;

Vu le cahier des charges, modifié par l'Administration, de l'adjudication pendant 3 ans des travaux d'entretien du service d'architecture, réservant à l'Administration la faculté de faire exécuter 1/10 des travaux de main-d'œuvre en régie par des ouvriers de son choix ;

Ensemble la nouvelle série de prix proposée par l'Administration et devant servir de base à l'adjudication des travaux pendant la durée de l'entreprise des travaux d'entretien d'architecture,

Délibère :

Article premier. — Les conditions du travail des

ouvriers seront réglées de la manière suivante dans les cahiers des charges servant de base aux adjudications de la ville de Paris :

L'emploi de sous-entrepreneurs, tâcherons ou marchands est formellement interdit.

Les ouvriers employés aux travaux de la Ville devront être occupés pour le compte direct des adjudicataires, sans aucun intermédiaire.

La durée normale de la journée de travail ne pourra pas excéder 9 heures de travail effectif et il y aura un jour de repos par semaine.

Si l'ouvrage est fait à la journée ou à l'heure, l'entrepreneur sera tenu de payer à l'ouvrier, dans chaque catégorie de profession, le prix minimum obligatoire fixé à la série sans rabais.

Si l'ouvrage est fait aux pièces, les prix des salaires seront déterminés par les prix élémentaires mentionnés aux sous-détails de la série ; en cas d'absence de sous-détails pour un travail déterminé, les prix seront fixés de manière à assurer à l'ouvrier le prix minimum obligatoire de la journée fixé à la série sans rabais.

L'ouvrier aura droit au bénéfice des dispositions de la série relatives aux plus-values indiquées aux prix de série.

Dans les circonstances exceptionnelles où, par suite d'un cas fortuit, l'ingénieur ou l'architecte qui dirigerait les travaux, autoriserait l'exécution d'un travail en dehors des heures réglementaires, les heures supplémentaires ainsi autorisées seraient payées, le jour au prix de l'heure augmenté de 25 0/0 et la nuit au double de ce prix. Les mêmes plus-values s'appliqueront au cas où

le travail serait exécuté aux pièces en dehors des heures réglementaires.

L'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux, étant spécifié que dans les postes et casernes, il ne pourra employer que des ouvriers français.

Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de 10 francs, sans préjudice des clauses et conditions générales pouvant entraîner la déchéance de l'adjudicataire.

Art. 2. — Est approuvé le cahier des charges modifié par l'Administration, de l'adjudication, pendant trois années, des travaux d'entretien du service d'architecture ensemble la nouvelle série des prix applicable pendant la durée de ces entreprises d'entretien à adjuger.

II

A la séance du 2 mai 1888 (1), le Conseil adopta, sans débat, les conclusions du rapport de M. Sauton.

Ainsi, pour la première fois, le Conseil et l'Administration étaient d'accord pour l'application d'un règlement relatif aux conditions du travail dans les chantiers communaux. Ces conditions consistaient essentiellement dans l'établissement d'une journée de 9 heures de travail, d'un jour de repos par semaine, dans la fixation d'un salaire minimum pour chaque

1. Cons. mun. 1888, proc.-verb. n° 19.

catégorie de profession, dans la suppression du marchandage et dans la limitation à 1/10^e du nombre des ouvriers étrangers.

III

La délibération du 2 mai 1888 fut approuvée par le Préfet après avis de M. Floquet, ministre de l'Intérieur.

IV

La partie de la délibération du 2 mai 1888 commençant par les mots : « La durée normale de la journée de travail ne pourra dépasser 9 heures... » jusqu'à : « Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de 10 francs, sans préjudice des clauses et conditions générales pouvant entraîner la déchéance de l'adjudicataire », fut insérée dans le cahier des charges générales des travaux d'architecture et constitua l'art. 15 de ce cahier des charges.

V

Il était nécessaire de mettre en harmonie la série des prix de la Ville avec les conditions du travail votées par le Conseil.

La nouvelle série des prix (édition de 1888), reçut pour chaque nature d'ouvrages, dans la partie consacrée aux prix élémentaires, une clause additionnelle contenant, d'après les prix de salaires figurant à la série de 1882, l'indication des prix de journée calculés pour une durée de 9 heures de travail et formant ainsi le minimum obligatoire, sans rabais, à payer aux ouvriers.

Cette addition restreignait l'application de la série de 1888 aux seuls travaux de l'Administration municipale ; pour l'indiquer, ou supprimer dans le titre la qualification « d'officielle » qu'elle avait eu depuis 1872 jusqu'en 1882.

VI

Dans la séance du 27 juillet 1888 (1), à l'occasion de la discussion d'une proposition de secours de 10.000 francs aux familles victimes à la grève des ouvriers terrassiers, **M. le Préfet**, fut amené à s'expliquer sur la question des conditions du travail.

M. le Préfet expose que le Conseil municipal, en votant la journée de 9 heures, a pensé qu'un ouvrier travaillant sans fatigue excessive pendant ces 9 heures, fournissait plus de travail utile qu'un ouvrier surmené qui travaillerait 10 heures ; en outre, le Conseil a pensé qu'il servait les intérêts des ouvriers sans compromettre les finances de la

1. Cons. mun. 1888. proc.-verb. n° 41.

Ville, en fixant un minimum de salaire et en mettant ainsi un terme à des rabais exagérés qui se traduiseient en fin de compte par des malfaçons. Voilà quelles ont été les vues du Conseil ; ces dispositions ayant, après différents pourparlers revêtu une forme conciliante, « le Ministère n'a pas cru, dans ces conditions, devoir empêcher la Ville de faire sur ses chantiers ce qu'il serait permis à un propriétaire ordinaire de faire »... « On a considéré que, dans les termes où le Conseil restreint ses propositions ou ses prétentions, le Gouvernement n'avait pas de raison suffisante pour s'opposer à ce que, à titre d'essai, on fit l'expérience » que le Conseil voulait poursuivre.

M. le Préfet déclare que quel que soit son sentiment personnel, il exécute la délibération du 2 mai 1888, puisque le gouvernement l'a approuvée.

VII

Les adjudications des travaux d'entretien du service d'architecture eurent lieu les 10, 11, 12 et 13 juillet 1888.

Pour être admis à ces adjudications, les entrepreneurs avaient dû souscrire à l'engagement suivant :

« Je soussigné....., demeurant à....., comme garantie de l'exécution des travaux suivant le degré de

perfection prévu par la série des prix des travaux d'architecture de la Ville de Paris, prends, en ce qui concerne les travaux basés sur cette série, dont je pourrais devenir adjudicataire pour le compte de la Ville de Paris pendant le cours de la présente année, l'engagement d'employer mes ouvriers directement, sans l'intermédiaire de tâcherons ou marchandeurs, et de ne pas faire porter mes rabais sur les salaires qui seront payés suivant les prix des salaires fixés à la série pour chaque nature de travaux. La durée normale de la journée sera de 9 heures et il y aura un jour de repos par semaine. »

Malgré ces clauses, les rabais furent aussi élevés qu'aux adjudications précédentes.

Trois entrepreneurs, MM. Caillette, Cochelin et Bourgoux, qui s'étaient présentés aux adjudications en déclarant ne pas pouvoir vouloir signer l'engagement relatif aux conditions du travail, furent exclus de l'adjudication, bien qu'offrant des rabais supérieurs à ceux des autres adjudicataires.

Les adjudications reçurent l'approbation préfectorale (1).

1. Les 3 entrepreneurs évincés introduisirent au Conseil d'Etat un recours pour excès de pouvoir (voir plus loin, p. 170)

CHAPITRE VI

LES CONDITIONS DU TRAVAIL AU PARLEMENT

(LOI DU 3 DÉCEMBRE 1888)

- I. — Dépôt par **M. Floquet**, Ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi relatif à l'approbation de l'imputation d'une somme de 29.450.000 fr. sur le fonds réservé aux opérations de voirie, dans l'emprunt de 1886.
- II. — Vote du projet à la Chambre des députés (11 juin 1888).
- III. — Amendement de **M. Bozérian**, sénateur (28 juin 1888), tendant à interdire l'insertion aux cahiers des charges des travaux faits avec les fonds de l'emprunt 1886, de clauses déclarées illégales par le décret du 17 mars 1888. Adoption de cet amendement par la Commission sénatoriale.
- IV. — Discussion et adoption au Sénat, du projet de la Commission (16 octobre 1888).
- V. — Adoption par la Chambre des députés du projet voté par le Sénat (26 novembre 1888). Promulgation de la loi (3 novembre 1888).

I

Le Parlement eut à intervenir dans la question

des conditions du travail, peu après le vote de la délibération du 2 mai 1888.

M. Floquet, ministre de l'Intérieur, présenta à la Chambre des députés, le 17 mai 1888, un projet de loi tendant à approuver l'imputation d'une somme de 29,450,000 francs, sur le fonds de 110 millions réservé aux opérations de voirie, dans l'emprunt de 1886 (1).

II

Sur le rapport de **M. Dreyfus**, ce projet fut adopté sans débats le 11 juin 1882 (2).

III

Le projet voté par la Chambre fut présenté au Sénat le 14 juin 1888 (1). **M. Songeon**, ancien conseiller municipal de Paris, nommé rapporteur, rédigea un rapport favorable au projet.

A la séance du 28 juin 1888, **M. Bozérian**, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, notamment de MM. Jules Cazot, Trarieux, Léon Say, etc, proposa un amendement tendant à ajouter au pro-

1. Chambre des députés, session extraor. 1888, débats, p. 1413.

2. Chambre des députés, session ordin. 1888, débats, p. 1725.

3. Sénat, session ordin. 1888, débats, 947.

jet de loi un article additionnel visant les conditions du travail adoptées par le Conseil municipal.

Cet amendement fut accepté par la Commission et devint l'article 2 du projet.

M. Songeon donna sa démission de rapporteur et fut remplacé par M. Bozérien,

IV

Le projet de la Commission vint en discussion à la séance du Sénat du 16 octobre 1888 (1).

Après adoption de l'art. 1^{er} qui constituait le projet de loi primitif, **M. Bozérien**, rapporteur, demanda la parole pour soutenir l'art. 2 ainsi conçu :

« Les cahiers des charges et séries de prix dressés pour l'exécution des travaux faits avec les fonds provenant du dit emprunt, ne pourront contenir aucune clause contraire aux dispositions du décret du 17 mars 1888, portant annulation des délibérations du Conseil municipal de Paris, en date des 27 avril, 30 décembre 1887 et 29 février 1888, relatives aux travaux communaux.

« Toute clause de ce genre sera réputée non écrite. »

M. Bozérien expose que le Conseil municipal, à la séance du 19 mars 1888 reprit, à la suite de la communication par le Préfet de la Seine, du décret du 17 mars 1888. la délibération du 27 avril 1887 sauf l'art. 3.

1. Sénat, session ordin. 1888, débats, 1343.

M. Bourgeois sous secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur fait remarquer qu'il y a une délibération du Conseil municipal postérieure à celle du 19 mars 1888 et relative aux conditions du travail.

M. Bozérian répond qu'à la suite de la délibération du 19 mars 1888 des adjudications ont eu lieu.

M. Bourgeois réplique que c'est à la suite de la délibération du 2 mai 1888, très différente de celle citée par le rapporteur que les adjudications ont eu lieu.

M. Bozérian dit qu'il ne croit pas avoir commis d'inexactitudes et qu'après le vote de la délibération du 19 mars 1888, le Conseil municipal décida que les conditions du travail déclarées illégales par décret seraient insérées dans les adjudications. C'est alors que le nouveau ministre de l'Intérieur laissa faire, le Préfet fit comme son ministre et les adjudications des 10, 11, 12, 13, juillet 1888 furent faites sur des cahiers des charges dressés en violation du décret présidentiel (1).

Dans le but de mettre fin à cet état de choses, **M. Bozérian** demande au Sénat de voter l'art. 2, qui dispose que toutes les clauses déclarées nulles par le décret du 17 mars 1888 « ne pourront pas,

1. Ces adjudications ont été faites, en réalité, d'après des cahiers des charges contenant les clauses votées le 2 mai 1888 et non les clauses votées le 27 avril 1887 ; voir plus haut, p. 145.

tant que ce décret existera, être reproduites dans les cahiers des charges dressés pour les adjudications — non pas, ajoute **M. Bozérian**, pour tous les travaux de la ville de Paris, mais pour ceux pour lesquels on demande l'autorisation d'imputer une somme de 29 millions ».

On pourrait objecter que cet art. 2 ne se rattache pas à la loi, mais constitue une autre loi. L'objection, dit **M. Bozérian**, n'aurait de valeur que si cet art. 2 établissait une règle obligatoire pour tous les travaux de Paris. Il n'en est pas ainsi : la ville de Paris demande l'autorisation de faire emploi d'une somme de 29 millions pour certains travaux qu'elle indique, or le Parlement a le droit de mettre certaines conditions à cette autorisation.

Le parlement doit d'autant plus intervenir ici, déclare **M. Bozérian**, que, dans l'espèce, le pouvoir exécutif a manqué à son devoir.

M. Bourgeois sous-secrétaire d'Etat, exposa que la question devait être dégagée d'un véritable malentendu qui séparait la Commission et le Gouvernement.

M. Bourgeois rappelle que le rapporteur a argumenté comme si les dispositions insérées dans les cahiers des charges des travaux de la ville étaient les dispositions mêmes des délibérations d'avril 1887 et février 1888, annulées le 17 mars 1888 par décret en Conseil d'Etat. Or, l'administration de la Seine a maintenu qu'il n'était pas possible d'insérer les

clauses annulées par ce décret, elle a négocié avec la Commission du travail du Conseil municipal et après de longues discussions, est intervenue la délibération du 2 mai 1888.

M. Bourgeois donne lecture de cette délibération (1) et rapproche les considérants du décret du 17 mars 1888 (2) des dispositions de la délibération nouvelle.

Les considérants du décret avaient visé 3 points particuliers de l'ancienne délibération : 1^o la fixation de la journée à 9 heures avec un salaire uniforme basé sur la série de prix de 1882, 2^o l'application de cette disposition aux travaux entrepris depuis plusieurs années, 3^o la mise en régie de tous les travaux communaux.

De ces trois points le deuxième a disparu.

Le troisième est remplacé par une disposition nouvelle aux termes de laquelle la ville de Paris se réserve simplement la mise en régie du dixième des travaux d'entretien. Sur ce point, le ministre a fait connaître son sentiment en ces termes, dans la décision qui a été notifiée au Conseil municipal. « Quant à la fixation de la proportion des travaux d'entretien qui seront exécutés en régie, je la considère comme une simple réserve vis-à-vis des entrepreneurs adjudicataires et non comme l'affirmation préalable d'une dispense d'adjudication ; cette dispense devra toujours m'être demandée, conformé-

1. Voir plus haut p. 140.

2. Voir plus haut p. 115.

ment à l'art. 115 de la loi municipale (1), et je serai toujours disposé à l'accorder dans les conditions réglementaires : la proportion d'un dixième est d'ailleurs celle que la pratique a fait reconnaître comme normale. »

Sur le troisième point, satisfaction est donc donnée à la loi.

Sur le premier point : établissement d'un prix de série obligatoire, s'appliquant à tous les ouvriers sans tenir compte de l'état du marché, ni du mérite professionnel des travailleurs, les négociations ont été très longues. L'Administration a fait remarquer au Conseil municipal que la seule chose que l'on pouvait considérer comme légale, c'était l'indication d'un prix minimum, fixé à une somme considérée comme nécessaire pour assurer l'existence du travailleur et comme étant le point de départ au-dessus duquel s'élèverait l'échelle des salaires suivant la valeur professionnelle de l'ouvrier et les conditions de l'offre et de la demande entre patrons et ouvriers.

C'est ce qui se fait dans les chantiers de l'exposition universelle où l'on est obligé de consentir des salaires plus élevés que ceux de la série pour avoir des ouvriers.

1. Art. 115 de la loi du 5 avril 1884 : Les traités de gré à gré à passer dans les conditions prévues par l'ordonnance du 14 novembre 1837 et qui ont pour objet l'exécution par entreprise des travaux d'ouverture des nouvelles voies publiques et de tous autres travaux communaux sont approuvés par le préfet ou par décret....

Il y a là une disposition nouvelle qui substitue un minimum à la fixation d'un prix, et qu'il n'est pas possible de considérer comme ayant été condamnée par le Conseil d'Etat.

En somme, l'ancienne délibération n'existe plus et le Conseil d'Etat ne s'est pas encore prononcé sur la délibération du 2 mai 1888.

Lorsque la Commission a rédigé l'art. 2, elle pensait que l'approbation du Gouvernement avait été donnée à des dispositions identiques à celles annulées par le décret du 7 mars 1888, le Gouvernement croit avoir démontré que les points sur lesquels la loi avait été violée ne sont plus compris dans la nouvelle délibération du Conseil municipal. Qui tranchera le débat ? Ce n'est pas l'art. 2, puisque cet article ne peut qu'affirmer que le décret a été violé. C'est au Conseil d'Etat à décider. Il faudra que les entrepreneurs se présentent devant la section du contentieux pour obtenir une décision. « C'est; dit **M. Bourgeois**, le Conseil d'Etat statuant au contentieux qui déboutera les entrepreneurs ou leur donnera gain de cause ; c'est lui qui dira qui se trompe aujourd'hui, de la Commission et du Gouvernement, c'est le Conseil d'Etat qui décidera si la délibération du 2 mai est contraire au décret du 17 mars. Si nous nous sommes trompés, il annulera ; si au contraire, nous avons eu raison, il validera les actes passés en exécution de cette délibération du 2 mai 1888. »

Dans ces conditions, le vote de l'art. 2 n'aurait pas d'autres résultats que d'empêcher l'ouverture des chantiers, aussi le Gouvernement prie le Sénat de ne pas le voter.

M. Bozérian fait remarquer que le Gouvernement ne s'était pas expliqué sur la durée des heures de travail et que, dès lors, la question restait entière. D'autre part, le décret d'annulation a été pris parce que les clauses qu'il visait portaient atteinte à la liberté des conventions. « Eh bien, demande **M. Bozérian**, lorsque vous dites, dans un cahier des charges, avec les meilleures intentions, je le veux bien — je ne veux pas les discuter, et je n'aborde pas le fond du débat, car il y a de très bons arguments à faire valoir pour et contre — lorsque vous dites que les ouvriers employés à l'exécution des travaux ne pourront travailler plus de 9 heures par jour, portez-vous atteinte, oui ou non à la liberté des conventions ? »

M. Bourgeois rappelle qu'il y a une clause additionnelle stipulant qu'il pourra y avoir des heures supplémentaires et que ces heures seront payées un prix plus élevé.

M. Bozérian dit que la liberté des conventions est violée par l'établissement d'un salaire minimum, et d'une journée de 9 heures avec heures supplémentaires payées à un taux plus élevé. Il n'admet

pas que la transaction acceptée par le Gouvernement soit légale, et pense que le Parlement doit intervenir.

L'art. 2 mis aux voix est adopté ainsi que l'ensemble du projet de loi.

V

Ce projet revint à la Chambre des députés. La Commission supprima l'art. 2 voté par le Sénat. A la séance du 26 novembre 1888, **M. Dreyfus**, rapporteur, demanda à la Chambre de voter l'article unique autorisant l'emploi d'une somme de 29 millions (1).

L'art. 2 du projet du Sénat fut repris à titre d'amendement par un membre de la droite, **M. de Lanjuinais** qui, indisposé, ne put développer les motifs de son amendement. **M. Javal** déclara aussi reprendre l'art. 2. Cet article mis aux voix fut adopté sans avoir été défendu.

Se prévalant de cette absence de débats, les adversaires de l'art. 2 prétendirent que la bonne foi de la Chambre avait été surprise et qu'elle ne s'était pas rendu compte de la portée de son vote.

La Chambre adopta ensuite l'ensemble du projet de loi.

La loi fut promulguée le 3 décembre 1888 (2).

1. Chambre des députés. Session extraordinaire, débats, p. 2647.

2. *Journ. off.* du 4 décembre 1888, p. 5128.

CHAPITRE VII

INOBSERVATION DES CONDITIONS DU TRAVAIL PAR LES ENTREPRENEURS.

- I. — Pétition de la **Chambre syndicale des ouvriers terrassiers mineurs du département de la Seine**.
- II. — Enquête de **M. Navarre**. Discussion et vote des conclusions de la Commission du travail (3 décembre 1888).
- III. — Rapport de **M. Navarre** sur les malfaçons et l'observation des conditions du travail à l'**Ecole du Livre** (27 février 1889). Discussion. Proposition de **M. Navarre** tendant à la création d'inspecteurs ouvriers. Vote des conclusions de la Commission et de la proposition de M. Navarre (15 mars 1889).
- IV. — Nouveau rapport de **M. Navarre** sur les travaux de l'Ecole du Livre (21 juin 1889). Discussion et vote des conclusions de la Commission (28 juin 1889).
- V. — Délibérations relatives à des faits de **marchandage** (5 juillet 1889).

I

Plusieurs entrepreneurs adjudicataires des tra-

vaux de la ville n'observèrent pas les clauses de leurs cahiers des charges, relatives aux conditions du travail. Il en résulta des réclamations émanant soit d'ouvriers, soit de chambres syndicales ouvrières.

Nous nous proposons d'étudier certaines de ces réclamations, nous serons ainsi amenés à examiner les motifs allégués par les entrepreneurs.

La Chambre syndicale des ouvriers puisatiers, terrassiers, mineurs du département de la Seine, notamment, demanda au Conseil municipal de faire respecter les conditions du travail sur les chantiers de construction de l'Ecole du Livre et sur ceux des égouts de la rue de Tolbiac et d'interdire l'extorsion de signatures obligeant les ouvriers à accepter des salaires inférieurs à ceux de la série.

II

M. Navarre se rendit, au nom de la Commission du travail, sur les chantiers signalés; il exposa au Conseil à la séance du 3 décembre 1888 (1), les résultats de son enquête-

Dans les égouts de la rue de Tolbiac, dit **M. Navarre**, travaillent deux entrepreneurs, ni l'un ni l'autre ne payaient les prix de série; tous deux employaient un grand nombre d'ouvriers étrangers.

1. Cons. mun. proc-verb. 1888, n° 55.

L'un a déjà donné satisfaction aux réclamations des ouvriers ; l'autre conserve encore 25 0/0 d'ouvriers étrangers.

A l'Ecole du Livre, les ouvriers touchent des salaires inférieurs aux prix de série, travaillent plus de 9 heures sans toucher pour les heures supplémentaires la majoration de 25 0/0 votée par le Conseil, enfin ces ouvriers signalent des malfaçons.

Comme conclusion, **M. Navarre** propose au nom de la Commission du travail, l'adoption du projet de délibération suivant :

L'Administration est invitée à exiger des entrepreneurs chargés des travaux de la ville, la stricte observation des clauses contenues dans le cahier des charges.

Les entrepreneurs des travaux d'égoûts de la rue de Tolbiac, seront mis en demeure de n'employer qu'un dixième d'ouvriers étrangers.

Sur les chantiers de l'Ecole du livre, les heures supplémentaires qui ont été faites au début des travaux seront payées au prix de l'heure augmentée de 25 0/0. Les terrassiers recevront un salaire de 0 fr. 60.

... , ... , ...

M. Jaffrin fait observer que lorsqu'il se rend sur un chantier pour vérifier l'exactitude de renseignements relatifs à l'inobservation des conditions du travail, il se trouve en présence d'affirmations et de négations, celles-ci émanant d'employés d'entrepreneurs ou d'ouvriers craignant de perdre leur travail, il est impossible dans ces conditions de rien

apprendre de net. La création d'un service d'inspection des chantiers par des ouvriers choisis par les chambres syndicales permettrait d'obtenir des renseignements plus précis.

M. le Directeur des travaux déclare que l'exécution des clauses du travail présente des difficultés multiples. Ces difficultés tiennent à la loi récente 26 novembre 1888 (1) et aux pourvois devant le Conseil d'Etat (2). En outre, les entrepreneurs et les ouvriers sont d'accord pour ne pas mettre en pratique ces clauses.

M. le Directeur des travaux dit qu'il a donné des instructions formelles pour en assurer l'observation. Si les conseillers lui faisaient connaître les réclamations dont ils sont saisis, il s'empresserait d'envoyer des employés de toute confiance qui feraient appliquer les conditions du travail. Quant à la création d'inspecteurs émanant des chambres syndicales, elle est impossible, ce serait la destruction de toute administration et de toute responsabilité.

M. Jaffrin répond qu'il s'agit de savoir ce que vaut l'accord entre l'entrepreneur et l'ouvrier, allégué par M. le Directeur des travaux ; cet accord ne peut être librement consenti, la liberté de l'ouvrier n'existe pas, la question du pain à assurer à sa famille l'opprime et souvent en fait un serf.

1. Voir plus haut, p. 156.

2. Voir plus loin, p. 170.

M. Navarre insiste pour l'adoption des conclusions de la Commission du travail.

Ces conclusions, mises aux voix, sont adoptées.

III

Le 27 février 1889, **M. Navarre** déposa, au nom de la Commission de l'École du Livre, un **rapport sur l'inobservation des conditions du travail et les malfaçons dans les travaux de l'École du Livre** (1).

Ce rapport vint en discussion à la séance du 15 mars 1889 (2).

M. Navarre expose, en ce qui touche les conditions du travail, que sur les chantiers de l'École du Livre, le marchandage est pratiqué, que la durée de la journée dépasse 9 heures sans que le taux de l'heure supplémentaire ait été majoré de 25 0/0, enfin l'application des prix de série n'est pas observée. L'entrepreneur, M. D..., pour se mettre à l'abri des poursuites devant le Conseil des prud'hommes, a fait signer à ses ouvriers des engagements de travailler à bas prix, ainsi les tailleurs de pierre ont dû s'engager à travailler à raison de 0 fr. 60 de l'heure, au lieu de 0 fr. 85 prix de la série. Le Conseil des prud'hommes sur lequel les ouvriers comptaient pour obtenir ce dernier prix, les a déboutés

1. Cons. mun. 1888, rapport n° 8.

2. Cons. mun. 1889, proc.-verb. n° 8.

de leur demande en se basant sur la signature qu'ils avaient donnée.

L'entrepreneur, en agissant ainsi, s'est placé notamment sous le coup de l'article 45 du cahier des charges générales, savoir :

Art. 45 : « L'administration se réserve le droit de prononcer d'office la résiliation du marché pour les causes et dans les conditions ci-après :

1° Lorsque l'adjudicataire aura par lui-même violé les dispositions du présent cahier des charges relatives aux conditions du travail. »

En conséquence, **M. Navarre** propose, au nom de la Commission de l'École du Livre, l'adoption du projet de délibération suivant :

L'administration est invitée :

1° A poursuivre énergiquement l'exécution intégrale des clauses et conditions du cahier des charges signé par M. D..., entrepreneur des travaux de terrasse et maçonnerie de l'École du Livre ;

2° A prendre d'une façon générale des mesures identiques dans tous les chantiers communaux.

M. Vaillant fait remarquer que l'inexécution des conditions du travail et les malfaçons, soit à l'École du Livre, soit sur d'autres chantiers, ont été relevées par des ouvriers ou des chambres syndicales ouvrières ; ce fait prouve l'efficacité que présenterait l'inspection des délégués ouvriers. Ces délégués ne craindraient pas d'être renvoyés par l'entrepreneur ; les signalements qui n'ont lieu aujourd'hui

qu'accidentellement auraient lieu normalement ; par suite, les conditions du travail deviendraient une vérité.

M. Navarre dépose alors en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, un projet de délibération tendant, comme la proposition Vaillant déjà votée par le Conseil et annulée par le décret du 12 janvier 1888 (1), à l'institution d'inspecteurs ouvriers.

Les conclusions de la Commission et le projet de délibération de M. Navarre sont adoptés.

IV

A la séance du 31 mai 1889 (2), **M. Navarre** déposa sur le bureau du Conseil une nouvelle protestation des ouvriers tailleurs de pierre travaillant à l'École du Livre, contre l'entrepreneur M. D..., qui les obligeait, malgré la délibération du 15 mars 1889, à renoncer au bénéfice des conditions du travail.

Cette pétition fut renvoyée à la Commission de l'École du Livre.

Le 21 juin 1889, **M. Navarre** déposa un nouveau rapport (3) sur les travaux de l'École du Livre.

Ce rapport vint en discussion à la séance du 28 juin 1889.

M. Navarre expose (4) que la délibération du 15

1. Voir plus haut, p. 109.

2. Cons. mun., proc.-verb. n° 24.

3. Cons. mun. rapports, 1889. n° 52.

4. Cons. mun. proc.-verb. 1889. n° 31.

mars 1889 a été strictement exécutée en ce qui concerne les malfaçons constatées ; l'entrepreneur qui avait « trompé sur la qualité et la quantité des matériaux et sur la façon des ouvrages » a dû refaire à ses frais les ouvrages défectueux. Mais la délibération est restée lettre morte en ce qui concerne l'application des conditions du travail ; l'entrepreneur a usé de mauvaise foi et s'est retranché derrière un vote du Parlement pour ne pas observer les clauses de son marché relatives aux conditions du travail, clauses qu'il avait acceptées sans restriction.

M. Navarre propose, en conséquence, au nom de la Commission de l'École du Livre, d'appliquer à l'entrepreneur les dispositions de l'art. 45 (1) et en ce qui concerne les faits délictueux relevant de la police correctionnelle, de transmettre le dossier au procureur de la République pour les poursuites à intervenir. Etant donné la gravité de cette détermination, la Commission a été amenée à examiner si cette mesure n'était pas trop rigoureuse ; elle a considéré qu'elle était dans la limite stricte de ses droits, en raison de la conduite de l'entrepreneur, M. D....

A l'appui de cette opinion, **M. Navarre** donne lecture de la lettre suivante, adressée par M. D.... le 24 avril 1884 au nouvel architecte de l'École du Livre, M. Menjot de Dammartin :

« Afin d'exécuter les travaux de l'Ecole du Livre

1. Voir plus haut, p. 162.

dans d'excellentes conditions, je suis obligé d'embaucher des ouvriers de choix : tels que des tailleurs de pierre, briquetiers et autres : or cela n'est pas possible avec les conditions du travail qui me sont imposées, ceux-ci se refusant catégoriquement à ne faire que 9 heures par jour.

« D'un autre côté, les fonds de mon entreprise provenant de l'emprunt de 200 millions, pour lesquels le Sénat n'a pas accepté lesdites conditions du travail, de me crois autorisé, Monsieur l'Architecte, à me refuser moi-même à les exécuter.

« J'ai donc l'honneur de vous informer de cette décision et je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente.

« Veuillez agréer....

« Signé : D.... »

M. Navarre déclare qu'en ce qui touche le § 1^{er}, il a la preuve que c'est l'entrepreneur qui force les ouvriers à travailler jusqu'à 14 heures par jour. En ce qui touche le § 2^o, **M. Navarre** rappelle que la mise en adjudication des travaux de terrasse et de maçonnerie n'ayant pas donné de résultats, les travaux ont été attribués à l'amiable à M. D.... qui savait parfaitement, en signant son cahier des charges, que les rabais consentis par lui ne pouvaient porter sur la main-d'œuvre.

La Commission du travail, expose **M. Navarre**, invita, après avoir pris connaissance de la lettre de M. D..., l'architecte de l'Ecole du Livre, à faire afficher dans le chantier les prix de la série de la

Ville de Paris, pour que les ouvriers pussent savoir exactement ce qui leur était dû comme salaire.

A cette mesure, l'entrepreneur répondit :

« Paris, le 13 juin 1889.

« Monsieur l'Architecte,

« Un placard indiquant le prix de main-d'œuvre à payer aux ouvriers a été apposé hier sur le chantier de l'Ecole du Livre. Contre ce fait, je dois devoir vous adresser la présente protestation, attendu que la délibération municipale relative à ces travaux a été annulée par la loi votée par le Sénat et la Chambre le 3 décembre dernier, qui a ajouté « que toute clause de ce genre sera réputée non écrite ».

« Je vous prie en conséquence, Monsieur l'Architecte, de vouloir bien faire enlever l'affiche dont il s'agit, car, dans le cas contraire, je serai forcé de rendre l'Administration responsable des plus-values que je serai obligé de payer, non compris toutes indemnités ou dommages-intérêts auxquels j'aurai droit pour la désorganisation de mon chantier.

» Il reste en outre entendu que je n'aurai à demeurer en rien garant des retards qui résulteront dans l'exécution des travaux, par suite du maintien de cette affiche.

« Dans l'espoir...

« Signé : D.... »

M. Navarre déclare que M. D.... qui ne sait pas tenir ses engagements, ne peut présenter les garanties suffisantes pour la continuation des travaux ;

il prie, en conséquence, le Conseil d'adopter le projet de délibération suivant :

L'Administration est invitée :

1° A prononcer d'office la résiliation du marché de M. D..., en vertu de l'art. 45 du cahier des charges .

2° A transmettre à M. le Procureur de la République tous les documents et pièces officielles relatifs à la construction des puits de l'Ecole du Livre, pour y donner la suite qu'il jugera convenable.

3° A exclure de toute adjudication et de tous les travaux de la Ville M. l'entrepreneur D....

.

Ces conclusions sont adoptées par 61 voix contre 0.

V

A la séance du 5 juillet 1889 (1), le Conseil vota des délibérations analogues à la précédente.

M. Patenne, au nom de la Commission du travail, expose que le syndicat des tailleurs, scieurs de pierre et maçons a signalé que M. V..., entrepreneur des travaux de construction du lycée Voltaire avait concédé des travaux à deux tâcherons ; M. Train, architecte, qui fut chargé de procéder à une enquête, adressa à l'Administration, après enquête, la note suivante :

« En réponse à la pétition.... le soussigné expose

1. Cons mun. proc.-verb. n° 33.

que.... pour ce qui concerne les tâcherons, M. V... affirme que les différentes spécialités que son entreprise comporte sont sous la direction d'employés intéressés dans ses bénéfices, mais qu'aucun travail n'est concédé à d'autres entrepreneurs. L'architecte étant toujours en rapport direct avec l'entrepreneur et n'ayant aucun moyen de contrôle, ne peut que s'en référer aux déclarations signées par l'adjudicataire.

« Paris, le 4 décembre 1888.

« Signé ; TRAIN. »

Malgré les affirmations de M. V..., l'enquête à laquelle s'est livré **M. Patenne** lui-même a démontré qu'un des deux tâcherons signalés embauche les hommes, les paie et, en cas de contestation, répond en son nom propre devant le Conseil des Prud'hommes.

M. Patenne pense que ces faits éclaireront le Conseil, il demande l'adoption du projet de délibération suivant :

Le Conseil

Invite la Commission des admissibilités à exclure à l'avenir M. V... des adjudications aux travaux de la ville.

Ce projet, mis aux voix, est adopté.

A la même séance, M. Patenne fit prendre au Conseil une délibération analogue à l'encontre de deux autres entrepreneurs, MM. D... et N..., adjudicataires des travaux de maçonnerie de la Bourse de travail, pour faits de marchandage.

CHAPITRE VIII

LES CONDITIONS DU TRAVAIL AU CONSEIL D'ÉTAT (MARS 1890)

- I. — Requête des Chambres syndicales de l'Industrie et du Bâtiment au Président de la République. Recours au Conseil d'Etat introduits par ces Chambres syndicales et divers entrepreneurs.
- II. — Audience du 14 mars 1890.
- III. — Plaidoirie de **M^e G. Devin**.
- VI. — Conclusions de **M. Le Vavasseur de Précourt**, commissaire du gouvernement.
- V. — Arrêts du Conseil d'Etat 21 mars 1890.

I

Les Chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment, qui avaient déjà protesté une première fois contre la délibération du Conseil municipal en date du 27 avril 1887, avaient adressé au président de la République, une requête par laquelle elles

sollicitaient l'annulation de la délibération du 2 mai 1888 (1).

En même temps elles avaient déféré au Conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, non seulement cette délibération et les cahiers des charges établis en conformité, mais aussi les arrêtés du préfet de la Seine, approbatifs des adjudications des 10-13 juillet 1888 (2).

Onze autres entrepreneurs et les trois entrepreneurs évincés de ces adjudications MM. Caillette, Cochelin et Bourgaux, agissant en leur nom personnel, introduisirent devant le Conseil d'Etat des recours analogues.

II

Les débats des différents pouvoirs introduits devant le Conseil d'Etat par les Chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment, par les onze entrepreneurs agissant *ut singuli* et par les trois entrepreneurs évincés des adjudications, eurent lieu en séance publique, le 14 mars 1890.

La ville de Paris n'intervint pas, mais le ministre de l'Intérieur, dans son avis sur les divers recours, opposa à tous les pouvoirs une fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité des divers représentants.

1. *Echo des Chambres syndicales de la ville de Paris et du département de la Seine* (Industrie et bâtiment), n° de mars-avril 1890, p. 179.

2. Voir plus haut, p. 146.

III

Après le rapport de M. le Conseiller d'Etat Bousquet, **M^e G. Devin** soutint le recours des Chambres syndicales et de MM. Caillette, entrepreneur de terrasse et maçonnerie et Cochelin, entrepreneur de serrurerie.

Plaidoirie de M^e G. Devin (1).

M^e G. Devin, après avoir fait un exposé de l'affaire donne lecture de l'art. 15 du cahier des charges de la ville (2).

Deux clauses essentielles sont imposées aux entrepreneurs ; un maximum d'heures de travail des ouvriers, un minimum de salaire ; et elles sont imposées à peine d'amende et de déchéance de l'adjudication.

Les entrepreneurs se sont pourvus contre ces deux dispositions ; ils attaquent les délibérations du Conseil municipal qui ont adopté le nouveau cahier des charges et la nouvelle série des prix, les arrêtés préfectoraux qui les ont approuvées, ceux qui ont mis les travaux en adjudication, les décisions des bureaux d'adjudication, les adjudications prononcées et les arrêtés approbatifs de ces adjudications.

M^e Devin se propose de démontrer d'abord que les clauses attaquées sont illégales, puis qu'il appartient au Conseil d'Etat de réprimer cette illégalité, en

1. *Écho des Chambres syndicales* n° mars-avril 1890, p. 180.

2. Voir plus haut, p. 143.

accueillant les recours, lesquels sont à la fois recevables et fondés.

M^e Devin reconnaît que les intentions du Conseil municipal sont louables et que le but qu'il poursuit : diminuer la peine des travailleurs et augmenter leur profit, est excellent ; mais les moyens sont-ils légaux ? Il y a deux modes pour réaliser cet idéal, d'un côté la réglementation, de l'autre la liberté.

La liberté des conventions, la liberté du travail et de l'industrie, la libre concurrence des enchères, sont garanties par la loi. Aux termes de l'art. 355 de la Constitution de l'an III : « Il n'y a ni privilège, ni maîtrise, ni jurande, ni limitation à la liberté de la presse, du commerce ou à l'exercice de l'industrie et des arts de toute espèce », et l'art. 4 de la déclaration des droits de l'homme et des citoyens (3 septembre 1791) pose que les bornes de la liberté de chacun « ne peuvent être déterminées que par la loi ».

N'est-ce pas porter atteinte à la liberté de l'ouvrier et du patron que de leur interdire de fixer, par un accord personnel, la durée du travail ? N'est-ce pas restreindre arbitrairement les droits des deux parties et violer la loi de l'offre et de la demande que d'obliger le patron à payer un prix minimum et peut-être de priver ainsi l'ouvrier de tout emploi parce que le patron trouvera le prix excessif ; n'est-ce pas porter atteinte à la liberté des enchères que d'éloigner des adjudications, par des conditions trop

onéreuses, les soumissionnaires qui auraient été en mesure de fournir du travail à meilleur marché ?

Si cette réglementation des heures de travail et du taux des salaires est une entrave à la liberté, elle excède la compétence du Conseil municipal, car de pareils problèmes lui échappent, la loi seule peut les résoudre.

Pour M^e Devin, l'illégalité de la réglementation attaquée n'est plus à démontrer, car il y a sur ce point chose jugée, la délibération du 2 mai 1888, objet du recours, n'étant, dit-il, que la réédition d'une précédente délibération du 27 avril 1887 annulée le 17 mars 1888, par décret en Conseil d'Etat.

Les différences entre la délibération annuelle et la nouvelle délibération sont, en effet, sans portée : dans les deux se retrouvent les deux clauses essentielles ; un maximum de travail, un minimum de salaire.

La loi, enfin, s'est prononcée dans le même sens ; le Sénat et la Chambre, en votant l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1888 (1) ont sanctionné le décret en Conseil d'Etat du 17 mai 1888.

M^e Devin examine s'il appartient au Conseil d'Etat d'annuler, par la voie du recours pour excès de pouvoirs les actes qui lui sont déférés par ses clients.

M^e Devin n'insiste pas sur le recours des Chambres syndicales, ce n'est pas dit-il, que ces Chambres soient sans qualité pour agir : constituées en

1. Voir plus haut, p. 149.

syndicats professionnels, elles peuvent exercer les droits que la loi du 21 mars 1884 leur a reconnus, elles peuvent agir pour la sauvegarde des intérêts collectifs qui leur sont confiés ; mais il reconnaît que les délibérations et les arrêtés de mise en adjudication qu'elles ont attaqués, ne constituent pas par eux-mêmes des actes administratifs qui leur fassent grief d'une manière assez caractérisée. Ce sont les adjudications et les arrêtés préfectoraux d'approbation, attaqués par MM. Caillette et Cochelin, dont les droits personnels sont lésés, qui seuls sont susceptibles d'être annulés pour excès de pouvoirs. En conséquence, M^e Devin ne retient des recours des Chambres syndicales, que l'appui moral que les principaux représentants de toute une industrie ont voulu apporter aux entrepreneurs personnellement lésés par le Conseil municipal.

M^e Devin expose ensuite qu'aux adjudications du 10 juillet 1888, MM. Caillette et Cochelin ayant protesté contre les clauses relatives aux conditions du travail, ont été évincés bien qu'ils aient offert des rabais supérieurs à ceux de leurs concurrents ; pour ces deux entrepreneurs tout au moins, les recours sont à la fois recevables et fondés.

M^e Devin dit que, conformément à la théorie des recours pour excès de pouvoirs, il aura justifié ces recours en établissant :

- 1^o Que les actes attaqués sont par leur nature annulables au contentieux ;
- 2^o Que MM. Caillette et Cochelin ont qualité pour

se pourvoir puisqu'ils peuvent invoquer la violation d'un droit acquis ;

3° Que les actes attaqués sont entachés d'un véritable détournement de pouvoirs ;

4° Que ces entrepreneurs n'ont à leur disposition aucune autre voie de recours parallèle ou concurrente.

Sur le premier point, la jurisprudence du Conseil d'Etat est faite : si les délibérations du Conseil municipal, si même les décisions du bureau d'adjudication ne sont pas des actes administratifs ou n'ont pas un caractère contentieux qui comporte un recours, au contraire, les arrêtés approubatifs d'une adjudication sont des actes administratifs définitifs, de véritables décisions susceptibles d'être annulées si elles sont entachées d'excès de pouvoirs, M^e Devin cite plusieurs arrêts à l'appui de cette thèse.

M^e Devin passe au second point : MM. Caillette et Cochelin ont-ils qualité pour se pourvoir ? ils ont un intérêt direct et personnel, ils peuvent en outre invoquer la violation d'un droit acquis. Ils étaient en effet portés sur la liste d'admissibilité de la ville et avaient offert des rabais plus élevés que ceux de leurs concurrents, l'administration avait donc le devoir de les proclamer adjudicataires. En les éliminant parce qu'ils répudiaient les clauses relatives aux conditions du travail, l'administration a enlevé aux soumissionnaires le bénéfice du plus fort rabais, elle a violé des droits acquis.

D'après l'avis du ministre de l'intérieur, les re-

cours des entrepreneurs ne sont pas recevables, attendu « que l'exécution des travaux n'était ni une obligation pour la ville, ni un droit pour les entrepreneurs » et que « les contractants étaient libres ou non de ne pas soumissionner, ou de détruire l'effet de ces conditions prétendues onéreuses, en abaissant et aux de leurs rabais ». A ces raisons, M^e Devin répond que dès lors que la ville recourait à l'adjudication, elle devait observer les règles nécessaires des adjudications. Si les entrepreneurs sont libres de ne pas soumissionner, ils ont également le droit de soumissionner et ceux qui font le plus fort rabais ont le droit d'être déclarés adjudicataires. Se résigner aux clauses relatives aux conditions du travail, « c'est pour certains entrepreneurs qui seraient en mesure de fournir du travail à meilleur marché, renoncer à leurs avantages personnels. Le jeu de la libre concurrence, qui est l'essence des enchères est nécessaire pour permettre à chacun de profiter de sa situation personnelle, aussi bien que des conditions générales de l'industrie. »

Dira-t-on que l'ordonnance du 14 novembre 1837 établit des garanties dans l'intérêt propre des communes et n'ouvre pas de recours aux simples contribuables ? A cela M^e Devin répond que MM. Caillette et Cochelin ne sont pas les premiers contribuables venus : ce sont des entrepreneurs que la ville a appelés à l'adjudication, qui s'y sont présentés et qui ont fait le plus fort rabais, ils sont parties au contrat, ils devaient être proclamés adjudicataires ;

ils invoquent, outre la violation de l'ordonnance de 1837, celle de droits acquis.

Troisième point ; les actes attaqués sont entachés d'un véritable détournement de pouvoirs. En effet, dit M^e Devin, la ville de Paris sous l'apparence d'un acte de gestion, a fait un acte d'administration, presque un acte politique ; les deniers des contribuables, qui devaient être ménagés grâce à l'adjudication, ont été employés à une réforme sociale. M^e Devin rappelle à ce sujet le considérant suivant du décret en Conseil d'Etat du 17 mars 1888 (1). Considérant que les clauses ci-dessus rappelées... ont pour effet de dénaturer le contrat d'adjudication... ; que le Conseil municipal, en prétendant soumettre les travaux de la ville de Paris à un régime spécial... est sorti de la limite de ses attributions légales ».

Enfin M^e Devin arrive au 4^e point : la voie du recours pour excès de pouvoirs est la seule qui soit ouverte à MM. Caillette et Cochelin. Ils n'ont pas de voie parallèle ou concurrente pour se faire rendre justice, en effet : ils ne peuvent s'adresser ni aux tribunaux civils, puisqu'il s'agit de travaux publics et d'actes administratifs, ni au Conseil de préfecture, puisque ce tribunal ne peut statuer sur le contentieux des marchés, qu'entre l'administration et ses adjudicataires, or MM. Caillette et Cochelin ne sont pas adjudicataires de la ville. C'est le Conseil

1. Voir plus haut, p. 115.

d'Etat, statuant par voie d'annulation, qui est juge des arrêtés approbatifs des adjudications.

M^e Devin montre qu'on ne peut reprocher à ses clients de n'avoir pas soumissionné sans réserves pour se faire déclarer adjudicataires, sauf ensuite à ne pas exécuter les clauses litigieuses ; en effet ils ne pouvaient être obligés à s'exposer à l'amende et à la déchéance édictées comme sanction par le cahier des charges.

Ainsi conclut M^e Devin, les recours sont recevables, et au fond sont justifiés, parce que la loi a été violée et parce qu'elle l'a été au mépris de droits acquis.

M^e Devin rappelle que M. Bourgeois a reconnu, au cours de la discussion au Sénat de l'art 2 de la loi du 3 décembre 1888 (1), la compétence du Conseil d'Etat pour annuler au contentieux les actes approbatifs de clauses déjà annulées par le décret de 1888. Ainsi, le gouvernement revendiquait, devant le Sénat, la compétence exclusive du Conseil d'Etat ; il n'y a donc pas grand compte à tenir de l'avis contraire exprimé au dossier par le ministre de l'Intérieur.

Le Conseil d'Etat ne peut se tromper en prononçant l'annulation, car la délibération du 2 mai 1888 édicte, comme la délibération annulée par le décret du 17 mars 1888, un maximum de travail et un minimum de salaire ; il n'y a, affirme M^e Devin, entre

1. Voir plus haut, p. 154.

les deux délibérations, que des différences de mots.

M^e Devin termine en disant qu'une illégalité flagrante a été commise et qu'il appartient au Conseil d'Etat, seul juge compétent, de la réprimer.

M^e Lesueur, avocat de M. Bourgaux, entrepreneur de maçonnerie, déclara adhérer complètement à la plaidoirie de M^e Devin.

IV

Le commissaire du gouvernement **M. Vavasseur de Précourt**, maître des requêtes au Conseil d'Etat, présenta ensuite ses conclusions (1)..

Conclusions de M. le Vavasseur de Précourt.

M. Le Vavasseur de Précourt, après avoir rappelé les différents faits qui donnèrent lieu aux pourvois en discussion, expose que la ville de Paris n'est pas intervenue, mais que le ministre de l'Intérieur oppose à tous les pourvois une fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité des requérants.

Comme l'a fait M^e Devin, M. Le Vavasseur de Précourt examine d'abord la question de fond, à laquelle est liée la question de recevabilité.

M. Le Vavasseur de Précourt déclare qu'il ne posera pas « en principe que les cahiers des charges ne peuvent jamais contenir, en faveur des ouvriers,

1. M. Le Vavasseur de Précourt a reproduit ses conclusions dans la *Revue générale d'Administration*, n° de mai 1890, tome II, page 59.

des stipulations obligatoires pour les entrepreneurs car ce serait déclarer illégal le plus ancien, le plus vénérable des cahiers des charges, le cahier des clauses et conditions générales des travaux des ponts et chaussées du 16 novembre 1886, qui dans son article 15, prescrit aux entrepreneurs de payer les ouvriers chaque mois et prend même des mesures pour assurer le paiement d'office, et qui, dans son article 16, prescrit une retenue d'un centième, destinée à former un fonds de secours pour les ouvriers blessés ou malades ; l'art. 11 du même cahier des clauses et conditions générales prescrit, en faveur des ouvriers, le repos obligatoire du dimanche ».

De même les cahiers des charges pour les fournitures des ministères de la guerre et de la marine contiennent des stipulations en faveur des ouvriers.

M. Le Vavasseur de Précourt estime qu'une ville, dans laquelle une épidémie a amené la misère, a le droit de stipuler que les ouvriers originaires de la ville seront seuls employés aux travaux publics ; que, de même, un conseil municipal peut, dans l'intérêt national, restreindre l'emploi des ouvriers étrangers, ces clauses paraissent absolument légales.

Toute la question est de savoir si les stipulations édictées par la ville de Paris en faveur des ouvriers ne dépassent pas la limite des attributions du Conseil municipal, s'il s'agit bien d'une question exclusivement locale.

« D'une façon générale, une ville exécutant un

travail public, ne peut pas imposer à un entrepreneur, les mêmes obligations qu'un particulier faisant travailler pour son compte. Le motif de cette différence est très simple : le particulier n'administre que sa fortune personnelle ; les conseils municipaux administrent des deniers publics, ils disposent de l'argent des contribuables et ils n'ont en aucune façon sur ces deniers, le même droit et le même pouvoir qu'aurait un propriétaire sur son propre bien ; les stipulations qui, en gênant les entrepreneurs ont pour conséquence forcée d'augmenter la dépense, ne leur sont pas permises. De plus, les travaux publics sont régis par des lois administratives spéciales, et le caractère même de travaux publics, qui les rattache à la juridiction administrative, les soumet à une réglementation dont les villes ne sauraient se départir, lorsqu'elles exécutent ces travaux, dans l'intérêt collectif des contribuables qui les paient. Les villes sont d'ailleurs, en ce qui concerne les travaux publics, soumises à la tutelle de l'administration supérieure ; les particuliers ne dépendent que d'eux-mêmes ».

Il semble résulter du nouveau cahier des charges, que le Conseil municipal a voulu faire œuvre de législateur en réglant les conditions du travail des adultes comme la loi a réglé les conditions du travail des femmes et des enfants employés dans les manufactures.

Le décret en Conseil d'Etat du 17 mars 1888 ne s'est pas mépris sur le sens des délibérations rela-

tives aux conditions du travail, en considérant qu'elles dépassèrent la limite des attributions municipales. La loi du 3 décembre 1888 montre que le Parlement a apprécié de la même manière la portée de ces délibérations.

Après avoir envisagé, dans leur ensemble, les délibérations du Conseil municipal, M. Le Vavas seur de Précourt examine séparément les questions du minimum de salaire et de la limitation de la journée de travail.

Sur la première question, il adhère à la doctrine du décret du 17 mars 1888 : l'intervention de la Ville dans la fixation des salaires constitue une violation de l'ordonnance du 14 novembre 1837, car cette intervention a pour conséquence de restreindre la concurrence et de dénaturer le contrat d'adjudication, en éloignant les soumissionnaires, ou tout au moins de rendre les salaires illusoires. La substitution, à un tarif obligatoire, d'un tarif minimum obligatoire, n'est pas de nature à modifier la situation, car ce qui est illégal, c'est l'intervention de la Ville dans la fixation du salaire, qui doit être librement débattu entre le patron et l'ouvrier, en vertu des principes de la liberté des conventions et de la liberté du travail.

Passant à la question de la limitation des heures de travail et du repos hebdomadaire, M. Le Vavas seur de Précourt estime que la question est plutôt du domaine législatif que du domaine communal et que le Conseil municipal a commis un excès de pou-

voir en voulant la lier d'une façon indivisible à la question du salaire, mais il déclare que si cette question avait été détachée et en quelque sorte localisée, il serait disposé à dire qu'une clause de cette nature ne porte pas atteinte au principe de la publicité de l'adjudication et de la libre concurrence, la limite des heures de travail ayant pour unique conséquence de prolonger les délais d'exécution des travaux.

Sur la question de la recevabilité, M. Le Vavas seur de Précourt expose que bien que le principe de la publicité des adjudications ait été établi, par l'ordonnance de 1837, dans l'intérêt des finances communales, la jurisprudence du Conseil d'Etat reconnaît aux entrepreneurs admis à une adjudication le droit d'en contester la régularité, si tous les concurrents n'ont pas été, quant aux conditions à remplir placés sur un pied d'égalité parfaite.

M. Le Vavas seur de Précourt examine la qualité des différents requérants. En ce qui concerne les Chambres syndicales, il pense que ce serait méconnaître la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, que de vouloir restreindre les attributions des Chambres syndicales et de leur refuser qualité pour ester en justice lorsqu'il s'agit de la défense des intérêts en vue desquels elles ont été constituées, mais elles ne peuvent avoir qualité pour agir, que dans les cas où les entrepreneurs eux-mêmes, à titre individuel, seraient recevables à ester en justice ; or les Chambres syndicales aussi bien que le premier groupe des onze entrepreneurs,

se bornent à attaquer la délibération du Conseil municipal, le cahier des charges, les arrêtés préfectoraux prescrivant les adjudications, en un mot les actes préparatoires de l'adjudication, mais des actes de cette nature, ne portant atteinte qu'à des droits éventuels, ne sauraient, en vertu des lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872, être l'objet d'un recours devant le Conseil d'État.

Tout autre est la situation de MM. Caillette, Cochelin et Bourgaux ; tous trois ont offert des rabais supérieurs à ceux des entrepreneurs déclarés adjudicataires ; ils ont été exclus de l'adjudication pour avoir déclaré, dans leurs soumissions, qu'ils n'acceptaient pas l'art. 15 du cahier des charges ; on ne saurait leur objecter qu'ils ont acquiescé aux conditions stipulées au cahier des charges, en se présentant à l'adjudication, puisque c'est précisément pour ne pas avoir acquiescé qu'ils en ont été exclus.

Les arrêtés approbatifs des adjudications sont-ils de nature à être déférés au Conseil d'État au contentieux, bien qu'ils constituent l'approbation d'un contrat ? Oui, parce qu'il s'agit de contrats administratifs, qu'il n'existe aucun recours parallèle ouvert aux parties, que la loi a été violée par l'intervention du Conseil municipal dans la fixation du salaire et qu'en outre il y a eu, sinon détournement de pouvoirs, du moins incompétence dans le caractère même de la mesure, qui est du domaine législatif.

Sur la question de la recevabilité, M. Le Vasseur de Précourt rappelle que les arrêts qui ont

admis la recevabilité de requêtes d'entrepreneurs, visaient soit une violation des formes prescrites par l'adjudication, soit la violation des conditions qui sont la base essentielle du contrat. Or, dans le procès actuel, on se base uniquement sur les stipulations du cahier des charges, stipulations qui peuvent écarter certains entrepreneurs, et qui, par suite, constituent une atteinte au principe de la publicité et de la concurrence ; mais ce principe a été édicté dans l'intérêt exclusif des finances municipales ; aussi, M. Le Vasseur de Précourt estime que l'entrepreneur qui n'a pas accepté des clauses imposées à tous, qui ne pourrait élever aucune réclamation si la ville avait procédé par voie de régie ou de marché de gré à gré, n'a pas qualité en invoquant, non l'ordonnance de 1837, mais des principes généraux, pour demander l'annulation des arrêtés approuvant les adjudications faites en faveur de ceux qui ont présenté des soumissions pures et simples.

M. Le Vasseur de Précourt est d'avis que l'affaire est du domaine législatif : le gouvernement pouvait annuler la délibération du Conseil municipal, le pouvoir législatif pouvait intervenir comme il l'a fait ultérieurement ; mais, en dehors de l'intervention du gouvernement ou du Parlement, il n'y a pas place pour la juridiction contentieuse ; par suite, les requérants ne semblent pas avoir qualité et les requêtes des chambres syndicales et des entrepreneurs doivent être rejetées comme non recevables.

V

Le Conseil d'Etat rendit ses arrêts à l'audience du 21 mars 1890, il n'adopta les conclusions du commissaire du gouvernement qu'en ce qui concerne les pourvois formés contre les actes qui avaient précédé l'adjudication.

Arrêts du Conseil d'Etat (1).

I

« Sur le recours des chambres syndicales :

« Considérant que ces recours tendent à l'annulation des mêmes actes et sont fondés sur les mêmes moyens ; que dès lors ils sont connexes et qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule et même décision ;

« Considérant que lesdits recours sont uniquement dirigés : 1^o contre la délibération du Conseil municipal de Paris en date du 2 mai 1888 ; 2^o contre la série des prix de la ville de Paris, pour les travaux d'architecture année 1888 ; 3^o contre les quatre arrêtés préfectoraux en date du 14 juin 1888, mettant en adjudication pour les 10, 11, 12 et 13 juillet 1888, les travaux d'entretien à exécuter dans les édifices de la ville de Paris ; que ces actes, considérés en eux-mêmes et en dehors de toute adjudication à laquelle les requérants auraient personnellement concouru, ne sont pas susceptibles d'être di-

1. *Echo des Chambres syndicales* (Industrie et bâtiment), n^o de mars-avril 1890, page 199.

rectement déferés par eux au Conseil d'Etat, par la voie du recours pour excès de pouvoir ;

« Les requêtes ci-dessus sont rejetées. »

II

« Sur les recours formés par les entrepreneurs ;

« Sur la recevabilité :

« Considérant que le sieur Cochelin, pour demander l'annulation des actes ci-dessus visés, se présente en qualité d'entrepreneur porté sur la liste d'admissibilité des entrepreneurs des travaux de la ville de Paris et comme ayant été écarté de l'adjudication du 10 juillet 1888, bien qu'ayant fait le plus fort rabais, uniquement à raison des réserves par lui faites dans sa soumission au sujet des clauses insérées dans l'art. 15 du cahier des charges de l'entreprise, qu'il soutenait être illégales et non obligatoires pour les soumissionnaires ; que dans ces conditions, sa requête est recevable ;

« Au fond :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et qu'il n'est pas contesté que pour prononcer l'éviction du sieur Cochelin, le bureau d'adjudication s'est uniquement fondé sur les réserves formulées par cet entrepreneur contre les dispositions de l'art. 15 du cahier des charges, d'après lesquelles l'adjudicataire était tenu de payer à ses ouvriers un salaire minimum déterminé par la ville de Paris, pour une journée de travail dont elle avait également fixé le maximum de durée ;

« Considérant que ces clauses ont été introduites dans les cahiers des charges en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 2 mai 1888, qui reproduisent sur ce point les délibérations du dit Conseil en date

des 27 avril et 30 décembre 1887 et du 29 février suivant, lesquelles ont été annulées par décret du 17 mars 1888, comme portant atteinte à la liberté du travail et des conventions entre patrons et ouvriers et comme excédant les attributions du Conseil municipal ;

« Considérant, au surplus, que l'illégalité des dites clauses a été également reconnue par le pouvoir législatif ; qu'en effet, l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1888 relative à des travaux à exécuter par la ville de Paris, sur les fonds de l'emprunt de 1886, dispose que les cahiers des charges et séries de prix dressés pour l'exécution de ces travaux « ne pourront contenir aucune « clause contraire aux dispositions du décret 17 mars « 1888, portant annulation des délibérations du Conseil « municipal de Paris en date des 27 avril et 30 décembre « 1887 et 29 février 1888, relatives aux travaux commu- « naux ; toute clause de ce genre sera réputée non « écrite » ;

« Considérant que les clauses contre lesquelles le sieur Cochelin a formulé ses réserves figuraient parmi celles que le décret et la loi précités ont déclaré nulles et de nul effet, à raison de l'excès de pouvoirs dont elles étaient entachées, et que le requérant est fondé à soutenir que leur insertion dans le cahier des charges de l'adjudication ne pouvait leur conférer un caractère licite et obligatoire à l'égard des entrepreneurs admis à soumissionner les travaux de la ville ;

« Qu'il suit de là que le refus du sieur Cochelin de se soumettre aux dites clauses ne pouvait pas légalement motiver son éviction au profit d'un concurrent dont le rabais était inférieur au sien ; qu'ainsi le sieur Cochelin est fondé à soutenir que le préfet de la Seine a excédé

ses pouvoirs en approuvant une adjudication dont il avait été écarté par cette unique raison ;

« Décide : Sont annulés pour excès de pouvoirs les arrêtés par lesquels le préfet de la Seine, à la date du 6 août 1888, a approuvé les adjudications passées le 10 juillet précédent et relatives aux travaux de serrurerie des 1^{re}, 2^e et 3^e sections du 1^{er} lot. »

Des arrêtés semblables ont été rendus sur les pourvois de MM. Caillette et Bourgaux.

CHAPITRE IX

SUPPRESSION DANS LES CAHIERS DES CHARGES, DES CLAUSES DÉCLARÉES ILLÉGALES PAR LE CONSEIL D'ÉTAT.
MAINTIEN PAR LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA DÉLIBÉRATION DU 2 MAI 1888 (13 JUIN 1890).

- I. — Suppression dans les cahiers des charges, par l'Administration, des clauses relatives aux conditions du travail, déclarées illégales par le Conseil d'Etat.
- II. — Proposition de **M. le Directeur des Travaux** relative à la nomination des membres de la commission d'admissibilité. Renvoi à la commission du travail (2 juin 1890).
- III. — Exposé du **rapport de M. Navarre sur les arrêts du Conseil d'Etat** ; conclusions de la commission du travail tendant au maintien de la délibération du 2 mai 1888 (6 juin 1890).
- IV, V. — Discussion du rapport de M. Navarre (6 juin, 9 juin 1890).
- VI. — Propositions de **M. Sauton**, de **M. Deligny**, de **M. Champoudry**.
- VII. — Suite de la discussion du rapport de M. Navarre
Vote des conclusions de la Commission du travail (13 juin 1890).
- VIII. — Proposition de **M. Charles Longuet** tendant à

l'ouverture de **négociations avec le Ministre de l'Intérieur**. Vote de la proposition (13 juin 1890).

- IX. — Adoption d'une proposition de **M. Navarre** relative à la nomination des membres de la Commission d'admissibilité (13 juin 1890).

I

En présence des considérants et du dispositif des arrêts du Conseil d'Etat, le préfet de la Seine estima que la Ville ne pouvait valablement insérer dans les cahiers des charges des travaux communaux, des clauses relatives aux conditions du travail, et l'Administration supprima, dans les cahiers des charges, les clauses en question.

La Commission d'admissibilité refusa alors d'approuver les propositions d'adjudications présentées par l'Administration, pour laisser au Conseil municipal qui allait être élu le soin de trancher la question.

II

Le nouveau Conseil s'étant réuni, **M. le Directeur des travaux** exposa, à la séance du 2 juin 1890 (1), que le 7 juin suivant, l'Administration devait procéder à l'adjudication de travaux impor-

1. Cons. mun. proc.-verb. n° 20.

tants et pria en conséquence, au nom du préfet, le Conseil de désigner d'urgence deux conseillers appelés à remplir les fonctions d'assesseurs à cette adjudication.

M. Vaillant déclara qu'il importait que la nouvelle Commission d'admissibilité ne fût pas nommée avant que le Conseil eût pris une décision relative aux conditions du travail et demanda au Conseil de maintenir les conditions votées par le précédent Conseil.

Le renvoi de la question à la Commission du travail fut prononcé par le Conseil.

III

Le 6 juin 1890, **M. Navarre** présenta au Conseil (1), au nom de la Commission du travail, son **rapport** sur les arrêts du Conseil d'Etat, rendus sur le recours des entrepreneurs.

M. Navarre commentant ces arrêts fait remarquer que le ministre de l'Intérieur concluait au rejet des requêtes des entrepreneurs et que les conclusions du commissaire du gouvernement tendaient à établir que, dans l'espèce, le Conseil d'Etat n'avait pas le droit de statuer au contentieux.

Se basant sur le considérant suivant ; « Considérant que le sieur Caillette, pour demander l'annulation des actes susvisés se présente.... comme

1. Cons. mun. proc.-verb. n° 22.

ayant été écarté..... uniquement à raison des réserves par lui faites, dans sa soumission, au sujet des clauses insérées dans l'art. 15 du cahier des charges de l'entreprise », **M. Navarre** dit que si la Commission d'admissibilité et le bureau d'adjudication n'avaient pas motivé l'éricion prononcée, les entrepreneurs n'eussent pas pu se pourvoir. A ce propos, il déclare que la Commission d'admissibilité et le bureau d'adjudication, ont le droit absolu de prononcer les évictions sans les motiver.

Au sujet de l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1888, **M. Navarre** rappelle que cet article, repoussé par la Commission de la Chambre fut repris par un membre de la droite et voté par surprise (1) ; d'autre part cet article 2 n'interdit que les clauses contraires aux dispositions du décret du 17 mars 1888 et ne peut, dès lors, s'appliquer à la délibération ultérieure du 2 mai 1888.

L'arrêt du Conseil d'Etat ne doit, par suite, avoir aucune valeur pour le Conseil municipal, **M. Navarre** conclut en déposant au nom de la Commission du travail, le projet de délibération suivant :

Le Conseil,

Considérant :

Que les votes du Sénat et de la Chambre du 17 octobre et 26 novembre 1888, auxquels se réfère le Conseil d'Etat pour contester la légalité des décisions du Conseil municipal relatives aux conditions du travail, ne visent que les délibérations des 27 avril, 30 décembre 1887 et

1. Voir plus haut, p. 156.

29 février 1888 et non celle du 2 mai 1888 qui les a modifiées après entente avec l'Administration ;

Que la décision du Conseil d'Etat relative à la plainte d'entrepreneurs, qui depuis, ont cessé de figurer sur la liste d'admissibilité ne peut se rapporter qu'au cas particulier qui l'a motivée ;

Que cependant, l'Administration s'étant montrée indécise sur le maintien de la rédaction des cahiers des charges conformes à la délibération du 2 mai 1888, il importe que, par un vote, le nouveau Conseil affirme sa volonté de maintenir et de faire rigoureusement exécuter les clauses des cahiers des charges relatives aux conditions du travail et donne mandat à l'Administration de prendre toutes les mesures utiles à cet effet ;

Que le droit du Conseil est indiscutable, que non seulement l'approbation ministérielle a été donnée à la délibération du 2 mai 1888, mais que le ministre a reconnu dans une circulaire de février 1899 que, quelle que fût son opinion relativement à la faculté d'intervention des pouvoirs publics, elle n'était pas en cause et « que si ces conditions (les conditions du travail décidées par la ville) ont obtenu l'assentiment du ministre de l'intérieur. c'est que la ville de Paris a agi uniquement en qualité de propriétaire traitant pour l'exécution de ses propres travaux et non comme pouvoir public ».

. , ...

Délibère :

Art. 1^{er}. — Est maintenue, et doit être strictement exécutée la délibération du 2 mai 1888, ...

Art. 3. — Le Bureau et la Commission des admissibilités sont invités à assurer de leur côté l'exécution de la délibération du 2 mai 1888 et de la présente délibération

spécialement en n'acceptant que les projets et mémoires, dont le cahier des charges ou le bordereau des travaux comprend les conditions du travail, et en rayant de la liste des admissibilités, tout entrepreneur qui ne s'engagerait pas formellement à les accepter ou qui les aurait méconnues.

IV

M. Bassinet combat les conclusions de la Commission du travail.

Au point de vue de la journée de 9 heures, le Conseil, dit **M. Bassinet**, n'a presque rien fait, puisque la journée de 9 heures était, avant le vote des conditions du travail, réglementaire pendant 6 mois de l'année; la réforme votée ne porte donc que sur 6 mois. La réduction des heures de travail ne doit pas s'appliquer à des industries, telles que celles régies par la série de la ville, qui sont frappées de chômages et dont les ouvriers sont soumis, en plein travail, à toutes les intempéries.

M. Bassinet expose que d'après les carnets de journée des ouvriers qu'il a tenus comme chef de chantier pendant 14 ans, il a calculé que le travail moyen effectif d'ouvriers travaillant 10 heures par jour et 4 dimanches par mois n'était même pas de 8 heures par jour, en retranchant les heures perdues par suite de gelées et de mauvais temps. Si on interdit à ces ouvriers de travailler un jour par semaine et si on réduit la durée de la journée, la durée du travail effectif n'atteindra pas 6 heures 1/2 par

jour. Il en résultera une réduction des salaires, car, d'après la série, les ouvriers sont payés à l'heure et les entrepreneurs ne paieront jamais que la durée du travail fait. L'ouvrier maçon travaillant 7 jours par semaine, pendant 10 heures, fait 70 heures à 80 centimes, soit 56 francs ; avec l'application des conditions du travail, il fera 6 journées de 9 heures, soit 54 heures, à 80 centimes, il ne gagnera donc que 43 fr. 20. Cet ouvrier subit donc une réduction de 25 0/0.

M. Bassinet est l'adversaire du marchandage, car le marchandeur est l'auteur de presque toutes les malfaçons.

Il ne s'oppose pas à l'application des prix de série, mais il en signale les inconvénients : les ouvriers peu habiles ou agés seront renvoyés des chantiers de la Ville.

M. Bassinet conclut en s'élevant énergiquement contre les clauses relatives au repos hebdomadaire et à la réduction de la durée des heures de travail. Il rappelle, en terminant, qu'il a déposé dès les premières adjudications faites sous le nouveau régime, un grand nombre de pétitions protestant contre la réduction de la journée et qu'une fois la Commission d'admissibilité lui a refusé la permission de présenter un ensemble de protestations.

M. Patenne lui répond que la Commission d'admissibilité n'a qualité ni pour recevoir, ni pour

écarter ces protestations, les pétitions doivent être soumises au Conseil qui seul a le droit de statuer.

M. Ch. Longuet pense que la question se pose tout autrement que ne l'a posée **M. Bassinet** ; aujourd'hui il s'agit de savoir si l'arrêt du Conseil d'Etat enlève au Conseil municipal le droit de statuer sur les intérêts primordiaux des ouvriers.

Si l'on conteste au Conseil le droit de fixer un prix de travail salarié, on pourrait aussi lui contester le droit de fixer le prix des matériaux.

Il s'agit de savoir si la Ville a, comme tout patron, le droit de faire exécuter ses travaux dans l'intérêt de leur bonne exécution et si elle ne peut être contrainte à exploiter ceux qu'elle emploie.

M. Sauton constate que la discussion ne peut être close le jour même, or il doit y avoir le lendemain des adjudications pour des travaux très urgents ; aussi, bien qu'il soit absolument partisan des conditions du travail, il dépose la motion suivante :

« Sous réserve de la décision à prendre en fin de discussion, en présence de l'urgence des travaux à adjuger le 7 juin 1890, il y a lieu de désigner deux membres pour assister le préfet de la Seine à ces adjudications ».

La motion de **M. Sauton** mise aux voix est votée par le Conseil.

MM. Bassinet et **Sauton** sont désignés pour assister, comme assesseurs, aux adjudications du lendemain.

V

A la séance du 9 juin 1890 (1), le Conseil reprend la discussion du rapport de M. Navarre, sur l'arrêt du Conseil d'Etat relatif aux conditions du travail.

M. Davillé des Essarts pense que la Ville a comme tout propriétaire, le droit d'imposer à ses entrepreneurs les conditions qu'elle juge bonnes. Ce que le Conseil a à discuter, ce n'est pas son droit, il n'est pas niable, mais la valeur des conditions qu'il a votées.

La question a été posée entre la liberté et la protection. La liberté n'est souvent qu'un mot, et n'est rien autre chose, dans l'espèce.

A l'appui de sa thèse, **M. Davillé des Essarts** cite les considérations suivantes qu'il trouve dans une proposition de loi déposée à la Chambre par des membres de la droite, notamment MM. de Mun, Tellier de Poncheville, de Montalembert :

« L'Etat peut et doit intervenir dans la limitation des heures de travail, parce que, dans cette matière, l'excès peut compromettre l'existence ou la santé de l'ouvrier dont l'Etat doit se préoccuper comme citoyen, comme soldat, comme continuateur de la race ; la liberté individuelle ne peut pas aller jusqu'au sacrifice de l'existence, alors même que ce sacrifice serait fait volontairement, dans le but d'accroître momentanément le gain. C'est pour l'ouvrier

1. Cons. mun. 1890, proc.-verb, n° 23.

et pour le patron un devoir naturel, auquel il ne leur est pas permis de se soustraire, même par un acte libre ».

Le Conseil, dit **M. Davrillé des Essarts**, a fait son devoir en votant les conditions du travail, il s'agit de savoir si, en présence de l'arrêt du Conseil d'Etat, il va se déjuger.

L'expérience faite a-t-elle donné des résultats concluants ?

M. Davrillé des Essarts se fie, jusqu'à preuve du contraire, à une déclaration de la corporation des ouvriers du bâtiment, en date du 20 avril dont la Chambre syndicale, à l'unanimité a réclamé l'application des clauses et conditions du travail.

M. Davrillé des Essarts rappelle que M. Bassinet a approuvé trois de ces conditions et ne s'est élevé que contre le repos hebdomadaire et la réduction des heures de travail ; cette réduction est d'ailleurs tempérée par le droit, pour l'entrepreneur, en cas de chômage accidentel, par suite de pluies, par exemple, de faire des heures supplémentaires.

La réduction des heures de travail amènera une augmentation de salaires ; déjà ceux-ci ont subi, depuis un siècle, une progression constante, mais cette hausse est due au surenchérissement des denrées de toutes sortes ; on peut donc soutenir que cette augmentation de salaires n'en est pas une en réalité, puisqu'elle est corrélative à l'augmentation du prix des denrées. Aussi, si par le fait de l'application des conditions du travail, le Conseil peut ob-

tenir une augmentation réelle, effective des salaires, ce seul résultat sera assez considérable pour qu'il ne se laisse pas arrêter par la crainte d'un retard momentané des travaux. Le Conseil aura ainsi, conclut **M. Davrillé des Essarts** accompli réellement et légalement un commencement de réforme sociale.

M. Georges Vilain expose que les premières propositions relatives aux conditions du travail, ont eu pour but de faire occuper le plus grand nombre d'ouvriers possible ; on se dit alors : « Si 2 ouvriers travaillant 12 heures chacun produisent 24 heures de travail effectif, n'est-il pas possible, en limitant la journée de travail à 8 heures par exemple, d'occuper trois ouvriers. »

Mais cette réduction n'était pas le seul objectif poursuivi ; on a visé aussi la rémunération du travail : « Quand 2 ouvriers sur 3 sont occupés, a-t-on dit, le troisième déprécie la nature du travail des deux premiers ; qu'on parvienne à les faire travailler tous trois, et le salaire, au lieu d'être diminué, sera susceptible d'être augmenté ». Le fond de la question est donc la hausse du salaire.

L'application des conditions du travail aura pour premier résultat de majorer le budget de dépenses des travaux, le second résultat sera la sélection des ouvriers, car l'entrepreneur qui ne voudra pas payer 8 fr. une valeur de 6 fr. de travail effectif, choisira les ouvriers les plus forts et les plus

habiles, au détriment des ouvriers faibles ou vieux.

La troisième conséquence de l'intervention de la Ville, sera l'inégalité de traitement existant parmi la masse des ouvriers parisiens. Ceux qui travaillent pour la Ville auront un salaire supérieur, un jour de repos par semaine, et les autres viendront protester contre de tels privilèges et réclamer l'uniformité du salaire à Paris.

M. Georges Vilain déclare que le Conseil municipal n'a pas, par la fixation des prix de série, qui ne sont pas des valeurs absolues, mais des valeurs de convention, le pouvoir de fixer le salaire des ouvriers. C'est la loi de l'offre et de la demande qui seule peut déterminer la valeur du travail de l'homme.

L'amélioration de la situation des masses laborieuses ne se réalisera que par la liberté, par le développement de l'instruction obligatoire, par une organisation de la rémunération du travail plus en conformité avec la situation actuelle de la Société, par la participation aux bénéfices, par la coopération.

M. Georges Vilain termine en disant qu'en présence de la législation actuelle, qui veut qu'il existe une libre concurrence entre les adjudications et qui ne donne aux villes le droit de fixer ni la durée, ni le prix du travail, le Conseil municipal restera impuissant à modifier les conditions du Conseil d'Etat.

M. Vaillant répond que les socialistes reconnais-

sent l'effet de la loi de l'offre et de la demande ; ils se réfèrent à cette loi lorsqu'ils disent que le rehaussement du salaire est une conséquence de la diminution de la journée du travail, par cela seul que la force de travail, ne trouvant plus sur le marché, pour lui faire concurrence et avilir son prix, l'offre à bas prix de bras inoccupés, se rehausse par cela même.

Les socialistes, en demandant l'établissement d'un minimum de salaire, veulent limiter les fluctuations dues à la loi de l'offre et de la demande, et assigner au salaire une limite inférieure déterminée par les frais d'existence de l'ouvrier ; la loi doit interdire que le salaire puisse s'abaisser au-dessous, laissant à l'organisation ouvrière le soin de faire rehausser le prix au-dessus de cette limite. C'est ce que la Ville a fait par le minimum obligatoire de la série de 1888.

Au sujet des protestations contre les conditions du travail, présentées par M. Bassinet (1), **M. Vaillant** rappelle que la question a été posée devant le Conseil par la pétition des ouvriers sans travail du 3 janvier 1885. La Commission du Travail a procédé en 1885 à une enquête. Elle a entendu les délégués des chambres syndicales et groupes corporatifs et beaucoup d'ouvriers ; tous ceux qui ont voulu être entendus ont pu l'être. Tous ont demandé la réduction de la journée de travail, la fixation d'un

1. Voir plus haut, p. 196.

salaire minimum, l'abolition du marchandage ; depuis, le Conseil n'a été saisi d'aucune pétition contraire. D'ailleurs, les pétitions adressées à M. Bassinet n'ont porté que sur le nombre d'heures, or l'entrepreneur peut augmenter la durée de la journée de travail, à condition de payer les heures supplémentaires au prix de l'heure augmenté soit de 25 0/0, soit de 50 0/0.

M. Vaillant après avoir montré, comme l'avait fait M. Navarre, que l'arrêt du Conseil d'Etat n'était pas applicable à la délibération du 2 mai 1888, demande au Conseil de maintenir les conditions du travail.

M. Lerolle estime qu'en présence des arrêts du Conseil d'Etat, le Conseil municipal doit moins examiner la valeur sociale de ses délibérations que leur valeur légale.

Sur le fond, **M. Lerolle** déclare qu'il n'est pas l'adversaire de l'intervention des pouvoirs publics dans la réglementation du travail, il croit que l'Etat a une mission de protection. Il voudrait voir, en ces matières, augmenter le droit des communes, il lui semble légitime qu'elles puissent, dans une large mesure, imposer dans les cahiers des charges, les clauses qui leur sembleraient assurer la meilleure organisation de leurs chantiers et assurer le droit des parties en présence.

Mais là n'est pas la question, les clauses votées par le Conseil municipal ont été déclarées nulles par

le décret du 27 mars 1888, rendu après avis du Conseil d'Etat ; ces clauses, à quelques modifications près, ont été de nouveau votées et ont servi de bases aux adjudications ; sur le recours d'entrepreneurs exclus, le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, a déclaré nulles les conditions du travail, persévérant ainsi dans sa jurisprudence.

M. Lerolle se demande s'il y a quelque chance de faire revenir le Conseil d'Etat sur ces décisions, il déclare qu'il n'a trouvé aucun moyen d'action à ce sujet.

D'autre part, il estime, contrairement à l'opinion de M. Navarre (1), que même si la Commission d'admissibilité n'a pas motivé sa décision, un entrepreneur exclus peut former un pourvoi devant le Conseil d'Etat, car la loi dit qu'il est exclus sauf recours. S'il s'agit d'un entrepreneur qui a déjà travaillé pour la ville sans encourir d'observations, la Commission d'admissibilité qui n'a à se prononcer que sur l'identité, la capacité et l'honorabilité des adjudicataires, ne pourra rien alléguer contre lui à ce point de vue ; la ville sera donc obligée, pour défendre, devant le Conseil d'Etat, son exclusion, d'en dire les véritables motifs, et le Conseil d'Etat cassera sa décision.

M. Vaillant dit que l'entrepreneur n'a pas à être exclus des adjudications, puisque la Commission d'admissibilité l'a par avance rayé de la liste de ceux qui peuvent y prendre part.

1. Voir plus haut, p. 193.

M. Lerolle répond que la Commission d'admissibilité n'existe pas légalement et que, seul, le Bureau d'adjudication peut se prononcer sur l'admission des entrepreneurs.

M. Lerolle rappelle que M. Navarre avait déclaré que l'arrêt du Conseil d'Etat étant basé sur le décret du 27 mars 1888, n'a pu viser que les délibérations prises en 1887 et a, par suite, laissé intacte la délibération du 2 mai 1888 (1).

La question, dit **M. Lerolle**, s'est, en fait, posée devant le Sénat et le Conseil d'Etat de la manière suivante : le Conseil municipal a introduit certaines clauses dans ses cahiers des charges, un décret a déclaré ces clauses illicites ; le Conseil a repris une délibération dans laquelle il faisait certaines concessions, cette nouvelle délibération est-elle différente de la première, est-ce au fond la même ? Dans le premier cas, le décret n'est pas applicable, il l'est dans le second. A la séance du Sénat du 16 octobre 1888, M. Bourgeois, qui était plutôt favorable aux idées du Conseil, déclara qu'il appartenait au Conseil d'Etat de trancher la question (2).

Eh bien, en fait, dit **M. Lerolle**, le Conseil d'Etat a décidé que la délibération du 2 mai 1888 était contraire au décret. Peut-on espérer le faire revenir sur cette décision ? Certainement non.

Dans ces conditions, les nouvelles adjudications seront annulées et les travaux arrêtés sans profit

1. Voir plus haut, p. 193.

2. Voir plus haut, p. 154.

pour personne. Aussi, **M. Lerolle** déclare que bien qu'il ait voté certaines des conditions du travail, il se croit forcé de s'incliner devant la jurisprudence du Conseil d'Etat.

M. le Préfet de la Seine expose que son rôle est fort net : il se trouve en présence d'un arrêt annulant pour excès de pouvoir l'arrêté approuvant les adjudications dont certains entrepreneurs ont été exclus à raison de leur refus d'accepter les conditions du travail. Par suite, quels que soient ses sentiments personnels, le Préfet, qui a charge avant tout d'assurer la bonne gestion des affaires de la ville, ne peut procéder à des adjudications qu'il sait, par avance, nulles et contre lesquelles le recours est certain.

M. le Préfet rappelle qu'à la séance du 31 mars 1888 (1), il avait nettement indiqué que les adjudications faites conformément aux délibérations du Conseil seraient annulées.

S'il fut amené à admettre l'insertion, après diverses modifications, des conditions du travail, c'est qu'à la veille de l'Exposition, il y avait un intérêt supérieur à ne pas arrêter les travaux. Le Directeur des travaux négocia avec la Commission du travail et des atténuations importantes aux premières conditions votées furent consenties : ainsi, le salaire minimum remplaçait l'application des prix de série,

1. Voir plus haut. p. 131.

la limitation rigoureuse de la durée du travail n'existait plus, par suite de la faculté, pour les entrepreneurs, de faire faire des heures supplémentaires.

C'est dans ces conditions que le préfet écrivit au ministre de l'Intérieur, le 18 mai 1888, pour lui demander « de vouloir bien examiner si les atténuations apportées par le Conseil à ses délibérations antérieures et qui paraissaient de nature à éviter toute difficulté actuelle, permettent d'y donner suite, malgré le décret d'annulation des délibérations anciennes du Conseil municipal. »

Le ministre lui répondit qu'il pouvait mettre à exécution le cahier des charges qu'il lui avait communiqué « ses clauses nouvelles ayant modifié, en les améliorant sur les points les plus importants, celles du précédent cahier des charges dont l'exécution n'avait pas été jugée possible. »

Après le vote de la loi du 2 décembre 1888, le préfet demanda de nouveau au ministre si la ville pouvait continuer à insérer dans les cahiers des charges les conditions du travail. Le ministre lui répondit qu'il l'autorisait à appliquer dans les adjudications de la ville, « les conditions du travail telles qu'elles ont été votées par le Conseil municipal, dans sa séance du 2 mai 1888. . . . La décision du Conseil (d'Etat) établira si les nouvelles conditions du travail déterminées par cette délibération tombent ou non sous l'application de la loi du 3 décembre dernier... »

Ainsi, le ministre considérait qu'il s'agissait de

clauses nouvelles différant essentiellement de celles annulées et que le Sénat avait visées, mais il avait soin de réserver expressément la décision d'un Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a estimé que les deux points de la délibération du 2 mai 1888 : tarification du prix du travail et limitation de la durée du travail, constituaient une atteinte à la règle qui veut que la durée et le prix du travail soient librement débattus.

On a prétendu que la ville agissait comme un propriétaire, puisqu'il n'est question, après tout, que de régler le travail sur les chantiers communaux. La comparaison n'est pas exacte, dit **M. le Préfet**. Un propriétaire peut convenir avec des ouvriers que pour un travail déterminé, ils ne travailleront que 8 heures et moyennant tel salaire ; mais décider par avance et pour tous les travaux à venir, sans accord avec les entrepreneurs ni les ouvriers, que la Ville appliquera telles conditions de salaire ou de travail, c'est se préoccuper de la mise en pratique d'une thèse sociale, bien plus que des intérêts municipaux.

M. le Préfet termine en demandant au Conseil de se conformer aux décisions rendues par le Conseil d'Etat. Les revendications du Conseil municipal ne seront pas pour cela abandonnées, d'anciens membres de ce Conseil pourront, au Parlement poursuivre l'obtention d'une loi assurant non pas seulement aux ouvriers travaillant à Paris, mais à tous

les ouvriers de France, « toutes les garanties de sécurité et de bien-être compatibles avec l'état économique et avec la liberté des citoyens. »

M. Navarre rapporteur, constate que la thèse suivante qu'il avait défendue : la loi du 3 décembre 1888 ne peut être appliquée à la délibération du 2 mai 1888, était aussi celle du ministre de l'Intérieur ; or c'est en se basant sur cette loi que le Conseil d'Etat a prononcé la nullité des adjudications.

Aucune loi, déclare **M. Navarre**, ne peut empêcher le bureau d'adjudication d'éliminer les entrepreneurs qui ne se conformeront pas aux conditions du travail, et cela sans motiver leur éviction. Si les adjudications sont annulées, le Conseil, pour faire respecter ses décisions, pourra mettre en régie les travaux de la Ville.

M. Rouanet demande au Conseil de ne pas revenir sur ses votes antérieurs. En réponse à ceux qui ont invoqué des raisons budgétaires, il affirme qu'il est faux de croire que la prospérité d'un pays dépend de la longue durée du travail et de l'avisement des salaires ; cette opinion est démentie par les faits ; ainsi la prospérité de l'Allemagne date de 20 ans et c'est aussi de cette époque que date l'augmentation des salaires dans ce pays et la diminution du temps du travail.

Personne n'a apporté des faits de nature à dé-

montrer que les conditions du travail ont été onéreuses pour la ville de Paris, c'est là un point capital. En revanche, on peut voir que les pays, où les conditions du travail sont favorables, où le temps de travail a été diminué et les salaires augmentés, non seulement défendent leur propre marché contre la concurrence étrangère, mais battent même sur le marché étranger ceux de leurs rivaux qui n'ont pas encore atteint ces conditions de travail favorables. En présence de ces faits, conclut **M. Rouanet**, le Conseil maintiendra les décisions du Conseil précédent.

VI

M. Sauton, demande la parole pour déposer une proposition motivée par ce fait que l'Administration, interprétant les clauses dites du travail, a inséré, dans le cahier des charges des dernières adjudications, l'art. 15 suivant :

« L'emploi des sous-entrepreneurs, tâcherons ou marchandeurs est formellement interdit.

« Les ouvriers employés aux travaux de l'entreprise devront être occupés pour le compte direct de l'adjudicataire, sans aucun intermédiaire.

« L'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux... »

La thèse soutenue par les adversaires des condi-

tions du travail n'est donc pas absolue. La décision du Conseil d'Etat est motivée seulement par la fixation d'un minimum de salaire et ne vise pas le nombre d'heures de travail et le jour de repos par semaine : la preuve, c'est que la délibération du 31 juillet 1886 (1), réglementant la journée de travail, n'a pas été annulée.

Aussi, **M. Sauton** pense que la question doit être étudiée par le Conseil municipal, comme elle l'a été par l'Administration.

M. Sauton déclare qu'il est inexact de soutenir que l'application des conditions du travail a donné des résultats désastreux, les rabais consentis depuis l'exécution de la délibération du Conseil ne sont pas inférieurs aux rabais précédemment proposés.

D'autre part, **M. Sauton** estime que, contrairement à l'opinion de M. Navarre, les entrepreneurs se présentant à l'adjudication ne pourront être évincés sans motif, on courrait ainsi le risque de voir annuler les adjudications.

M. Sauton conclut en déposant l'ordre du jour suivant ;

Le Conseil,

Considérant que l'Administration a interprété dans les cahiers des charges soumis aux dernières adjudications l'article relatif aux clauses dites du travail ; que le Conseil doit procéder de son côté à l'examen de celles de ces clauses qui peuvent subsister dans les cahiers des charges,

1. Voir plus haut, p. 86.

Délibère :

Art. 1^{er}. — La Commission du travail est invitée à soumettre au Conseil dans un rapport imprimé, les clauses pouvant être insérées dans les cahiers des charges en faveur des travailleurs, sans provoquer l'arrêt des travaux communaux.

Art. 2. — Le Bureau est invité à faire mettre à l'ordre du jour d'une des prochaines séances la nomination des huit membres appelés à assister le préfet de la Seine aux adjudications et à composer en cette qualité la Commission d'admissibilité aux adjudications.

M. Deligny dépose l'article additionnel suivant au projet de la Commission :

Art. 4. — Dans le cas où l'application du règlement par les entrepreneurs continuerait à être entravée, l'Administration municipale prendra immédiatement les mesures nécessaires pour l'exécution en régie de tous es travaux de la ville.

M. Champoudry dépose la proposition suivante :

Le Conseil,

Après examen des motifs invoqués et tout en considérant que les arrêts du Conseil d'Etat sont contraires au droit naturel et légitime du Conseil de régler les conditions du travail sur les chautiers communaux ;

...Considérant, d'autre part, que la difficulté échappe pour le moment aux efforts du Conseil ;

Qu'il ne saurait assumer la responsabilité d'un retard apporté dans l'exécution des travaux attendus avec impatience par les travailleurs ;

Que le Parlement peut et doit prendre de justes et promptes décisions :

Délibère :

Art. 1^{er}. — Le Conseil désignera les membres de la Commission d'admissibilité, lesquels seront chargés d'assister aux prochaines adjudications des travaux communaux.

Art. 2. — Une délégation de la Commission du travail sera chargée de faire des démarches pour obtenir l'intervention de la députation parisienne.

VII

La discussion du rapport de M. Navarre reprit à la séance du 13 juin 1890 (1).

M. Patenne, président de la Commission du travail, déclare qu'un certain nombre de corporations ont été entendues par la Commission du travail ; elles ont toutes demandé le maintien des conditions du travail.

M. Navarre vient répondre à l'argumentation de M. Bassinet. Pour démontrer que l'application des conditions du travail aboutissait pour l'ouvrier à une réduction de 25 0/0, M. Bassinet prenait 80 centimes pour prix de l'heure de l'ouvrier maçon. Ce chiffre est bien celui de la série, mais **M. Navarre** expose qu'en vertu de conventions particulières imposées par les entrepreneurs à leurs ouvriers, ceux

1. Cons. mun. 1890, proc.-verb n° 24.

ci ne touchent en réalité que 0 fr. 60, certains touchent 0 fr. 70 de l'heure, mais ils constituent l'exception ; ce sont ceux qui sont chargés de faire « tirer » les autres.

Reprenant le raisonnement de M. Bassinet, **M. Navarre** dit : Un maçon qui travaille sept jours par semaine, pendant 10 heures, à 60 centimes, gagne 42 francs ; celui qui travaille six jours par semaine pendant 9 heures, à raison de 80 centimes (prix de la série), gagne 43 fr. 20, c'est-à-dire qu'en travaillant un jour de moins par semaine et une heure de moins par jour, il gagne encore 1 fr. 20 de plus.

M. Navarre cite, pour faire ressortir la différence qui existe entre les ouvriers travaillant d'après les conditions spéciales passées avec les entrepreneurs et les ouvriers qui travaillent au prix de la série, le fait suivant :

Dans un chantier situé rue de Reuilly, des ouvriers ont accepté des conventions spéciales, d'autres ne les ont pas acceptées ; parmi ces derniers, l'un a demandé le règlement de son compte, c'était un ouvrier tailleur de pierre. L'entrepreneur lui a offert, à raison du mètre, la somme de 3 francs. L'ouvrier a assigné l'entrepreneur devant le Conseil de prud'hommes, il a déclaré qu'il n'avait souscrit aucun engagement et il a demandé à être payé au prix de la série, qui est de 6 fr. 72, il s'agissait de pierres de taille de Lorraine. Le Conseil de prud'hommes a condamné l'entrepreneur à payer à l'ou-

vrier ce prix de 6 fr. 72 au lieu des 3 francs qui avaient été alloués aux ouvriers travaillant d'après des conditions spéciales.

Voilà les prélèvements des entrepreneurs sur la main-d'œuvre. L'entrepreneur a d'autres articles sur lesquels il peut faire porter son rabais : l'achat des matériaux, son bénéfice évalué 15 0/0 ; mais il doit payer les salaires inscrits à la série.

M. Navarre expose que la Commission a examiné les amendements déposés au cours de la discussion ; elle n'en a retenu qu'un : celui de M. Sauton (1), et l'a rejeté, estimant que les conditions du travail votées par le précédent Conseil forment un tout compact.

M. Navarre conclut en demandant au Conseil de de maintenir intégralement ces conditions.

M. le Directeur des travaux déclare que l'arrêt du Conseil d'Etat fait loi ; tout le monde, mais en premier lieu les fonctionnaires, doit s'incliner devant la loi ; dans cette situation, il est impossible au préfet de la Seine, de mettre sa signature au bas d'un cahier des charges contenant les 2 clauses déclarées illégales par le Conseil d'Etat ; il est donc certain que si le Conseil municipal maintient l'ensemble des conditions du travail, il arrêtera les travaux d'une manière absolue.

Une commission de la Chambre étudie les modi-

1. Voir plus haut, p. 211.

fications à apporter à la législation en vigueur, **M. le Directeur des travaux** demande au Conseil de se montrer respectueux de la loi, s'il veut obtenir les modifications qu'il désire, et de se conformer aux arrêts de justice, même quand ils sont contraires à ses décisions « je devrais dire aux nôtres, dit-il, car nous avons été battus avec vous ».

M. Lavy, examine les arguments développés devant le Conseil d'Etat. Le Commissaire du gouvernement a déclaré d'abord que les clauses imposées aux entrepreneurs dénaturaient le contrat d'adjudication et restreignaient la concurrence (1), en violation des dispositions de l'ordonnance du 14 novembre 1837. **M. Lavy** dit qu'il eût été bon d'ajouter quelques explications à cette affirmation et d'expliquer comment, lorsqu'on fait appel à tout le monde et dans les mêmes conditions, en imposant à tous les mêmes charges, on touche en quoi que ce soit à la publicité et à la concurrence.

Le Commissaire du gouvernement ajoutait que la jurisprudence reconnaît aux entrepreneurs admis à une adjudication, le droit d'en contester la régularité, si tous les concurrents n'ont pas été, quant aux conditions à remplir, placés sur un pied d'égalité parfaite. **M. Lavy** se demande en quoi l'égalité était-elle violée, alors que les conditions du travail

1. Voir plus haut, p. 182.

pesaient également sur tous les entrepreneurs adjudicataires.

On a objecté qu'en imposant les conditions du travail, le Conseil s'est préoccupé plutôt d'accomplir une réforme sociale, que de prendre l'intérêt des finances de la Ville, cette objection, dit **M. Lavy** a déjà été réfutée par M. Sauton qui, dans son rapport du 27 avril 1888 a démontré que l'application des conditions du travail aurait pour résultat de réduire le nombre des indigents à secourir par l'Assistance publique (1).

M. Lavy rappelle enfin que le Commissaire du gouvernement reconnaissait que les cahiers des charges pouvaient, en matière de travaux publics, contenir, en faveur des ouvriers, des stipulations obligatoires pour les entrepreneurs (2).

Le droit du Conseil apparaît donc entier. Le Préfet de la Seine, le ministre de l'Intérieur l'ont reconnu dans les négociations qui aboutirent au vote de la délibération du 2 mai 1888. La situation est restée la même ; objectera-t-on la loi du 3 décembre 1888, mais cette loi visait un cas spécial et ne visait que celui là. Faut-il s'arrêter à la décision du Conseil d'Etat, mais déjà précédemment, le Conseil d'Etat statuant, non pas dans une espèce, mais d'une manière générale, avait déclaré que le Conseil municipal n'avait pas le droit d'introduire les conditions du travail dans les cahiers des charges. Le

1. Voir plus haut, p. 139.

2. Voir plus haut, p. 179.

Conseil municipal a repris la question et émis, le 2 mai 1888, un vote auquel le préfet de la Seine et le ministre de l'Intérieur se sont associés, en dépit de la résolution de principe du Conseil d'Etat. « Ni le Conseil, ni le Préfet, ni le Ministre, dit M. Lavy, n'ont hésité en face de ce principe, et vous vous laisseriez arrêter par une résolution d'espèce ? ».

M. Deligny examine la portée de l'arrêt du Conseil d'Etat, il estime que si la ville n'a pas le droit d'obliger les entrepreneurs à n'employer leurs ouvriers que tant d'heures par jour, elle a le droit incontestable de régler la police de ses chantiers et par suite d'imposer aux entrepreneurs l'ouverture de leur chantier à telle heure et la fermeture à telle autre.

Si, d'autre part, le Conseil n'a pas le droit de limiter le taux des salaires, il est parfaitement qualifié pour ordonner que le rabais ne portera pas sur une partie du devis, telle que celle relative à la main-d'œuvre dont le paiement à un prix inférieur, compromettrait la bonne exécution du travail.

Enfin, la loi a fixé le chiffre au-dessus duquel les villes ne peuvent traiter de gré à gré et sont obligées de recourir à l'adjudication ; mais, dit M. Deligny, ces villes sont libres de faire exécuter en régie les travaux qu'il leur plaira. C'est pourquoi il demande au Conseil de voter l'art. 4 additionnel, qu'il a déposé à la séance précédente (1).

1. Voir plus haut, p. 212.

La clôture de la discussion est prononcée.

Les conclusions de la Commission, tendant au maintien intégral de la délibération du 2 mai 1888, mises aux voix, sont adoptées par le Conseil.

VIII

M. Charles Longuet demande au Conseil en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, de voter la proposition suivante :

Le Conseil,

Considérant que le pouvoir de résoudre à bref délai la question pendante, appartient entièrement au gouvernement, usant en toute liberté de son initiative exécutive ou législative,

Délibère :

Le Bureau du Conseil se rendra auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, auquel il exposera les origines, les précédents et l'état actuel de l'affaire, et dont il sollicitera l'urgente intervention auprès de ses collègues du Conseil et du Parlement.

Une délégation de la Commission du travail accompagnera le Bureau du Conseil.

Cette proposition est adoptée.

IX

M. le Directeur des travaux ayant fait connaître que des travaux importants devaient être mis en ad-

judication le 21 courant, **M. Navarre** rapporteur, propose l'adoption de l'article additionnel suivant :

Le Bureau est invité à faire mettre à l'ordre du jour d'une des premières séances, la nomination de 8 membres appelés à assister le Préfet de la Seine aux adjudications et à composer en cette qualité la Commission d'admissibilité aux adjudications, qui s'inspirera du vote du 13 juin 1890.

M. le Préfet de la Seine fait connaître qu'il ne pourra exécuter la délibération du Conseil relative au maintien de la délibération du 2 mai 1888. Les cahiers des charges ne pourront contenir que les clauses qui n'ont pas été écartées par l'arrêt du Conseil d'Etat, et relatives à l'interdiction du marchandage et à la limitation au 1/10 des ouvriers étrangers. Il demande, en conséquence, au Conseil, de laisser aux membres de la Commission d'admissibilité leur liberté d'action.

La proposition de M. Navarre mise aux voix, est adoptée.

CHAPITRE X

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIVES AUX CONDITIONS DU TRAVAIL. MAINTIEN DE CES CONDITIONS 1890-1894.

- I. — Déclaration de **M. Morane** au nom de la Commission d'admissibilité, vote de l'ordre du jour pur et simple (20 juin 1890).
- II. — Adjudication du 21 juin 1890.
- III. — Proposition de **MM. Vaillant et Chauvière** (21 novembre 1890).
- IV. — Rapport de **M. Darlot**, sur la mise en adjudication des travaux d'entretien des édifices municipaux (10 décembre 1890).
- V. — Discussion et vote des conclusions du rapport de **M. Darlot**. Vote d'un amendement de **M. Vaillant** tendant au **maintien des conditions du travail** (28 décembre 1890).
- VI. — **Décret d'annulation** du 23 janvier 1891.
- VII. — Proposition de **M. Vaillant** relative 1^o au maintien de la délibération du 28 décembre 1890, 2^o aux adjudications du 24 mars 1890, 3^o au pourvoi devant le Conseil d'Etat contre le décret d'annulation. Discussion de cette proposition (9 mars 1891).
- VIII. — Suite de la discussion, proposition de **M. Deligny**

relative à l'exécution en régie des travaux d'entretien. Propositions de **M. Charles Longuet** et de **M. Bassinet**.

- IX. — Vote des §§ 1 et 3 de la proposition **Vaillant**.
- X. — Vote des propositions de **M. Deligny** et de **M. Ch. Longuet**. Renvoi à la Commission du travail de la proposition de **M. Bassinet**.
- XI. — **Décret d'annulation** du 1^{er} avril 1891.
- XII. — **Pourvoi devant le Conseil d'Etat** contre le décret du 1^{er} avril 1891 (25 avril 1891).
- XIII. — Exposé de **M. Sauton** relatif à l'adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture. Vote de la proposition de **M. Berthaut** tendant à l'insertion des conditions du travail dans les cahiers des charges (30 décembre 1893).
- XIV. — Adoption de la proposition de **M. Sauton**, invitant le bureau du Conseil à se mettre en rapport avec les représentants de Paris au Parlement (30 décembre 1893).
- XV. — Renvoi à la 1^{re} Commission du dossier relatif à l'adjudication des travaux d'entretien d'architecture (11 juin 1894).
- XVI. — Vote de la mise en adjudication de ces travaux (22 juin 1894).

I

A la séance du Conseil municipal du 20 juin 1890 (1), **M. Morane** expose que MM. Patenne, Deligny, Berthaut, Lampué et lui-même ont assisté la veille, à la première séance de la Commission d'admissibilité et ont demandé au Directeur des travaux, s'il avait introduit des clauses relatives aux

1. Cons. mun. 1890, proc.-verb. n^o 26.

conditions du travail, dans les cahiers des charges des futures adjudications. Le Directeur des travaux leur a répondu qu'il lui était impossible de le faire et a ajouté que si la Commission ne procédait pas à l'admissibilité des entrepreneurs postulants et si elle n'envoyait pas de délégués, pour assister le Préfet aux adjudications prochaines, les travaux seraient arrêtés inévitablement.

M. Morane dit que la Commission a pensé que, dans ces conditions, elle devait procéder à ces diverses désignations, mais qu'elle a décidé toutefois d'en référer préalablement au Conseil ; **M. Morane** demande en conséquence, au Conseil, s'il veut autoriser deux membres de la Commission à prendre part aux délibérations des prochains bureaux d'adjudication.

M. Vaillant répond que la Commission d'admissibilité avait son devoir tracé par le double vote du Conseil.

M. Patenne explique que la Commission s'est trouvée dans une situation délicate et n'a pas cru devoir assumer la responsabilité d'arrêter les travaux.

M. Charles Longuet estime qu'en invitant les membres de la Commission d'admissibilité à s'inspirer de l'esprit des récentes délibérations, le Conseil a entendu leur laisser une certaine latitude. Le Conseil doit désarmer, pour le moment ; c'est le seul rôle qui lui convienne, à l'heure où les négociations avec le Gouvernement ne font que s'enga-

ger. Il n'en serait plus de même si ces négociations n'aboutissaient pas, alors il ne faudrait pas hésiter à arrêter les travaux **M. Ch. Longuet** conclut en demandant l'ordre du jour pur et simple.

M. Hattat pense qu'il y aurait intérêt, avant le vote, à connaître le résultat exact de la démarche faite par le bureau du Conseil et de la délégation de la Commission du travail, auprès du ministre de l'Intérieur.

M. Emile Richard, président du Conseil, fait connaître que le ministre de l'Intérieur a fait preuve des dispositions les plus conciliantes et que les négociations sont en bonne voie.

M. Hattat dit que cette déclaration ne le satisfait pas et dépose la proposition suivante :

« La Commission d'admissibilité désignera deux de ses membres pour assister aux adjudications de travaux urgents auxquels elle reconnaîtra qu'il est nécessaire de procéder ».

La clôture de la discussion est prononcée.

L'ordre du jour pur et simple mis aux voix est adopté.

Une discussion s'élève sur l'interprétation de cet ordre du jour.

M. Patenne fait la déclaration suivante : « La Commission d'admissibilité a désigné **M. Morane** et moi pour assister aux adjudications de demain, nous y assisterons. Si le Conseil ne veut pas qu'il en soit ainsi, il lui appartient de nous le dire clairement ».

M. le Président dit que la déclaration de M. Patenne coupe court à tous les commentaires et qu'en conséquence l'incident est clos.

II

Les clauses relatives à l'interdiction du marchandage et à la limitation, au 1/10 du nombre des ouvriers étrangers, furent les seules clauses insérées dans les cahiers des charges des travaux mis en adjudication le 21 juin 1890.

III

La question des conditions du travail ne tarda pas à être de nouveau soulevée.

A la séance du 21 novembre 1890 (1), **M. Vaillant** demanda l'insertion des conditions du travail dans le cahier des charges du nouvel abattoir de la Villette. Cette proposition fut repoussée.

A la même séance, **M. Vaillant** déposa, en son nom et au nom de **M. Chauvière**, la proposition suivante :

Le Conseil.

Considérant la nécessité d'un examen sérieux du projet de mise en adjudication des travaux d'entretien et des cahiers des charges qu'il comporte, l'échéance pro-

1. Cons. mun. 1890, proc.-verb. n° 49.

chaîne des contrats qui lient la ville et la présentation par les diverses commissions, de rapports à ce sujet.

Délibère :

Tout projet de mise en adjudication de travaux d'entretien doit faire l'objet d'un rapport imprimé, de telle sorte qu'il puisse être sérieusement examiné et discuté ainsi que les cahiers des charges particulières qu'il comporte.

La 4^e Commission est particulièrement invitée à faire imprimer et distribuer quelques jours au moins avant la discussion, son rapport sur la mise en adjudication des travaux d'entretien d'architecture.

Cette proposition est renvoyée aux commissions permanentes.

IV

Par un mémoire en date du 24 novembre 1890, l'Administration demanda au Conseil, l'autorisation de procéder à la mise en adjudication des travaux à exécuter pendant une période de 3 ans pour l'entretien des édifices municipaux et lui soumit les quatre cahiers des charges préparés en vue de ces adjudications.

Le rapport déposé au nom de la 2^e Commission, par M. Darlot, le 10 décembre 1890 (1), vint en discussion à la séance du 28 décembre suivant

M. Darlot expose qu'en raison de la proposition

1. Cons. mun. 1890, rapp. n° 129.

déposée par MM. Vaillant et Chauvière, le 21 novembre précédent, la 2^e Commission a dû examiner à nouveau la question des conditions du travail. La Commission a cru devoir faire deux parts de ces conditions : elle a pensé que s'il est indispensable que les cahiers des charges contiennent l'interdiction du marchandage et la défense d'employer, pour chaque-nature de travaux, plus d'un dixième d'ouvriers étrangers, il était plus difficile d'obtenir partout et dans tous les cas la limitation de la journée de travail et l'obligation du repos hebdomadaire ; cependant, chaque fois qu'il a paru possible à la Commission de comprendre dans les cahiers des charges, ces mesures protectrices des ouvriers, elle n'a pas manqué de le faire.

Quant à la fixation d'un minimum de salaire, la Commission a estimé impossible de la comprendre dans les cahiers des charges, l'arrêt du Conseil d'Etat ayant dans ces considérants trop nettement visé cette clause.

La Commission propose, en conséquence, l'adoption de l'art. 15 du premier cahier des charges, qui traite des conditions du travail et dont la teneur est la suivante :

L'emploi des sous-entrepreneurs, tâcherons ou marchands est formellement interdit.

Les ouvriers employés aux travaux de la ville, devront être occupés pour le compte direct des adjudicataires, sans aucun intermédiaire.

L'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième

d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux, étant spécifié que, dans les postes et casernes, il ne pourra être employé que des ouvriers français.

Chaque contravention aux dispositions précédentes donnera lieu à une amende de 20 francs et si l'entrepreneur ne se conforme pas dans les 48 heures à l'injonction de l'architecte, l'amende sera double, sans préjudice des clauses et conditions générales pouvant entraîner la déchéance.

V

M. Vaillant rappelle que le 13 juin 1890 (1), le nouveau Conseil a voté le maintien des conditions du travail. D'autre part, les travaux d'entretien n'ont été visés ni dans la loi relative aux fonds d'emprunt, ni dans l'arrêt du Conseil d'Etat ; le Conseil peut donc décider l'application des conditions du travail à ces travaux d'entretien.

M. Vaillant conclut en déposant l'amendement suivant à l'art 1^{er} :

Le Conseil,

Vu le cahier des charges générales des travaux d'architecture de la Ville de Paris, ensemble la série des prix de la Ville de 1888 ;

Délibère :

M. le Préfet de la Seine est autorisé à procéder conformément aux conditions stipulées aux cahiers des charges dressés à cet effet, et comprenant les conditions du travail déterminées par les délibérations des 2 mai 1888 et 13 juin 1890, et par la série de 1888.

1. Voir plus haut, p. 219.

M. le Directeur des travaux reconnaît que l'arrêt du Conseil d'Etat ne porte que sur deux points : la durée de la journée de travail et le salaire minimum ; mais, dit-il, la décision du Conseil d'Etat s'applique à tous les travaux de la Ville ; par suite, le Conseil ne peut rétablir les deux conditions annulées. En tout cas, le Préfet ne pourrait sans commettre une illégalité, les insérer dans les cahiers des charges.

M. Patenne dit que le ministre de l'Intérieur n'est pas de cet avis.

M. Rouanet fait connaître que le ministre a en effet déclaré que la volonté du Conseil municipal n'était liée que par l'art. 2 de la loi sur les fonds d'emprunt, volé par surprise à la Chambre.

M. Navarre appuie l'amendement de M. Vailant ; l'arrêt du Conseil d'Etat est basé sur l'art. 2 de la loi du 3 décembre 1888. D'autre part, le gouvernement n'a pas annulé la délibération du 13 juin 1890. A la délégation du Conseil municipal, qui lui demandait de ne pas annuler cette délibération, le ministre répondit : « que les délibérations relatives à des travaux sur fonds d'emprunt avaient été et seraient annulées, en vertu du vote de la Chambre, mais que la question restait entière en ce qui touchait la délibération du 13 juin 1890 ».

Le Conseil, demande **M. Navarre**, veut-il annuler lui-même sa délibération ? c'est à cela que se réduit la question.

M. Arsène Lopin dit que s'il a repoussé les con-

ditions du travail réclamées, le 21 novembre 1890, par M. Vaillant, c'est qu'il savait que le gouvernement annulerait le vote du Conseil — il s'agissait de fonds d'emprunt — et qu'il tenait à voir aboutir la question de l'abattoir de la Rive-Gauche. Mais, ignorant maintenant quelle sera la décision du gouvernement, M. Arsène Lopin estime que le Conseil doit voter une proposition qui tend à améliorer le sort des travailleurs. Dans tous les cas, les travaux ne seront pas arrêtés, puisqu'on ne doit les commencer qu'en avril et que le Conseil, si le Gouvernement n'accepte pas les conditions du travail, pourra, avant cette date, revenir sur son vote.

M. le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine affirme que la Ville de Paris est liée par l'arrêt du Conseil d'Etat, et qu'en conséquence, si le Conseil municipal exigeait l'insertion des conditions du travail, l'Administration ne pourrait pas approuver les cahiers des charges, et les travaux n'auraient pas lieu.

L'amendement de M. Vaillant mis aux voix est adopté.

Les propositions de la Commission sont ensuite votées.

Le Conseil avait ainsi voté le maintien des conditions du travail déterminées par les délibérations des 2 mai 1888 et 13 juin 1890 et la série de 1888.

VI

La partie de la délibération du 28 décembre 1890, votée sur la proposition de M. Vaillant, fut annulée par le décret du 23 janvier 1891, que le Préfet déposa sur le bureau du Conseil municipal, à la séance du 2 mars 1891 (1).

Les motifs d'annulation développés dans les considérants de ce décret étaient les mêmes que ceux du décret du 17 mars 1888 (2).

VII

A la séance du 9 mars 1891 (3), **M. Vaillant** protestant contre le décret d'annulation du 23 janvier 1891 déposa, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, l'ordre du jour suivant :

Le Conseil

Maintient intégralement, en la renouvelant, la délibération du 28 décembre 1890 par laquelle il autorise le préfet de la Seine à procéder à l'adjudication des travaux communaux, conformément au cahier des charges dressé à cet effet et comprenant les conditions du travail déterminées par les délibérations des 2 mai 1888 et 13 juin 1890 et par la série de 1888.

Invite l'Administration et les membres de la Commis-

1. Cons. mun. 1891, proc.-verb. n° 3.

2. Voir plus haut, p. 115.

3. Cons. mun. 1891, proc.-verb. n° 6.

sion des admissibilités à ne pas procéder le 24 mars ou à toute autre date, à l'adjudication annoncée des travaux communaux, si le cahier des charges de ces travaux... ne comprenait pas les conditions du travail déterminées par les délibérations des 2 mai 1888 et 13 juin 1890 et par la série de 1888.

Invite **M. le préfet de la Seine** à se pourvoir immédiatement devant le Conseil d'Etat, contre l'annulation par décret en date du 23 janvier 1891, de la délibération du 28 décembre 1890.

M. Bassinet combat cet ordre du jour, il déclare notamment qu'ayant eu l'honneur d'être élu membre de la Commission d'admissibilité, il ira siéger aux séances de cette Commission ; les adjudications ne manqueront donc pas d'assesseur.

M. le Préfet de la Seine dit qu'en ce qui touche le décret d'annulation, il se bornera à lire le considérant suivant : « Considérant que s'il appartient au Conseil municipal de régler, dans l'intérêt de la Ville, les conditions des adjudications, il ne peut, sans sortir de ses attributions et sans porter atteinte à la liberté du travail, substituer une réglementation imposée à l'effet légal des conventions entre patrons et ouvriers, quelle que soit la nature des travaux à exécuter et quelle que soit l'origine des fonds sur lesquels ils doivent être payés. »

Ce considérant s'applique à tous les travaux communaux. Dans cette situation, **M. le Préfet** espère que les conseillers, membres de la Commission d'ad-

missibilité, consentiront à siéger pour ne pas arrêter les travaux dans Paris.

M. Navarre fait remarquer que devant le Conseil d'Etat le commissaire du gouvernement a développé une thèse contraire à celle du préfet. Le commissaire du gouvernement a reconnu, en effet, que les cahiers des charges pouvaient, en matière de travaux publics, contenir en faveur des ouvriers, des stipulations obligatoires pour les entrepreneurs (1).

VIII

M. Deligny dit qu'aucun règlement n'impose l'adjudication pour les travaux d'entretien, il dépose le projet de résolution suivant :

L'Administration est invitée à exécuter en régie, dans les conditions du travail votées par le Conseil, tous les travaux d'entretien sans distinction.

La Commission spéciale et la Commission du budget sont invitées à subdiviser les travaux d'entretien en articles séparés et spéciaux, réduisant chaque partie du travail dans une limite de dépense pour laquelle la régie est de droit.

M. Charles Longuet dépose la proposition suivante :

Le Conseil,

Invite le bureau à le tenir au courant des démarches qui ont dû être faites ou de celles qui pourraient être faites ultérieurement, auprès des pouvoirs publics, dans

1. Voir plus haut, p. 179.

le but d'obtenir l'exécution des délibérations du Conseil relatives aux conditions du travail.

M. Davrillé des Essarts croit pouvoir démontrer que la thèse du préfet est erronée en droit et que l'ordonnance de 1837 ne s'oppose pas à ce qu'on introduise, dans les cahiers des charges, des clauses relatives aux conditions du travail.

En effet, certaines clauses ont été reconnues légales par le Conseil d'Etat, par exemple, la limitation du nombre des ouvriers étrangers; or, rien dans la loi n'autorise, ni ne défend, l'introduction d'une telle clause dans les cahiers des charges. De même, rien dans l'ordonnance de 1837 n'est relatif à l'insertion d'une clause de limitation du nombre des heures de travail, et il n'est pas exact de dire que le maintien de cette clause rendrait *ipso facto* notre délibération annulable. Il ne faut pas confondre l'ordonnance avec l'interprétation qu'en a faite le Conseil d'Etat; la jurisprudence du Conseil d'Etat est variable.

M. Davrillé des Essarts déclare qu'il ne saurait s'incliner devant une interprétation qui peut se modifier, alors surtout qu'elle n'a porté que sur des espèces spéciales. Il demande au Conseil municipal de maintenir des clauses qui ont été successivement adoptées par le directeur des travaux, le préfet de la Seine et le ministre de l'Intérieur.

M. Bassinet doit dire « qu'il est un fait constant,

c'est que plus un entrepreneur paie cher ses ouvriers, plus il gagne, car il peut ainsi choisir mieux et obtenir un meilleur travail exécuté avec plus de rapidité », c'est un principe dont une pratique personnelle lui a prouvé la vérité.

Il reste opposé à la journée de 8 heures et au repos hebdomadaire. Mais, désireux d'aboutir à une solution équitable, il dépose, après s'être mis en rapport avec les membres du comité des chambres syndicales patronales, la proposition suivante :

Le Conseil,

Délibère :

Le bureau est invité à continuer avec le gouvernement les négociations relatives aux conditions du travail dans les travaux municipaux sur les bases suivantes :

Fixation d'un prix minimum de salaire ;

Limitation de la journée à 10 heures en été, à 9 heures en hiver ;

Limitation à 10 0/0 des ouvriers étrangers.

IX

M. Patenne demande la division pour le vote de la proposition Vaillant ; il est entièrement partisan des conditions du travail, mais il estime que les efforts du Conseil doivent être portés vers le Parlement et qu'il ne faut pas interdire aux membres de la Commission d'admissibilité de siéger aux adjudications. Il prie le Conseil de ne pas voter la deuxième

partie de l'ordre du jour de M. Vaillant, qui aurait pour conséquence immédiate l'arrêt des travaux.

Le § 1^{er} de la proposition de M. Vaillant, maintenant intégralement la délibération du 28 décembre 1890 (1), mis aux voix, est adopté.

Le § 2 invitant l'Administration et les membres de la Commission d'admissibilité à ne pas procéder à l'adjudication des travaux communaux, si le cahier des charges n'est pas rédigé conformément à la délibération du 28 décembre 1890 est repoussé.

Le § 3 invitant le préfet de la Seine à se pourvoir devant le Conseil d'Etat contre le décret d'annulation, en date du 23 janvier 1891, de la délibération du 28 décembre 1890 est adopté.

Ainsi, dans un but de conciliation, et dans l'espoir qu'une loi réglerait bientôt la question, le Conseil, tout en maintenant en principe les conditions du travail, autorisait l'adjudication de travaux dont les cahiers des charges ne devaient pas contenir les clauses relatives au salaire minimum et à la limitation des heures de travail.

X

Le Conseil adopte ensuite les propositions de M. Deligny (2) et de M. Charles Longuet et renvoie à la

1. Voir plus haut, p. 231.

2. Voir plus haut, p. 233.

Commission du travail la proposition de M. Bassinet (1).

XI

Le préfet de la Seine donna lecture, à la séance du 20 avril 1891 (2), d'un décret en date du 1^{er} avril 1891, annulant la partie de la délibération du 9 mars 1891, relative au maintien intégral de la délibération du 28 décembre 1890.

XII

A la séance du 11 mai 1891 (3), M. le Préfet de la Seine, en réponse à une question de M. Vaillant, fit connaître que, conformément au § 3 de la délibération du 9 mars 1891, il avait introduit, le 25 avril 1891, devant le Conseil d'Etat, des pourvois contre les décrets d'annulation du 23 janvier 1891 et du 1^{er} avril 1891.

XIII

Les négociations entamées avec le Gouvernement, au sujet des conditions du travail ne donnant pas de résultat, la question fut de nouveau soulevée devant le Conseil municipal.

1. Voir plus haut, p. 235.

2 Cons. mun. 1891, proc.-verb. n° 14.

3. Cons. mun. 1891, proc.-verb. n° 19.

Exposé de M. Sauton

A la séance du 30 décembre 1893 (1), **M. Sauton** soumit au Conseil, au nom de la 1^{re} Commission, les projets de cahiers des charges établis par l'Administration en vue de la mise en adjudication des travaux d'entretien du service d'architecture, pour une durée de trois années, du 31 mars 1894 au 31 mars 1897.

M. Sauton expose qu'en ce qui concerne les clauses relatives aux conditions du travail, la Commission s'est trouvée en présence des mêmes difficultés que pour les cahiers des charges précédents ; dans le cahier des charges générales préparé par l'Administration, ne sont inscrites que par les clauses relatives à la suppression du marchandage et à la limitation du nombre des ouvriers étrangers.

M. Sauton rappelle les raisons qui avaient déterminé les précédents Conseils à voter ces conditions du travail. On se trouvait en présence d'une grande expérience à faire ; ces conditions faisant partie des revendications ouvrières, il était intéressant de se rendre compte de leur portée pratique. D'autre part, s'il avait été démontré que leur mise en application n'est pas onéreuse pour les finances municipales, qu'elles sont, au contraire, de nature à les sauvegarder, le Conseil aurait donné un exemple salutaire à l'Etat et aux départements.

1. Cons. mun. 1893, proc.-verb, n° 54.

Un des buts qu'une grande ville doit se proposer d'atteindre, par l'exécution de ses travaux d'utilité publique, c'est de réduire le chômage, le nombre des bras inoccupés ; ce résultat, on l'obtenait au moyen du repos hebdomadaire et la limitation des heures de travail ; du fait de ces deux mesures, on serait arrivé à occuper un nombre d'ouvriers plus élevé de 25 0/0 environ.

En ce qui touche les salaires, **M. Sauton** estime que la ville a le droit de spécifier que les prix de série établis pour chaque catégorie d'ouvriers, suivant leur valeur professionnelle, seront obligatoires pour les adjudicataires ; il considère l'insertion de cette clause comme une garantie de la bonne exécution des travaux communaux ; en effet, l'adjudicataire astreint à payer les prix de série comme minimum, s'appliquera à n'employer que des ouvriers de profession, au lieu d'ouvriers inexpérimentés ou d'apprentis.

Pour ces raisons, la 1^{re} Commission est d'avis que les conditions du travail devraient figurer dans les cahiers des charges, mais, dit M. Sauton, elle a le devoir d'exposer les difficultés que rencontre cette insertion.

En 1888, l'insertion des clauses relatives aux conditions du travail fut autorisé par le Ministre de l'intérieur. Il fut alors établi, par les rabais obtenus, que les intérêts financiers de la commune n'étaient pas compromis ; notamment, les travaux de la Bourse du travail, exécutés sous la direction

de M. Bouvard, furent exécutés en observant ces conditions et la dépense prévue au devis ne fut pas atteinte. Néanmoins, le Conseil d'Etat a annulé les arrêtés préfectoraux qui avaient approuvé les adjudications de 1888 ; depuis sa jurisprudence n'a pas varié.

Telle est la situation : d'une part, l'Administration se refuse à l'insertion de clauses déclarées illégales par le Conseil d'Etat, d'autre part, ces clauses, fussent-elles insérées, seraient probablement déclarées non écrites par le Conseil d'Etat.

M. Berthaut président de la Commission du travail, déclare que ce sont les salaires, la vie, l'avenir même des ouvriers et de leurs familles qui sont en jeu ; il demande au Conseil de maintenir les conditions du travail et dépose la proposition suivante :

Le Conseil,

Délibère :

Les conditions du travail et le maintien des prix de série votés à maintes reprises par le Conseil municipal, seront insérés dans le nouveau cahier des charges de la ville de Paris, condition *sine qua non* de l'acceptation du nouveau cahier des charges.

M. Sauton rappelle que l'arrêt du Conseil d'Etat s'appuie sur une décision du Parlement ; si le Conseil municipal insère les clauses relatives aux conditions du travail, les anciens conseillers membres du Parlement soulèveront un débat et essaieront d'obtenir des Chambres un vote différent du précédent ; si la délibération est annulée, le Conseil muni-

cial se prononcera dans la session prochaine avec avis du Parlement.

Les conclusions de la Commission, ainsi que l'amendement de M. Berthaut sont adoptés.

XIV

Comme conséquence, **M. Sauton** dépose en son nom et au nom d'un grand nombre de ses collègues, la proposition suivante :

Le Conseil,

Délibère :

Article unique. — Le Bureau est invité à se mettre en rapport avec les représentants de Paris, tant à la Chambre qu'au Sénat, pour faire accepter au Parlement, dans leur intégralité, les clauses et conditions du travail votées par le Conseil municipal, en vue de l'exécution des travaux sur les chantiers communaux.

Cette proposition est adoptée.

XV

A la séance du 11 juin 1894 (1), **M. Berthaut** expose que la Commission du travail avait cru devoir ajourner l'examen du dossier relatif au renouvellement des marchés d'entretien du service d'architecture jusqu'à ce que le Parlement ait statué au sujet de l'application des conditions du travail.

1. Cons. mun. 1894, proc.-verb. n° 22.

La nouvelle rédaction du cahier des charges assurant certains avantages aux ouvriers, **M. Berthaut** demande au Conseil de renvoyer ce dossier à la 1^{re} Commission, avec avis favorable.

Le renvoi du dossier est prononcé.

XVI

Le 22 juin 1894 (1), sur le rapport de **M. Sauton**, le Conseil autorisa sans débat le préfet de la Seine, à procéder à la mise en adjudication, pour une période de 3 ans et 6 mois des travaux d'entretien du service d'architecture.

Par ce vote, le Conseil renonçait à exiger l'insertion intégrale des conditions du travail dans les cahiers des charges de ces travaux ; ceux-ci ne contenaient pas de clauses relatives au minimum de salaire et à la limitation de la journée de travail.

1. Cons. mun. 1894, proc.-verb. n° 25.

CHAPITRE XI

PROPOSITION DE LOI, RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DE CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES TRAVAUX COMMU- NAUX DE LA VILLE DE PARIS ET DE CHAQUE COMMUNE,

Présentée par MM. E. Vaillant, Chauvière, Walter, Baudin, Hovelacque, Prudent-Dervillers, Coutant, Groussier, Sembat, Millerand, Thivrier, Basly, Jaurès, Chauvin, Jules Guesde, Jourde, Clovis Hugues, Viviani, Rouanet, Paschal Grousset, etc.

(30 janvier 1894)

M. Vaillant, qui avait été au Conseil municipal l'un des partisans les plus déterminés des conditions du travail ayant été élu député, déposa sur le bureau de la Chambre, à la séance du 30 janvier 1894, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues et notamment de la plupart des députés de la Seine, la proposition suivante :

Art. 1^{er}. — La ville de Paris est autorisée à mettre directement en application, ou à inscrire dans les cahiers des charges de ses travaux neufs ou d'entretien, cré-

dités sur fonds du budget ordinaire ou sur fonds d'emprunt, toutes mesures utiles à la bonne exécution des travaux.

Art. 2. — Parmi ces mesures sont comprises .

1° Une surveillance efficace des ateliers et chantiers municipaux ;

2° Les conditions du travail telles qu'elles ont été définies par les dispositions suivantes de l'article premier de la délibération du 2 mai 1888 du Conseil municipal de Paris :

L'emploi des sous entrepreneurs (1).....

Art. 3 (2).....

Exposé des motifs.

Dans l'exposé des motifs de sa proposition (3) **M. Vaillant** rappelle que les conditions du travail édictées par la délibération du 2 mai 1888, avaient été arrêtées d'un commun accord entre l'administration préfectorale et la Commission du travail, et furent, après avis favorable du gouvernement insérées dans les cahiers des charges.

L'application de ces conditions eut le meilleur effet, les travaux furent mieux surveillés et soignés, les fraudes, les malfaçons diminuèrent. Les cahiers des charges furent acceptés sans résistance par presque tous les entrepreneurs et les rabais des adjudi-

1. Voir plus haut, p. 140.

2. L'art. 3 autorisait tout Conseil municipal d'établir des conditions semblables.

3. Chambre des députés, 1894, I, Doc. parlam. n° 329, p. 403.

cations ne subirent aucun abaissement, seulement ils ne pesèrent plus sur les salaires.

Depuis les arrêts du Conseil d'Etat en date du 21 mars 1890, les conditions du travail ne furent plus insérées dans les cahiers des charges.

« Une expérience de plus de deux années, écrit **M. Vaillant**, a prouvé l'excellence, pour l'exécution même des travaux, de ces mesures qui ne paraissaient à quelques-uns, qu'une satisfaction donnée aux légitimes réclamations des ouvriers de la Ville.

« M. Alphand qui, avant même l'approbation préfectorale, avait fini par les adopter partiellement, y voyait certes tout d'abord un moyen d'assurer le cours ininterrompu des travaux de l'Exposition, en les mettant à l'abri des conflits et des grèves. Et il reconnaissait, peu après la grève des terrassiers de cette même année 1888, produite par l'inexécution de ces mesures, que leur exécution avait eu pour les travaux de la Ville, l'amélioration du travail, l'absence de malfaçons, les meilleurs résultats, sans que les finances municipales en aient en rien souffert.

« C'est un fait qu'à plusieurs reprises l'Administration a dû constater et déclarer, et M. Alphand tout particulièrement, lui qui avait proposé les termes du compromis, qui avait formé le texte de la délibération du 2 mai 1888 et déterminé la rédaction de la série de 1888, était au plus haut point affirmatif. »

Après avoir rappelé le discours prononcé par

M. Sauton à la séance du Conseil municipal du 30 décembre 1893 (1), **M. Vaillant** montre que contrairement à la théorie des décrets d'annulation, la Ville n'a pas violé l'ordonnance de 1837 et n'est pas sortie de son rôle communal (2); il espère que le Parlement, qui seul peut prononcer définitivement, reconnaîtra à Paris le droit de régler la police de ses chantiers et les conditions essentielles d'un bon travail, en votant la proposition de loi qu'il a déposée.

Cette proposition, conformément à la demande de M. Vaillant, fut renvoyée à la Commission du travail.

1. Voir plus haut, p. 238.

2. Voir à ce sujet la discussion du rapport de M. Navarre, sur les arrêts du Conseil d'Etat, pages 192 à 219.

CHAPITRE XII

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL RELATIVES AUX CONDITIONS DU TRAVAIL, 1895-1898.

- I. — Rejet par le Conseil d'Etat, du pourvoi du Préfet de Seine contre les décrets d'annulation des 23 janvier et 1^{er} avril 1891 (arrêt du 25 janvier 1895).
- II. — Vote du maintien de la délibération du 2 mai 1888 (25 mars 1895).
- III. — Proposition de **M. Navarre** et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'inspecteurs ouvriers (17 juin 1895).
- IV. — Discussion de la partie du rapport de **M. Pierre Baudin**, relative à l'application des conditions du travail à l'Exposition Universelle de 1900 (13 juillet 1895).
- V. — Proposition de **MM. Landrin** et **Ernest Moreau** relative aux ouvriers employés en régie par les entrepreneurs de la ville (6 mars 1896). Vote de cette proposition (1^{er} avril 1896).
- VI. — Rapport de **M. Navarre** sur la création d'inspecteurs ouvriers, discussion, vote des conclusions de la Commission du travail et d'un amendement de **M. Sauton** (17 juin 1896).
- VII. — Proposition de **M. Landrin**, tendant à l'application des conditions du travail aux ouvriers des concessionnaires de la ville.

- VIII. — Rapport de **M. Arrien Veber** sur la proposition de **M. Landrin** et sur une proposition de **M. Brousse** concernant la Compagnie des Omnibus, discussion (21 mai 1897), vote des conclusions de la Commission du travail.
- IX. — Décret d'annulation de la délibération du 21 mai 1897 (27 juillet 1897).
- X. — Application des conditions du travail au chemin de fer métropolitain. Discussion et vote des conclusions du rapport de **M. Berthelot** (30 mars 1898).
- XI. — Pétition de la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine. Renvoi de cette pétition à la Commission du travail (21 mars 1898) Rapport de **M. Landrin** discussion. Vote 1^o du maintien de la délibération du 2 mai 1888, complétée par un article additionnel relatif à la garantie des salaires, 2^o d'un vœu en faveur de l'adoption du projet de loi de **M. Vaillant** ; 3^o d'un projet de délibération chargeant le Bureau du Conseil municipal de faire les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics, pour arriver à une prompt solution de la question (7 novembre 1898).

I

Nous avons vu que le Préfet de la Seine s'était pourvu devant le Conseil d'Etat contre les décrets d'annulation du 23 janvier 1891 et du 1^{er} avril 1891 (1).

Le 25 janvier 1895, le Conseil d'Etat rejeta le pourvoi du Préfet par un arrêt dont les considé-

1. Voir plus haut, p. 237.

rants étaient analogues à ceux des arrêts précédents.

II

Le 25 mars 1895 (1), **M. Navarre** expose au Conseil, au nom de la Commission du travail, que le Bureau a obtenu audience de la Commission parlementaire du travail, et a fait valoir les raisons d'intérêt ouvrier et d'intérêt financier qui militent en faveur des conditions du travail. M. Ribot, président de la Commission parlementaire, a paru frappé des arguments de la délégation du Conseil; mais, depuis est intervenu l'arrêt du Conseil d'Etat rejetant le pourvoi introduit par le Préfet au nom de la Ville de Paris.

Le Conseil d'Etat a ainsi confirmé les décrets qui avaient annulé les délibérations du Conseil municipal relatives aux conditions du travail, il n'y a qu'une loi qui puisse trancher la question. Dans cette situation, le Conseil municipal doit voter à nouveau ces conditions, car en ce moment il n'en reste rien, et, en outre, inviter le Bureau à se mettre de nouveau en rapport avec les députés de Paris et la Commission parlementaire du travail.

Sur la proposition de **M. Navarre**, le Conseil adopte les conclusions suivantes de la Commission du travail :

1. Cons. mun, 1895, proc.-verb. n° 11.

Le Conseil,

Maintient intégralement les termes de la délibération du 2 mai 1888 et invite le Bureau à se mettre en rapport avec les représentants de Paris et la Commission du travail à la Chambre des députés, pour faire accepter par le Parlement, dans leur intégralité, les clauses et conditions du travail votées par le Conseil municipal en vue de l'exécution des travaux sur les chantiers communaux de la ville de Paris.

III

M. Navarre, signalant les fraudes et malfaçons constatées dans les travaux de l'hôpital Necker, déposa, pour en éviter le retour, à la séance du Conseil en date du 17 juin 1895 (1), la proposition suivante, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues :

Il sera créé une commission d'inspecteurs ouvriers nommés par le Conseil municipal, sur la désignation exclusive des chambres syndicales ouvrières du bâtiment.

L'industrie du bâtiment comptant environ 400 corporations officiellement classées dans 9 catégories, il y a lieu de désigner un inspecteur par catégorie.

Cette proposition est renvoyée à la Commission du travail et au Comité du budget.

1. Cons. mun. 1895, proc.-verb. n° 27.

IV

Dans les négociations qui eurent lieu entre l'Etat et la ville de Paris, au sujet de la participation financière de la Ville dans les dépenses de l'Exposition Universelle de 1900, la question des mesures protectrices du travail fut envisagée.

Dans son rapport relatif à cette participation (1), **M. Pierre Baudin** exposa notamment que **M. Bouvard**, Inspecteur général des services municipaux d'architecture et Directeur des services d'architecture de l'Exposition, avait donné les assurances les plus formelles que la Direction des services d'architecture respecterait les conditions du travail admises dans les chantiers de la ville de Paris ; que, par suite, l'emploi de sous-traitants serait interdit et que les rabais d'adjudication ne porteraient pas sur le prix des ouvriers en régie.

Le rapport de **M. Pierre Baudin** vint en discussion à la séance du 13 juillet 1895 (2).

Sur la demande de **M. Caumeau**, **M. Bouvard** déclare que les conditions du travail insérées au rapport seront appliquées dans la plus large mesure possible.

M. Weber considérant qu'il est insuffisant d'insérer au rapport des espérances qui ne seront peut-

1. Cons. mun. 1895, rapp. n° 58.

2. Cons. mun. 1895, proc.-verb, n° 36

être pas réalisées, dépose une proposition invitant le service d'architecture à « faire très formellement respecter les conditions du travail et prix de série de la ville dans l'exécution des importants travaux de l'Exposition de 1900. »

M. Bouvard fait remarquer que cette clause est impossible et que l'application des prix de la série de la ville ne peut être imposée, puisque, par deux fois, elle a été repoussée par le Conseil d'Etat. On ne peut d'ailleurs suivre la série de la ville dans les travaux de l'importance de ceux de l'Exposition ; il faut, dans ce cas, des séries particulières, spéciales à chaque nature de travaux et variables suivant leur importance et leur difficulté. .

M. Baudin serait de l'avis de M. Veber, s'il ne voyait pas un danger à l'adoption de son amendement : le moindre changement dans le projet entraîne son renvoi à l'Etat ; les engagements pris par M. Bouvard doivent suffire. Le Conseil a obtenu tout ce qu'il pouvait obtenir en présence de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

M. Navarre aurait appuyé, en toute autre circonstance, l'amendement de M. Veber, mais il ne peut actuellement s'y associer, dans l'intérêt même des ouvriers parisiens. La Commission du travail de la Chambre est saisie de la question et rien ne dit que le Conseil n'aura pas satisfaction, mais il faut se garder de donner à la Chambre une occasion de se prononcer prématurément, à propos de l'Exposition.

M. Veber dit qu'il comprend que la Chambre n'é-

tant pas déterminée à voter actuellement les conditions du travail, il est préférable d'attendre que le projet soumis à la Commission parlementaire du travail vienne entier devant la Chambre ; il retire son amendement.

V

A la séance du 6 mars 1896 (1), **M. Landrin** dépose en son nom et au nom de **M. Ernest Moreau** une proposition tendant à ce qu'il soit stipulé dans les cahiers des charges des travaux de la Ville de Paris, que les salaires des ouvriers employés en régie par les entrepreneurs, ne seront pas frappés du rabais de l'adjudication.

Cette proposition renvoyée à la Commission du travail vint en discussion à la séance du 1^{er} avril 1896 (2).

M. Ernest Moreau rapporteur en demande l'adoption et cite à l'appui les paroles suivantes de J.-B. Say : « Chaque année une partie de la population doit périr, par les privations engendrées par le chômage ou l'abaissement des salaires produits par la surproduction, et cela même au sein des nations les plus prospères ».

Si, dit **M. Ernest Moreau** le Conseil ne peut remédier à un état de choses aussi général, il est de son devoir de donner l'exemple du respect des

1. Cons. mun. 1896, proc.-verb. n° 3.

2. Cons. mun. 1896, proc.-verb. n° 12.

droits de l'ouvrier, en s'efforçant, dans les travaux de la ville, de garantir les salaires contre les aléas des adjudications et l'arbitraire des employeurs.

Les conclusions de la Commission sont adoptées dans la forme suivante :

L'Administration est invitée à inscrire dans le cahier des charges des adjudications ou travaux en régie, les 3^e et 4^e paragraphes ainsi conçus.

§ 3. — L'Administration se réserve la faculté de fixer le prix à payer à l'ouvrier. Dans ce cas, et après constatation du paiement par un rôle émargé par les parties prenantes, il sera alloué à l'entrepreneur une commission de 6 0/0 pour avance de fonds, outil, matériel, etc, pour ses démarches et sa responsabilité.

§ 3. — Toute main-d'œuvre de nuit sera payée moitié en sus du même travail fait pendant le jour.

IV

La proposition de M. Navarre et de plusieurs de ses collègues, en date du 17 juin 1895, pour la création d'une commission de délégués ouvriers, inspecteurs des travaux de la ville (1), vint en discussion à la séance du 20 décembre 1896 (2).

M. Navarre rapporteur, expose au nom de la Commission du travail que les fraudes et les malfaçons constatées dans les travaux municipaux, les réclamations incessantes des ouvriers qui viennent protester

1. Voir plus haut, p. 250.

2. Cons. mun. 1896, proc.-verb. n° 46.

contre l'inobservation, par les entrepreneurs, des conditions du travail, justifient la création d'une commission d'inspecteurs ouvriers.

M. Navarre ne prétend pas que les agents du service technique ne font pas leur devoir, mais il croit qu'ils ne sont pas toujours à même de renseigner l'Administration sur tous les détails d'exécution du travail dans les chantiers.

L'Etat lui-même, en instituant le corps des délégués mineurs, a reconnu qu'à côté de ses inspecteurs, il y avait place à l'inspection des délégués ouvriers. Cette inspection ne fera pas double emploi avec celle des ingénieurs et des architectes ; ceux-ci ont été en maintes occasions trompés par les entrepreneurs et ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, mieux placés pour veiller à l'exécution du travail, en ont signalé les malfaçons.

Les inspecteurs ouvriers devront adresser à l'Administration des rapports périodiques ; les procès-verbaux et comptes-rendus de leur inspection permettront un contrôle plus sérieux des travaux de la Ville.

L'industrie du bâtiment comptant environ 400 catégories officiellement classées dans 9 catégories, la Commission du travail a estimé qu'il y avait lieu de désigner un inspecteur par catégorie. Cette nomination serait faite par le Préfet de la Seine, sur une liste de candidats dressée par la Commission du travail, après consultation des chambres syndicales ouvrières du bâtiment.

M. Navarre conclut en demandant l'adoption des conclusions suivantes :

Le Conseil,

Délibère :

1^o Les conditions du travail dans les chantiers municipaux seront examinées et constatées par des inspecteurs ouvriers nommés pour une année, par le Préfet de la Seine, sur une liste de candidats présentés par le Conseil municipal ;

2^o Ces inspecteurs auront également pour mission de constater les infractions aux clauses des cahiers des charges relatives aux conditions édictées en faveur des travailleurs.

3^o Ils devront adresser des rapports périodiques à l'autorité municipale.

4^o Un crédit de 27.000 fr. sera ouvert à cet effet au budget de 1897.

M. Navarre rappelle que la délibération du 30 décembre 1887, qui créait des inspecteurs du travail, avait été annulée, par décret du 12 janvier 1888 (1), attendu que M. le Préfet de la Seine nomme à tous les emplois municipaux ; c'est pour éviter un nouveau décret d'annulation que la Commission propose la nomination par le Préfet de la Seine, des inspecteurs ouvriers.

M. Sauton dit que les inspecteurs dont on demande la création existent déjà ; les armes les meilleures que l'on puisse trouver sont celles qui

1. Voir plus haut, p. 109.

résultent du cahier des charges. Il cite l'art. 14 du cahier des charges générales des travaux d'architecture de la Ville, qu'il a rédigé en collaboration avec **M. Bouvard**.

D'après cet article, l'adjudicataire est tenu d'avoir toujours sur l'atelier les quantités de matériaux ou approvisionnements et le nombre d'ouvriers prescrits par l'architecte. Le marchandage est interdit, l'entrepreneur ne pourra employer plus d'un dixième d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux.

Le contrôle de l'observation de ces conditions est assuré par l'article 15 suivant : « L'adjudicataire devra présenter, à toute réquisition, les lettres de voiture, factures, rôles de paye, établir tous documents qui seront jugés utiles pour faire connaître l'origine des matériaux et justifier de l'exécution des conditions imposées en ce qui concerne leur mise en œuvre.

» Comme complément de cette clause et pour assurer l'application de l'art. 14 ci-devant, l'entrepreneur devra tenir régulièrement à jour et remettre périodiquement à l'architecte, aux époques qui lui seront fixées, un état comprenant la liste nominative des ouvriers qui coopèrent à l'exécution des travaux faisant l'objet de son marché, avec l'indication, pour chacun d'eux, de leur lieu de naissance et de leur salaire.

» Cet état indiquera, en outre, les ateliers ou chantiers où seront déposés et préparés les matériaux

destinés aux constructions afin que l'Administration puisse y exercer, par ses agents, tel contrôle et telle surveillance qu'elle jugera nécessaires ».

M. Sauton demande s'il est possible d'avoir des stipulations qui permettent plus complètement le contrôle. Il estime qu'il faut laisser entière la responsabilité de l'Administration et de ses agents. Il reconnaît, d'autre part, que les surveillants de travaux nommés sans concours, manquent de connaissances pratiques ; pour y remédier, il dépose la proposition suivante, en son nom et au nom de **MM. Adolphe Chérix, Vorbe et Bassinet** :

Le Conseil,
Délibère ;

Art. 1^{er}. — M. le Préfet est invité à adresser et à soumettre au Conseil municipal, le programme des connaissances techniques et pratiques nécessaires au personnel ouvrier (surveillants et conducteurs du tas), chargé de surveiller et de contrôler l'exécution des divers travaux de la Ville de Paris.

Art. 2. — Le recrutement de cette partie du personnel se fera, à l'avenir, parmi les candidats qui, à la suite de concours qui seront institués, auront été reconnus aptes à remplir les fonctions qui leur seraient confiées.

M. le Préfet déclare qu'il a le plus grand désir de voir observer les prescriptions du cahier des charges, il veut bien rechercher les moyens de rendre la surveillance plus rigoureuse, mais il ne peut admettre l'introduction d'un mécanisme nouveau

qui enlèverait à l'Administration une partie de sa liberté d'action et de sa responsabilité.

M. Berthaut dit qu'il n'a connu qu'un seul inspecteur ouvrier ; cet inspecteur, qui surveillait les chantiers de construction d'écoles dans le 20^e arrondissement, pour le compte de l'architecte, ayant fait son devoir, s'est mis à dos les entrepreneurs, et quand les écoles ont été achevées, il n'a pu trouver de travail et il a été obligé de changer de métier. Ceci démontre la nécessité de faire des surveillants de travaux, des agents permanents de la Ville de Paris.

M. Berthaut estime que le service d'architecture n'a pas les éléments suffisants pour assurer l'exécution des conditions du travail et la surveillance chantiers ; avec la meilleure volonté du monde, les architectes ne peuvent pas faire une inspection aussi minutieuse que les inspecteurs ouvriers dont la Commission du travail demande la création.

M. Navarre ne pense pas que l'institution des inspecteurs ouvriers diminuera la responsabilité du préfet. La responsabilité de l'Etat n'a pas été diminuée par la création des délégués-mineurs nommés. Les inspecteurs ouvriers ne se substitueront pas plus aux ingénieurs et aux architectes de la ville, que les délégués mineurs ne se substituent à ceux à l'Etat. Ce que veut la Commission du travail, c'est empêcher les malfaçons en instituant un con-

trôle préventif ; c'est empêcher le mal de naître au lieu de le constater trop tard.

M. Sauton lit les passages du cahier des charges donnant à l'Administration le droit de prononcer d'office la résiliation du marché pour cause de malfaçons et généralement dans tous les cas où l'adjudicataire ne remplirait pas les conditions de son marché. Pourquoi la Commission du travail n'a-t-elle pas signalé les violations de conditions et n'a-t-elle pas demandé au Conseil d'inviter l'Administration à prononcer la résiliation des adjudicataires coupables. Ce mode de procéder produirait des résultats plus pratiques que l'institution de délégués ouvriers.

Au moment des élections, dit **M. Sauton**, on lui a parlé de l'impossibilité, pour les ouvriers, de dénoncer les malfaçons ; à une question qui lui a alors été faite à ce sujet, il a répondu que les ouvriers pouvaient les dénoncer et que pas un seul conseiller, qui les aurait entendus sous le sceau du secret, ne révélerait le nom de l'ouvrier qui serait venu le trouver.

En réalité, les membres de la Commission n'ont jamais rien signalé de ce qui se passait d'irrégulier sur les chantiers.

M. Berthaut répond que beaucoup de dénonciations parviennent à la Commission, mais que chaque fois qu'elle fait des enquêtes, les ouvriers

signataires des constatations apportées à la Commission signent exactement le contraire. Les ouvriers n'ont pas la liberté d'adresser des plaintes, car on les mettrait à la porte ; les seules dénonciations utilisables viennent des ouvriers ou contre-mâîtres renvoyés.

M. Bassinet pense, d'accord avec M. Sauton, que lorsqu'un ouvrier a des malfaçons à signaler, il peut toujours s'adresser à un conseiller qui n'aura pas l'indélicatesse de le dénoncer.

M. Bassinet n'est pas opposé à la proposition de la Commission, à condition que les inspecteurs à créer soient, conformément à la proposition de M. Sauton, désignés par voie de concours. Il ne pense que du bien des chambres syndicales, il est lui-même l'un des fondateurs de la Chambre syndicale des ouvriers maçons ; mais, dans l'espèce, il craindrait que dans les élections des inspecteurs en question, la politique jouât un rôle plus grand que les connaissances professionnelles.

M. Bouvard estime qu'il ne faut pas que le bruit se répande que tous les travaux exécutés par la ville, notamment les travaux d'architecture, le sont d'une façon désastreuse pour les intérêts municipaux. La vérité, c'est que les travaux d'architecture sont exécutés par des hommes très consciencieux qui, comme tous les hommes, peuvent se tromper, mais qui font de leur mieux pour défendre les inté-

rêts de la ville. On cite toujours, depuis six ans, les malfaçons de l'Ecole du Livre, c'est une exception qui confirme la règle de bonne exécution.

M. Bouvard expose que quand l'Administration apprend l'existence de tâcherons sur les chantiers municipaux, elle y met bon ordre et le fait est signalé à la Commission des admissibilités. Quant à la prescription relative aux ouvriers étrangers, elle est rarement violée ; lorsque l'Administration en est avisée, il suffit d'un signalement pour faire cesser l'abus.

Que ferait, d'ailleurs, un seul inspecteur maçon, il serait, à lui seul, incapable de surveiller les très nombreux chantiers municipaux ; il en faudrait, pour assurer une surveillance efficace, quarante ou cinquante, ce qui entraînerait une dépense beaucoup plus considérable que celle qu'on prévoyait.

L'Administration, dit **M. Bouvard**, est suffisamment armée avec ses inspecteurs et ses sous-inspecteurs. Il ne voit pas ce que feront les neuf inspecteurs ouvriers proposés ; il ne pense pas qu'ils puissent visiter régulièrement les chantiers à moins d'en augmenter le nombre, ce qui conduirait à un double emploi avec les inspecteurs existants.

M. Navarre donne lecture du projet de la Commission du travail, dont le § 1^{er} est ainsi modifié :

1^o Les conditions du travail dans les chantiers municipaux sont surveillés par des inspecteurs ouvriers nom-

més, pour une année, après concours professionnel, et pouvant être réinvestis à la fin de chaque année.

La proposition de M. Sauton et les conclusions de la Commission, mises aux voix, sont adoptées.

VII

A la séance du 12 mars 1897 (1), **M. Landrin** déposa, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues, la proposition suivante :

Dans tous les cahiers des charges de concessions de services publics : transports en communs par chemins de fer urbains, omnibus, tramways, etc., éclairage et autres, il sera stipulé que les ouvriers de ces exploitations seront soumis, comme minimum, aux conditions du travail appliquées aux travailleurs municipaux ; minimum de salaire, durée normale de la journée, jours de repos payés, retraite, etc.

Cette proposition est renvoyée, sur la demande de son auteur, à la Commission du travail.

VIII

M. Adrien Veber, nommé rapporteur, présenta, le 21 mai 1898 (2), son rapport sur la proposition de **M. Landrin** et sur une proposition de **M. Paul Brousse** relative aux négociations entamées avec la

1. Cons. mun. 1897, proc.-verb. n° 2.

2. Cons. mun. 1897, proc.-verb. n° 18.

Compagnie des Omnibus et tendant à des stipulations en faveur du personnel de cette Compagnie.

M. Adrien Veber expose que le 2 mai 1888, le Conseil prit une délibération rédigée par M. Sauton et résumant les conditions du travail ; cette délibération est devenue comme « la charte ouvrière du Conseil ». La législation actuelle n'a pas permis d'imposer complètement ces conditions du travail aux adjudicataires ; mais, quand il s'agit de concessions, plus de jeu est laissé à la liberté du Conseil municipal, celui-ci étant toujours libre de ne pas concéder et ayant en tout cas la faculté de discuter longuement les conditions de la concession à octroyer, du contrat bilatéral à signer.

M. Adrien Veber cite plusieurs de ces contrats dans lesquels le Conseil a imposé à ses concessionnaires des conditions protectrices des ouvriers et employés ; pour les sociétés d'électricité, notamment, le cahier des charges autorisant la pose des canalisations sous les voies publiques, impose l'observation des prescriptions suivantes :

Journée de 9 heures, salaire minimum de 0 fr. 80 l'heure, de 6 heures du matin à 6 heures du soir ; de 1 fr. 20 de 6 heures du soir à minuit ; de 1 fr. 60 de minuit à 6 heures du matin ; tout travail à forfait est interdit, etc.

La Commission du travail a été saisie, dit **M. Adrien Veber**, de deux propositions qu'elle a décidé de joindre en un seul rapport.

La première, de **M. Paul Brousse**, demande qu'au-

cun contrat avec la Compagnie des Omnibus ne puisse avoir lieu sans l'adjonction de stipulations réalisant une amélioration au profit du personnel de la Compagnie.

La seconde, de **M. Landrin**, étend cette demande de stipulations à tous les futurs employés et ouvriers des concessions qui pourraient éventuellement être faites par le Conseil.

En même temps qu'elle pose la question, la proposition de M. Landrin indique la solution, à savoir qu'il faudrait stipuler en faveur de ces futurs employés, les conditions du travail appliquées aux travailleurs municipaux à la date de la concession.

Ces conditions sont actuellement les suivantes :

La journée maxima de 10 heures, un salaire minimum de 150 francs par mois pour 26 jours de travail plus deux jours de repos payés... (1).

La Commission du travail, estimant que la ville a le devoir d'être la tutrice des travailleurs employés dans les services publics qu'elle est amenée à concéder, a préparé un projet de délibération conforme à la proposition de M. Landrin. Dans ce projet, est insérée une clause de déchéance du concessionnaire ou permissionnaire en cas de violation de ces prescriptions.

1. D'autres prescriptions énumérées par M. A. Veber, sont édictées en faveur des ouvriers municipaux : salaire intégral assuré pendant les périodes d'instruction militaire, un congé annuel de 10 jours sans retenue de salaire, la paie à la quinzaine, les jours de maladie dûment constatés payés, une indemnité en cas d'accidents.

Si ce projet est voté, des négociations devront être engagées avec tous les concessionnaires actuels de la ville (gaz, eaux, etc.) dans le but de mettre les conditions du travail de leur personnel en harmonie avec le règlement qui régit actuellement les travailleurs municipaux.

M. Adrien Veber prie le Conseil, au nom de la Commission du travail, d'adopter le projet de délibération suivant :

Art. 1^{er}. — Aucune concession d'un service public municipal ne pourra être accordée sans l'insertion préalable, dans le cahier des charges qui la régit, de clauses détaillées assurant à son personnel les mêmes conditions du travail que celles dont jouissent les travailleurs municipaux à l'époque de l'octroi de la concession.

Cet article est adopté.

Art. 2. — Jusqu'à révision complète ou partielle des conditions du travail actuellement appliquées aux travailleurs municipaux, tout cahier des charges d'une concession contiendra les clauses suivantes :

1^o Les salaires ou appointements des ouvriers ou employés devront être payés à la quinzaine et ne pourront être inférieurs à 150 francs par mois ;

2^o La durée de la journée de travail ne pourra excéder dix heures et une interruption d'au moins douze heures devra séparer la fin de la journée de la veille du commencement de la journée du lendemain. Un jour de repos par semaine sera accordé au personnel.

3^o (1)

1. Le projet comprenait d'autres clauses relatives au salaire intégral assuré pendant les périodes d'instruction militaire, etc. (voir note précédente p. 265.

M. le Préfet dit que dans son ensemble, le projet de délibération lui paraît renfermer des clauses qui semblent en contradiction avec la législation et qui, d'autre part, pourraient avoir des conséquences financières pour la ville de Paris. Dans ces conditions, il est obligé de réserver l'examen de l'Administration.

M. Adrien Veber répond que la Commission du travail a examiné avec le plus grand soin la question de légalité ; le droit du Conseil est ici absolu, en effet, les dispositions qui régissent les adjudications ne sont pas applicables aux concessions. C'est le concédant qui fixe les conditions de la concession.

L'art. 2 mis aux voix est adopté.

M. Adrien Veber donne lecture de l'article 3 :

Art. 3 — Les mêmes conditions du travail précitées, à inscrire dans tous les cahiers des charges des concessionnaires de services publics, seront demandées en faveur de l'ensemble de leur personnel à la Compagnie Générale des Omnibus et à tous les autres concessionnaires de la ville de Paris.

Il est bien entendu, dit **M. Adrien Veber** que le chiffre de 150 fr. par mois fixé par l'art. 2 n'est qu'un minimum et que, dès lors, les compagnies ne pourraient s'appuyer sur cet article, pour réduire les salaires supérieurs à 5 francs.

M. Roger Lambelin demande quelle est la sanction de cet art 3 ; s'il n'en comporte pas, à quoi sert-il ?

M. Landrin explique que la Commission aurait

voulu donner à cet art. 3 une forme plus affirmative, mais le Conseil se trouve en présence de cahiers des charges approuvés par ses devanciers et qu'il ne peut légalement modifier ; il ne peut donc qu'exprimer un vœu.

L'art. 3 est adopté ainsi que l'ensemble du projet.

Le Conseil vote ensuite une proposition de **M. Adrien Veber** invitant le Préfet de la Seine « à donner son approbation à la délibération du Conseil relative aux conditions du travail à insérer dans les cahiers des charges des concessions, avant tout nouvel octroi de concession ».

IX

Cette délibération du Conseil fut annulée par un décret en date du 27 juillet 1897.

Les considérants de ce décret étaient analogues à ceux des décrets d'annulation précédents.

Le dernier considérant de ce décret portait que « les clauses dont le Conseil municipal a voté l'adoption, auraient pour effet de dénaturer le contrat de concession et de restreindre la concurrence, contrairement aux prescriptions de l'ordonnance du 14 novembre 1837.... »

X

Le 29 mars 1898, **M Berthelot** déposa, au nom

de la Commission spéciale du Métropolitain, son rapport sur les projets d'exécution du chemin de fer métropolitain (1).

Ce rapport vint en discussion à la séance du Conseil municipal du 30 mars 1898 (2).

M. Berthelot expose que le projet de loi déclarant d'utilité publique le chemin de fer métropolitain avait été voté la veille par les Chambres, après avoir été successivement examiné par le service du Contrôle, le Conseil général des Ponts et chaussées, le Conseil d'Etat et le ministre des Travaux publics.

Le projet adopté modifie sur plusieurs points les décisions du Conseil municipal, notamment en ce qui touche les conditions du travail libellées dans la convention. Le Conseil général des Ponts et Chaussées en avait admis le maintien ; le Conseil d'Etat s'est opposé à l'insertion des clauses relatives au minimum de salaire et à la limitation des heures de travail, il a déclaré que ces clauses ne peuvent être insérées dans un contrat sanctionné par une loi d'espèce, tant qu'elles n'ont pas été autorisées par une loi générale.

En ce qui concerne le Métropolitain, la question, dit **M. Berthelot** n'a qu'un intérêt théorique, car depuis l'origine des négociations, les concessionnaires ont déclaré qu'ils prenaient l'engagement d'appliquer à tout leur personnel, les conditions du tra-

1. Cons. mun. 1898, rapp. n° 24.

2. Cons. mun. 1898, proc.-verb. n° 9.

vail libellées au rapport Veber (1), quelle que pût être l'attitude des pouvoirs publics en ce qui regarde cette partie de la convention. Les concessionnaires viennent de renouveler leur promesse (2) ; par suite, les ouvriers du Métropolitain bénéficieront des garanties que le Conseil municipal a tenu à leur assurer.

1. Voir plus haut, p. 266.

2. Lettre écrite le 29 mars 1898, par M. Henrotte, président du Conseil d'administration de la Compagnie générale de Traction, à M. Thuillier, président de la Commission du Métropolitain.

Monsieur le Président,

La Chambre des députés et le Sénat viennent de ratifier le projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique du chemin de fer métropolitain et le Conseil municipal va être appelé à donner sa sanction définitive.

Parmi les modifications apportées par les pouvoirs publics à l'ancien cahier des charges et à la convention figure la suppression des § 1 et 2 de l'art. 16 de cette convention.

Or, lorsque nous avons été entendus par la Commission du Conseil municipal, nous avons spontanément déclaré que nous étions décidés à accorder aux ouvriers et employés du Métropolitain, les conditions du travail libellées à l'art 15 de la convention, telles qu'elles ont été rédigées par cette Commission, d'accord avec nous, et adoptées par le Conseil municipal, le 9 juillet 1897.

Nous avons toujours été résolus à exécuter ces engagements, même en l'absence de l'obligation qui nous aurait été imposée, vous pouvez donc être assurés que nous attribuerons à nos ouvriers et employés, aussi bien le minimum de salaire spécifié au § 1^{er} (5 fr. par jour), et la journée de 10 heures spécifiée au § 2, que les autres garanties stipulées en leur faveur.

Veillez agréer,

Signé : Henrotte.

A défaut d'autre considération, l'intérêt évident qu'a pour le concessionnaire, la bonne entente avec la ville, suffirait à assurer cette exécution. En résumé, conclut **M. Berthelot**, la parole donnée par le concessionnaire sera certainement tenue et le Conseil, en subissant le veto gouvernemental, sait que s'il n'a pas gain de cause sur la forme, il l'a sur le fond.

M. Rousselle demande au cours de ses observations sur les projets de délibération préparés par la Commission. quelle est la portée de la lettre écrite par la Compagnie d'exploitation et relative aux conditions du travail, cette lettre ne crée aucun engagement, puisque le Conseil n'a aucune sanction si cet engagement n'est pas tenu, de plus, elle ne concerne que l'exploitation et non les travaux de construction.

M. Landrin répond que **M. Rousselle** n'ignore pas les luttes soutenues par le Conseil ; tant que la loi actuelle subsistera, le Conseil ne pourra à son grand regret, insérer les conditions du travail dans cahiers des charges, pas plus pour l'exécution du Métropolitain que pour d'autres travaux. A ce sujet, **M. Landrin** rappelle qu'il avait déposé une proposition relative aux conditions du travail à imposer aux concessionnaires, sur le rapport de **M. Adrien Veber** cette proposition fut adoptée par le Conseil (1), mais sa délibération a été annulée.

1. Voir plus haut, p. 266.

Les concessionnaires du Métropolitain se sont, par une lettre catégorique, engagés à appliquer ces conditions. S'ils ne les appliquaient pas, le Conseil pourraient leur opposer cette lettre. La ville ne peut pas faire plus actuellement. **M. Landrin** espère que l'engagement obtenu aidera au vote du projet de loi sur les conditions du travail dont la Chambre est actuellement saisie.

Les propositions de la Commission sont adoptées par le Conseil.

XI

Le 21 mars 1898, le Conseil municipal renvoya à la Commission du travail, une pétition de la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine (1) tendant à ce que le Conseil reprenne ses délibérations antérieures sur les conditions du travail, en y ajoutant (comme aux Etats-Unis) un article relatif à la garantie des salaires.

La Commission du travail trouvant cette pétition justifiée, chargea M. Landrin de rédiger un rapport favorable. **M. Landrin** déposa son rapport le 13 septembre 1898 (2). Il concluait à l'adoption de deux projets de délibération.

1. Cons. mun. 1898, proc.-verb. n° 6.

2. Cons. mun. 1898, rapp. n° 79.

Le premier de ces projets comportait 1° le maintien de la délibération du 2 mai 1888, relative aux conditions du travail, dont l'art. 1^{er} était complété par le paragraphe additionnel suivant : « Tout adjudicataire devra déposer un cautionnement ou dépôt destiné à garantir le salaire des ouvriers employés ». 2° un vœu en faveur de l'adoption, par le Parlement, du projet de loi déposé par M. Vaillant et relatif à l'établissement des conditions du travail dans les chantiers communaux.

Le second projet de délibération chargeait le bureau du Conseil municipal de faire les démarches nécessaires auprès des pouvoirs publics, pour arriver à une prompt solution de la question.

Le rapport de M. Landrin vint en discussion à la séance du 7 novembre 1898 (1).

Exposé de M. Landrin.

M. Landrin expose que la question posée au Conseil municipal, a fait un grand pas, non en France, mais à l'étranger. S'appuyant sur les renseignements fournis par la « Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse et aux États-Unis », M. Landrin passe en revue les conditions favorables aux ouvriers des travaux publics qui ont été édictées dans ces différents pays (2) ; il constate qu'elles ont donné de bons résultats pour le bien-être des ouvriers et la qualité des travaux.

1. Cons. mun. 1898, proc.-verb. n° 29.

2. Voir plus loin : Chapitre XIII.

M. Landrin espère que les exemples qu'il a cités suffiront pour convaincre les adversaires que ces conditions ont rencontrés soit au Conseil municipal, soit au Parlement.

« Partout, dit-il, où les conditions du travail ont été appliquées, tout le monde s'en est bien trouvé ; là où les dépenses ont subi une légère augmentation, cette augmentation a été compensée par une meilleure exécution du travail. »

C'est en Angleterre, pays cité comme la patrie du laissez-faire, que les règlements de garantie des conditions du travail ont été élaborés avec le plus grand soin et donnent le plus de sécurité aux travailleurs de l'État et des communes.

En France, le Conseil municipal de Paris a fait ce qu'il lui était possible de faire, il a vu ses délibérations annulées.

M. Landrin compte que la proposition de loi de M. Vaillant aboutira. Il pense « qu'au début d'une nouvelle législature, il est du devoir du Conseil municipal d'indiquer par un vote ferme qu'il n'abandonne pas ses revendications. »

M. Landrin ajoute que les partisans des conditions du travail ont reçu un renfort auquel ils ne s'attendaient guère : dans la séance du 13 juin 1898, une proposition de loi relative à l'insertion de ces conditions a été déposée à la Chambre (1) par MM. J. Dansette, Paul Rogez, de Montalembert et d'autres députés du parti conservateur.

1. Chambre des députés 1898. Documents parlem. sess. ordin., p. 1418.

M. Landrin lit plusieurs passages de l'exposé des motifs, absolument concluant, qui précède ses propositions. Voici certains de ces passages :

« Législation actuelle.

« Si un particulier met des travaux personnels en adjudication, il lui est loisible d'inscrire dans son cahier des charges toutes les clauses qu'il juge utiles à la protection du travail. Il peut exiger de l'entrepreneur qu'un minimum de salaire soit garanti à tous les ouvriers employés aux travaux, il peut fixer la durée de la journée de travail, prescrire le repos hebdomadaire, en un mot prendre toutes les mesures qui lui paraissent justes, en tant que ces mesures ne sont pas contraires à l'ordre public.

« Cette capacité est refusée à l'Etat.

« Notre législation repose, en matière d'adjudication, sur deux principes qui, en réalité, n'en font qu'un : la publicité et la concurrence ; la publicité qui amène la concurrence, la concurrence qui amène la compression infinie des salaires.

« Nous sommes régis, en matière de travaux publics, par les ordonnances de 1836, 1837 et par le décret de 1882.

.

« Mais à aucun moment — et c'est par là qu'elle est incomplète et coupable — la loi n'a pris de sûreté au profit des travailleurs. Bien mieux, le Conseil d'Etat déclare nulle toute clause protectrice du travail.

« Il s'est dès lors produit un phénomène logique. Les entrepreneurs, voyant devant eux un client solvable, dont la clientèle est une force et une notoriété, ont voulu,

coûte que coûte, devenir ses fournisseurs et le marché à la baisse a été ouvert.

« De tous les éléments de réduction, le plus indéfini est la main-d'œuvre. Sans doute, on peut employer des matériaux défectueux, mais il y a une limite à la fraude, et l'on ne peut la dépasser sans s'exposer à des procès ruineux et déshonorants. C'est donc sur la main-d'œuvre que portent surtout les abaissements. De ce chef, pas de limite et pas de péril. L'entrepreneur peu scrupuleux fait appel aux bras inoccupés ; il les met en concurrence ; c'est la spéculation sur la misère et la douleur. Et les salaires s'abaissent en raison directe du nombre des bras concurrents.

« Nous assistons alors à un spectacle singulier. Tandis que l'argent perd chaque jour sa puissance d'achat, par suite du développement de la fortune publique, l'État, les départements, les communes, les administrations publiques, en un mot toutes les forces sociales organisées coopèrent à l'abaissement des salaires. »

Ainsi, dit **M. Landrin**, des membres du parti conservateur soutiennent la même thèse que son propre parti, en ce qui concerne les conditions du travail ; cet accord prouve la justice de cette thèse. Dans ces conditions, il pense qu'il est du devoir du Conseil de voter les deux projets de délibération proposés par la Commission.

Ces deux projets sont adoptés.

M. Landrin fait remarquer que pas une voix ne s'est élevée contre les conclusions de son rapport.

TROISIÈME PARTIE

Nous avons vu que le 7 novembre 1898, le Conseil municipal de Paris avait voté, une fois de plus, le maintien de la délibération du 2 mai 1888, relative aux conditions du travail.

Précédemment, la Commission du travail de la Chambre des députés avait montré des dispositions favorables et M. Lavy, député, avait déposé, le 10 mars 1898 au nom de cette Commission, un rapport concluant à l'insertion des conditions du travail dans les marchés des travaux publics et de fournitures.

M. Lavy n'ayant pas été réélu, M. Pierre Baudin fut nommé rapporteur, il déposa, le 3 mars 1899, son rapport, dont il avait arrêté les conclusions d'accord avec M. Charles Dupuy, président du Conseil, et M. Delombre, ministre du Commerce. Ces ministres s'étaient engagés, devant la Commission du travail, à demander à la Chambre le vote de la réforme: M. Charles Dupuy avait déclaré notamment qu'il « s'est livré à une étude complète de ce qui se fait en France et à l'étranger, et il est arrivé à

penser que ce qu'on demandait était naturel et souhaitable » (1).

La constitution du ministère Waldeck-Rousseau fit faire un pas décisif à la question.

Le 1^{er} juillet 1899, MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, ministre du commerce et de l'industrie, déclarèrent à la Commission du travail que le gouvernement entendait réaliser par décret plusieurs des réformes qui faisaient l'objet du projet de loi qu'elle avait présenté.

Le 4 juillet 1899, la Chambre des députés approuva ces déclarations en votant, après une discussion à laquelle prirent part notamment MM. Millerand, Beauregard et G. Graux, le renvoi à un mois de l'interpellation de M. G. Graux.

Les décrets annoncés par le gouvernement et relatifs aux marchés passés au nom de l'Etat, des départements et des communes, furent rendus le 10 août 1899.

Nous avons à étudier successivement les chapitres suivants :

CHAPITRE XIII. — Les conditions du travail dans les pays étrangers.

CHAPITRE XIV. — Rapport de M. Aimé Lavy.

CHAPITRE XV. — Rapport de M. Pierre Baudin.

CHAPITRE XVI. — Les décrets du 10 août 1899.

1. Rapport Pierre Baudin, sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics, p. 15.

CHAPITRE XIII

LES CONDITIONS DU TRAVAIL DANS LES PAYS ÉTRANGERS

- I. — Les conditions du travail en Angleterre.
- II. — Les conditions du travail en Belgique.
- III. — Les conditions du travail en Hollande.
- IV. — Les conditions du travail en Suisse.
- V. — Les conditions du travail aux Etats-Unis.

Nous étudierons les conditions du travail insérées soit par les gouvernements des différents pays, soit par les administrations provinciales et communales, dans les cahiers des charges des travaux publics (1).

1. Nous avons recours, pour cette étude à la « *Note sur le minimum de salaire dans les travaux publics en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suisse, aux Etats-Unis et en France* », publiée par l'Office du travail, en 1897, ainsi qu'au « *Bulletin de l'Office du travail* » et à la « *Revue du travail* ».

Nous suivrons le plan de la « *Note sur le minimum de salaire ...* ».

I

Angleterre

1° Districts sanitaires urbains

D'après un rapport du 3 novembre 1893, fait en exécution d'une résolution de la Chambre des communes, les contrats de 149 districts (y compris celui de Londres), ayant une population de 11 millions d'habitants spécifient certaines conditions du travail :

L'entrepreneur doit payer, au minimum, le taux du salaire courant de la localité, dans 86 de ces districts, parmi lesquels : Birmingham, Liverpool, Manchester, etc. Certaines pénalités sont prévues en cas d'inexécution de cette clause ; à Birmingham, par exemple, l'entrepreneur sera tenu de payer à l'Administration une somme de 25 francs par contravention, l'Administration pourra retenir cette somme sur celles qu'elle doit ou pourra devoir à l'Administration.

L'entrepreneur doit respecter la durée du travail reconnue et usitée, dans la localité, pour chaque catégorie d'ouvriers, dans 39 districts, tels que Brighton, Cardiff, Leeds, Sheffield ; en cas d'infraction, l'entrepreneur devra, à Brighton, par exemple, verser à l'autorité municipale, sous forme de dommages, une

somme équivalente à la différence entre le montant des salaires payés aux ouvriers et le montant de ceux qu'il aurait dû payer s'il s'était conformé à cette clause.

L'entrepreneur ne devra employer que des ouvriers compétents dans 59 districts.

Les sous-entreprises doivent être autorisées, et les adjudicataires sont responsables en ce qui concerne le respect des conditions du travail par les sous-traitants, dans 34 districts, entre autres à Gloucester, Ipswich, Leicester, etc.

La préférence est donnée aux entrepreneurs et aux ouvriers de la localité dans 16 districts.

Enfin, certains districts ont prescrit l'affichage des conditions du travail, le paiement des salaires au chantier même, etc.

Il résulte d'un nouveau rapport adressé par le Conseil du Gouvernement local au Parlement, en avril 1898, que les grands districts et surtout les bourgs de comté imposent aux adjudicataires certaines conditions relatives aux salaires; seuls, les petits districts n'insèrent dans les contrats aucune stipulation (1). On peut diviser l'ensemble des districts urbains d'Angleterre (y compris ceux de Londres et du pays de Galles), réunissant ensemble près de 21 millions de personnes, en deux grands groupes, le premier, avec une population de 13 millions d'habitants, comprend tous les districts où les contrats de

1. *Bulletin de l'Office du travail*, n° de mai 1898, p. 426.

travaux publics contiennent une stipulation relative aux salaires ; le second, avec 8 millions de personnes, comprend tous ceux où il n'est fait aucune stipulation de ce genre.

2^o Administration scolaire de Londres

L'introduction d'une clause relative au minimum de salaire dans les marchés de travaux publics ou de fournitures, fut décidée pour la première fois par l'Administration scolaire de Londres, le 7 février 1888.

Chaque soumissionnaire dut signer la déclaration suivante :

« Je déclare que je paie à mes ouvriers un salaire qui n'est pas inférieur au taux minimum reconnu dans chaque métier ».

De plus, les soumissions des maisons qui pratiquaient le marchandage furent écartées.

Le 1^{er} octobre 1896, la rédaction de la clause du minimum de salaire était arrêtée comme suit, pour les travaux du bâtiment :

Art. 6. — Partout où le tarif de Londres est appliqué, l'adjudicataire paiera à ses ouvriers des salaires qui ne seront pas inférieurs à ceux convenus de temps à autre entre l'Association centrale des entrepreneurs de construction de Londres et les représentants des syndicats des divers métiers du bâtiment, le taux des salaires actuellement reconnus étant inscrit à l'annexe ci-jointe (1).

1. Voir tableau p. 284.

Dans tous les autres districts où le tarif de Londres n'est pas appliqué, l'adjudicataire paiera aux ouvriers et à toutes les autres personnes employées par lui, un salaire qui n'est pas inférieur au minimum en usage, et généralement payé, à l'époque et à l'endroit où ces ouvriers seront employés.

Chaque infraction à cette clause sera punie d'une amende de 125 francs payable par l'adjudicataire à l'Administration scolaire, à titre de dommages-intérêts....

Art. 7. — Pendant toute la durée des travaux, l'adjudicataire devra observer les règles suivantes :

a) Une copie de l'annexe relative aux salaires sera affichée dans les chantiers à un endroit bien en vue, de façon à pouvoir être lue facilement par tous les ouvriers. Toute infraction à cette règle sera passible d'une amende de 25 francs.

b) L'adjudicataire tiendra avec soin, pour les mettre à la disposition de l'Administration, quand il en sera requis, des feuilles de paie hebdomadaire avec les noms et les salaires respectifs de tous les ouvriers occupés. Toute infraction à cette règle sera passible d'une amende de 75 francs.

Art. 22. — Aucune partie du travail ne pourra faire l'objet d'une sous-entreprise (sauf les travaux prévus pour être exécutés par des ouvriers spéciaux), sans le consentement écrit de l'architecte, et chaque infraction sera passible d'une amende de 125 francs.

L'adjudicataire restera seul responsable pour

Tableau des salaires et des heures de travail annexé à l'article 6.

(Administration scolaire de Londres).

PROFESSIONS	Prix de l'heure	Heures de travail par semaine			Taux des heures supplémentaires.			
		En été	En hiver, 12 semaines à partir du 2 ^e lundi de novembre.		Les 5 premiers jours de la semaine.		Le samedi.	
			Les 3 premières et les 3 dernières semaines.	Les 6 semaines inter- médiaires.	Jusqu'à 8 heures du soir.	De 8 heures à 10 heures du soir.	Après 10 heures du soir.	Jusqu'à 4 heures du soir. Après 4 h. du soir le dimanche et le jour de Noël.
Charpentiers.....	1 fr.	50	47	44	25 p. 100 en plus.	50 p. 100 en plus.	Payées doubles.	Payées doubles.
Menuisiers.....	1 fr.							
Briqueleurs (1 ^{re} classe).....	1,05 à 1,40							
Briqueleurs (2 ^e classe).....	1 fr.							
Plâtriers.....	1 fr.							
Maçons (1 ^{re} classe).....	1 fr. 075							
Maçons (2 ^e classe).....	1 fr.							
Peintres.....	0,85 à 0,90							
Vitriers.....	0,80 à 0,90							
Terrassiers, manœuvres	0 fr. 65							
Aides-peintres.....	0 fr. 65	47	47 1/2	44 1/2	25 p. 100 en plus.	De 8 heures à 11 heures du soir 50 p. 100 en plus.	De 11 h. du soir à 7 heures du matin payées double.	De 5 heures du soir à 7 heures du matin payées doubles.
Echafaudeurs.....	0 fr. 70							
Plombiers.....	1 fr. 10							
Aides-plombiers.....	0 fr. 65							

tous les travaux confiés à des sous-traitants, et ceux-ci seront tenus de payer les salaires prévus à l'art. 6.

Les dépenses pour les travaux et les fournitures, auxquels s'applique la clause du minimum de salaire, se sont élevés, pour l'année scolaire 1895-1896, à la somme de 15.121.800 francs.

3^o Conseil de Comté de Londres

Dès 1889, le Conseil de comté de Londres adopta la proposition suivante :

« Tout soumissionnaire devra déclarer qu'il observe les conditions de travail, (salaires et durée), généralement acceptées comme normales dans son industrie. Si sa déclaration est reconnue fausse, sa soumission ne sera pas acceptée. »

D'après le dernier règlement du Conseil de comté, l'adjudicataire devra, toutes les fois qu'il fera travailler dans un rayon de 20 milles autour de Charing-Cross, « se conformer pour les salaires et les heures de travail, au *tableau dressé par le Comté, ce tarif fera partie du contrat* à titre d'annexe, des pénalités en assureront l'exécution ».

Lorsque l'adjudicataire opérera en dehors d'un rayon de 20 milles autour de Charing-Cross, « il appliquera les salaires et la journée de travail acceptés et obtenus en fait *par les syndicats ouvriers du district où il fait travailler* ».

Le tableau annexe dont il est parlé plus haut, est conservé à l'Hôtel du Comté; il donne pour

67 professions : les salaires, les heures de travail en été et en hiver, le taux des heures supplémentaires, des heures de nuit, du travail des dimanches et fêtes. Ce tableau est dressé par le Conseil du Comté sur les indications fournies par la Commission des travaux; il est basé, aux termes d'une résolution du Conseil, en date du 16 décembre 1898, sur les salaires et les heures de travail acceptés par les associations de patrons et d'ouvriers, les tarifs peuvent être modifiés à la suite d'accords entre ces adjudications. S'il n'y a pas de tarif syndical accepté et appliqué dans une des industries intéressées, le Conseil fixera lui-même les conditions du travail.

4^e Travaux de l'Etat

En 1888, la Chambre des Lords nomma une Commission d'enquête chargée d'étudier les résultats du sweating system ou du marchandage dans l'industrie et les travaux publics. A la suite de la publication de son enquête, la Chambre des communes vota, le 13 février 1891, la résolution suivante :

« Dans l'opinion de la Chambre, il est du devoir du gouvernement de prendre des mesures, dans les contrats qu'il passe, contre les maux révélés devant la Commission d'enquête sur le sweating system, d'insérer des clauses destinées à prévenir les abus qui résultent des sous-entreprises et de faire tous ses efforts pour assurer le paiement de salaires égaux

à ceux qui sont généralement acceptés comme courants, dans chaque métier, pour les ouvriers compétents ».

Dès le 20 février 1891, le ministère des travaux publics, tenait compte, dans la rédaction de son cahier des charges, de cette résolution ; les autres administrations suivirent cet exemple.

Le 14 mai 1896, la Chambre des Communes décida qu'une enquête serait faite sur l'application de la résolution du 13 février 1891.

Elle reçut les dépositions des chefs de service des administrations suivantes : travaux publics, guerre, marine, prisons, police métropolitaine, postes, commerce, douanes, Ecosse et Irlande.

En général, les cahiers des charges se bornent à prescrire le paiement des ouvriers au taux courant des salaires pour chaque métier sans indiquer ce taux. L'Administration attend qu'une plainte soit faite, par les ouvriers pour vérifier si l'adjudicataire se conforme à la résolution ; elle fait alors une enquête sur le taux des salaires généralement admis dans la localité, grâce aux trades-unions cette enquête est facile. Si la plainte est reconnue fondée, le marché est résilié ; si ce marché est presque à terme, l'entrepreneur est rayé de la liste d'admissibilité.

Devant la Commission d'enquête, seul l'Inspecteur en Chef au Ministère des travaux publics déclara que l'application de la résolution a élevé le prix de revient ; il faut d'ailleurs remarquer qu'il esti-

mait que ce prix s'est élevé de 15 à 20 0/0 depuis 10 à 15 ans, et qu'il ajoutait, en outre « les salaires n'ont pas été élevés dans cette proportion ».

Le directeur des contrats au Ministère de la Guerre, le directeur des Dockyards, le directeur des contrats de la Marine, le secrétaire général du Post-Office, etc., déclarèrent que l'application de la résolution n'avait donné lieu à aucune difficulté sérieuse et n'avait pas amené d'accroissement de dépenses.

D'après le Commissaire des travaux publics en Irlande, l'élévation du coût des travaux a été insignifiante et rachetée par une meilleure exécution des travaux.

II

Belgique

La clause du minimum de salaire a été introduite, dès 1887, dans les cahiers des charges des travaux donnés en adjudication par les communes belges (1). Cette clause a été adoptée par le plus grand nombre des administrations provinciales et communales, et par l'Etat lui-même, depuis le mois de juillet 1896.

1° Le minimum de salaire dans les administrations provinciales et communales de Belgique.

(Enquête faite par la municipalité de Bruxelles).

Dans la séance du Conseil communal de Bruxelles du 17 février 1896, M. Conrardy et onze de ses collè-

1. En mars 1887 à Saint-Josse-en-Noode.

gues, déposèrent une proposition tendant notamment à l'insertion, au cahier général des charges, des clauses suivantes :

1^o Obligation pour l'entrepreneur de payer à tous ses ouvriers un minimum de salaire ;

2^o Limitation de la journée de travail ;

3^o Obligation du repos hebdomadaire.

En outre, d'après cette proposition, le Conseil communal devait arrêter annuellement le minimum de salaire afférent à chaque catégorie de travailleurs et le maximum des heures de travail ; il devait consulter à cet effet les chambres syndicales ouvrières et patronales, et à leur défaut prendre l'avis du Conseil de l'industrie. En aucun cas, le salaire ne devait être inférieur à 4 francs par jour ; la durée de la journée de travail ne devait pas excéder 10 heures.

Le 16 avril 1896, le Conseil communal prit la proposition en considération et décida d'ouvrir une enquête sur l'application, par les administrations provinciales et communales, des clauses proposées et les résultats de cette application au point de vue des travaux et des finances provinciales et communales.

Le rapport présenté au Conseil communal, par le bourgmestre M. Buls, au nom de la Commission d'enquête, donna les renseignements suivants ;

a) **Provinces.** — Huit administrations provinciales sur neuf, ont inscrit dans leurs cahiers des charges, des stipulations relatives au salaire des ou-

vriers ; dans la neuvième, celle du Limbourg, la question a été mise à l'étude.

Mode de fixation des salaires. — Les cahiers des charges des six administrations provinciales : Brabant, Flandre Orientale, Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur, indiquent les salaires minima à payer aux ouvriers (depuis 1893 pour les trois premières). Les cahiers des deux autres administrations : Anvers et Flandre Occidentale, demandent, depuis 1892, aux entrepreneurs d'indiquer, dans leurs soumissions, les prix minima qu'ils s'engagent à payer aux ouvriers ; si ces salaires se trouvent inférieurs au chiffre moyen des salaires ordinaires et équitables, l'offre n'est pas accueillie.

Quatre administrations provinciales obligent les entrepreneurs à leur délivrer régulièrement les comptes des salaires payés.

Durée du travail. — Les cahiers des charges des provinces de la Flandre occidentale et de Liège fixent la durée du travail.

La Flandre occidentale fixe seule un jour de repos : le dimanche.

Sanctions. — Trois administrations provinciales enjoignent aux entrepreneurs d'afficher, sur les chantiers, le texte des dispositions relatives aux ouvriers.

Les infractions sont punies d'amendes de 50 à 100 francs ou de 5 francs par jour et par ouvrier.

Cinq administrations se réservent le droit de rési-

lier les contrats en cas de récidive, ou bien d'exclure les contrevenants des adjudications futures.

Résultats. — Les huit provinces qui ont fait travailler sous le régime du minimum de salaire, n'ont reçu aucune plainte, ni des patrons, ni des ouvriers.

Au point de vue financier, il n'y a pas eu de résultats anormaux, sauf dans le Brabant et dans la Flandre occidentale.

Dans le Brabant, aucun entrepreneur ne s'est d'abord présenté pour la construction d'une gendarmerie à Diest, dont le devis avait été arrêté à 50.976 francs ; lors d'une seconde mise en adjudication, l'offre la plus basse était supérieure de 7.540 francs au devis ; l'architecte provincial attribue ce fait en partie à une abondance relative de travaux, mais surtout à l'inscription d'un minimum de salaire trop élevé.

Dans la Flandre occidentale, le rapport présenté au Conseil provincial, constate qu'il n'y a eu qu'une augmentation de dépense de 2,70 0/0 seulement, et que cette augmentation est passée tout entière aux ouvriers sous forme de salaire et se trouve compensée par la qualité du travail fourni.

Un rapport présenté au Conseil provincial de Liège, le 10 octobre 1896, conclut que la clause du minimum de salaire n'a causé aucun préjudice financier à la province et aux communes ; que cette clause avait été prescrite postérieurement à la préparation, sur les clauses anciennes, de nombreux

devis et que néanmoins, les adjudications de 1895 ont été faites avec les mêmes rabais qu'auparavant.

b. Communes. — Dès 1887, la commune de St-Josse-ten-Noode inséra dans ses cahiers des charges, la clause du minimum de salaire.

Sur les 87 communes de la Belgique comptant plus de 8.000 habitants, 51 communes, parmi lesquelles Anvers, Gand, Malines, Bruges, Louvain, Mons, Charleroi etc., ont adopté la clause du minimum de salaire.

Mode de fixation des salaires. — Sur ces 51 communes, 42 ont arrêté elles-mêmes le taux des salaires minima à payer aux ouvriers ; les 9 autres prescrivent à l'entrepreneur d'indiquer, dans sa soumission, quel est le salaire minimum qu'il s'engage à payer ; l'administration se réserve d'examiner si ce salaire est suffisant et d'accorder ou de refuser, en conséquence, l'entreprise des travaux.

Durée maxima de la journée de travail. — 17 communes ont fixé la durée maxima de la journée de travail ; 9 communes prescrivent d'observer le repos hebdomadaire.

Sanctions. — 25 communes obligent l'entrepreneur à fournir à des dates régulières, des états de salaires à l'Administration ; 17 ont prescrit l'affichage dans les chantiers, des dispositions relatives aux conditions du travail.

Les pénalités en cas d'infraction, varient entre 5 et 10 francs par jour et par ouvrier, ou bien, globalement entre 20 et 500 francs.

Résultats. — Toutes les communes, sauf une, ont déclaré que l'application des nouveaux cahiers des charges n'avait amené aucun résultat anormal au point de vue de leurs finances.

Admission des demi-ouvriers. — L'administration provinciale de la Flandre occidentale et certaines communes ex. : Gand, Vervins, Bruges, Charleroi etc., permettent à l'entrepreneur de prévoir soit une réduction proportionnelle, soit un tarif spécial, pour les ouvriers âgés de plus de 50 ans, ou qui, se trouvant dans des conditions inférieures de force productive, auront été expressément admis par le service technique.

L'administration provinciale de la Flandre occidentale et quelques communes prescrivent à l'entrepreneur de faire connaître la proportion de demi-ouvriers : apprentis, aides, ouvriers vieux ou débiles, qu'il veut occuper et le salaire qu'il s'engage à payer à ces ouvriers.

Baisses de salaires dues aux adjudications. — Un certain nombre de syndicats ont signalé à la Commission d'enquête des baisses de salaires dans l'exécution de travaux soumis à l'adjudication.

2° Discussion du rapport de M. Buls.

La rapport présenté par M. Buls concluait au maintien du *statu quo* ; il fut discuté par le Conseil communal de Bruxelles les 19 et 26 octobre 1896.

M. Buls, déclare que l'expérience a trop peu duré pour qu'il soit possible de l'apprécier, elle n'a eu

d'effet ni en faveur des ouvriers, ni au détriment des finances provinciales ou communales. Cela se comprend, dit-il, le minimum de salaire adopté ayant été le salaire moyen de la région, les ouvriers ont continué à toucher les salaires qu'ils gagnaient auparavant. Un autre fait ressort de l'enquête : c'est qu'il est inexact, de prétendre que les entrepreneurs prélèvent, sur les salaires des ouvriers, les rabais exagérés qu'ils offrent dans les adjudications publiques. Il conclut en disant que puisque le mal n'existe pas; il n'y a pas lieu d'en chercher le remède.

M. Conrardy, après avoir rappelé les déclarations de syndicats, consignées dans l'enquête, ajoute : « Un ancien avocat du ministère, ancien ministre lui-même (M. Lejeune), nous a dit qu'il avait pu se convaincre, par les nombreux procès qu'il avait dû plaider pour l'Etat, que toujours ou presque toujours, les réductions de prix dans les adjudications étaient récupérées sur le salaire. »

M. Vauvermans (catholique) rappelle le congrès démocratique, où les délégués de 125.000 ouvriers catholiques, ont adopté le minimum de salaire et le congrès catholique de Malines où ce principe a été adopté à l'unanimité.

La proposition de M. Conrardy mise aux voix est adoptée par le Conseil communal de Bruxelles, sauf le paragraphe relatif à la fixation à 4 francs du minimum de salaire.

Les conditions du travail ainsi votées furent appliquées aux adjudications des travaux communaux de Bruxelles, leur application ne donna lieu à aucune réclamation de la part des syndicats intéressés, patronaux ou ouvriers.

Le Conseil communal de Bruxelles a décidé de maintenir en vigueur, pour les travaux communaux à exécuter en 1899, le tarif des salaires minima qui avait été inséré dans les cahiers des charges en 1898 (1).

3° *Le minimum de salaire dans les travaux de l'Etat en Belgique.*

Le 9 juin 1896, au cours de la discussion du budget, la Chambre des représentants vota la réimpression du cahier général des charges de l'Etat, « avec insertion de clauses destinées à garantir aux ouvriers des entreprises de travaux publics un salaire minimum ».

Le 18 juin, le Sénat, estimant que n'était pas à l'occasion d'un article de budget qu'il convenait d'inscrire dans la loi le principe du minimum de salaire, repoussa cet article, après que le ministre eût déclaré qu'il inscrirait volontairement cette clause dans les cahiers des charges.

Le 19 juin, **M. Nyssens**, ministre de l'industrie et du travail, déclare à la Chambre qu'il est depuis longtemps partisan de l'expérimentation de cette clause, qui, d'ailleurs, depuis son arrivée au minis-

1. Revue du Travail, N° de décembre 1898, p. 1170.

tère, a toujours été inscrite dans les cahiers des charges des adjudications d'impression dépendant de son département.

M. Nyssens fait remarquer qu'il ne parle pas du minimum légal de salaire, ayant pour but une augmentation générale des salaires, « il ne dépend pas de l'autorité centrale, provinciale ou communale de faire hausser les salaires; ceux-ci sont régis en grande partie par les lois économiques, et ce que les lois ont d'imparfait doit être corrigé par l'effet des associations patronales et ouvrières ».

Il veut simplement dire que l'Etat ne doit pas spéculer sur les salaires pour obtenir des rabais dans les adjudications. La clause du minimum de salaire n'amènera pas une hausse de salaires, mais empêchera qu'ils ne diminuent par l'effet du système des adjudications.

M. de Bruyn, ministre des Travaux publics, dit que : « A dater du 1^{er} juillet 1896 et jusqu'au 31 décembre 1897, les cahiers des charges du Ministère de l'agriculture et des travaux publics relatifs aux travaux de terrassement, de maçonnerie et de pavage, contiendront une clause obligeant les entrepreneurs à indiquer, dans leur soumission, le taux des salaires qu'ils s'engagent à payer à chaque catégorie d'ouvriers, pendant le temps qu'ils seront employés aux travaux prévus dans le cahier des charges ».

M. de Bruyn ajoute : « Je n'appliquerai pas le mi-

nimum de salaire pour les travaux qui s'effectuent à l'atelier, car là nous ne sommes pas les maîtres».

Après ces déclarations, le budget amendé est voté.

Le 2 juillet 1896, M. de Bruyn arrêta, sur la proposition du *Comité permanent des ponts et chaussées*, les clauses suivantes, à insérer dans les cahiers des charges des entreprises de l'Etat, relativement au taux des salaires :

1° *Bordereau des salaires.* — L'entrepreneur devra établir le bordereau des salaires dans sa soumission avec engagement de les payer, majorés de 25 0/0 pour les heures supplémentaires, y compris les dimanches et fêtes légales.

2° *Affichage du bordereau des salaires dans les chantiers.*

3° *Contrôle de paiement des salaires.* — L'entrepreneur remettra à chaque ouvrier qu'il engagera un bulletin spécial contenant, entre autres, la catégorie dans laquelle l'ouvrier est rangé (ouvrier, apprenti, manœuvre), la nature du travail auquel il est occupé, le taux du salaire.

4° *Pénalités.* — Si l'ouvrier a été payé à un taux inférieur à celui du bordereau, l'entrepreneur est mis en demeure de s'acquitter immédiatement de ce qui reste dû à l'ouvrier.

L'infraction commise fait l'objet d'un procès-verbal suivi, s'il y a lieu d'un avertissement à l'entrepreneur. Si ce dernier n'obtempère pas à deux aver-

tissements, il est exclu temporairement ou définitivement des adjudications de l'Etat.

Ces clauses devaient être insérées dans les cahiers des charges des travaux de terrassements, transport, maçonnerie, cimentage, dallage, pavage, plafonnage, badigeonnage, couverture, plomberie, zinguerie, vitrerie, peinture et tapisserie à exécuter à divers bâtiments de l'Etat, à Bruxelles et aux environs.

Une modification importante a été apportée par une *circulaire de M. de Bruyn*, adressée en décembre 1896 aux ingénieurs des ponts et chaussées.

Dans cette circulaire, M. de Bruyn, expose les difficultés auxquelles le système donne lieu lorsqu'il s'agit de se prononcer entre deux soumissions, dont l'une offre un rabais plus fort et des salaires plus bas, et l'autre un rabais plus faible et des salaires plus élevés. Fatalement, l'Administration est amenée à arrêter un bordereau des salaires usités dans la région où doivent s'exécuter les travaux ; pourquoi ne pas faire connaître ce bordereau, avant l'adjudication, aux entrepreneurs concurrents. M. de Bruyn décide, en conséquence, que le taux des salaires normaux de la région, qui sera fixé par la comparaison des salaires payés pour des travaux similaires, devra être inséré, dans chacun des cahiers des charges spéciaux ; en outre, ces cahiers contiendront une clause par laquelle l'entrepreneur s'engage à payer des salaires qui ne pourront être in-

férieurs aux taux indiqués, étant entendu « que lesdits salaires seront augmentés de 25 0/0 pour tout travail en dehors des heures habituelles y compris les dimanches et fêtes légales ».

III

Hollande

En 1893 et 1894, des clauses relatives aux conditions du travail furent introduites dans les cahiers des charges d'un certain nombre de communes.

A *Amsterdam* notamment le Conseil communal décida, le 10 janvier 1894, de demander, pour chaque devis, des soumissions en double partie, c'est-à-dire avec ou sans application des nouvelles clauses insérées aux cahiers des charges, en autorisant le collège échevinal à choisir, pour l'adjudication, l'un ou l'autre système.

Voici quelques-unes de ces nouvelles clauses :

L'entrepreneur ne peut employer que 20 0/0 d'ouvriers n'ayant pas atteint l'âge de 23 ans. Il peut, avec l'autorisation du Conseil, payer au-dessous des minima fixés, les ouvriers qu'il emploie constamment ou ceux qui sont faibles et débiles.

L'entrepreneur doit prendre l'engagement de ne pas faire travailler plus de 11 heures par jour ; si exceptionnellement, la durée du travail dépasse 11 heures l'entrepreneur devra payer pour la première heure supplémentaire 10 0/0 du salaire journalier, pour la deuxième 20 0/0, pour la troisième 30 0/0

et pour les heures suivantes 50 0/0. Si l'ouvrier travaille le dimanche, le salaire de la journée sera majoré de 50 0/0.

L'entrepreneur peut faire travailler aux pièces ; mais si au jugement de la direction, ce travail est moins soigné, s'il donne lieu à des salaires trop bas, à un labeur excessif, il peut être interdit.

L'entrepreneur reste responsable, vis-à-vis de la commune, de l'exécution, par les sous-entrepreneurs, des conditions stipulées.

L'entrepreneur doit, chaque jour de paie, donner à la direction, connaissance par écrit des noms de ses ouvriers et de ceux des sous-entrepreneurs, de leur âge s'il est inférieur à 23 ans ; il doit indiquer leur métier, leur salaire par heure, le salaire total de chacun et s'ils travaillent aux pièces ou à la journée.

L'entrepreneur est tenu de faire afficher les conditions du travail, dans ses chantiers, à l'endroit désigné par l'inspecteur communal.

Le Comité exécutif des *Etats provinciaux de la Frise* a aussi inséré dans les cahiers des charges des clauses relatives aux conditions du travail.

D'après un rapport du *bourgmestre et de l'adjoint d'Amsterdam*, en date du 12 juillet 1894, sur les adjudications de travaux publics passés par la ville, depuis l'application des conditions du travail en janvier 1894, la différence entre les deux catégories de

soumissions (celle qui comporte et celle qui ne comporte pas l'application des nouvelles clauses) n'est en moyenne que de 2,17 0/0 seulement.

IV

Suisse

République et Canton de Genève. — La loi du 2 novembre 1892 sur les soumissions et adjudications des travaux de l'Etat, dispose que « les soumissions des dits travaux devront porter acceptation des tarifs de salaires adoptés contradictoirement par les associations respectives des patrons et des ouvriers, pour les professions pour lesquels les tarifs existent. Pour les professions dans lesquelles il n'existe aucun tarif, les prix payés aux ouvriers seront les prix courants de la place au moment de l'adjudication ».

Ville de Zurich. — La constitution municipale de la ville de Zurich, donne comme salaire minimum des employés et ouvriers à la journée, pour une journée de 10 heures de travail, le taux de 4 francs pour des manœuvres adultes, celui de 4 fr. 50 pour les artisans adultes ; les emplois doivent être accordés de préférence aux citoyens suisses.

V

Etat-Unis

Législation fédérale.

La loi du 25 juin 1868, fixait à 8 heures la durée

de la journée du travail, pour tous les ouvriers employés par le gouvernement des Etats-Unis ou en son nom ; la diminution des heures de travail ne devait entraîner aucune réduction de salaire, et la loi du 1872, a assuré le paiement des salaires, indûment réduits.

Au cours de la session législative de 1891-1892 les dispositions complémentaires suivantes ont été votées :

Heures de travail dans les travaux publics. — La durée du travail pour les ouvriers employés par le gouvernement des Etats-Unis, par le district de Colombie, ou par un entrepreneur ou sous-traitant des travaux publics du gouvernement ou du dit district, est limitée à 8 heures par jour, sauf le cas d'urgence.

Tout fonctionnaire, tout entrepreneur ou sous-traitant, qui violera intentionnellement la loi, sera puni d'une amende de 1.000 dollars au maximum ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus ou des deux peines à la fois.

Garantie des salaires. — Le chapitre 280 des lois fédérales de 1893-1894, exige des adjudicataires de travaux publics, le dépôt d'un cautionnement destiné à garantir le salaire des ouvriers.

Législation spéciale des Etats

Californie. — La constitution de l'Etat fixe à 8 heures la journée légale de travail dans tous les travaux publics. Une stipulation à cet effet doit être insérée dans tous les contrats passés par l'Etat ou les municipalités (lois de 1885, section 3.245).

Colorado. — Dans tous les travaux entrepris au nom de l'Etat, des comtés, municipalités ou districts scolaires, la durée de travail est limitée à 8 heures. En cas d'urgence, le travail peut se prolonger plus de 8 heures dans une journée à condition que les heures supplémentaires soient considérées comme une partie de la journée suivante et qu'il ne soit pas fait plus de 48 heures par semaine.

Toute infraction à la présente loi sera punie d'une amende de 100 à 500 dollars, ou d'un emprisonnement de 100 jours au maximum ou des deux peines à la fois.

Idaho. — La législation de cet Etat édicte des prescriptions relatives à la journée de 8 heures; en outre, elle interdit l'emploi sur les travaux de l'Etat ou des municipalités, de tout individu non citoyen des États-Unis, ou n'ayant pas déclaré son intention de le devenir.

Illinois. — Il est interdit à toute administration publique ou à toute personne agissant au compte de l'Etat ou d'un comté, district, ou municipalité, d'employer d'autres ouvriers que des citoyens des États-Unis, ou ceux qui auront déclaré l'intention de le devenir, chaque fois que ces ouvriers doivent être payés en tout ou en partie sur les fonds provenant de l'impôt.

Indiana, Kansas, Maryland, Massachusetts, Minnesota, Missouri, Nebraska, New-York, North-Dakota, Pennsylvanie, Utah, Washington, Wyoming. — Les législations de ces différents Etats établissent des

prescriptions analogues aux précédentes et relatives soit à la durée maxima de la journée de travail, soit à la protection du travail national, soit au dépôt d'un cautionnement destiné à garantir les salaires des ouvriers dans les travaux de l'Etat, des comtés, districts scolaires et municipalités.

Intervention de la Cour suprême

En 1894, la Cour suprême déclara inconstitutionnelle la loi suivante de l'Etat de Nebrawska, votée en 1891 :

Section 1. — Huit heures constitueront la journée légale de travail pour toutes les catégories d'ouvriers dans l'Etat de Nebrawska, sauf pour ceux employés aux travaux domestiques et agricoles.

Section 2. — Tout fonctionnaire de l'Etat ou d'une municipalité qui violera cette loi, sera suspendu ou révoqué par le Gouvernement ou le chef de l'Administration dont il dépend.

Section 3. — Tout employeur qui fera travailler ses ouvriers plus de 8 heures par jour, devra payer double les heures en plus.

Section 4. — Tout entrepreneur pour le compte de l'Etat qui, contre le salaire journalier convenu, exigera des ouvriers plus de 8 heures de travail, sera puni d'une amende de 100 à 1.000 dollars.

La Cour suprême déclare que les sections 1 et 3 de cette loi étaient inconstitutionnelles, d'abord à cause de l'exception concernant les domestiques et ouvriers agricoles, exception qui faisait de la loi une

loi spéciale à une catégorie de citoyens, ce qui est contraire à la Constitution des Etats-Unis ; ensuite parce qu'elle supprimait, en fixant le taux des heures supplémentaires, le droit constitutionnel des intéressés d'établir à leur gré le contrat de louage d'ouvrage.

La Cour ajoute que les sections 1 et 3 étant celles qui avaient motivé l'adoption de la loi, aucune partie de la dite loi ne pouvait être considérée comme constitutionnelle.

CHAPITRE XIV

RAPPORT DE M. AIMÉ LAVY, DÉPUTÉ

a. Propositions de loi : 1° de M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, 2° de M. Paschal Grousset, 3° de M. André Castelin.

b. Analyse du rapport de M. Aimé Lavy.

- I. — Considérations générales.
- II. — Les conditions du travail à Paris.
- III. — Les conditions du travail en province.
- IV. — Le marchandage.
- V. — Les conditions du travail dans les pays étrangers.
- VI. — Déclarations faites devant la Commission du travail.
- VII. — La série des prix de la ville de Paris.
- VIII. — Conclusions.
- IX. — Proposition de loi de la Commission du travail.

a. **M. Vaillant** député et plusieurs de ses collègues avaient déposé, à la séance de la Chambre du 30 janvier 1894 (1), une proposition de loi relative à l'établissement des conditions du travail dans les travaux communaux de la ville de Paris et de chaque commune.

1. Voir plus haut, p. 243.

A la séance du 8 mars 1894, **M. Paschal Grousset** député, déposa, à la Chambre, une proposition de loi pour l'abolition du marchandage et de l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs (1).

Cette proposition ne comprend qu'un article ainsi conçu : « Le marchandage est un délit, toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, sera punie d'une amende de 100 à 200 francs pour la première fois, de 200 à 500 francs en cas de récidive, et s'il y a double récidive, d'un emprisonnement de trois à huit mois ».

Enfin, **M. André Castelin** député, déposa le 23 juin 1894 une proposition de loi portant réglementation du travail sur les chantiers de l'Etat, des départements, des communes et des entreprises d'utilité publique exécutées par les particuliers (2).

La Commission du travail (3), chargea **M. Aimé Lavy** de présenter un rapport sur ces propositions.

M. Lavy déposa son rapport (4) à la séance de la la Chambre du 10 mars 1898.

1. Chambre des députés, 1894, Doc. parl. n° 473, *J. Off.*, p. 358.

2. Chambre des députés, 1894, Doc. parl. n° 741, *J. Off.*, p. 1005.

3. Le bureau de la Commission du travail était composé de MM. Bovier-Lapierre, président; Charles Ferry, Lavy, vice-présidents; Jaurès, Dutreix, secrétaires.

4. Chambre des députés, 1898, Doc. parl. n° 3413.

b) *Analyse du rapport de M. Lavy* (1).

I

M. Lavy expose que la question capitale que soulève la proposition de M. Vaillant est celle-ci :

Peut-on admettre l'insertion, dans les cahiers des charges des travaux à exécuter pour le compte de l'Etat, des départements et des communes, de clauses qui précisent les conditions du travail, les rapports des adjudicataires avec leurs ouvriers ?

On oppose à l'insertion de ces clauses deux objections : c'est porter atteinte à la liberté du travail ; c'est violer, pour les travaux communaux, l'ordonnance royale du 14 novembre 1837.

Ces objections ont déjà été présentées dans un décret en Conseil d'Etat du 17 mars 1888, « elles n'en sont pas moins en opposition formelle avec les faits et avec la loi ».

M. Lavy examine d'abord la seconde de ces objections.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1837 :

« Toutes les entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisance seront données avec concurrence et publicité. »

1. Nous n'examinerons pas, en principe, les parties de ce rapport étrangères à notre sujet.

« Imposer, écrit M. Lavy, aux adjudicataires, à tous les adjudicataires, des obligations lourdes ou légères, multiples ou peu nombreuses, est-ce nuire à la concurrence, est-ce toucher à la publicité ? Le Conseil d'Etat l'affirme, mais il n'apporte et ne peut apporter évidemment aucune preuve ».

L'ordonnance de 1837 ne limite ni ne fixe la nature des clauses qu'un Conseil municipal peut introduire dans ses cahiers des charges. En effet, l'art. 4 dit simplement :

« Les cahiers des charges détermineront la nature et l'importance des garanties que les fournisseurs ou entrepreneurs auront à produire, soit pour être admis aux adjudications, soit pour répondre de l'exécution de leurs engagements ; ils détermineront aussi l'action que l'Administration exercera sur ces garanties, en cas d'inexécution de ces engagements. »

M. Lavy passe ensuite à la première objection : stipuler pour des ouvriers un repos hebdomadaire, l'interdiction du marchandage, un minimum de salaire, c'est, de la part des communes, violer la liberté du travail, empêcher le libre contrat entre l'entrepreneur et l'ouvrier. M. Lavy demande pourquoi les communes doivent-elles être seules à ne pas jouir de cette liberté ?

« Qu'est-ce donc que la mise en adjudication de travaux communaux, sinon la signature d'un contrat entre une commune et un entrepreneur ? Et ce droit de libre contrat pourquoi la commune en

serait-elle dépouillée au profit d'un particulier ? Pourquoi ne pourrait-elle pas faire toutes les stipulations qu'elle croit lui être imposées pour la défense de ses intérêts ? »

D'ailleurs, ce droit de la liberté du contrat entre l'ouvrier et l'entrepreneur dans l'exécution des travaux publics n'a-t-il reçu aucune atteinte ?

Le décret-loi contre le marchandage, mode particulier de l'organisation du travail, est toujours en vigueur, les Chambres l'ont confirmé en votant la loi relative à l'Exposition de 1900, le Gouvernement en a prescrit l'observation dans l'art. 9 de l'arrêté qui fixe les clauses et conditions générales des travaux (1)

Ce décret-là n'est pas seul à restreindre la liberté du travail.

Le cahier des clauses et conditions générales des travaux des ponts et chaussées, du 16 novembre 1866, signé par M. Armand Béhic, ministre des travaux publics, renferme les articles suivants :

Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise, sans le consentement de l'Administration. Dans tous les cas, il demeure personnellement responsable, tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Si un sous-traité est passé sans autorisation, l'Administration peut, suivant les cas, soit prononcer la résiliation pure et simple de l'entreprise, soit procéder à une nouvelle adjudication à la folle enchère de l'entrepreneur.

1. Voir plus loin, p. 316.

Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le Préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, pour le bon ordre des travaux et la police des chantiers.

Il est interdit à l'entrepreneur de faire travailler les ouvriers les dimanches et les jours fériés. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans des cas d'urgence et en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur.

Art. 13 § 2. — L'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents ou ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité, ou défaut de probité.

Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui est remis périodiquement et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers (1).

Art. 15. — L'entrepreneur paye les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées, si l'Administration le juge nécessaire. En cas de retard régulièrement constaté, l'Administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

Art. 16. — Une retenue d'un centième est exercée sur les sommes dues à l'entrepreneur, à l'effet d'assurer, sous le contrôle de l'Administration, des secours aux ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par

1. Le cahier des clauses et conditions générales de 1833 renfermait des articles analogues.

les travaux, à leurs veuves et à leurs enfants, et à subvenir aux dépenses du service médical. »

Ainsi, l'art. 9 prohibe le marchandage et affirme la responsabilité de l'entrepreneur envers les ouvriers, en dépit des sous-contrats.

Les art. 11, 13, 14, apportent des restrictions graves aux droits des entrepreneurs, en ce qui touche la tenue des chantiers et le choix des agents et des ouvriers ; en outre, ils soumettent les entrepreneurs à l'arbitraire des fonctionnaires chargés de la surveillance des travaux : que signifie exactement, par exemple, « le nombre des ouvriers proportionné à la quantité d'ouvrage à faire ? »

L'art. 15 dispose que le paiement des ouvriers aura lieu à des époques fixes, l'art. 16 prescrit un prélèvement sur les sommes dues à l'entrepreneur pour garantir des secours aux ouvriers blessés ou malades.

Que devient, avec ces dispositions, la liberté du contrat de travail ?

Le cahier des charges du génie ne se montre pas plus respectueux de cette liberté.

« Et l'on conçoit à merveille, écrit M. Lavy, toutes ces dispositions qui limitent la prétendue liberté sacro-sainte du contrat de travail, qui protègent l'ouvrier contre les abus de l'autorité patronale, qui défendent sa santé, sa vie, sa dignité, et qui font ainsi de lui un artisan meilleur des travaux à exécuter. »

M. Armand Béhic, ministre des Travaux publics,

a commenté, dans une circulaire en date du 21 novembre 1866. le nouveau cahier des clauses et conditions générales de 1866 (1).

Avant lui, le 20 mars 1849, le sous-secrétaire d'État aux Travaux publics, disait dans une circulaire adressée à ses agents : « L'amélioration du sort

1. Circulaire du ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics aux préfets :

Les clauses et conditions générales de 1833 « ont excité à diverses reprises les réclamations les plus vives de la part des entrepreneurs; ils se sont plaints énergiquement qu'elles ne leur laissent pas, dans l'exécution des travaux dont ils se rendent adjudicataires, la liberté d'action à laquelle ils ont droit ; qu'ils sont placés dans une dépendance absolue des ingénieurs et autres délégués de l'Administration.....

« Ces plaintes sont évidemment exagérées.....
à raison de la nature et du but des travaux dont ils se rendent adjudicataires, les entrepreneurs ne sont, en quelque sorte, que les agents d'un certain ordre de l'Administration, obligés d'accepter ses décisions, lors même qu'elles blessent leurs intérêts

« Le titre II [des clauses et conditions générales de 1866] relatif à l'exécution des travaux, a dû appeler d'une manière toute spéciale l'attention de l'Administration. Cette exécution est, en effet, le but de l'entreprise, et ce but serait manqué si les mesures nécessaires n'étaient prises, soit pour que les travaux fussent poussés avec l'activité convenable, soit pour qu'ils fussent exécutés dans les meilleures conditions, soit pour que les chantiers fussent dirigés avec intelligence et méthode et pour que toute cause de désordre en fût écartée

1. (*Recueil des lois, décrets, ordonnances, règlements, circulaires, etc. concernant le service des Ponts et Chaussées*, par A. Potiquet, t. III, p. 237).

des ouvriers est l'objet de la constante préoccupation du gouvernement de la République... A côté du travail qui fait vivre, je placerai toujours l'amélioration de la condition morale, la satisfaction des besoins de l'intelligence, qui élèvent et fortifient chez tous le sentiment de la dignité personnelle. »

Le sous-secrétaire d'État des travaux publics de 1848 et le ministre de 1866 ne pensaient pas qu'on pût subordonner les intérêts les plus essentiels à la liberté du contrat de travail et qu'on dût, par suite, interdire dans les cahiers des charges toute clause restrictive de cette liberté.

Enfin, le 21 mars 1890, devant le Conseil d'Etat, annulant une deuxième fois les délibérations du Conseil municipal de Paris (1), le commissaire du gouvernement, M. Le Vasseur de Précourt, disait :

« Nous ne poserons pas en principe que les cahiers des charges, en matière de travaux publics, ne peuvent jamais contenir, en faveur des ouvriers, des stipulations obligatoires pour les entrepreneurs, car ce serait déclarer illégal le plus ancien, le plus vénérable des cahiers des charges, le cahier des clauses et conditions générales des travaux des ponts et chaussées du 16 novembre 1866... De même, les cahiers des charges pour les fournitures des ministères de la Guerre et de la Marine contiennent presque toujours des stipulations en faveur des ouvriers.

« Supposons qu'une ville, dans laquelle une épidémie a amené la misère, stipule que les ouvriers

(1) Voir plus haut, p. 179.

originaires de la ville seront employés aux travaux publics ; supposons qu'un Conseil municipal, dans l'intérêt du travail national, restreigne, comme l'a fait précisément le Conseil municipal de Paris, l'emploi des ouvriers étrangers, ces clauses nous paraissent absolument légales. »

M. Lavy se demande ce qu'il reste de la décision du Conseil d'Etat, devant une telle théorie ; que deviennent les prohibitions que cette assemblée a cru trouver dans l'ordonnance de 1837. Avec cette théorie, les entrepreneurs ne seront plus libres d'offrir du travail à des nationaux ou à des étrangers ; on ne pourra plus rencontrer l'un en face de l'autre, deux concurrents à l'adjudication, l'un se présentant avec un rabais modéré, parce qu'il entend faire travailler la main-d'œuvre française, l'autre consentant un rabais énorme parce qu'il se propose d'avoir recours à l'exploitation sans scrupule des bras étrangers. M. Le Vavasseur de Précourt fait donc l'aveu indirect qu'il est des clauses d'intérêt supérieur qu'il faut pouvoir insérer dans les cahiers des charges.

Le Parlement et le Gouvernement ont eux-mêmes déjà marché dans cette voie.

Le 17 mars 1896, au cours de la discussion du projet de loi relatif à l'exposition de 1900 **M. Vaillant** et plusieurs de ses collègues présentèrent un amendement ainsi conçu :

« Dans tous les travaux, dans toutes les commandes

de matériel et de fournitures ayant pour objet la construction des bâtiments, l'organisation, l'installation de l'exposition de 1900, des conditions humaines du travail ouvrier seront établies pour l'exécution des travaux en régie de la ville de Paris et de l'Etat ou inscrites au cahier des charges des entrepreneurs, des industriels et des fournisseurs.

« Ces conditions seront :

« 1° La journée de 8 heures et un jour de repos par semaine ;

« 2°

(Les autres dispositions avaient trait à la fixation des salaires et à l'inspection ouvrière).

Le § 1^{er} de l'amendement fut adopté par la Chambre, ainsi que la condition du repos hebdomadaire, mais les autres dispositions furent repoussées.

M. Doumer, ministre du commerce, déclara alors qu'il ferait respecter les décrets contre le marchandage et qu'il n'admettrait pas l'emploi de plus de 1/10 d'ouvriers étrangers.

M. Boucher qui, comme ministre du commerce, signa le cahier des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux de l'Exposition de 1900, tint la parole de son prédécesseur.

Ce cahier des clauses et conditions générales renferme notamment les articles suivants :

Art. 9. — L'entrepreneur ne peut céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties de son entreprise.

Dans tous les cas, il demeure personnellement res-

ponsable tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers.

Le marchandage est également interdit à l'entrepreneur conformément au décret du 2 mars 1848 et à l'arrêté du gouvernement du 21 mars 1848.

Art. 11. — L'entrepreneur est tenu d'observer tous les règlements qui sont faits par le commissaire général, sur la proposition du directeur du service, pour la police des chantiers.

Les ouvriers auront un jour de repos par semaine.

Art. 13. — L'entrepreneur ne peut prendre pour commis et chefs d'atelier que des hommes capables de l'aider et de le remplacer au besoin dans la conduite et le métrage des travaux.

L'architecte ou l'ingénieur a le droit d'exiger le changement ou le renvoi des agents ou ouvriers de l'entrepreneur pour insubordination, incapacité ou défaut de probité...

Art. 14. — Le nombre des ouvriers de chaque profession est toujours proportionné à la quantité d'ouvrage à faire. Pour mettre l'architecte ou l'ingénieur à même d'assurer l'accomplissement de cette condition, il lui sera remis périodiquement et aux époques par lui fixées, une liste nominative des ouvriers.

Cette liste indiquera la nationalité des ouvriers. Le Ministre se réserve le droit de fixer la proportion maxima d'ouvriers étrangers que l'entrepreneur pourra occuper pour chaque nature de travaux.

Art. 15. — L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'Administration le juge nécessaire.

.....

On ne peut donc, conclut M. Lavy, dans l'état des lois, des faits et des esprits, contester sérieusement le droit, pour l'Etat, les départements et les communes, d'insérer dans leurs cahiers des charges de travaux, des clauses favorables aux travailleurs.

II

M. Lavy se propose d'examiner ce qui se pratique en France et à l'étranger.

Après avoir fait un historique de la question des conditions du travail dans les chantiers de la Ville de Paris, il expose quelle est la situation des travailleurs occupés directement ou indirectement par le Conseil municipal de Paris.

Le « Cahier des charges générales des travaux d'architecture de la ville de Paris » (édition de 1894), contient les dispositions suivantes :

Art. 14. — ...L'emploi des sous-entrepreneurs, tâcherons ou marchandeurs est formellement interdit. Les ouvriers employés aux travaux de la Ville doivent être occupés pour le compte direct des adjudicataires, sans aucun intermédiaire.

L'entrepreneur ne pourra employer plus de 1/10^e d'ouvriers étrangers pour chaque nature de travaux.

Art. 15. — ...pour assurer l'application de l'art. 14 ci-devant, l'entrepreneur devra tenir rigoureusement à jour et remettre périodiquement à l'architecte, aux époques qui lui seront fixées, un état comprenant la liste nominative des ouvriers qui coopèrent à l'exécution des travaux faisant l'objet de son marché, avec l'indication,

pour chacun d'eux, de leur lieu de naissance et de leur salaire.

Art. 25 — Les ouvriers blessés dans les travaux, recevront de l'entrepreneur, et au compte de ce dernier... une indemnité journalière...

Dans les « Conditions particulières aux travaux de maçonnerie et de carrelage » et dans les cahiers des charges des travaux de terrasse, figure l'article suivant :

Il ne sera admis sur les chantiers que des ouvriers n'ayant pas été renvoyés d'autres chantiers par l'Administration. L'adjudicataire devra congédier les agents ou ouvriers dont le renvoi serait demandé par l'architecte.

D'autre part, la Ville occupe directement ou en régie des milliers d'ouvriers et d'employés dont elle fixe librement les salaires et les conditions de leur travail.

Elle a un traité avec la Compagnie du gaz, traité qui lui donne une part dans les bénéfices de l'exploitation, et dont elle a profité pour obtenir une majoration des traitements du personnel de la Compagnie.

En présence d'une telle constatation, quelle raison sérieuse peut-on trouver pour refuser à la Ville la faculté de prescrire des conditions du travail en faveur des ouvriers dans les travaux confiés à des entrepreneurs.

III

M. Lavy montre que Paris n'était pas seul en

France à se préoccuper de la question des conditions du travail. Il passe en revue les délibérations prises par les Conseils municipaux de province.

Le 21 mars 1891, le Conseil municipal de Limoges délibère :

Sont écartés de l'adjudication les imprimeurs qui n'accepteraient pas le prix minimum payé par la Chambre syndicale des patrons, soit 50 centimes de l'heure ou du mille de lettres. Seront également écartés les patrons imprimeurs qui emploieraient des femmes comme compositrices et ceux dont le nombre des apprentis serait supérieur à un pour quatre ouvriers régulièrement occupés.

La délibération a été annulée par M. le Préfet de la Haute-Vienne.

Le 21 septembre 1894, le Conseil municipal de Roubaix décide :

1° Il sera établi une série de prix pour les différents genres de travaux ;

2° Ces prix seront déterminés par la municipalité d'accord avec les corporations ou syndicats appelés à nommer à cet effet des délégués qui s'entendront avec le maire ;

3° Ces prix, qui seront affichés, figureront dans les cahiers des charges et constitueront un salaire minimum au-dessous duquel il est interdit aux adjudicataires des travaux de la Ville de faire travailler ;

4° Cette série de prix pourra être révisée tous les deux

ans, de façon à toujours maintenir le salaire en rapport avec le coût de la vie.

Le Préfet du Nord annula cette délibération.

Le 8 décembre 1896, le Conseil municipal de Dun-sur-Auron (Cher), après avoir pris plusieurs délibérations sans effet, émit le vœu :

Qu'il soit introduit dans la législation future, un article obligeant les communes, les départements ou l'Etat à introduire dans les cahiers des charges de toutes les adjudications de travaux... une clause garantissant pour les ouvriers les conditions d'hygiène et de sécurité, la durée du travail et un minimum de salaire suffisant pour permettre à l'ouvrier de vivre et d'élever sa famille.

Le Conseil décida, en outre, « que le présent vœu sera transmis à M. Lavy, député de Paris, rapporteur de la Commission du travail ».

Le 20 juin 1896, le maire de Toulouse écrivit à M. Lavy, que son administration « serait toute disposée à insérer, si elles devaient être approuvées, des clauses destinées à garantir les ouvriers contre les trop grandes exigences des entrepreneurs ».

Le 27 juin 1896, le maire de Perpignan informait M. Lavy, que le Conseil municipal de cette ville avait l'intention d'insérer dans les nouveaux cahiers des charges une clause limitant la durée de la journée de travail.

Le cahier des charges de la ville de Béziers, approuvé par les arrêtés préfectoraux du 10 juin 1890 et du 7 février 1896, renferme les articles suivants :

Art. 13. — Pour que les travaux ne soient pas abandonnés, à des spéculateurs inconnus ou inhabiles, l'entrepreneur ne pourra pas céder tout ou partie de son entreprise, sans le consentement écrit de l'Administration municipale...

Art. 16. — L'ingénieur, directeur des travaux, aura le droit d'exiger le remplacement immédiat des agents ou ouvriers qui seraient insoumis, incapables, ou qui manqueraient de probité.

Art. 18. — Les ouvriers de nationalité étrangère ne seront admis que dans la proportion de 1/10^e du personnel du chantier.

.

Art. 21. — L'entrepreneur paye ses ouvriers tous les 15 jours et à des époques plus rapprochées si l'Administration le juge nécessaire.

Le plus intéressant des cahiers des charges des travaux communaux de province est celui de la ville de Toulon, voté par le Conseil municipal le 11 juillet 1894 et approuvé par le Préfet du Var, le 14 septembre de la même année. Ce cahier des charges renferme notamment les articles suivants :

Art. 19 § 2. — Les entrepreneurs solderont les salaires et peines des ouvriers, des commis et des autres agents dont ils pourront avoir besoin pour assurer la bonne exécution des travaux. L'Administration aura

toujours le droit de déléguer un de ses agents pour assister à la paye des ouvriers.

Art. 26. — L'administration ne reconnaît ni n'autorise aucun sous-traitant.

Art. 27. — Les entrepreneurs seront tenus de fournir, aux prix de règlement du bordereau, le nombre des ouvriers qui leur sera demandé pour les travaux en régie. Ils devront les faire surveiller à leurs frais, les payer au moins après chaque quinzaine et leur fournir tous les outils et engins nécessaires.

.

Les prix du règlement des ouvriers en régie seront augmentés de 10 0/0 pour bénéfice, faux frais, avances de fonds et frais d'outils, aucune retenue ne pourra être faite par l'entrepreneur sur la journée des ouvriers en régie. Le 10 0/0 d'augmentation sera le seul bénéfice des entrepreneurs sur le paiement des journées de ces ouvriers.

Il est entendu, d'ailleurs, que les journées d'ouvriers en régie, ne sont pas passibles du rabais de l'adjudication....

Art. 32. — Les prix établis au bordereau sont basés sur la journée de 8 heures. Il est interdit aux entrepreneurs de faire travailler les ouvriers une durée supérieure à celle fixée lorsqu'ils travaillent à la journée ; même pour son compte, il ne pourra les occuper ailleurs.

En cas d'absolue nécessité et avec l'autorisation de l'Administration, les entrepreneurs pourront occuper leurs ouvriers un nombre d'heures supplémentaires indiqué dans l'ordre de service.

M. Ferrero a fourni à M. Lavy le commentaire suivant de l'art. 32 :

« 1^o Les prix du bordereau sont établis pour des journées de 8 heures, c'est-à-dire que l'entrepreneur, par le fait de son adjudication, accepte de ne faire travailler les ouvriers qu'il embauche à la journée que 8 heures par jour sur les chantiers municipaux. Il ne peut davantage faire travailler ces ouvriers pour son compte ailleurs qu'aux chantiers municipaux, en dehors des 8 heures réglementaires ;

» 2^o En cas de nécessité, l'entrepreneur peut imposer aux ouvriers de travailler plus de 8 heures, mais en leur payant un supplément proportionnel de la journée ;

» 3^o Les ouvriers fournis par l'entreprise en régie sont payés par la Ville pour leur temps passé à son compte, en tablant toujours sur 8 heures de travail par jour. Autant d'heures de régie, autant de huitièmes de journées, celles-ci étant évaluées au moyen des prix de l'heure du bordereau, correspondant à chaque classe d'ouvriers, augmentés de 10 0/0, pour frais généraux de l'entrepreneur. Ce 10 0/0 reste à l'entrepreneur pour son bénéfice. Les ouvriers touchent donc intégralement le prix de l'heure du bordereau. »

On voit, écrit M. Lavy, avec quelle fantaisie est étendue ou restreinte la liberté des communes.

IV

M. Lavy étudie la question du marchandage.

Il pose les questions suivantes :

Qu'est-ce que le marchandage ?

Y a-t-il un marchandage licite ?

Le décret-loi du 2 mars 1848 a-t-il proscrit tout marchandage ?

M. Lavy estime qu'il est d'autant plus utile d'élucider ces questions que les tribunaux n'ont paru les connaître qu'à demi.

M. Lavy rappelle que la 9^e chambre du tribunal correctionnel de la Seine avait à prononcer, dans son audience du 9 avril 1897, sur l'espèce suivante : Un entrepreneur (1) avait confié à un tâcheron (2) l'exécution d'un travail de ravalement ; celui-ci n'avait pu, étant insolvable, régler le compte des ouvriers qu'il avait embauchés ; ces ouvriers le poursuivirent et mirent en cause l'entrepreneur. La 9^e chambre, considérant que le marchandage n'est punissable que s'il constitue l'exploitation de l'ouvrier et estimant n'avoir pas des éléments d'appréciation suffisants, prescrivit une enquête pour savoir « si l'entrepreneur a pu, de bonne foi, imposer à forfait l'exécution des travaux,.... si le tâcheron a pu, sans exposer les ouvriers qu'il embauchait à des salaires avilis ou forcément impayés, soumissionner dans d'aussi mauvaises conditions,.... si le taux des salaires a été moyen, etc ».

En somme, pour le tribunal, il semble qu'il n'y

1. M. Loup.

2. M. Martin.

ait délit que si l'entrepreneur et le tâcheron se sont entendus pour exploiter et frauder les travailleurs.

Le 9 juillet 1897. la Cour de Paris, saisie par l'entrepreneur, qui en avait appelé du jugement de la 9^e chambre, le débouta et confirma en droit et en fait la décision des premiers juges.

M. Lavy relève la même erreur dans le réquisitoire de M. le substitut Brouhot et dans les attendus et considérants des deux jugements.

« Le marchandage, dit la 9^e chambre, est le contrat à forfait de sous-entreprise au rabais, la convention au moyen de laquelle les entrepreneurs de travaux s'adressent, pour l'exécution de travaux partiels, à des sous-entrepreneurs ou à des tâcherons qui embauchent les ouvriers avec lesquels ils se mettent d'accord sur les conditions du travail et sur le salaire ».

Le tribunal établit une confusion entre deux choses distinctes : la sous-entreprise et le marchandage.

La sous-entreprise est, en thèse générale, proscrire par les cahiers des charges de travaux publics, l'entrepreneur ne peut rétrocéder tout ou partie des travaux qui lui ont été adjugés qu'avec l'agrément de l'Administration et il en demeure responsable. Il est naturel qu'on ne permette pas facilement à un entrepreneur qui figure sur la liste d'admissibilité après enquête et en raison des garanties qu'il offre pour la bonne exécution des travaux, de passer la

main à d'autres. Mais cette autorisation est accordée chaque fois que la sous-entreprise est légitime, quand, par exemple, des travaux de nature un peu différente ont été groupés dans un même lot et donnés à un seul adjudicataire.

C'est ce qui constitue la sous-entreprise, œuvre licite, simplement limitée par les cahiers des charges de travaux publics.

La sous-entreprise n'a rien de commun avec le marchandage.

Le sous-entrepreneur apporte son industrie, il a des capitaux engagés, un outillage. Son contrat de sous-entreprise ne suppose pas l'obligation de spéculer sur le salaire de l'ouvrier. L'adjudicataire peut, dans sa soumission, n'avoir consenti de rabais que sur la partie qu'il comptait se réserver ; il peut, dans la crainte d'une perte considérable résultant de son inexpérience, de l'insuffisance de son outillage, rétrocéder, avec une perte moindre, une partie de son adjudication à un sous-entrepreneur.

L'ouvrier n'a donc pas à souffrir de la sous-entreprise, elle lui permet d'obtenir des conditions normales de travail et de salaire.

Il n'en est pas de même du marchandage. Le but poursuivi par l'entrepreneur qui y a recours est de se borner à l'apport des matériaux et de se débarrasser du souci de la main-d'œuvre tout en réalisant sur elle un bénéfice.

Le marchandeur, écrit M. Lavy, est « simplement l'intermédiaire entre l'entreprise et la main-d'œu-

vre. Son rôle consiste à prendre au rabais l'exécution des travaux, à procurer ainsi un bénéfice à l'entreprise, puis à trouver des ouvriers qui acceptent des conditions du travail telles qu'il puisse à son tour réaliser un second bénéfice, ce double profit étant prélevé sur le salaire amoindri des ouvriers. Parmi les ouvriers, il n'en est pas un qui ne comprenne autrement le marchandage, qui ne considère tout marchandage comme une exploitation ».

C'est le marchandage ainsi défini que les auteurs du décret de 1848 ont entendu viser.

Le procès-verbal (inséré au *Moniteur Officiel* du 3 mars 1848), de la 1^{re} séance de la « Commission du Gouvernement pour les travailleurs » tenue au palais du Luxembourg, sous la présidence de Louis-Blanc relate que 120 à 200 ouvriers, délégués de diverses corporations ont assisté à cette séance ; « parmi les demandes faites au nom de la classe ouvrière, deux sont l'objet d'une insistance spéciale de la part de l'Assemblée qui en demande la discussion immédiate. Ces deux demandes sont les suivantes : Réduction du nombre des heures de travail ; Abolition du marchandage. »

Le lendemain 2 mars, à 8 heures du matin, une nombreuse réunion de patrons chefs d'industrie, a lieu dans une des salles du palais.

Le *Moniteur Officiel* du 3 mars 1848 donne la relation suivante de cette réunion :

« Sur le marchandage, des détails précis sont donnés par divers membres, il en résulte que diverses sortes de marchandage sont à distinguer ; il y a les marchandeurs ou tâcherons qui sous-entreprennent certaines parties des travaux et les font exécuter sous leurs ordres directs. Ce genre de travail est oppressif pour l'ouvrier. *L'abolition en est non-seulement consentie, mais réclamée par l'assemblée.*

» Il y a ensuite le marchandage habituel qui consiste dans le travail à la pièce ou piéçard. Ce genre de travail est avantageux à l'ouvrier comme au patron, car à l'un il assure un bénéfice proportionné à son activité et à l'autre une livraison plus rapide. Le piéçard est à conserver.

» Il y a enfin un troisième genre de marchandage, qui consiste dans l'entreprise faite ensemble par plusieurs ouvriers par association, avec partage des bénéfices dépassant le salaire de la journée de chacun, partage fait au prorata du taux de la journée de chaque associé. C'est là un genre d'association utile à conserver, à encourager.

» En conséquence de ces explications, contradictoirement entendues, des ouvriers et des patrons, le Gouvernement provisoire a immédiatement rendu un décret par lequel le *marchandage oppressif est aboli.* »

Voici le texte de ce décret :

Sur le rapport de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs,

Considérant :

1° Qu'un travail manuel trop prolongé, non-seulement ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

2° Que l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ouvriers dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la fraternité ;

Le Gouvernement provisoire de la République décrète :

1° La journée de travail est diminuée d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de onze heures, elle est réduite à dix, et, en province, où elle avait été jusqu'ici de douze heures, elle est réduite à onze ;

2° L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie.

Il est bien entendu que les sociétés d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage.

Paris, le 2 mars 1888.

Signé : Dupont (de l'Eure), Arago, Albert, Crémieux, Flocon, Garnier-Pagès, Louis Blanc, Marrast, Marie.

Le 21 mars 1848, le Gouvernement provisoire rendit l'arrêté suivant :

Sur le rapport de la Commission du gouvernement pour les travailleurs :

Considérant que le décret du 2 mars, qui détermine la durée du travail effectif et qui supprime l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage, n'est pas universellement exécuté en ce qui touche à cette dernière dispo-

sition, considérant que les deux dispositions contenues dans le décret précité sont d'une égale importance et doivent avoir force de loi ;

Le Gouvernement provisoire de la République, tout en réservant le travail à la tâche ;

Arrête :

Toute exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage sera punie d'une amende de 50 à 100 francs pour la 1^{re} fois, de 100 à 200 fr. en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement pouvant aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

La lecture de ces documents démontre, écrit M. Lavy, que le marchandage est illégal. « On fait un vain effort pour équivoquer sur le sens de ces mots « l'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs est abolie ». On veut en vain leur faire dire que le marchandage n'est supprimé qu'au cas où il constituerait une exploitation de l'ouvrier ; le décret a voulu dire et a dit que le marchandage est une exploitation de l'ouvrier et que, par suite, il doit être aboli ».

Peut-il y avoir un marchandage qui ne soit pas une exploitation et que le décret tolère ? Le procès-verbal de la Commission répond à cette question. Il distingue trois sortes de marchandage :

1^o Le marchandage spécifié ci-dessus.

2^o Le travail aux pièces ou à la tâche.

3^o La sous-entreprise par des ouvriers associés.

La commission estime que les deux dernières sortes de marchandage sont à conserver.

Il n'en est pas de même du premier genre de marchandage. « Il y a, dit le procès-verbal de la Commission, les marchandeurs ou tâcherons (ouvriers dit le décret) qui sous-entreprennent certaines parties de travaux et les font exécuter à la journée par des ouvriers sous leurs ordres directs. *Ce genre de marchandage est oppressif pour l'ouvrier.* L'abolition en est non seulement consentie, mais réclamée par l'Assemblée ».

Ainsi, la Commission ne dit pas que ce marchandage peut être oppressif, qu'il peut conduire à l'exploitation de l'ouvrier, elle déclare qu'il est oppressif et demande sa suppression sans réserve.

Qui s'est prononcé dans ce sens, demande M. Lavy, « Etaient-ce des ignorants, des législateurs bien intentionnés, mais connaissant mal le sujet qu'ils abordaient ? Non, ce sont, le 1^{er} mars des ouvriers et le 2 des patrons. Entre eux, aucune divergence ».

M. Lavy cherche si ces décrets ont été entamés par des actes ultérieurs.

Le 5 juillet 1848, M. Pascal Duprat déposa à l'Assemblée Nationale un rapport se terminant par le projet de décret suivant :

« L'Assemblée nationale

» Considérant que le décret du 2 mars 1848 est nuisible aux intérêts de l'industrie et contraire à la liberté du travail,

» Décrète :

» Article unique. — Le décret du 2 mars est abrogé ».

Des amendements ayant été déposés, la Commission proposa non plus l'abrogation du décret, mais une limitation moins rigoureuse des heures de travail.

Elle soumit au vote de l'Assemblée, un article ainsi conçu :

« Le décret du 2 mars est abrogé *en ce qui concerne la limitation des heures du travail* ».

Le 8 octobre, au cours de la discussion, M. Corbon dit : « J'avais demandé la parole pour répondre à M. Buffet sur une question qui est réservée, la question du marchandage etc ».

M. Flocon déclare : « Il a été fait une réserve complète du principe relatif au marchandage. Cela a été si bien compris jusqu'à présent par l'Assemblée, dans sa séance d'aujourd'hui même, qu'excepté un rappel qui a été fait comme pour mémoire par l'honorable citoyen Corbon, pas un mot du marchandage n'a été dit dans cette longue discussion ».

Le président fait alors remarquer que l'Assemblée sera saisie de la question par un amendement de M. Guérin ainsi conçu :

« Il demeure interdit aux entrepreneurs d'employer des sous-traitants. Ils devront traiter directement avec les ouvriers pour l'exécution des travaux, soit à la journée, soit à prix courant ».

Le président ajoute que la question est réservée. M. Guérin retire son amendement.

M. Fourneyron insiste alors pour que l'Assemblée décide :

« Le décret du 2 mars 1848 est abrogé ».

M. Charles Dupin propose la question préalable qui est votée.

L'Assemblée abroge ensuite la partie du décret concernant les heures de travail et fixe la journée à 12 heures.

Le décret du 2 mars 1848, conclut M. Lavy, reste donc entier au regard du marchandage (1).

1. Ainsi, pour M. Lavy, le décret du 2 mars 1848 est toujours en vigueur en ce qui concerne le marchandage, et le marchandage est un délit sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il y a eu exploitation des ouvriers.

Cette théorie se trouve confirmée par un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans, en date du 11 juillet 1899.

Nous avons vu (p. 325) qu'un entrepreneur, M. Loup, mis en cause par les ouvriers de son tâcheron, M. Martin avait fait appel d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine en date du 9 avril 1897.

La Cour d'Appel de Paris, par un arrêt du 9 juillet 1897 déboute l'entrepreneur et déclara : 1^o que le décret du 2 mars 1848 était toujours en vigueur en ce qui concerne le marchandage ; 2^o que l'entrepreneur pouvait être considéré comme co-auteur du délit commis par le tâcheron.

L'entrepreneur se pourvut en cassation.

Par arrêt du 4 février 1898, la Cour de Cassation rejeta le moyen de pourvoi basé sur l'abrogation du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du 21 mars 1848, mais admit le moyen basé sur ce que l'arrêt attaqué avait considéré l'entrepreneur comme co-auteur du délit. La Cour cassa, en conséquence, l'arrêt du 9 juillet 1897 et renvoya les parties devant la Cour d'Appel d'Orléans.

Arrêt de la Cour d'appel d'Orléans.

L'Affaire vint devant la Cour d'Orléans le 11 juillet 1899.

Le procureur général, après avoir fait l'historique des dé-

V

M. Lavy étudie l'application des conditions du travail dans les pays étrangers. Nous nous sommes occupé de cette question au Chapitre XIII de notre travail.

cret et arrêté des 2 et 21 mars 1848, dépose les conclusions suivantes:

« Plaise à la Cour :

« Déclarer que les décret et arrêté des 2 et 21 mars 1848 sont toujours en vigueur ;

« Dire que ces actes législatifs prohibent non pas seulement le contrat abusif et déloyal de marchandage, qu'ils n'ont pas d'ailleurs particulièrement visé, mais le marché pur et simple passé par un sous-entrepreneur ouvrier avec des ouvriers employés par lui à la journée ;

« Dire enfin que Loup peut être, non co-auteur, mais complice du délit de marchandage simple commis par Martin.

« Charger, en conséquence, M. X, serment préalablement prêté de rechercher dans les agissements de Loup en cette affaire, les faits qui, commis par lui avec les caractères et dans les conditions que spécifie l'art. 60 du Code pénal, pourraient établir cette culpabilité.

..... »

La Cour d'Orléans rendit, conformément aux conclusions de M. le Procureur général, l'arrêt suivant :

« La Cour,

.....

« Sur le point de savoir s'il existe plusieurs espèces de marchandage prohibées par le décret de 1848,

« Attendu que le marchandage consiste dans la convention passée entre un tâcheron ouvrier et des ouvriers qu'il emploie et qu'il paie à l'heure ou à la journée, pour l'exécution des travaux de sous-entreprise ;

« Attendu qu'il n'y a pas d'autre genre de marchandage, défendu par le législateur ;

VI

Avant de conclure, M. Lavy examiné certaines déclarations faites devant la Commission du travail de la Chambre.

« Que cela résulte des travaux préparatoires du décret de 1848 et des termes de ce décret ;

« Attendu que le décret du 2 mars 1848 est clair et précis ; que par une disposition qui n'est pas sujette à interprétation, il abolit le marchandage tel qu'il vient d'être défini ci-dessus.

« Sur la complicité imputée au sieur Loup.

« Attendu que le marchandage étant un délit, le sieur Loup peut être considéré comme complice de ce délit si ses agissements rentrent dans les termes de l'art. 60 du Code pénal ;

« Attendu qu'il résulte des documents de la cause et des explications fournies par les parties et qu'il n'est pas méconnu par Loup qu'il savait, lorsqu'il a passé son contrat de sous-entreprise avec Martin, que celui-ci emploierait, pour l'exécution des travaux, des ouvriers travaillant à l'heure ou à la journée ;

« Que dans ces conditions une expertise est inutile.

« Que de ce qui précède, il résulte, en effet, que la Cour n'a pas à rechercher si le salaire payé aux ouvriers constituerait un salaire moyen ou avili.

« Que le salaire ne dépend que de la libre convention des parties.

« Par ces motifs,

..... »

« Dit que le décret du 2 mars 1848 prohibe tout marchandage sans distinction et s'applique au marché pur et simple passé par le sous-entrepreneur ouvrier avec des ouvriers employés et payés par lui à l'heure ou à la journée.

« Dit que Loup s'est rendu complice, dans les conditions spécifiées par l'art. 60 du Code pénal, du délit de marchandage imputé à Martin, en ce que, lors du contrat de sous-entre-

On a prétendu, écrit-il, que la fixation des salaires et de la durée de la journée diminuerait les rabais d'adjudication et supprimerait en quelque sorte, la concurrence voulue par l'ordonnance de 1837.

M. Amaury Simon, député, répond (procès-verbal du 7 décembre 1894) : « C'est une erreur de croire que les rabais portent sur les salaires. Les rabais portent sur l'organisation du travail et des chantiers ». Il aurait pu ajouter : l'achat des matières premières, leur mode d'emploi, la direction, les frais généraux.

A ce sujet, M. Sauton, architecte, ancien président du Conseil municipal de Paris a déclaré : « On prétend que l'insertion dans les cahiers des charges, des clauses concernant les conditions du travail, aura pour effet d'annuler les rabais. C'est une erreur. Nous avons obtenu des rabais de 31 et même 52 0/0, malgré l'insertion de ces clauses » (Procès-verbal du 16 février 1894).

A la même séance, M. Poubelle, ancien préfet de la Seine fit la déclaration suivante : « Je crois qu'elle

prise passé avec ce dernier il a eu connaissance que Martin, pour exécuter les travaux sus-indiqués, emploierait, ainsi qu'il l'a fait, des ouvriers payés à l'heure et à la journée.

« En conséquence :

« Vu l'arrêté du 21 mars 1848,

« Condamne le sieur Loup à la peine de 50 francs d'amende..... »

Cet arrêt confirme entièrement la théorie exposée par M. Lavy.

(la clause relative aux conditions du travail), n'a pas eu une grande influence sur le taux des adjudications. On trouve toujours des entrepreneurs pour accepter toutes les conditions qu'il plaît à la ville de leur imposer. Ce qu'il faudrait rechercher, c'est si l'insertion de cette clause ne pourrait pas avoir une influence sur la qualité des entrepreneurs. Elle n'a pas été jusqu'ici appréciable ».

M. Bouvârd, Directeur des services d'architecture de la ville de Paris et de l'Exposition de 1900 a déposé : « En ce qui concerne les conditions du travail, au point de vue des rabais, il ne paraît pas que la mesure ait influé sur le chiffre de ces rabais qui n'ont pas sensiblement varié pendant les périodes qui ont précédé, accompagné et suivi. »

VII

On a critiqué la série de la ville de Paris et l'application qui en est faite. M. Lavy montre le mal fondé de ces attaques.

A la séance de la Commission du travail du 16 février 1894, MM. Jaurès et Lavy demandèrent à M. Buisson, directeur de l'Association ouvrière de peinture « Le Travail », de dire 1^o si la série n'oblige pas à donner le même prix aux bons et aux mauvais ouvriers d'une même profession ; 2^o si dans la série il n'existe pas une gradation de salaires par catégorie. M. Buisson fit la réponse suivante : « En mettant chaque ouvrier à sa place, c'est-à-dire en ne

confiant à chaque homme que le travail qu'il peut faire, on arrive à donner le même salaire à tous les hommes d'une catégorie. Parmi les peintres, il y a un grand nombre de catégories; dans l'une, on gagne 60 centimes l'heure, dans d'autres 80 centimes un franc et même deux francs. Chaque ouvrier est placé dans une catégorie suivant ses aptitudes et ses capacités, et c'est ainsi qu'on peut donner le même salaire à chaque ouvrier d'une même catégorie».

M. Lary montre, par un simple examen de la série, que celle-ci n'attribue pas le même salaire aux ouvriers d'une même profession :

Si on ouvre la série à l'article « Terrasse », on lit :

« Terrassier.	l'heure : 0 fr. 60
« Puisatier chef d'équipe. . .	0 fr. 90
« Puisatier.	0 fr. 70
« Aide.	0 fr. 55

« La durée de la journée de travail est de 10 heures en été et de 8 heures en hiver (1^{er} novembre à fin février).

« Les prix des journées indiquées ci-dessus ne comprennent pas les plus-values qui d'ordinaire se débattent entre les patrons et les ouvriers, notamment pour la direction du travail où l'ouvrier remplit les fonctions de chef d'équipe.

« A défaut de conventions préalables, il sera alloué, dans les cas suivants, une indemnité fixée ci-après :

« 1^o De 2 francs par jour pour les déplacements

forcés qui obligent l'ouvrier à coucher hors de son domicile ;

« 2° De 1 franc par jour pour l'exécution d'un travail exceptionnel présentant des difficultés sérieuses, tel que travail fait dans l'eau ou tout autre périlleux exigeant des précautions spéciales pour la sécurité des ouvriers.

En ce qui concerne la « Maçonnerie », on lit :

	l'heure
« Tailleur de pierre pour ravalement.	1 ^{re} 20
« Tailleur de pierre.	0 85
« Poseur.	0 90
« Contre-poseur	0 70
« Ficheur	0 675
« Pinceur	0 75
« Bardeur	0 60
« Maçon	0 80
« Limousin	0 675
« Garçon maçon ou garçon limousin.	0 50
« Briqueteur.	0 85
« Garçon briqueteur.	0 50

VIII

La Commission du travail, en présence de ses observations, n'a pas cru sous prétexte « de conserver la libre concurrence, la liberté des contrats, refuser la protection de l'Administration aux ouvriers employés dans les travaux publics ».

La Commission du travail a, du reste, été encou-

ragée par les vœux suivants émis par le Conseil supérieur du travail dans sa session de décembre 1897 :

Le Conseil supérieur émet le vœu :

Que les décrets et ordonnances concernant les adjudications des travaux publics soient modifiés en vue d'introduire dans les cahiers des charges les clauses suivantes, relatives aux conditions du travail :

1^o Obligation pour l'entrepreneur de se conformer au taux des salaires et à la durée du travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la région où le travail est exécuté et fixés dans le cahier des charges. Ces conditions de salaires et de durée du travail seront contrôlées par les administrations intéressées qui devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires et prendre l'avis des commissions mixtes composées, en nombre égal, de patrons et d'ouvriers.

Le Conseil émet le vœu que les pouvoirs publics et la législation secondent, par tous les moyens, le développement des associations professionnelles auxquelles il appartient de déterminer les conditions du travail par l'accord des patrons et des ouvriers.

L'Administration pourra, à n'importe quel moment de l'exécution des travaux, régler le nombre d'étrangers qui pourront y être occupés, et cela dans la mesure qu'elle jugera utile et nécessaire.

2^o Repos hebdomadaire.

....

Enfin la Chambre elle-même a voté l'insertion d'une clause relative au repos hebdomadaire dans les cahiers des charges des travaux de l'Exposition et

plus récemment, le 3 mars 1897, elle a adopté la disposition suivante : (Art. 4, § dernier, de la loi sur les primes à la sériciculture et à la filature de soie) :

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette Commission (la Commission chargée du contrôle trimestriel des primes), ainsi que les conditions d'application de la présente loi, *notamment en ce qui concerne la fixation d'un maximum obligatoire de 60 heures de travail par semaine.*

En outre, nous avons vu que des conditions du travail existent déjà dans les cahiers des charges des travaux publics, elles ont trait au repos hebdomadaire, à la limitation du nombre des ouvriers étrangers, à l'interdiction du marchandage au choix des ouvriers, à leur paye, à la garantie de leur salaire et de secours ou d'indemnités en cas de maladie ou d'infirmité contractée dans le travail.

Il serait donc faux de prétendre que la réforme proposée constitue pour la France une innovation absolue. Deux conditions seulement n'ont pas encore été inscrites dans les cahiers des charges, ou n'y ont figuré que pour un temps très court à Paris, ce sont la détermination du salaire, la fixation de la journée de travail.

M. Lavy croit que ces deux clauses peuvent être ajoutées aux précédentes, comme elles l'ont été à l'étranger : en Angleterre, en Belgique, aux Etats-Unis, en Hollande, etc. Si les Conseils municipaux et les Conseils généraux ont le droit d'imposer aux

entrepreneurs le choix d'ouvriers habiles, pourquoi ne pourraient-ils pas exiger le payement d'un salaire minimum qui garantirait la sélection de ces ouvriers ; pourquoi n'imposeraient-ils pas un maximum d'heures de travail pour conserver la santé et l'effort utile des travailleurs ? Ne serait-ce pas défendre les intérêts des villes et des départements ?

La Commission du travail aurait pu comprendre dans un texte de loi tous les vœux émis par le Conseil supérieur du travail ; elle a préféré limiter son œuvre. Elle a décidé que les conditions du travail qui paraissent aujourd'hui incontestées et qui sont relatives au marchandage, à l'emploi des ouvriers étrangers et au jour de repos hebdomadaire devront avoir leur place dans tous les cahiers des charges des travaux de l'Etat, des départements et des communes.

Pour les clauses relatives au salaire et à la durée de la journée, elle a pensé que la faculté d'inscrire ces clauses devait être accordée aux départements et aux communes.

En conséquence, la Commission soumet à la Chambre la proposition de loi suivante.

IX

Art. 1^{er}. — Dans leurs travaux neufs ou d'entretien, crédités sur le budget ordinaire ou sur fonds d'emprunt, que ces travaux soient faits en régie ou

donnés par adjudication, l'Etat, les départements et les communes devront :

1^o Accorder ou exiger qu'on accorde aux ouvriers un jour de repos par semaine ;

2^o N'admettre l'emploi que de 1/10^e d'ouvriers étrangers, au maximum ;

3^o Interdire le marchandage, conformément au décret-loi du 2 mars 1848 et à l'arrêté du gouvernement provisoire du 21 mars 1848.

Les pénalités prévues audit arrêté seront applicables à toutes les infractions aux prescriptions du présent article.

L'Etat, les départements et les communes pourront, en outre, résilier le contrat en cours d'exécution et priver l'entrepreneur coupable, pour un temps ou à titre définitif, de la faculté de se présenter aux adjudications.

Art. 2. — Les départements et les communes peuvent insérer, dans les cahiers des charges des travaux en régie ou par adjudication, des clauses relatives à la fixation des salaires, à la détermination de la durée de la journée de travail et toutes autres clauses qui seraient de nature à assurer à la fois la bonne exécution des travaux et des conditions de paiement des salaires, d'organisation du travail, d'hygiène, de sécurité en faveur des ouvriers.

CHAPITRE XV

RAPPORT DE M. PIERRE BAUDIN, DÉPUTÉ.

- I. — Considérations générales.
- II. — Conditions de la réforme. — Déposition du Gouvernement.
- III. — Economie de la loi.
- IV. — Repos hebdomadaire.
- V. — Limitation du nombre des ouvriers étrangers.
- VI. — Garantie du salaire normal et courant, limitation de la journée de travail. — Influence des rabais d'adjudication sur les salaires. — Constatation du salaire normal et courant et de la durée normale et courante de la journée de travail.
- VII. — Consultation de commissions mixtes ou de syndicats.
- VIII. — Commentaire des articles du projet de loi de la Commission du travail.
- IX. — Conclusion.
- X. — Discussion à la Chambre des Députés du rapport de M. Pierre Baudin (4, 5 mai 1899).

La sixième législature prit fin sans que le rapport de M. Lavy ait pu venir en discussion.

La Commission du travail (1), élue par la nouvelle

1. Le bureau de cette Commission était composé de M. Bo-

Chambre, reprit l'examen des propositions relatives aux conditions du travail et chargea, en remplacement de M. Lavy, non réélu député, M. Pierre Baudin, de présenter un rapport tendant à l'adoption d'une proposition de loi relative à ces conditions du travail. Cette proposition de loi fut acceptée par le gouvernement.

M. Pierre Baudin déposa son rapport le 3 mars 1899.

I

M. Pierre Baudin rappelle que le Conseil d'Etat a considéré comme contraire à la loi, l'insertion, dans les cahiers des charges des travaux de l'Etat, des départements et des communes, des clauses relatives au salaire et à la durée du travail journalier.

Cette doctrine peut être contestée, elle n'en fait pas moins obstacle à l'introduction dans notre pays d'une réforme nécessaire. « Il faut une loi pour l'accomplir. »

M. Pierre Baudin expose que le projet qu'il soumet à la Chambre, est le résultat des études et des expériences dont les conditions du travail dans les travaux publics ont fait l'objet depuis un grand nombre d'années, soit en France, soit à l'étranger.

Il soulève d'abord une question de principe. L'Etat,

vier-Lapierre, *président*, MM. Charles Ferry et Dutreix, *vice-présidents*, M. Dubief, *secrétaire*.

les départements et les communes ont-ils le droit de stipuler, dans leurs marchés, des conditions destinées à donner aux ouvriers certaines garanties, soit qu'il s'agisse de leur santé, soit qu'il s'agisse de leurs salaires.

L'école du laissez-faire s'est très énergiquement prononcée pour la négative. Mais notre législation a abandonné depuis longtemps les théories de cette école. Les lois sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents du travail, etc., procèdent évidemment de l'idée que les ouvriers doivent être protégés dans leur vie et leur santé.

M. Pierre Baudin justifie la réforme proposée de la manière suivante :

« Le système des marchés au rabais, imposé à toutes les administrations, incite nécessairement les soumissionnaires à établir leurs prix de revient sur les moindres valeurs. Il pousse à l'abaissement des salaires. Si l'on conteste à la collectivité le droit de s'ingérer dans le contrat de travail pour favoriser l'une des parties, on doit au moins lui prescrire de ne rien faire pour affaiblir l'un des contractants. Or, qu'elle le veuille ou non, par la quantité des travaux qu'elle ordonne, par le mode et l'importance des marchés qu'elle passe avec l'industrie privée, elle agit sur les salaires dans le sens de leur dépréciation. C'est un fait de l'expérience. Il importe qu'elle garantisse les ouvriers des redoutables conséquences de ses méthodes.

« On nous dit : son rôle n'est pas d'enrichir. Nous répondons : son rôle n'est pas d'appauvrir. Nous pourrions aussi ajouter que le système des adjudications n'est pas toujours le plus conforme aux intérêts des administrations.

« Les rabais scandaleux dont l'opinion s'indigne n'entraînent pas nécessairement la ruine de ceux qui les ont consentis. Ils sont un danger bien plus pour la bonne exécution du travail que pour les intérêts des entrepreneurs. N'est-il pas juste qu'au moins l'autorité intervienne pour en restreindre les effets et protéger les ouvriers ?

« Telle est la justification de la réforme.

« Les arguments qui ont servi jusqu'à présent à la combattre sont tous inspirés de cette idée que l'intérêt des deniers publics devait prévaloir sur tous les autres. L'ordonnance de 1837 a eu pour but de le sauvegarder, en provoquant les plus forts rabais. Elle constitue une charte à laquelle il faut se garder de toucher.

« Il semble que l'expérience et le bon sens sont d'accord pour répondre.

« Le bon sens : n'est-il pas évident que l'intérêt général n'exige pas seulement la recherche des forts rabais, mais aussi la bonne exécution des travaux ?

« Or, les forts rabais ne sont possibles que si le soumissionnaire compte sur la dépréciation des matériaux ou sur la dépréciation de la main-d'œuvre et souvent sur les deux. L'une comme l'autre est contraire à la bonne exécution du travail. Un travail

mal payé ne vaut pas mieux qu'une matière de mauvaise qualité.

« L'expérience : est-il besoin d'invoquer les faits ? Nous tous, plus ou moins mêlés à la gestion des intérêts des départements et des communes, nous savons assez que les forts rabais ne sont pas, tant s'en faut, un avantage pour les deniers des contribuables.

« On peut donc affirmer sans hésiter qu'une bonne législation sur les travaux publics ne doit pas tout sacrifier à la recherche des forts rabais. Le fait essentiel qu'elle doit poursuivre, c'est l'exécution consciencieuse.

« En stipulant pour les ouvriers, nous n'aurons pas affaibli les moyens de défense des administrations, nous les aurons fortifiés. ».

Le principe de l'intervention de l'administration en faveur des ouvriers a depuis longtemps été admis dans nos règlements : le cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées (édition de 1866), le cahier des charges du génie, celui des travaux de l'exposition de 1900, stipulent un certain nombre de conditions dans l'intérêt des travailleurs.

II

M. Pierre Baudin rappelle que la précédente Commission du travail avait donné son adhésion aux vœux émis par le Conseil supérieur du travail dans

sa session de décembre 1891 (1). Mais elle avait pensé qu'il convenait avant tout de permettre aux communes de tenter la réforme et elle avait exclu l'Etat des bénéfices de la loi proposée.

La nouvelle Commission avait aussi, au début de ses travaux, adopté la faculté, pour les communes et les départements, d'appliquer la réforme ; en ce qui concerne son application à l'Etat, il lui avait paru nécessaire d'entendre le Gouvernement. M. Charles Dupuy, président du Conseil, et M. Delombre, ministre du Commerce, firent devant la Commission les déclarations suivantes :

Déposition du Gouvernement

(Extrait des procès-verbaux de la Commission du travail).

« **M. Delombre**, ministre du Commerce, dit que le vœu du Conseil supérieur du travail présente beaucoup de souplesse et, peut-être, pourrait fournir la solution du problème que beaucoup de bons esprits cherchent depuis longtemps.

Ce texte apporte des éléments de conciliation entre les deux doctrines qui sont, jusqu'à ce jour, aux prises.

Une des doctrines dit qu'il n'y a pas à légiférer, qu'il faut laisser se débattre les intérêts, qu'il n'y a qu'à s'incliner.

Il peut y avoir, dans cette doctrine, une part de vérité en ce sens que, par le développement des ri-

1. Voir plus haut, p. 344.

chesses et de l'outillage, au bout d'un nombre X d'années, l'amélioration se produira et la paix se fera. Mais si l'on peut, par des mesures sages, avancer cette évolution, ce sera heureux.

« L'autre doctrine est toute contraire. C'est la doctrine de l'école qui pense que le législateur peut faire ce qu'il veut, qu'il peut fixer le taux des salaires, limiter la durée de la journée de travail.

« Voilà les deux théories aux prises.

« Le vœu du Conseil supérieur du travail substitue à la notion qu'il n'y a rien à faire, celle-ci : il y a quelque chose à faire et qu'on peut faire en agissant avec prudence.

« Ni l'Etat, ni les communes ne devraient oublier que, par le fait de leur intervention, il peut se produire un abaissement de salaire. Si on a besoin de main-d'œuvre et qu'on cherche uniquement à avoir cette main-d'œuvre au meilleur marché possible, on sera amené à embaucher des vieillards, des femmes, des enfants.

« Au lieu de ne rien faire, comme le demandent les partisans de la première doctrine, ou de vouloir tout réglementer, comme le proposent les partisans de la seconde, ne serait-il pas plus simple — en matière d'adjudications de travaux publics — de regarder quels sont les salaires normaux, de façon à ne pas abaisser ces salaires au-dessous de ce qu'ils doivent être.

« L'orateur dit qu'en ce qui le concerne, il serait disposé à se rallier à une solution de ce genre, con-

sistant à constater le salaire normal et la durée normale de la journée de travail, pour appliquer ce salaire et cette durée de travail aux ouvriers employés dans les travaux publics. Rien que cette réforme soulèvera des difficultés. Si l'on veut assurer le succès, il faut agir de façon à n'effrayer personne. C'est ainsi qu'ont agi les Anglais. Ils ont apporté dans cette question une hardiesse et une prudence qui ne s'excluent pas. L'Angleterre n'a pas fait fixer le salaire par l'Etat ; elle s'est contentée d'enregistrer le salaire normal (c'est-à-dire élimination faite du salaire des vieillards ou des hommes trop jeunes). Sur ce point, l'orateur admet qu'on impose l'obligation à l'Etat et qu'on laisse la faculté aux communes. La reconnaissance légale des syndicats a permis de préparer beaucoup d'évolutions. Les syndicats doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas fixer arbitrairement les conditions du travail, mais qu'il leur est possible de suivre le mouvement qui se produit. En résumé, la solution doit se trouver dans un terme moyen. Ce n'est pas la théorie de ne rien faire ; ce n'est pas la théorie contraire que l'Etat peut tout faire : c'est cette idée qu'il existe une évolution et que l'Etat doit la favoriser.

« **M. Charles Dupuy**, président du Conseil, dit que M. le ministre du Commerce vient d'exposer la pensée du Gouvernement. A son tour, il doit s'expliquer, car son esprit a fait une certaine évolution.

Pendant longtemps, les syndicats ont paru cher-

cher leur voie. L'orateur a eu l'occasion, étant au pouvoir, de les rappeler, peut-être un peu brusquement, à leurs études professionnelles. Il croit que la fermeture de la Bourse du travail a fait réfléchir tout le monde.

« Les ouvriers se sont dit qu'ils étaient capables d'examiner les conditions de leur existence ; ils ont compris qu'on ne pouvait pas opérer des transformations sociales par un coup de baguette magique, et alors se retournant du côté de leurs intérêts professionnels, ils ont été les premiers à apporter à l'Office du travail des documents utiles.

« M. le président du Conseil dit qu'en 1894 il avait l'esprit effrayé par l'ensemble des choses qu'on demandait. Mais, ayant vu depuis l'Office du travail arriver à des conclusions hardies, il a voulu les examiner. Il s'est livré à une étude complète de ce qui se fait en France et à l'étranger, et il est arrivé à penser que ce qu'on demandait était naturel et souhaitable. S'il s'agissait de fixer d'avance un minimum de salaire, le Gouvernement repousserait la proposition. Mais le Gouvernement ne fait pas d'obstacles à ce qu'on donne aux villes la faculté d'examiner les conditions du travail qui seraient souhaitables et à ce qu'on les impose aux adjudicataires.

« Le Gouvernement adhère donc aux conclusions du Conseil supérieur du travail. Il estime que la loi ne peut pas tout régler, mais il a foi dans l'expérience. Il admet la faculté pour les communes, à cause de la variété qui existe entre les diverses com-

munes, mais il demande l'obligation pour l'Etat, parce que l'Etat doit donner l'exemple ».

En présence de ces déclarations, la Commission ne pouvait plus restreindre la réforme à une faculté concédée aux départements et aux communes. L'obligation pour l'Etat devenait un des éléments de la loi future.

La Commission était d'accord avec le Gouvernement pour laisser à la réforme beaucoup de souplesse.

Convenait-il de ne la formuler que dans ses principes, ainsi que l'avait fait, en Angleterre, la Chambre des communes, par le vote de la « Résolution » du 13 février 1891 (1)? Le Gouvernement et la Commission n'ont pas été d'avis de procéder ainsi.

Notre pays est unitaire dans ses règlements les plus minutieux ; le Conseil d'Etat et les bureaux des ministères, représentent un pouvoir disciplinaire, tel qu'il n'en existe nulle part, sur les communes et les départements. Il en résulte que, pour mettre sur pied une loi, il faut la fixer dans ses principes et la définir dans son fonctionnement.

Il n'en est pas de même en Angleterre ; il faut remarquer, d'autre part, que quand la Chambre des communes a donné son adhésion à la réforme elle avait déjà reçu son application de la part d'un grand nombre de pouvoirs locaux.

1. Voir plus haut, p. 286.

La Commission est donc partie de cette idée que tout en laissant à la réforme toute sa souplesse, en ne descendant pas dans l'examen de tous les détails de l'application, la loi devait contenir les principes essentiels et des sanctions précises.

III

La proposition de loi de la Commission contient des dispositions relatives :

Au repos hebdomadaire,

A la limitation du nombre des ouvriers étrangers,

A la garantie du salaire normal et courant,

A la limitation de la journée de travail.

Elle prescrit :

1° L'obligation du repos hebdomadaire dans tous les travaux exécutés pour le compte de l'Etat, des départements et des communes ;

2° La même obligation générale de la limitation du nombre des ouvriers étrangers ;

3° L'obligation pour l'Etat d'introduire dans ses cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engage à se conformer au taux des salaires et à la durée de travail considérés comme normaux et courants dans la ville ou la région où le travail s'exécute ;

4° La faculté pour les départements et les communes d'appliquer à leurs travaux cette clause relative au salaire courant et à la durée de travail couramment en usage.

M. Baudin examine chacune de ces conditions.

IV

Le repos hebdomadaire est entré depuis plusieurs années dans nombre de règlements.

L'article 11 du cahier des clauses et conditions générales des ponts et chaussées du 17 février 1892, le prescrit « sauf dans les cas d'urgence et en vertu d'une autorisation écrite ou d'un ordre de service de l'ingénieur ».

L'article 11 du cahier des clauses et conditions générales de l'Exposition de 1900 prescrit aussi le repos hebdomadaire.

V

La limitation des ouvriers étrangers tend à entraver l'avilissement des salaires. Les ouvriers étrangers ont une tendance à se contenter d'une moindre rémunération que les nationaux ; le plus souvent, ils n'ont pas de famille, et, s'ils s'expatrient pour trouver du travail, c'est qu'ils n'en ont pas trouvé chez eux même pour de faibles gains ; les épreuves qu'ils ont subies les ont préparés à accepter les plus ingrates conditions.

Il est juste de ne point encourager les entrepreneurs à embaucher des étrangers et autant il paraît difficile de réglementer la matière en ce qui concerne

les travaux particuliers, autant on est en droit de réserver à la main-d'œuvre française les travaux payés sur les fonds publics.

La proportion des ouvriers étrangers qui devraient être tolérés n'a pas été fixée dans la loi par suite des réserves formulées, notamment par le Conseil général des ponts et chaussées, qui a fait observer que dans certaines régions, on ne trouve que peu d'ouvriers étrangers disposés à s'embaucher comme terrassiers ; d'autre part, le Ministère des affaires étrangères a invoqué les conventions qui nous lient aux différents pays. Ces raisons ont déterminé la Commission, à laisser aux préfets le soin de fixer le quantum des ouvriers étrangers dont l'emploi est autorisé. Les préfets devront à la fois tenir compte des conventions internationales et de l'intérêt des populations.

VI

M. Pierre Baudin étudie les questions de la garantie du salaire normal et courant et de la limitation de la journée de travail à la durée normale et courante.

« Il ne s'agit pas, écrit-il, de fixer par la loi un minimum de salaire, le minimum nécessaire représentant le salaire calculé sur les besoins de l'ouvrier. Il ne s'agit pas de modifier arbitrairement ou plutôt administrativement le salaire tel qu'il résulte

du jeu de la concurrence et des divers autres éléments qui agissent sur la bourse des salaires ».

Il importe de déterminer le sens et la portée de la loi nouvelle.

« L'Angleterre et la Belgique ont montré dans quelle mesure les pouvoirs publics devaient et pouvaient intervenir dans le contrat de travail, quand il s'agit d'un travail exécuté sur les fonds publics. Cette intervention ne doit pas avoir d'autre objet que de corriger les torts faits aux salaires par l'opération de l'adjudication. Constater le salaire payé aux ouvriers dans la région, pour le même travail, accompli en dehors des adjudications et des travaux publics, et obliger les soumissionnaires à s'engager à payer ce salaire à tous les ouvriers de la même catégorie ; de même pour la limitation de la journée de travail : interdire le système qui fait suer le travail aux ouvriers : sweating-system, comme disent les Anglais, tel est le principe ».

Le Conseil général des ponts et chaussées a élevé contre cette partie de la réforme, deux objections principales :

1° La réforme est inutile, parce que les rabais d'adjudication n'ont pas d'influence fâcheuse sur les salaires ;

2° La réforme est dangereuse, parce qu'il est impossible de constater le salaire courant.

M. Pierre Baudin examine ces deux points :

1^{er} point. — *Les rabais d'adjudication ont-ils une influence sur les salaires ?*

Le Conseil général des ponts et chaussées constate que les gros rabais dans les adjudications des travaux se sont produits de 1885 à 1892 ; ils se sont élevés à ce moment jusqu'à 50 et 60 0/0. Ont-ils influé sur les salaires ? Le passage suivant du rapport du Conseil général des ponts répond :

« *L'influence a été nulle ou, dans tous les cas, négligeable.*

« Sur cette question, l'accord des réponses des ingénieurs est complet.

« Naturellement, quelques entrepreneurs qui avaient consenti de gros rabais ont tenté des réductions de salaire. Leurs chantiers ont été désertés immédiatement par tous les ouvriers nomades, lesquels sont allés chercher fortune ailleurs. Réduits aux ouvriers du pays, trop peu nombreux et moins endurcis, ils ont vu leurs travaux traîner en longueur, ce qui est une ruine pour une entreprise, parce que les frais généraux sont proportionnels au temps, et ils ont été obligés de relever leur prix et de les mettre en rapport complet avec les autres chantiers publics.

« *C'est ainsi que sur un même canal, dans le même port, sur la même ligne de chemin de fer, on a vu des lots d'entreprise où les rabais variaient de 10 à 40 0/0 et où le taux des salaires était uniforme.*

« La constatation de ce fait est particulièrement importante.

« Ce qui a trompé, c'est la coïncidence qui s'est produite entre la dépréciation des salaires et la multiplicité des gros rabais. On a voulu établir entre ces deux faits une relation de cause à effet. En réalité, l'expérience démontre qu'il n'y en a pas. Si les rabais sont devenus forts à un moment donné, c'est que les entrepreneurs étaient nombreux et se sont fait concurrence.

« S'il y a eu dépréciation des salaires, c'est que le nombre des chantiers de travaux publics ayant diminué, les ouvriers se sont fait concurrence pour avoir de l'ouvrage.

« C'est une fois de plus la vérification de la formule familière de Cobden : « Quand deux ouvriers courent après un maître, le salaire baisse ; quand deux patrons courent après un ouvrier, le salaire monte. »

« Le salaire avait monté pendant la période des grands travaux du programme Freycinet, parce qu'il y avait beaucoup de chantiers ouverts et que les entrepreneurs se disputaient les ouvriers. Le salaire a baissé quand les travaux se sont ralentis et que les ouvriers ont été dans le cas de quitter le travail.

« Dans un cas comme dans l'autre, l'influence des rabais d'adjudication a été nulle. »

Cette assertion du rapport a été contestée au sein même du Conseil général des ponts et chaussées ; au cours de la discussion, un de ses membres a dit :

« Les rabais sont considérables encore aujourd'hui dans certaines régions, et ont des conséquences dont on ne saurait méconnaître la gravité. L'enquête de la Commission n'a porté que sur les grands travaux publics. On comprend que pour les travaux de cette nature, les rabais puissent n'avoir qu'une faible répercussion sur les salaires des ouvriers, en raison de ce que les frais généraux, les frais du personnel, l'intérêt et l'amortissement d'un matériel considérable entrent pour une part très notable dans les charges de l'entreprise et de ce que la fourniture des matériaux correspond à une fraction importante du chiffre des dépenses portées à l'estimation. Mais il en est tout autrement pour les petites et les moyennes entreprises qui n'exigent qu'un outillage de peu de valeur et dans lesquelles la main-d'œuvre constitue le plus souvent le principal élément de dépenses. *C'est alors sur les salaires que l'entrepreneur cherche à rattraper les rabais excessifs qu'il a été obligé de faire pour avoir la préférence sur ses concurrents, et quand les circonstances s'y prêtent, il procède à une véritable exploitation des ouvriers* ».

Les mêmes faits sont affirmés par plusieurs membres et certains certifient que l'exploitation des ouvriers a lieu aussi bien sur les grands chantiers que sur les petits et les moyens.

Enfin, le rapport du Conseil général des ponts et chaussées ne conteste pas les abus dont sont victi-

mes les ouvriers dans l'industrie du livre et dans celle bâtiment.

Ces témoignages sont d'autant plus à retenir qu'ils viennent d'une assemblée en majorité hostile aux conditions du travail.

Il faut remarquer que, notamment dans les grands travaux, l'entrepreneur, pour agir sur les salaires, prend un moyen détourné. Il obtient les rabais sur la main-d'œuvre grâce au marchandage.

Le décret du 2 mars 1848, prohibant le marchandage n'a pas reçu d'application efficace ; il n'y a qu'un moyen de le prévenir, c'est de le rendre inutile et improductif pour l'adjudicataire.

2^e point. — *Constatation du salaire normal et courant et de la durée normale et courante de la journée du travail.*

Le Conseil supérieur du travail a reconnu que le salaire normal et courant ne pouvait être fixé que par un accord des patrons et des ouvriers.

« C'est bien là, en effet, écrit M. Pierre Baudin, l'esprit de la réforme en Angleterre et en Belgique. En Angleterre, elle doit son succès à l'admirable organisation des Trades-unions. Leur application à discuter les salaires avec les patrons avait permis à un grand nombre d'entre elles d'obtenir un salaire normal. Mais elles avaient à redouter l'influence dépressive des adjudications sur les prix syndicaux. Aussi, leurs efforts combinés dès 1886 furent d'obtenir des comités locaux, des Con-

seils de paroisse et du Parlement, l'enregistrement du salaire normal dans les chantiers et ateliers de travaux publics. La réforme pouvait ainsi fonctionner *de plano*, le taux des salaires étant connu des ouvriers et des patrons, puisqu'il n'était autre que le tarif syndical ».

En France sera-il possible d'obtenir des résultats favorables ?

Au Conseil supérieur du travail, M. Lourties, sénateur, ancien ministre du Commerce, déclara, au cours d'une séance qu'il présidait, qu'il ne serait pas embarrassé pour connaître les salaires courants dans la ville dont il était maire. Mais M. de Mun fit remarquer qu'il fallait éviter l'arbitraire administratif et qu'il convenait d'entourer la réforme de certaines garanties.

Sur l'intervention de MM. Millerand, Mesureur et Bovier-Lapierre, le Conseil supérieur vota la formule suivante :

« Ces conditions de salaire et de durée de travail seront constatées par les administrations intéressées, qui devront s'entourer de tous les renseignements nécessaires et prendre l'avis de commissions mixtes composées de patrons et d'ouvriers ».

Ainsi, le salaire normal et courant devra être établi sur un accord des deux parties.

Voici quel est sur ce point l'avis du Conseil supérieur des ponts et chaussées. Il proteste d'abord contre la fixation du salaire courant par l'Administration :

« C'est l'*autorité* qui fixe, dans les cahiers des charges avant l'adjudication, le taux *normal* des salaires et la durée normale de la journée de travail.

« C'est extrêmement grave. Il est à peine besoin de faire observer que cette intervention de l'autorité dans la détermination des salaires est une hérésie en matière d'économie politique.

« La Commission ne reviendra pas sur la discussion de la question de principe. Elle se contentera d'apprécier la portée des exemples qui ont été cités, de rappeler quelques faits mis en lumière par l'enquête et de signaler quelques conséquences.

« On invoque l'exemple de plusieurs Etats étrangers mais surtout de l'Angleterre et de la Belgique.

« Pour l'Angleterre, on a tort.

« L'autorité, en Angleterre, n'intervient à aucun moment dans la fixation du salaire ou de la durée de travail. Elle se borne à homologuer l'accord qui se produit à ce sujet entre les intéressés.

« Dans ces conditions, les salaires sont déterminés par la loi de l'offre et de la demande. Ils représentent le minimum de ce que les ouvriers compétents, d'accord avec les patrons, consentent à recevoir pour une heure de leur temps et de leur travail. Ils subissent les variations causées par la cherté des vivres, par les intempéries des saisons et ces variations sont enregistrées par de nouveaux accords. L'entrepreneur ne peut se plaindre d'être

astreint par son cahier des charges à payer des salaires dont le taux a été consenti par lui-même, ou par ses délégués, après débats contradictoires, avec les délégués des associations ouvrières, et qui, au surplus, sont susceptibles de nouveaux arrangements si son intérêt ou les circonstances l'exigent ».

La conclusion qui se dégage de ce passage, écrit M. Raudin, est que là où il y a accord des syndicats, les administrations doivent s'y conformer et la réforme est souhaitable, le Conseil général des ponts et chaussées est donc pour la réforme anglaise. La Commission du travail est du même avis, aussi elle a adopté cette première disposition :

« C'est aux accords intervenus entre les patrons et les ouvriers qu'on devra se référer ».

La Commission a ajouté : « autant que possible », pour laisser une certaine latitude et des droits de contrôle aux administrations soit qu'il s'agisse de résoudre des difficultés entre syndicats, soit qu'il s'agisse de déjouer des manœuvres frauduleuses.

La Commission a estimé qu'il était indispensable de supposer que là où l'entente entre les patrons et les ouvriers n'existe pas, il était possible de l'obtenir, et elle a adopté l'idée suivante, émise par le Conseil supérieur du travail : les administrations pourront constater le salaire normal et la durée normale, en s'entourant de tous les renseignements

nécessaires et prendre l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

« Nous ne pouvons, écrit M. Pierre Baudin, subordonner la réforme aux accords préexistant des parties, parce que, dans bien des régions, ce serait la subordonner à la bonne volonté des patrons. Il ne tiendrait qu'à eux qu'elle ne fonctionnât pas. Ce serait pousser les ouvriers à chercher dans les grèves le moyen d'obtenir cet accord désiré. Une telle solution est inacceptable. Nous préférons obliger les deux parties à entrer en conversation et à prendre intérêt à une entente.

« Le Conseil général des ponts n'a vu là que l'intervention administrative, il a eu tort ».

Le Conseil des ponts favorable aux conditions du travail telles qu'elles sont fixées en Angleterre, les repousse en France, parce que, dit-il, chez nous elles seraient imposées par l'Administration, tandis qu'en Angleterre, on s'est borné à homologuer les accords survenus entre les syndicats.

Cette assertion n'est pas fondée.

En effet, du texte même de la résolution votée par la Chambre des communes :

« Dans l'opinion de la Chambre, il est du devoir du gouvernement de prendre des mesures dans tous les contrats qu'il passe, contre les maux récemment révélés dans la Commission d'enquête sur le *Sweating system*, d'insérer des clauses destinées à prévenir les abus qui résultent de sous-entreprise et de

faire tous ses efforts pour assurer le paiement des salaires égaux à ceux qui sont *généralement acceptés comme courants*, dans chaque métier, par les ouvriers *compétents* ».

Il résulte d'abord que les tarifs syndicaux sont appliqués à tous les ouvriers syndiqués ou non ; d'autre part, qu'à défaut de tarif syndical, l'Administration doit rechercher elle-même le taux des salaires courants.

M. Baudin prend comme exemple le cahier des charges des travaux d'entretien des bâtiments de l'Etat dans le district de Londres. L'adjudicataire doit signer l'engagement suivant :

« Les salaires que.... soussigné propose de payer aux ouvriers employés à la journée, d'après ce contrat, sont ceux indiqués à l'annexe, qui, dans mon opinion, représente la liste des salaires généralement acceptés comme courants, dans chaque métier, par les ouvriers compétents ».

L'Administration enregistre les prix proposés par l'adjudicataire, après s'être assurée que ces prix correspondent bien aux salaires courants. Où y a-t-il place à plus d'arbitraire que dans cette appréciation ?

Le plus souvent, les cahiers des charges se bornent à prescrire le paiement des ouvriers au taux courant des salaires, sans indiquer quel est ce taux ; l'Administration attend qu'une plainte soit faite par les ouvriers, pour vérifier si, oui ou non, l'adjudicataire s'est conformé à la Résolution.

Dans tous les cas, l'Etat anglais doit, à défaut de tarifs syndicaux, s'informer par ses fonctionnaires, souvent auprès des syndicats ouvriers, souvent aussi comme il peut, des salaires courants et ce sont bien *les administrations* qui les constatent à défaut des *ententes intervenues entre patrons et ouvriers*.

Quant aux pouvoirs locaux, ils ne se sont pas, eux non plus, contentés d'homologuer les tarifs syndicaux; par exemple, le cahier des charges de l'Administration scolaire de Londres donne, dans une annexe, le taux des salaires courants (1). Il en est de même en Belgique.

Le Conseil des ponts et chaussées a écarté l'exemple de la Belgique, sous prétexte qu'il ne constitue qu'un exemple insuffisant; on peut cependant soutenir que cet essai est très étendu et qu'il donne de bons résultats (2).

« Une conclusion s'impose dans tous les cas, écrit M. Pierre Baudin. Le Conseil général des ponts et chaussées, en adhérant à la réforme anglaise, a, sans le savoir, adhéré à la formule du Conseil supérieur du travail ».

VII

La réforme doit, pour fonctionner normalement, s'appuyer sur les accords des patrons et des ouvriers, mais elle doit être conçue de telle sorte, que

1. Voir plus haut, p. 284.

2. Voir plus haut, p. 288.

là où les accords n'existent pas, elle les provoque. C'est ce que constatait la Commission anglaise d'enquête parlementaire de 1897 :

« La Résolution appliquée depuis six ans, dit la Commission ne paraît pas avoir eu d'influence fâcheuse sur les relations entre employeurs et employés, au contraire : *elle paraît avoir contribué à faire conclure des conventions entre patrons et ouvriers sur le taux des salaires et sur les conditions du travail.* Dans l'ensemble, les entrepreneurs ne soulèvent d'objections ni contre la résolution, ni sur la manière dont elle a été appliquée, et les plaintes des ouvriers sur les violations de la Résolution ne sont plus aussi fréquentes qu'autrefois ».

Ce sont ces résultats de l'expérience qui ont déterminé la Commission du travail à suivre la voie indiquée par le Conseil supérieur et à imposer à l'Administration la consultation d'une Commission mixte, composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers, là où il n'existe pas d'organisations syndicales suffisantes.

Ces commissions mixtes préparent la voie aux syndicats par leur caractère de pacification et d'entente ; elles feront naître des habitudes de discussion, de respect et de courtoisie.

Cette idée s'est traduite par l'adoption, au Conseil supérieur du travail, du vœu suivant de MM. de Mun et Keufer :

« Le Conseil supérieur du travail émet le vœu que les pouvoirs publics, la législation, secondent

par tous les moyens le développement des associations professionnelles, à qui il appartient de déterminer les conditions du travail, par l'accord des patrons et des ouvriers ».

La réforme proposée aura pour effet de donner aux études et à l'action pacifique du syndicat une sanction sérieuse ; ils prendront place désormais à côté des pouvoirs publics et feront entendre des avis écoutés. « Les contacts entre eux et les patrons se produiront non plus seulement au cours des crises aiguës où des blessures d'amour-propre et des rancunes fatales viennent troubler la vue des uns et autres, mais dans des entretiens institués sous la protection de la loi, dans l'intérêt public ».

VIII

M. Pierre Baudin procède au commentaire des articles du projet de loi de la Commission (1).

Article premier

Dans les travaux exécutés pour le compte de l'Etat, l'entrepreneur ou le fabricant qui a obtenu un marché, soit de gré à gré, soit par adjudication sera tenu par les clauses du contrat d'observer les conditions suivantes :

1° Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ;

1. Les dispositions de ce projet, sauf celles relatives aux sanctions, ont été reprises dans les décrets du 10 août 1899, relatifs aux conditions du travail. Voir plus loin, p. 401.

2° *N'employer des ouvriers étrangers que dans la proportion fixée par décision du Ministre ou de son représentant, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ;*

4° *Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque catégorie, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté, et, s'il s'agit d'un travail à la journée, pour la durée normale de la journée en usage dans ladite ville ou région ;*

4° *Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de journée en usage pour chaque catégorie dans la dite ville ou région.*

1° **Définition des travaux.** — Le premier alinéa de cet article définit les travaux et les entrepreneurs.

On n'a pas à rechercher les salaires des ouvriers qui ont extrait les matières premières ou façonné les produits usuels qui entrent dans les fournitures faites à l'Etat. On ne veut pas atteindre les *marchands* de produits usuels admis à soumissionner pour des fournitures que l'industrie privée fabrique pour le marché courant.

Le projet, écrit M. Pierre Baudin, vise uniquement les travaux d'appropriation, les fabrications spéciales, les constructions exécutées expressément à la demande de l'Etat, pour lui, sur ses indications et non pas pour le marché courant. Ce sont des entrepreneurs, des fabricants, des travaux que l'on a en vue et non point des marchands, ni des fournitures usuelles.

Les articles 7 et 8 consacrent formellement ces commentaires (1).

2° Conditions du travail. — a) *Repos hebdomadaire.* — La première condition assure aux ouvriers un jour de repos par semaine. Les cas d'urgence ou d'impossibilité absolue sont prévus par l'article 9.

b) *Ouvriers étrangers.* — La proportion de main-d'œuvre étrangère n'est pas fixée d'avance pour tout le territoire et pour tous les genres de travaux. Il faut tenir compte qu'en France, la répugnance ou l'inaptitude de la population à certains travaux, ou l'importance de ces travaux, peuvent nécessiter l'emploi d'ouvriers étrangers. L'administration devra tenir compte de ces circonstances pour concilier la possibilité d'exécuter les travaux avec l'intérêt des populations ouvrières.

c) *Salaire normal et courant.* — Le projet ne tend pas à l'établissement d'un tarif minimum de salaires calculé sur une appréciation des besoins de l'individu, il tend simplement à remédier à l'abaissement des salaires dû au système des adjudications. L'Etat, les départements, les communes sont de formidables clients, on veut éviter qu'ils viennent troubler le cours normal de la main-d'œuvre, par une oppression due à la nature ordinaire de leurs contrats (l'adjudication) et à leur puissance comme clients. Ils stipuleront donc ceci : « Je veux payer le

1 Voir plus loin, p. 380.

salaire *normal courant*, celui qui se peut constater en dehors de mes propres chantiers et de mes travaux. Je veillerai à ce que ce salaire soit payé par les entrepreneurs ou fabricants dans les mains-d'œuvre qu'ils exécuteront expressément et spécialement pour moi. »

Certains membres de la Commission proposaient d'enlever le mot *normal*. La majorité l'a maintenu, estimant avec raison que les adjudications des grands travaux de l'Etat troublaient le cours normal des salaires. Le mot *normal*, écrit M. Pierre Baudin, exprime l'idée qu'il s'agit d'un cours des salaires établi en dehors de l'influence de ces éléments perturbateurs. Il met en relief ce fait, que les conditions prévues par la présente loi permettront de considérer le salaire normal comme courant.

Ces idées ont prévalu en Angleterre, en Belgique, en Hollande, etc.

d) *Durée normale et courante du travail journalier*. — Pour cette durée, on s'est inspiré des mêmes principes que pour les salaires.

La durée du travail peut, ainsi que les mots « *normale et courante* » l'indiquent, être différente suivant les saisons.

3° Obligation ou faculté. — Cette question sera examinée ci-après, à propos des articles 2 et 3.

Articles 2 et 3.

Article 2.

Dans les travaux exécutés pour le compte des départements, des communes, l'entrepreneur ou le fabricant qui a obtenu un marché, soit de gré à gré, soit par adjudication, sera tenu par les clauses du contrat :

1° D'assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ;

2° De n'employer d'ouvriers étrangers que dans la proportion fixée par la décision préfectorale, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés.

Article 3.

Dans les travaux exécutés pour leur compte et sur leur territoire, les départements, les communes ont la faculté d'imposer par les clauses du contrat aux entrepreneurs et aux fabricants qui ont obtenu un marché, soit de gré à gré, soit par adjudication, les conditions suivantes :

1° Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque catégorie, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté, et, s'il s'agit du travail à la journée, pour la durée normale de la journée en usage dans la dite ville ou région.

2° Limiter la durée du travail journalier à la durée normale de la journée en usage pour chaque catégorie dans la dite ville ou région.

Les conditions du travail énoncées aux articles 2 et 3 sont identiques à celles énumérées à l'article 1^{er}.

Obligation ou faculté. — L'art. 3 laisse aux départ-

tements et aux communes la faculté d'insérer ou non les clauses relatives au salaire normal et courant, à la durée normale courante du travail, alors que l'obligation a été spécifiée pour l'Etat d'insérer toujours les dites clauses.

D'autre part, l'art. 2 spécifie que les clauses relatives au repos hebdomadaire et à la limitation des ouvriers étrangers seraient obligatoires pour les travaux des départements et des communes comme pour ceux de l'Etat. Les stipulations de l'art. 2 ne sauraient entraîner de difficultés ; en effet, la proportion des étrangers est laissée à la décision du Préfet qui entendra les Administrations intéressées. Quant au repos hebdomadaire, c'est une pratique nécessaire à la santé de l'homme, c'est une prescription de même ordre que la limitation ancienne à 12 heures de la durée du travail journalier. Les cas particuliers sont d'ailleurs prévus à l'art 9.

Les prescriptions relatives au salaire et à la durée du travail ne sont pas obligatoires pour les travaux des départements et des communes pour plusieurs raisons.

En premier lieu, écrit M. Pierre Baudin, la loi n'a pas ordinairement pour mission d'imposer des devoirs aux individus, mais de protéger leurs droits. Le projet actuel a été inspirée par l'idée de rendre à l'Etat, aux départements, aux communes, un droit dont le législateur ou mieux la jurisprudence les avait privés. L'origine du projet doit-être recherché dans l'annulation, par le Conseil d'Etat, de clauses

protectrices du travail, que la ville de Paris avait introduites dans le cahier des charges de ses travaux. Le projet a pour but de reconnaître la validité de ces clauses.

Fait-il un pas de plus en édictant pour l'Etat l'obligation de donner l'exemple ? Non. Le Parlement fait ici pour l'Etat ce que les conseils municipaux, par exemple, feront pour les communes. Il prend une décision pour les travaux dont il vote les crédits et ordonne l'exécution. De même, chaque département, chaque commune, prendra, en raison de l'importance de ses travaux publics, les décisions que lui dicteront les circonstances. Le même régime a été appliqué en Angleterre et en Belgique et a été recommandé par le Conseil supérieur du travail.

Article 4

Les établissements publics, suivant qu'ils ressortissent à l'Etat, aux départements ou aux communes, sont soumis aux règles édictées par la présente loi en ce qui concerne respectivement les travaux de l'Etat, des départements et des communes.

L'art. 4 règle par assimilation les dispositions applicables aux travaux exécutés pour le compte des établissements publics de l'Etat, des établissements publics départementaux, des établissements publics communaux.

Le projet ne vise pas les établissements d'utilité publique.

Article 5

La constatation ou la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail, seront faites par les soins de chacune des administrations intéressées qui devra : 1° se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers des corporations en cause de la localité ou de la région ; 2° à défaut de cette entente, provoquer l'avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et communaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation seront joints à chaque cahier des charges ou marché, et affichés dans les chantiers ou ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés sur la demande des patrons et des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette revision sera faite dans les conditions indiquées au paragraphe premier du présent article et ne pourra entraîner de modifications aux conditions du marché que dans les limites prévues au cahier des charges.

Toutefois lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même profession, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La pro-

portion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

Les contestations relatives à l'établissement des bordereaux officiels prévus au présent article ainsi qu'à leur revision, sont portés devant la juridiction administrative.

1° Constatation et vérification du taux des salaires normaux et courants et de la durée normale et courante du travail. — Pour constater ou vérifier le taux le salaires courants et la durée habituelle du travail l'administration compétente devra procéder à une enquête sur un certain nombre de métiers dans une localité ou dans une région, à moins qu'elle ne puisse se référer à des bordereaux déjà établis en vertu de la présente loi et encore en usage dans la région.

2° Revision des bordereaux établis, recours contre les constatations administratives. — Il faut éviter que la constatation administrative des salaires devienne une fixation administrative de ces salaires. Le droit à révision doit être ouvert en permanence, sous la réserve que les demandeurs fournissent des preuves de leurs dires à l'Administration qui a établi le bordereau des cours. Il n'est pas possible, cependant, de prévoir que les bordereaux des salaires et des durées de travail puissent être remis en question et révisés sans cesse. L'Administration restera juge de l'opportunité des révisions, sous réserve des recours de droit commun, c'est-à-dire, en l'espèce, du recours au Conseil de préfecture.

Les bordereaux devront être appliqués nonobstant les réclamations, jusqu'à la décision nouvelle de l'autorité administrative, ou jusqu'à l'arrêt du Conseil de préfecture, en cas de contestation.

3° *Demi-ouvriers.* Il est indispensable de prévoir une tolérance pour les jeunes ouvriers, les vieillards les éclopés et ceux qu'on désigne en Belgique sous le nom de demi-ouvriers. L'application stricte du salaire normal aurait pour résultat de les exclure des chantiers de travaux publics ; elle aggraverait ainsi leur situation.

Les conditions prévues : fixation par le cahier des charges de la proportion maxima des demi-ouvriers et de la réduction possible de leurs salaires dans chaque catégorie, paraissent devoir éviter les inconvénients graves d'une réglementation trop absolue.

Article 6

Dans tous les cas où il n'aura pas été possible de constater à l'avance le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante du travail journalier, et par conséquent de joindre ces constatations au cahier des charges, l'entrepreneur ou le fabricant sera toujours tenu de payer le salaire et d'observer la durée de travail qui sont constamment en usage dans la région où le travail est exécuté.

Cet article prévoit le cas où il n'aura pas été possible de dresser par avance un bordereau des cours des salaires et des durées courantes du travail, par exemple lorsqu'on ne pourrait pas prévoir le lieu où s'exécuteront les travaux.

Si les bordereaux peuvent être dressés après la conclusion du marché, l'application de la loi se fera sans difficulté. Sinon, l'Administration pourra toujours intervenir sur la plainte des ouvriers et si l'enquête démontre le bien-fondé de leurs réclamations, elle provoquera l'application des pénalités prévues par les art. 10, 11, 12, et 13 du projet.

Article 7.

Les clauses et conditions prévues par la présente loi ne s'appliquent qu'aux travaux qui doivent être exécutés par l'adjudicataire aux termes du marché, et non aux matières et fournitures qu'il trouve dans le commerce.

Elles s'appliquent aux fournitures non fabriquées dans ses propres usines lorsqu'elles sont fabriquées spécialement en vue de l'exécution de son marché.

Article 8.

Pour garantir l'exécution du décret du 2 mars 1848 sur le marchandage, une clause interdira à l'entrepreneur de céder à des sous-traitants une ou plusieurs parties des travaux qu'il a soumissionnés, sans l'autorisation de l'Administration compétente. Dans tous les cas, le soumissionnaire demeurera personnellement responsable tant envers l'Administration qu'envers les ouvriers et les tiers et les sanctions édictées aux articles 10, 11, 12 et 13 de la présente loi pourront lui être appliquées.

Article 9

En cas d'urgence ou de nécessité absolue, l'autorité

administrative compétente pourra suspendre les effets de la présente loi en ce qui concerne :

1° Le repos hebdomadaire ;

2° La limitation de la durée du travail.

Les heures supplémentaires ainsi faites seront payées à un taux supérieur à celui du salaire courant et dont le minimum sera déterminé par le cahier des charges.

Ainsi, en cas d'urgence ou de nécessité absolue, les effets de la loi peuvent être exceptionnellement suspendus.

Deux garanties sont offertes contre l'abus de ces exceptions : l'autorisation qu'il faudra obtenir et le paiement d'un sur-salaire pour le travail fait en dehors des heures normales de travail.

Des dispositions analogues existent en Belgique. Le ministre belge M. de Bruyn, dans sa circulaire de décembre 1896 (1) disait : « Etant entendu d'ailleurs que les dits salaires seront augmentés de 25 0/0 pour tout travail en dehors des heures habituelles, y compris les dimanches et fêtes ».

De même, en Angleterre, le taux des heures supplémentaires est généralement supérieur à celui des heures normales (2).

Article 10.

La constatation des infractions aux prescriptions de

1. Voir plus haut, p. 298.

2. Voir, par exemple, p. 284, le tableau des salaires annexé à l'art. 6 du cahier des charges des travaux de l'Administration scolaire de Londres.

la présente loi sera faite, soit d'office, soit à la requête d'une des parties intéressées par procès-verbaux des fonctionnaires assermentés de l'autorité administrative compétente ou par les inspecteurs du travail.

Les entrepreneurs et fabricants, ou leurs gérants et préposés qui ne se seront pas conformés aux prescriptions insérées, en vertu de la présente loi, dans les cahiers des charges ou contrats de travaux, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 1 à 15 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées dans ces conditions contraires à la loi.

Toutefois la peine ne sera pas appliquée si l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur commise de bonne foi.

Les entrepreneurs fabricants seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs gérants et préposés.

Article 11

En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 à 100 francs.

Il y a récidive, lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une infraction quelconque.

En cas de pluralité des contraventions entraînant la peine de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

Les tribunaux correctionnels pourront appliquer les

dispositions de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes, sans qu'en aucun cas l'amende, pour chaque contravention, puisse être inférieure à 5 francs.

L'affichage du jugement peut, suivant les circonstances, et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal correctionnel. Le tribunal peut également ordonner, dans le même cas, l'insertion, aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

Article 12

Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un des fonctionnaires chargés de veiller à l'application de la présente loi. En cas de récidive, l'amende sera portée de 500 à 1.000 francs. L'art. 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article.

Les articles 10, 11, 12, prévoient l'action des tribunaux de simple police et des tribunaux correctionnels.

Les sanctions *pénales* prévues sont à peu près celles édictées par la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants. L'analogie des infractions est évidente, il est avantageux, d'autre part, d'adopter des termes dont la jurisprudence a déjà fixé le sens.

Article 13

La violation des clauses relatives au salaire normal et courant insérées dans les cahiers des charges, en vertu

de la présente loi, donnera lieu, sous les garanties des clauses et conditions générales des dits cahiers des charges, à une retenue égale à la somme qui aurait dû être payée aux ouvriers. Cette retenue sera opérée sur le cautionnement de l'entrepreneur ou sur les sommes qui lui sont dues. L'administration désintéressera les ouvriers lésés au moyen des sommes ainsi retenues.

En cas de violation répétée de la loi, l'administration compétente pourra exclure l'entrepreneur de ses adjudications publiques ou de ses marchés, soit pour une durée limitée, soit indéfiniment.

Cet article édicte deux sanctions *administratives*, la première est obligatoire, la seconde est facultative et son application est subordonnée à l'initiative de l'Administration.

Les contestations seront portées devant la juridiction administrative.

Les ouvriers ont, de leur côté, à l'encontre de leur patron un droit direct : ils peuvent l'assigner devant le Conseil de prud'hommes ou le juge de paix, mais les sommes qu'ils auront à toucher ne sauraient se cumuler avec les retenues prévues par l'art. 13; elles viendront en déduction de ces retenues.

IX

Après avoir ainsi commenté les dispositions du projet de loi de la Commission, M. Pierre Baudin expose qu'il ne prétend pas avoir indiqué l'application mathématique de ce projet. Il estime qu'il faut laisser aux administrations de l'Etat, aux départe-

ments et aux communes, le soin de se l'approprier et de l'adapter à leurs caractères et à leurs fonctions; il ne voit que des avantages à leur confier plus d'initiative.

M. Pierre Baudin termine son rapport en déclarant qu'il est convaincu que le concours de bonnes volontés, qui a assuré le succès de la réforme à l'étranger, ne lui manquera pas dans notre pays.

X

La discussion générale du projet de loi de la Commission du travail commença à la séance de la Chambre des députés du 4 mai 1899 (1-2).

M. Aynard repousse l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail, proposée par la Commission ; il déclare que cette intervention ne serait justifiée que par deux raisons ; la nécessité démontrée et le caractère efficace et pratique des mesures proposées.

Le projet de loi vise surtout, dit-il, des intérêts locaux, il sort de la longue lutte soutenue par le Conseil municipal de Paris contre les pouvoirs publics ; ce projet a pour but de remédier à l'abais-

1. *Journ. Off.*, 5 mai 1899, Annexes. Chambre des députés, p. 1286.

2. La discussion ayant été interrompue à la suite des déclarations de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, nous n'analyserons que sommairement les discours des orateurs qui ont pris part à cette discussion.

sement de la main-d'œuvre dû aux adjudications.

M. Aynard nie cet abaissement; le salaire varie suivant la loi de l'offre et de la demande; si en outre, on recherche la caractéristique du salaire français, on constate qu'il tend à une hausse constante.

M. Aynard ne croit pas, d'autre part, que la loi proposée soit efficace et pratique; elle a, notamment, le tort de devancer le mouvement des syndicats, qui, en France, ne comprennent qu'un dixième des ouvriers, tandis qu'elle devrait le suivre.

En somme, en admettant qu'il y ait quelque chose à faire, il suffirait de modifier la loi sur les adjudications.

M. Raoul Bompard vient défendre une thèse qu'il considère, avant tout, comme une thèse de liberté municipale.

Ce sont les communes, et non l'Etat, qui ont pris en France comme à l'étranger, des mesures destinées à protéger l'ouvrier contre les conséquences des adjudications.

Cette question, a provoqué en Europe un véritable mouvement d'opinion. Elle a été posée en Belgique dès 1855; la réforme, qui a été adoptée aujourd'hui par la grande majorité des villes belges, s'est étendue aux provinces, puis à l'Etat.

En Angleterre, elle était appliquée depuis longtemps par les communes, lorsqu'elle fut visée dans la Résolution de 1891.

En France même, le Conseil municipal de Paris n'a pas été seul à s'en occuper; d'autres communes ont suivi son exemple; si le mouvement ne s'est pas généralisé, c'est qu'il s'est heurté à la tutelle administrative.

Les enquêtes faites à l'étranger montrent que l'application des conditions du travail a donné d'excellents résultats. Il y a d'ailleurs un argument décisif : c'est qu'il est sans exemple qu'un pays, qu'une ville, ayant adopté ces conditions, les ait ensuite abandonnées.

M. Raoul Bompard est d'avis que le projet de la Commission entre dans trop de détails, il eût préféré un système plus simple, plus large, par exemple, celui du rapport de M. Lavy, mais, dit-il, à aucun degré ce projet n'aboutit à une fixation arbitraire et anormale du taux des salaires; il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'article 5.

M. Raoul Bompard espère que la Chambre votera la loi comme un élément de paix sociale et aussi parce qu'elle est « une application de la liberté municipale, la restitution aux communes d'un droit naturel ».

M. Stanislas Ferrand estime que les clauses proposées sont de libre convention et que, par suite, une loi n'est pas nécessaire pour les autoriser. Il combat au nom des libertés communales, l'obligation imposée aux communes, du repos hebdomadaire et de la limitation des ouvriers étrangers.

M. Stanislas Ferrand prétend que l'art. 3 du projet établit l'égalité du salaire, enfin, il se prononce contre l'interdiction du marchandage.

Il conclut en déposant un contre-projet aux termes duquel : « en raison de la jurisprudence du Conseil d'Etat qui conteste aux communes le droit de rester maîtresses de leurs cahiers des charges d'adjudications », il convient de donner à l'Etat, aux départements et aux communes, la faculté, et non l'obligation d'insérer dans les cahiers des charges des conditions relatives au repos hebdomadaire, à la durée normale de la journée, à l'observation des prix de main-d'œuvre, à l'emploi des ouvriers étrangers.

La discussion reprit à la séance de la Chambre des députés du 5 mai 1899 (1).

M. Vaillant déclare que le rapport de M. Pierre Baudin est une traduction législative française des usages qui se sont développés en Angleterre, avec le consentement du Parlement et des divers conseils des comtés et des autorités municipales; mais dit-il c'est une traduction très affaiblie; en effet, les pratiques anglaises ont fait d'immenses progrès et non-seulement les salaires courants et la durée moyenne de la journée ont été adoptés, mais en réalité le salaire minimum et la limite maxima de la journée ont été décidés par les autorités anglaises et obser-

1. *Journ. Off.* 6 mai 1899, Annexes, Chambre des députés, p. 1305.

vés par les entrepreneurs. On a fait de plus en plus du juste salaire, du salaire syndical, un salaire minimum reconnu obligatoire.

D'autre part, nous avons moins de liberté en France qu'en Angleterre, nous avons moins d'organisations ouvrières, c'est pourquoi nous devons recourir davantage à la loi.

M. Vaillant demande, en conséquence, d'ajouter aux dispositions du projet de la Commission, des prescriptions fixant une limite maxima de la journée de travail et une limite minima du taux des salaires.

Cette notion du salaire minimum s'impose, elle a été acceptée en France par des gens très compétents.

M. Vaillant cite, à ce sujet, la déclaration suivante, faite par M. Alphand à la séance du 11 avril 1888 de la Commission du travail du Conseil municipal :

« Quoi qu'il en soit, la série peut être révisée de telle sorte qu'elle comporte deux prix : le prix moyen, prix de base, et un prix minimum pour chaque nature de travail.

« Les entrepreneurs, dans leurs rabais, ne pourraient jamais descendre au-dessous de ce dernier prix, qui serait fixé d'après les conditions propres aux divers métiers, telles que : temps de chômage, achats d'outils, nécessité d'études préliminaires, nourriture plus ou moins abondante en raison de la dépense de force, etc. »

Ainsi donc, à un certain moment, M. Alphand acceptait d'inscrire dans les cahiers des charges, à côté de la notion des salaires courants, la prescription d'un salaire minimum.

M. Vaillant justifie au point de vue théorique, la notion du salaire minimum et de la durée maxima de la journée de travail. Il rappelle que, sur le marché du travail, ce n'est pas le travail qui se vend, mais la force de travail, identique au travailleur lui-même qui se loue.

La valeur minima de la force de travail est fixée par l'ensemble des éléments constitutifs des frais de reproduction de cette force, cette valeur minima doit constituer le salaire minimum et être inscrite dans la loi. Il faut, en outre, par la prescription d'une durée maxima de la journée de travail, mettre une limite à l'usure de l'organisme qui frappe l'ouvrier dans sa personne et dans sa race.

La discussion, renvoyée par la Chambre à une séance ultérieure, ne fut pas reprise, le ministère Charles Dupuy fut renversé le 12 juin 1899 et le ministère Waldeck Rousseau réalisa, ainsi que nous le verrons au chapitre suivant, par les décrets du 10 août 1899, les réformes qui faisaient l'objet du projet de loi de la Commission du travail.

CHAPITRE XVI

LES DÉCRETS DU 10 AOÛT 1899

- I. — Renvoi de la discussion du projet relatif aux conditions du travail (29 juin 1899).
- II. — Déclarations de **MM. Waldeck-Boussieu** et **Millerand** à la Commission du travail (1^{er} juillet 1899).
- III. — Déclaration de **M. Ch. Ferry** au nom de la Commission du travail. Intervention de **MM. Georges Graux** et **P. Beauregard** (3 juillet 1899).
- IV. — Questions de **M. P. Beauregard** à **M. Millerand** ministre du commerce. Réponse de **M. Millerand** (4 juillet 1899).
- V. — Interpellation de **M. Georges Graux**. Renvoi à un mois de cette interpellation (4 juillet 1899).
- VI. — Les décrets du 10 août 1899.
- VII. — De la légalité des décrets du 10 août 1899.

I

A la séance de la Chambre des députés du 29 juin 1899 (1) **M. Waldeck-Boussieu** président du Con-

1. *Journ. Off.*, 4 juillet 1899, Annexes Ch. des dép. p. 1731.

seil demanda le renvoi de la discussion des conditions du travail à une séance ultérieure. Il exposa que le Gouvernement avait exprimé au président de la Commission du travail, le désir de proposer à cette Commission de résoudre, par une voie plus prompte, une partie des questions qui lui étaient soumises. Après un échange de vues entre le Gouvernement et la Commission, une solution définitive devait être apportée à la Chambre.

Après acceptation du renvoi de la discussion, par **M. Ch. Ferry**, président de la Commission du travail, ce renvoi est prononcé par la Chambre.

II

Le 1^{er} juillet 1899, **M. Waldeck-Rousseau**, président du conseil et **M. Millerand** ministre du commerce se rendirent à la Commission du travail, pour s'expliquer sur le projet relatif aux conditions du travail dans les entreprises de l'Etat, des départements et des communes.

MM. Waldeck-Rousseau et **Millerand** déclarèrent que le gouvernement avait le droit de modifier par décrets, les décrets et ordonnances antérieurs, en vue d'introduire dans les cahiers des charges, les conditions proposées par le projet de la Commission. Seules les sanctions pénales ne pouvaient être édictées par le gouvernement.

D'autre part, les conditions du travail, obligatoires

pour l'Etat devaient être facultatives pour les départements et les communes.

La Commission du travail prenant acte des déclarations du Gouvernement, décida qu'elle restait saisie du projet de loi, mais qu'elle laisserait se poursuivre l'expérience qu'allait faire le Gouvernement.

Elle donna mandat, à son président, de faire connaître ses intentions à la Chambre.

III

A la séance de la Chambre du 3 juillet 1899 (1), **M. Ch. Ferry** exposa que la Commission du travail après avoir entendu le Gouvernement, l'avait chargé, à l'unanimité, de faire à la Chambre la déclaration suivante :

« La Commission du travail demande à la Chambre de réinscrire à son ordre du jour, la loi sur les conditions du travail. Le président du Conseil et le ministre du Commerce sont venus déclarer à la Commission que le Gouvernement croyait pouvoir réaliser par décret plusieurs des réformes qui sont l'objet du projet de loi que vous a soumis la Commission du travail. Cette dernière estime qu'elle n'a pas à se prononcer sur l'initiative du Gouvernement agissant sous sa responsabilité. Elle entend rester saisie et le Gouvernement ne le conteste pas d'ailleurs.

1. *Jour. Off.*, 30 juin 1899, Annexes, Ch. des dép. p. 1779.

« En conséquence, la Commission prie la Chambre de réinscrire à son ordre du jour la discussion commencée ».

M. Georges Graux déclare qu'il s'agit de savoir dans quelle mesure un décret peut être substitué à une loi. Si, dit-il, la Chambre se dessaisissait d'une proposition relative à une question économique des plus graves, elle abdiquerait la première de ses fonctions qui est de faire des lois.

M. Georges Graux rappelle que M. Pierre Beaudin a, dans son rapport, soutenu la nécessité d'une loi pour obtenir la réforme (1). D'ailleurs, dit-il, si des controverses peuvent s'élever sur l'étendue du pouvoir réglementaire, tous les juristes sont d'accord pour repousser l'institution, par décret, de pénalités ou de taxes nouvelles.

Or, les décrets devront être sanctionnés, sinon ils seront inefficaces. La sanction sera nécessairement une pénalité, comme le prévoient les articles 10 et suivants du projet de la Commission (2). Si le Gouvernement s'arroge le droit d'instituer par décret des amendes et des pénalités, il commettra une illégalité. En somme, les décrets seront ou illégaux, ou inefficaces.

Il y a, dit **M. Georges Graux**, un système qui peut se défendre, c'est celui qui a été adopté en Angleterre. Le Gouvernement aurait pu demander au Parlement de voter une résolution l'autorisant

1. Voir plus haut, p. 346.

2. Voir plus haut, p. 381.

à prendre, par voie de décrets, certaines dispositions relatives aux conditions du travail. Ces décrets auraient été ainsi rendus en vertu d'une délégation formelle donnée par la Chambre au pouvoir exécutif. Cette voie n'a pas été suivie.

M. Georges Graux déclare qu'il ne peut consentir à l'abdication que demande le Gouvernement.

M. P. Beauregard monte à la tribune ; après un débat confus, qui bientôt dégénéra en tumulte, le **Président de la Chambre** dut déclarer la séance suspendue.

A la reprise de la séance, le **Président** annonça que l'incident était réglé, le ministre du Commerce acceptant, pour la séance du lendemain, une question de **M. P. Beauregard** relativement aux conditions du travail.

IV

A la séance de la Chambre du 4 juillet (1), **M. P. Beauregard** prit la parole pour poser sa question à **M. Millerand** ministre du Commerce.

M. P. Beauregard se plaint de ce que l'on substitue la réglementation par décret au vote d'une loi. On a déclaré, dit-il, que la Chambre n'était pas dessaisie puisqu'il lui restera le soin de voter des sanctions. A cela, on peut répondre qu'il ne

1. *Journ. Off.* 5 juillet 1899, annexes Ch. des dép. p. 1812.

faut pas croire que les décrets n'auront pas de sanction, ils seront d'abord sanctionnés par l'action civile qu'ils engendrent au profit des bénéficiaires, d'autre part, les manquements aux conditions imposées peuvent entraîner soit la résiliation des marchés, soit même l'exclusion des adjudications postérieures.

M. P. Beauregard déclare que le Gouvernement n'a pas le droit, en vertu du principe de la liberté des contrats, des conventions, inscrit dans la loi de 1791 (1), de réaliser par décret l'ensemble des réformes contenues dans l'art. 1^{er} du projet de loi, notamment l'introduction d'un minimum de salaire et de la restriction de la durée de la journée de travail. Ainsi que le constatent les arrêts du Conseil d'Etat, « ces dispositions sont contraires aux lois, au principe de la liberté des conventions, comme tendant à réglementer les contrats qui doivent être librement débattus entre patrons et ouvriers », or, aucune exception à une loi ne peut être introduite que par une loi et non par un décret.

On dit pour l'Etat : en somme, l'Etat est chez lui, il s'agit de ses propres travaux, cet argument dit **M. P. Beauregard** n'a aucune force lorsqu'il s'agit de trancher la question par décret ; l'intervention des décrets a une gravité encore plus sérieuse

1. Loi des 2-17 mars 1774, art. 7.— A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce et d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon.

lorsqu'il s'agit non plus de l'Etat, mais des communes.

M. Paul Beauregard termine en demandant au Ministre du Commerce s'il a l'intention, dans les décrets qu'il compte prendre, d'introduire le minimum de salaire et la limitation de la journée de travail et en second lieu s'il entend viser non-seulement les travaux de l'Etat, mais encore ceux des départements et des communes.

M. Millerand, Ministre du Commerce et de l'Industrie, expose que si l'initiative gouvernementale a cru devoir s'exercer, ce n'était en aucune façon pour supprimer l'initiative parlementaire, mais parce que le gouvernement était convaincu que dans cette question il était intéressant que l'une pût se joindre à l'autre.

M. Millerand rappelle le dilemme posé à la séance précédente par M. Georges Graux (1), il répond à ce dilemme que, d'une part, les décrets ne seront pas illégaux, attendu qu'ils n'édicteront pas de sanction pénales; d'autre part, ils ne seront pas inefficaces, car, ainsi que l'a démontré M. Paul Beauregard, il n'est pas besoin de sanctions pénales édictées par la loi, pour assurer le respect des clauses des cahiers des charges.

Ainsi donc, les décrets ne seront ni illégaux ni inefficaces.

1. Voir plus haut, p. 394.

Le Gouvernement, dit **M. Millerand**, entend réaliser, sous forme de décrets, les dispositions du projet de loi, mais une distinction doit être faite. Le projet vise à la fois l'Etat et les communes. Si, pour l'Etat, rien n'empêche que des dispositions soient déclarées obligatoires, il est certain — et sur ce point les décrets ne peuvent aller aussi loin que le proposait le projet de loi — que le Gouvernement n'entend pas obliger les communes à insérer dans leurs cahiers des charges telle et telle clause, il leur donne la faculté, rien de plus.

M. Millerand expose que si les décrets ont paru utiles en cette matière, c'est que c'est de cette manière, et non par voie législative, qu'en Angleterre et en Belgique on a procédé.

Les décrets proposés sont légaux, car ils ne feront que modifier des décrets.

De l'avis du comité du contentieux de la Ville de Paris (1), le seul obstacle légal à l'insertion des conditions du travail dans les cahiers des charges des travaux des communes est l'art. 1^{er} de l'ordonnance de 1837; pour l'Etat, l'on trouve comme obstacle le décret de 1882 (2).

« J'attends, dit **M. Millerand**, qu'on me démontre qu'on n'a pas le droit de modifier par décrets des décrets. »

1. Voir plus haut, p. 33.

2. Décret du 18 novembre 1882, art. 1^{er}. — Les marchés de travaux, fournitures ou transports au compte de l'Etat, sont faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées à l'art. 18 du même décret.

M. Millerand ajoute que le Gouvernement ne prendra pas ces décrets de son autorité propre ; il les prendra comme ont été pris l'ordonnance de 1837 et le décret de 1882, le Conseil d'Etat entendu.

M. Paul Beauregard répond qu'en 1837, quand on a rédigé l'ordonnance, on avait le pouvoir de réglementer qui appartient au Gouvernement, surtout quand une loi le lui a donné, comme l'a fait la loi de 1836 pour la matière (1). Or, le droit de réglementer, c'est le droit d'assurer l'exécution de la loi, en respectant toutes les lois, de telle sorte qu'en 1837, il eût été impossible d'apporter par l'ordonnance une exception quelconque à la loi de 1791 ; aujourd'hui, on ne peut évidemment modifier l'ordonnance que dans les limites où elle-même pouvait exister.

V

M. G. Graux demande à transformer la question en interpellation.

M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, déclare que le Gouvernement s'en rapporte à la fixation qui plaira à la Chambre ; il ajoute que les

1. Nous n'avons pas trouvé en 1836 de loi relative aux marchés de travaux publics ; d'autre part l'ordonnance de 1837 ne vise que des décrets et la loi du 18 novembre 1837 sur l'administration municipale (Voir plus loin p. 407).

explications qui lui ont été fournies de part et d'autre lui semblent épuiser complètement la question.

M. le Président de la Chambre, sur la demande de plusieurs députés, consulte la Chambre sur le renvoi de l'interpellation à un mois.

Le renvoi à un mois est voté par 334 voix contre 166.

Par ce vote, la Chambre reconnaissait au Gouvernement le droit de résoudre par décrets la question des conditions du travail.

VI

Le 10 août 1899, furent signés les décrets annoncés par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand (1).

Le premier de ces décrets est relatif aux marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom de l'Etat, le second aux marchés des départements, le troisième à ceux des communes.

Ces trois décrets édictent des mesures semblables, mais alors que le premier décret concernant l'Etat les rend obligatoires, les deux autres décrets donnent simplement aux départements et aux communes la faculté de les appliquer.

Nous reproduisons ci-après le décret relatif aux marchés des communes, décret qui, par suite, con-

1. *Jour. Off.* 11 août 1899, p. 5397.

cerne les conditions du travail dans les chantiers de la Ville de Paris.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et des Cultes,
et du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes
et des Télégraphes,

Vu l'ordonnance du 14 novembre 1837 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article 1^{er}. — Les cahiers des charges des marchés de travaux publics ou de fournitures passés au nom des communes et des établissements de bienfaisance, par adjudication ou de gré à gré, pourront contenir des clauses par lesquelles l'entrepreneur s'engagera à observer les conditions suivantes, en ce qui concerne la main-d'œuvre de ces travaux ou fournitures, dans les chantiers ou ateliers organisés ou fonctionnant en vue de l'exécution du marché :

1^o Assurer aux ouvriers et employés un jour de repos par semaine ;

2^o N'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par décision préfectorale selon la nature des travaux et la région où ils seront exécutés ;

3^o Payer aux ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et dans chaque profession, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment appliqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté ;

4^o Limiter la durée du travail journalier à la durée du travail en usage, pour chaque catégorie, dans ladite ville ou région.

En cas de nécessité absolue, l'entrepreneur pourra,

avec l'autorisation expresse et spéciale de l'Administration déroger aux clauses prévues aux paragraphes 1^o et 4^o du présent article. Les heures supplémentaires de travail ainsi faites par les ouvriers, donneront lieu à une majoration du salaire dont le taux sera fixé par le cahier des charges.

Art. 2. — Les communes et les établissements de bienfaisance devront insérer dans les cahiers des charges une clause par laquelle l'entrepreneur s'engage à ne céder à des sous-traitants aucune partie de son entreprise, à moins d'autorisation expresse de l'Administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'Administration que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

Une clause du cahier des charges rappellera l'interdiction du marchandage telle qu'elle résulte du décret du 2 mars 1848 et de l'arrêté du Gouvernement du 21 mars 1848.

Art. 3. — La constatation et la vérification du taux normal et courant des salaires et de la durée normale et courante de la journée de travail sera faite, sous le contrôle du préfet, par l'Administration intéressée qui devra :

1^o Se référer, autant que possible, aux accords existant entre les syndicats patronaux et ouvriers de la localité ou de la région ;

2^o A défaut de cette entente, provoquer l'avis des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et, en outre, se munir de tous renseignements utiles auprès des syndicats professionnels, conseils de prud'hommes, ingénieurs, architectes départementaux et autres personnes compétentes.

Les bordereaux résultant de cette constatation devront être joints à chaque cahier des charges stipulant les clauses 3^o et 4^o de l'art. 1^{er} du présent décret. Ils seront affichés dans les chantiers et ateliers où les travaux sont exécutés. Ils pourront être révisés, sur la demande des patrons et des ouvriers, lorsque des variations dans le taux des salaires ou de la durée du travail journalier auront reçu une application générale dans l'industrie en cause.

Cette révision sera faite dans les conditions indiquées sous les numéros 1^o et 2^o au présent article. Une révision correspondante des prix du marché pourra être réclamée par l'entrepreneur ou effectuée d'office par l'Administration, quand les variations ainsi constatées dans le taux des salaires ou la durée du travail journalier dépasseront les limites déterminées par le cahier des charges.

Lorsque l'entrepreneur aura à employer des ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans une condition d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, il pourra leur appliquer exceptionnellement un salaire inférieur au salaire normal. La proportion maxima de ces ouvriers par rapport au total des ouvriers de la catégorie et le maximum de la réduction possible de leurs salaires seront fixés par le cahier des charges.

Art. 4. — Lorsqu'une clause relative au salaire courant aura été insérée dans le cahier des charges, ledit cahier des charges stipulera que l'Administration, si elle constate une différence entre ce salaire courant et le salaire effectivement payé aux ouvriers, indemniserá directement les ouvriers lésés au moyen de retenues sur les sommes dues à l'entrepreneur et sur son cautionnement.

Art. 5. — Lorsque des infractions réitérées aux conditions du travail auront été révélées à la charge d'un entrepreneur, contrairement à ses engagements, l'administration compétente pourra, sans préjudice de l'application des sanctions habituelles prévues au cahier des charges, décider, par voie de mesure générale, de l'exclure de ses marchés à l'avenir, pour un temps déterminé ou définitivement.

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur et des cultes et le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 10 août 1899,

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République,
Le ministre de l'intérieur et des cultes,

WALDECK-ROUSSEAU.

*Le ministre du commerce, de l'industrie,
des postes et des télégraphes,*

A. MILLERAND.

Ce décret reprend les dispositions du projet de loi rapporté par M. Pierre Baudin, au nom de la Commission du travail.

Il y a lieu de remarquer que l'insertion des clauses relatives au repos hebdomadaire et à la limitation du nombre des ouvriers étrangers qui, d'après ce projet de loi, devait être obligatoire pour les communes, n'est que facultative d'après le décret ; ainsi

que l'a expliqué M. Millerand à la Chambre (1), la loi seule peut édicter une telle obligation.

VII

La légalité des décrets du 10 août 1899, a été contestée ; M. Beauregard, notamment, a déclaré qu'ils violaient le principe de la liberté des contrats, inscrit dans la loi de 1791 (2).

Certes, s'il s'agissait de régler les contrats des patrons et des ouvriers en général, on pourrait invoquer la loi de 1791 et soutenir que, ces contrats devant être librement débattus, une loi est nécessaire. d'autant plus que la réglementation présenterait un caractère général et initial et serait, par suite, du domaine du législateur.

Mais, en l'espèce, il n'en est pas ainsi : les décrets du 10 août 1899 ne visent que les marchés passés au nom de l'Etat, des départements et des communes ; en outre, si les dispositions qu'ils édictent sont obligatoires pour l'Etat, elles sont facultatives pour les communes ; dès lors, la loi de 1791 ne leur est pas applicable. En effet, lorsque l'Etat, par exemple, passe un marché de travaux publics, il agit, non comme puissance publique, mais comme personne morale et doit, en principe, avoir des droits égaux à ceux d'un particulier. Or, il

1. Voir plus haut, p. 398.

2. Voir plus haut, p. 396.

est évident que lorsqu'un propriétaire fait exécuter des travaux, il lui est loisible d'imposer à ses entrepreneurs des clauses qu'il juge utiles à la bonne exécution des travaux, telles que la limitation de la journée de travail, le paiement des salaires normaux et courants. La convention fait ici la loi des parties et l'entrepreneur ne pourrait, pour se soustraire aux obligations qu'il a contractées, invoquer la loi de 1791.

Il doit en être de même pour l'Etat, les départements, les communes, personnalités juridiques, à moins que des textes ne restreignent leur capacité.

Nous allons montrer maintenant que des décrets seuls pouvaient être opposés, en la matière, au droit de l'Etat, des départements et des communes.

a) *Pour l'Etat*, l'art. 12 de la loi du 31 janvier 1833 portait (1) :

Une ordonnance réglera les formalités à suivre à l'avenir dans tous les marchés passés au nom du gouvernement.

L'ordonnance prévue par cet article fut rendue le 4 décembre 1836, l'art. 1^{er} de cette ordonnance disposait (2) :

Tous les marchés au nom de l'Etat seront faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées à l'article suivant.

1. *Collection des lois, décrets, etc.* par J.-B. Duvergier, tome 33, p. 12.

2. *Collection des lois, décrets, etc.* par J.-B. Duvergier, tome 36, p. 487.

Cette ordonnance fut modifiée par le décret réglementaire du 18 novembre 1882 dont l'art. 1^{er}, porte (1) :

Les marchés de travaux, fournitures et transports au compte de l'Etat, sont faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées à l'art. 18 du même décret.

b) *Pour les départements*, nous ne trouvons aucun texte, mais la jurisprudence, confirmée par un avis du Conseil d'Etat, du 27 juin 1889, assimile les marchés de l'Etat à ceux du département (2).

c) *Pour les communes et les établissements publics*, les formalités à suivre sont réglées par l'ordonnance du 14 novembre 1837.

Voici le texte de cette ordonnance (3) :

Louis-Philippe, etc., sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur ; vu le décret du 10 brumaire an XIV concernant les travaux qui s'exécutent au compte des hospices et des établissements de charité (4) ; vu le décret du 17 juillet 1808 qui a étendu aux communes les dispositions du précédent ; vu l'ordonnance royale du 4 décembre 1836 portant règle-

1. *Collection des lois décrets*, etc. par J.-B. Duvergier, tome 82. p. 447.

2. Simonet, *Droit public et administratif*, 3^e édition, p. 519.

3. *Collection des lois*, etc. par J.-B. Duvergier, tome 37 p. 437.

4. Le décret du 10 brumaire an XIV, dispose notamment (art. 3) que les travaux de construction, reconstruction, réparations de ces établissements devront en principe être donnés par voie d'adjudication publique.

ment sur les formes à suivre dans les marchés de l'État ; vu la loi du 18 juillet 1837, notre Conseil d'Etat entendu, etc.

Art. 1^{er}. — Toutes les entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisance seront données avec concurrence et publicité...

Nous remarquons tout d'abord que le visa de cette ordonnance se réfère à des décrets et ordonnance antérieurs et seulement à la loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale ; cette loi ne comprend pas d'article, tel que l'art. 12 de la loi du 31 janvier 1833 pour l'Etat, déléguant spécialement au gouvernement le soin de rendre une ordonnance sur la matière. La loi du 18 juillet 1837 ne s'occupe des marchés de travaux publics que dans l'art. 9 (1). Cet article porte :

Le maire est chargé, sous l'autorité de l'administration supérieure :

1^o.

6^o De souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications des travaux communaux, dans les formes établies par les lois et règlements.

L'ordonnance de 1837 n'est donc pas un règlement d'administration publique, mais seulement une ordonnance en la forme de règlement d'administration publique, rendue par le chef de l'Etat en vertu de son pouvoir réglementaire.

1. *Collection des lois*, etc. par J.-B. Duvergier, tome 37, p. 235.

Le gouvernement de 1837 se trouvait dans la même situation que les gouvernements de 1882 et de 1899, et l'ordonnance de 1837 était légale, car elle ne faisait que modifier les décrets déjà rendus sur la matière.

Ainsi, jusqu'au 10 août 1899, les deux seuls textes qui réglementaient les marchés de travaux publics et de fournitures étaient le décret réglementaire du 18 novembre 1882 pour l'Etat et les départements et l'ordonnance royale du 14 novembre 1837 pour les communes (1).

Ces règlements faisaient, d'après le Comité consultatif de la préfecture de la Seine, obstacle à l'établissement des conditions du travail (2), mais ils pouvaient évidemment être modifiés par des décrets pris dans la même forme, le Conseil d'Etat entendu.

Les décrets du 10 août 1899 remplissant cette condition sont donc légaux ; par suite, l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent valablement inscrire dans leurs cahiers des charges, des clauses relatives aux conditions du travail.

1. En ce qui concerne la ville de Paris, les règles de l'ordonnance de 1837 ont été modifiées par le décret du 28 décembre 1878 portant règlement sur la comptabilité des dépenses et des recettes de la ville de Paris (art. 73 et suivants).

2. Voir plus haut, p. 33.

CONCLUSION

I

Les décrets du 10 août 1899 prescrivent l'obligation pour l'Etat, et donnent la faculté aux départements et aux communes, d'inscrire dans les cahiers des charges des marchés de travaux et de fournitures, passés en leur nom, des clauses relatives aux conditions du travail.

La légalité de ces décrets, discutée avant leur publication, n'est plus contestée aujourd'hui. Depuis la rentrée des Chambres, aucune des interpellations adressées au Gouvernement n'a visé ces décrets, aucune protestation ne s'est élevée contre leur application, on peut en déduire que la question des conditions du travail est aujourd'hui résolue.

II

Le décret relatif aux communes ne pouvait que recevoir un accueil favorable auprès du Conseil municipal de Paris.

Si, en effet, on rapproche ce décret de la délibé-

ration du 2 mai 1888 — délibération qui, suivant l'expression de M. Adrien Veber, est restée la charte ouvrière du Conseil — il est aisé de voir qu'aucune contradiction n'existe entre les deux textes.

Les dispositions relatives à l'emploi d'ouvriers étrangers, au repos hebdomadaire, aux heures supplémentaires, au marchandage, édictées par le décret, existaient déjà dans la délibération du 2 mai 1888.

Les clauses du décret, relatives aux salaires et à la durée du travail journalier diffèrent de celles édictées par la délibération, mais les premières peuvent néanmoins facilement se concilier avec les secondes.

Nous avons vu que le décret prescrit, pour remédier à la baisse des salaires causée par le système des adjudications, le paiement d'un salaire normal égal, pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment pratiqué dans la région où le travail est exécuté ; que, d'autre part, la délibération du 2 mai 1888 ordonne le paiement aux ouvriers, dans chaque catégorie de profession, d'un salaire minimum inséré à la série et de nature à assurer l'existence des travailleurs.

Ainsi, le décret vise le salaire normal et courant et la délibération du Conseil établit un salaire minimum.

Il peut arriver, dit-on, que dans certaines régions, le salaire normal et courant soit très bas et au-dessous du salaire minimum nécessaire. On peut répondre que si dans une région le salaire tombait au-dessous de ce minimum, il ne pourrait se maintenir longtemps à ce niveau et devenir un salaire normal, car la misère diminuerait le nombre des bras disponibles et par suite l'offre du travail, il en résulterait un relèvement du salaire.

Pour Paris, nous avons vu qu'à maintes reprises, les ouvriers employés sur les chantiers de la ville ont réclamé l'application des prix de série ; or, ceux-ci sont, en principe, les prix moyens en usage à Paris, au moment de la révision de la série, c'est-à-dire, en ce qui touche la main-d'œuvre, les salaires normaux et courants ; on peut donc penser que ces derniers salaires sont, à Paris, suffisamment rémunérateurs pour assurer l'existence des travailleurs.

Nous venons de voir que les prix de série relatifs à la main-d'œuvre sont, en principe, des salaires normaux et courants, de ce fait nous pouvons conclure que — en attendant les résultats de la constatation des salaires normaux et courants prévue par le décret du 10 août — la partie de la délibération du 2 mai 1888 relative au paiement aux ouvriers, des prix insérés à la série, pourra être reprise, sans qu'on puisse lui opposer ce décret.

La série actuelle remonte, il est vrai, à 1882, mais ses prix sont toujours pris pour base, non-seulement par l'Administration pour le calcul des devis des travaux de la ville, mais aussi par les entrepreneurs lorsqu'ils traitent avec les particuliers.

Les prix de la série de 1882, notamment ceux relatifs à la main-d'œuvre, sont donc, en fait, considérés encore aujourd'hui comme normaux et courants et la ville pourra, dès lors, conformément au décret du 10 août, en imposer l'application à ses entrepreneurs adjudicataires.

Les ouvriers, de leur côté, ne sauraient s'en plaindre, car, ainsi que nous l'avons dit, ils ont souvent réclamé l'application des prix de la série.

En ce qui touche la durée du travail journalier l'obligation de l'observation de la durée de la journée inscrite à la série de 1882 serait la conséquence de l'application des prix de main-d'œuvre inscrits à la série.

A la différence du décret, la délibération du 2 mai 1888 ne contenait pas de clause relative aux ouvriers que leurs aptitudes physiques mettent dans un état d'infériorité notoire sur les ouvriers de la même catégorie, mais une telle clause, qui permettra l'emploi sur les chantiers d'ouvriers faibles ou vieux, ne peut soulever d'opposition.

En somme, le décret du 10 août 1899 est rédigé

dans le même esprit que les délibérations du Conseil municipal ; on est donc en droit d'affirmer que les conditions du travail, si souvent votées par cette assemblée, seront appliquées, dans un avenir très prochain, dans les chantiers de la ville de Paris.

III

Le 13 septembre 1899, le Préfet de la Seine, sur la proposition du Directeur des affaires départementales, du Directeur administratif des services d'architecture et des promenades et plantations et du Directeur administratif des services de la voie publique et des eaux et égouts, prit un arrêté instituant à la Préfecture de la Seine, une Commission pour l'étude des conditions d'application des décrets du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom du département de la Seine et de la ville de Paris (1).

A la séance du Conseil municipal en date du 23 octobre 1899 (2), M. Landrin fit voter le renvoi, à la Commission du travail, d'une proposition prescrivant l'inscription des conditions du travail, spécifiées dans le décret du 10 août 1899, dans tous les cahiers des charges des travaux ou mar-

1. *Bull. mun. off.* du 21 septembre 1899.

2. id. 24 octobre 1899.

chés de fournitures faits au nom de la ville de Paris et invitant la Commission à présenter au plus tôt, un rapport sur le mode d'application des dites conditions.¹

Répondant à une observation de M. le Préfet de la Seine, M. Landrin exprime l'avis que la Commission du travail et la Commission instituée par l'arrêté du Préfet en date du 13 septembre 1899 — et dont font partie deux conseillers MM. Chausse et Blondeau — ne peuvent que faire œuvre utile en étudiant ensemble la question.

IV

Nous avons vu que si la ville de Paris avait pris en France, l'initiative de la réforme, le mouvement s'était généralisé et de nombreuses villes avaient voté des délibérations relatives aux conditions du travail (1), aussi une prompt application des décrets du 10 août était à prévoir.

Un arrêté de M. Millerand, ministre du commerce et de l'industrie, en date du 14 août 1899, institua près de son département une Commission, présidée par M. Picard, président de section au Conseil d'Etat et Commissaire Général de l'Exposition universelle de 1900, pour l'étude des conditions d'application du décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat.

1. Voir plus haut, Chap. XIV, III^e.

Sur la proposition de cette Commission, le ministre du commerce prit, le 19 septembre 1899 (1) un arrêté nommant les membres de Commissions mixtes chargées de donner leur avis sur le taux normal et courant des salaires et sur la durée normale et courante de la journée à Paris.

D'autre part, dans leur session d'août, quelques jours à peine après la publication des décrets, un certain nombre de Conseils généraux entr'autres ceux de la Gironde, du Cher, de la Nièvre, de la Vaucluse, etc., votèrent l'insertion des conditions du travail dans les cahiers des charges des marchés passés au nom de leurs départements. D'autres Conseils généraux, ex. : ceux des Pyrénées-Orientales et des Bouches-du-Rhône émirent des votes analogues.

Les conditions du travail vont ainsi recevoir leur application, non seulement sur les chantiers de la Ville de Paris, mais aussi sur de nombreux chantiers de travaux de l'Etat, des départements ou des communes.

Il est permis d'espérer, en se basant sur les exemples fournis par les pays étrangers, que cette application donnera en France les meilleurs résultats, au point de vue de la bonne exécution des travaux et de la paix sociale.

1. *Journal officiel*, du 20 septembre 1899.

VU :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY

VU :

Le Doyen de la Faculté,

GLASSON

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	I à XII

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — <i>La série des prix de la ville de Paris</i> . . .	3
I. — La série des prix avant 1872.	3
II. — Revision de la série en 1872.	5
III. — Adjudication du droit de publication de la série (20 janvier 1873).	6
IV. — Séries de 1875 et 1877	6
V. — Transaction avec la maison Chaix et Cie (25 janvier 1879).	7
VI. — Série de 1879	8
VII. — Propositions de l'Administration relatives à la cessation de la publication de la série. — Sé- rie de 1880	8
VIII. — Série de 1882.	16
CHAPITRE II. — <i>Les Conditions du travail devant le Con- seil municipal de Paris 1882-1885</i>	17
I. — Proposition de M. Joffrin relative à l'accepta- tion des prix de série par les entrepreneurs (30 décembre 1882)	18
II. — Proposition de M. Dreyfus tendant à la limi- tation du nombre des ouvriers étrangers dans les travaux de la ville de Paris (30 avril 1883) . .	18
III. — Proposition de MM. Lyon-Alemand et Dreyfus relative à la limitation du nombre des	

employés et ouvriers étrangers de la Compagnie du chemin de fer métropolitain (28 mai 1883). Adoption partielle (4 juin 1883).	20
IV. — Pétition d'ouvriers peintres en bâtiment demandant l'application des prix de série. Rapport de M. Sauton (28 novembre 1883). Discussion (13 décembre 1883)	22
V. — Rapports des chefs de service de la Direction des travaux	28
VI. — Avis du Comité Consultatif de la préfecture de la Seine	33
VII. — Pétition de la Commission des ouvriers sans travail (3 janvier 1885) et proposition de M. Vaillant (26 janvier 1885) relatives aux conditions du travail)	35
VIII. — Discussion de la proposition de M. Vaillant, renvoi à la Commission du travail (30 janvier 1885).	36
IX. — Rapport de M. Cernesson sur la proposition de M. Vaillant (31 juillet 1885)	36
X. — Discussion du rapport de M. Cernesson (2, 7, 9, 11, 15 et 16 décembre 1885)	41
XI. — Renvoi à la Commission du travail du rapport de M. Cernesson (18 décembre 1885)	63
CHAPITRE III. — <i>Adoption des conditions du travail par le Conseil municipal de Paris (Délibérations des 31 juillet 1886 et 27 avril 1887)</i>	64
I. — Discussion des conditions du travail à appliquer aux travaux de l'Exposition Universelle de 1889. Adoption d'un vœu de M. Mesureur (31 mars 1886)	64
II. — Rapport de M. Longuet sur la durée de la journée de travail et l'interdiction du marchandage (22 juin 1886).	65
III. — Discussion du rapport de M. Longuet (28, 29, 30, 31 juillet 1886). Vote de la journée de 9 heures (31 juillet 1886).	68

IV. -- Rapport de M. Cernesson sur l'application des prix de la série (21 avril 1887).	87
V. -- Discussion du rapport de M. Cernesson (25, 27 avril 1887). Vote de l'application des prix de série en ce qui concerne les salaires et de l'exécution du décret-loi sur le marchandage (27 avril 1887)	88
CHAPITRE IV. -- <i>Délibérations du Conseil municipal relatives à l'application des conditions du travail. — Décret d'annulation du 17 mars 1888.</i>	99
I. -- Vote d'une proposition de M. Vaillant relative à l'application des conditions du travail aux travaux de l'Exposition universelle de 1889 (18 juillet 1887).	100
II. -- Proposition de M. Vaillant tendant à la création d'inspecteurs du travail (18 juillet 1887)	101
III. -- Vote d'une proposition de M. Sauton tendant à assurer l'exécution de la délibération du 27 avril 1887 (27 juillet 1887)	101
IV. -- Proposition de M. Ch. Longuet relative aux ouvriers étrangers et au paiement des salaires (27 juillet 1887).	102
V. -- Vote d'une proposition de M. Sauton relative à l'adjudication des travaux de la Sorbonne (11 novembre 1887)	103
VI. -- Application des conditions du travail à l'Ecole du Livre (24 décembre, 30 décembre 1887)	104
VII. -- Rapport de M. Vaillant sur l'institution des inspecteurs ouvriers (5 novembre 1887). Délibération du 30 décembre 1887. Décret d'annulation de cette délibération (12 janvier 1888).	106
VIII. -- Rapport de M. Sauton sur l'exécution en régie des travaux de la ville (24 février 1888) .	109
IX. -- Discussion et adoption des conclusions du rapport de M. Sauton (29 février 1888) . . .	111
X. -- Décret en Conseil d'Etat du 17 mars 1888 .	114

XI. — Renvoi du décret à la Commission du travail (19 mars 1888)	118
XII. — Déclarations de MM. Sauton et Darlot (19 mars 1888)	120
XIII. — Rapport de M. Sauton sur le décret d'annulation du 17 mars 1888 (23 mars 1888)	120
XIV. — Adoption des conclusions du rapport de M. Sauton (31 mars 1888). Maintien de la délibération du 27 avril 1888.	125
XV. — Rapport de M. Sauton sur les mesures à prendre pour assurer l'application des conditions du travail (31 mars 1888).	125
XVI. — Discussion et adoption des conclusions de ce rapport (31 mars 1888)	128
XVII. — Vote d'une proposition de M. Sauton, relative à l'interdiction du marchandage (31 mars 1888)	132

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE V. — <i>Application des conditions du travail (délibération du 2 mai 1888)</i>	137
I. — Rapport de M. Sauton relatif à l'accord conclu entre l'Administration et la Commission du travail au sujet des conditions du travail (27 avril 1888)	137
II. — Adoption des conclusions du rapport de M. Sauton (2 mai 1888)	142
III. — Approbation, par le préfet de la Seine, de la délibération du 2 mai 1888	143
IV. — Insertion, à l'art. 15 du cahier des charges générales des travaux d'architecture, des clauses relatives aux conditions du travail.	143
V. — Série de 1888	143
VI. — Déclarations de M. le préfet de la Seine, relatives à l'application des conditions du travail (27 juillet 1888).	144
VII. — Adjudication des travaux d'entretien du	

service d'architecture (10, 11, 12, 13 juillet 1888)	145
CHAPITRE VI. — <i>Les conditions du travail au Parlement</i> (loi du 3 décembre 1888)	147
I. — Dépôt, par M. Floquet, ministre de l'Intérieur, d'un projet de loi relatif à l'approbation de l'im- putation d'une somme de 29,450.000 fr. sur le fonds réservé aux opérations de voirie dans l'emprunt de 1886	147
II. — Vote du projet à la Chambre des députés (11 juin 1888)	148
III. — Amendement de M. Bozérian, sénateur (28 juin 1888), tendant à interdire l'insertion, aux cahiers des charges des travaux faits avec les fonds de l'emprunt 1886, de clauses déclarées illégales par le décret du 17 mars 1888. Adop- tion de cet amendement par la Commission sé- natoriale	148
IV. — Discussion et adoption, au Sénat, du projet de la Commission (16 octobre 1888)	149
V. — Adoption, par la Chambre des députés, du projet voté par le Sénat (26 novembre 1888). Promulgation de la loi (3 décembre 1888)	156
CHAPITRE VII. — <i>Inobservation des conditions du travail</i> <i>par les entrepreneurs</i>	157
I. — Pétition de la Chambre syndicale des ouvriers puisatiers, terrassiers, mineurs du département de la Seine	157
II. — Enquête de M. Navarre. Discussion et vote des conclusions de la Commission du travail (3 décembre 1888)	158
III. — Rapport de M. Navarre sur les malfaçons et l'inobservation des conditions du travail à l'Ecole du Livre (27 février 1889). Discussion. Proposition de M. Navarre tendant à la création d'inspecteurs ouvriers. Vote des conclusions de la Commission et de la proposition de M. Na- varre (15 mars 1889)	161

IV. — Nouveau rapport de M. Navarre sur les travaux de l'Ecole du Livre (21 juin 1889). Discussion et vote des conclusions de la Commission (28 juin 1889)	163
V. — Délibérations relatives à des faits de marchandage (5 juillet 1889).	167
CHAPITRE VIII. — <i>Les conditions du travail au Conseil d'Etat (mars 1890)</i>	169
I. — Requête des Chambres syndicales de l'industrie et du bâtiment au Président de la République. — Recours au Conseil d'Etat introduits par ces Chambres syndicales et divers entrepreneurs	169
II. — Audience du 14 mars 1890	170
III. — Plaidoirie de M ^e G. Devin	171
IV. — Conclusions de M. Le Vavas seur de Pré court, commissaire du Gouvernement.	179
V. — Arrêts du Conseil d'Etat, 21 mars 1890	186
CHAPITRE IX. — <i>Suppression dans les cahiers des charges des clauses déclarées illégales par le Conseil d'Etat. Maintien de la délibération du 2 mai 1888 (13 juin 1890)</i>	190
I. — Suppression, dans les cahiers des charges, par l'Administration, des clauses relatives aux conditions du travail, déclarées illégales par le Conseil d'Etat	191
II. — Proposition de M. le Directeur des Travaux relative à la nomination des membres de la commission d'admissibilité. Renvoi à la Commission du travail (2 juin 1890)	191
III. — Exposé du rapport de M. Navarre sur les arrêts du Conseil d'Etat. Conclusions de la Commission du travail tendant au maintien de la délibération du 2 mai 1888 (6 juin 1890)	192
IV. V. — Discussion du rapport de M. Navarre (6 juin, 9 juin 1890)	195
VI. — Propositions de M. Sauton, de M. Deligny, de M. Champoudry	210

VII. — Suite de la discussion du rapport de M. Navarre. Vote des conclusions de la Commission du travail (13 juin 1890)	213
VIII. — Proposition de M. Charles Longuet tendant à l'ouverture de négociations avec le Ministre de l'intérieur. Vote de la proposition (13 juin 1890)	219
IX. — Adoption d'une proposition de M. Navarre relative à la nomination des membres de la Commission d'admissibilité (13 juin 1890). . .	219
CHAPITRE X. — <i>Délibérations du Conseil Municipal relatives aux conditions du travail.</i>	
<i>Maintien de ces conditions 1890-1894</i>	221
I. — Déclaration de M. Morane au nom de la Commission d'admissibilité. Vote de l'ordre du jour pur et simple (20 juin 1890)	222
II. — Adjudications du 21 juin 1890.	225
III. — Proposition de MM. Vaillant et Chauvière (21 novembre 1890)	225
IV. — Rapport de M. Darlot, sur la mise en adjudication des travaux d'entretien des édifices municipaux (10 décembre 1890)	226
V. — Discussion et vote des conclusions du rapport de M. Darlot. Vote d'un amendement de M. Vaillant tendant au maintien des conditions du travail (28 décembre 1890)	228
VI. — Décret d'annulation du 23 janvier 1891 . .	231
VII. — Proposition de M. Vaillant relative 1° au maintien de la délibération du 28 décembre 1890, 2° aux adjudications du 24 mars 1890, 3° au pourvoi devant le Conseil d'Etat contre le décret d'annulation. Discussion de cette proposition	231
VIII. — Suite de la discussion. Proposition de M. Deligny, relative à l'exécution en régie des travaux d'entretien. Propositions de M. Charles Longuet et de M. Bassinet	233

IX. — Votes des § 1 et 3 de la proposition Vaillant	235
X. — Vote des propositions de M. Deligny et de M. Charles Longuet. Renvoi à la Commission du travail de la proposition de M. Bassinet. . . .	236
XI. — Décret d'annulation du 1 ^{er} avril 1891. . . .	237
XII. — Pourvoi devant le Conseil d'Etat contre le décret du 1 ^{er} avril 1891 (25 avril 1891)	237
XIII. — Exposé de M. Sauton relatif à l'adjudica- tion des travaux d'entretien du service d'archi- tecture. Vote de la proposition de M. Berthaut tendant à l'insertion des conditions du travail dans les cahiers des charges (30 décembre 1893). . . .	237
XIV. — Adoption de la proposition de M. Sauton, invitant le bureau du Conseil à se mettre en rapport avec les représentants de Paris au Par- lement (30 décembre 1893)	241
XV. — Renvoi à la 1 ^{re} Commission, du dossier re- latif à l'adjudication des travaux d'entretien d'ar- chitecture (11 juin 1894)	241
XVI. — Vote de la mise en adjudication de ces travaux (22 juin 1894).	242
CHAPITRE XI. — <i>Proposition de loi relative à l'établis- sement des conditions du travail dans les travaux com- munaux de la ville de Paris et de chaque commune, 30 janvier 1894, présentée par MM. Vaillant, Chauvière, etc</i>	243
CHAPITRE XII. — <i>Délibérations du Conseil municipal re- latives aux conditions du travail, 1895-1898. . . .</i>	247
I. — Rejet, par le Conseil d'Etat, du pourvoi du Préfet de la Seine contre les décrets d'annulation des 23 janvier et 1 ^{er} avril 1891 (arrêt du 25 jan- vier 1895).	248
II. — Vote du maintien de la délibération du 2 mai 1888 (25 mars 1895)	249
III. — Proposition de M. Navarre et de plusieurs de ses collègues tendant à la création d'inspec- teurs ouvriers (17 juin 1895).	250

IV. — Discussion de la partie du rapport de M. Pierre Baudin relative à l'application des conditions du travail à l'Exposition universelle de 1900 (13 juillet 1895)	251
V. — Proposition de MM. Landrin et Ernest Moreau relative aux ouvriers employés en régie par les entrepreneurs de la ville (6 mars 1896). Vote de cette proposition (1 ^{er} avril 1896).	253
VI. — Rapport de M. Navarre sur la création d'inspecteurs ouvriers, Discussion. Vote des conclusions de la Commission du travail et d'un amendement de M. Sauton (17 juin 1896)	254
VII. — Proposition de M. Landrin tendant à l'application des conditions du travail aux ouvriers des concessionnaires de la ville (12 mars 1897).	263
VIII. — Rapport de M. Adrien Veber sur la proposition de M. Landrin et sur une proposition de M. Brousse concernant la C ^{ie} des Omnibus. Discussion (21 mai 1897). Vote des conclusions de la Commission du travail.	263
IX. — Décret d'annulation de la délibération du 21 mai 1897 (27 juillet 1897)	268
X. — Application des conditions du travail au chemin de fer métropolitain. Discussion et vote des conclusions du rapport de M. Berthelot (30 mars 1898)	268
XI. — Pétition de la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et scieurs de pierre du département de la Seine. Renvoi de cette pétition à la commission du travail (21 mars 1898). Rapport de M. Landrin. Vote : 1 ^o du maintien de la délibération du 2 mai 1888, complétée par un article additionnel relatif à la garantie des salaires, 2 ^o d'un vœu en faveur de l'adoption du projet de loi de M. Vaillant, 3 ^o d'un projet de délibération chargeant le Bureau du Conseil municipal de faire les démarches nécessaires,	

auprès des pouvoirs publics, pour arriver à une prompte solution de la question (7 novembre 1898).	272
--	-----

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE XIII. — <i>Les conditions du travail dans les pays étrangers</i>	279
I. — Les conditions du travail en Angleterre.	280
II. — Les conditions du travail en Belgique	288
III. — Les conditions du travail en Hollande.	299
IV. — Les conditions du travail en Suisse	301
V. — Les conditions du travail aux Etats-Unis	301
CHAPITRE XIV. — <i>Rapport de M. Aimé Lavy, député.</i>	306
a. — Propositions de loi : 1 ^o de M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, 2 ^o de M. Paschal Grousset, 3 ^o de M. André Castelin	306
b. — Analyse du rapport de M. Aimé Lavy	308
I. — Considérations générales.	308
II. — Les conditions du travail à Paris	318
III. — Les conditions du travail en province	319
IV. — Le marchandage (Arrêt de la Cour d'Appel d'Orléans (11 juillet 1899))	324
V. — Les conditions du travail dans les pays étrangers.	335
VI. — Déclarations faites devant la Commission du travail.	336
VII. — La série des prix de la ville de Paris	338
VIII. — Conclusions	340
IX. — Proposition de loi de la Commission du travail.	343
CHAPITRE XV. — <i>Rapport de M. Pierre Baudin, député.</i>	345
I. — Considérations générales	346
II. — Caractère de la réforme. — Déposition du Gouvernement	349
III. — Economie de la loi	355
IV. — Repos hebdomadaire.	355
V. — Limitation du nombre des ouvriers étrangers.	356

VI. — Garantie du salaire normal et courant, limitation de la journée de travail. — Influence des rabais d'adjudication sur les salaires. — Constata-tion du salaire normal et courant et de la durée normale et courante de la journée de tra-vail.	357
VII. — Consultations de commissions mixtes, ou de syndicats	368
VIII. — Commentaire des articles du projet de loi de la Commission du travail.	370
IX. — Conclusions.	384
X. — Discussion à la Chambre des députés du rapport de M. Pierre Baudin (4-5 mai 1889). . .	385
CHAPITRE XVI. — <i>Les décrets du 10 août 1899</i> . . .	394
I. — Renvoi de la discussion du projet relatif aux conditions du travail (29 juin 1899)	394
II. — Déclarations de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, à la Commission du travail (1 ^{er} juillet 1899)	392
III. — Déclaration de M. Ch. Ferry au nom de la Commission du travail. Intervention de MM. Georges Graux et P. Beauregard (3 juillet 1899) . .	393
IV. — Question de M. P. Beauregard à M. Mille-rand ministre du commerce, Réponse de M. Mil-lerand (4 juillet 1899).	395
V. — Interpellation de M. Georges Graux. Renvoi à un mois de cette interpellation (4 juillet 1899). .	399
VI. — Les décrets du 10 août 1899	400
VII. — De la légalité des décrets du 10 août 1899. .	405
Conclusion	410

